



WOLUWE-SAINT-LAMBERT
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 20 MARS 2023 GEMEENTERAAD VAN 20 MAART 2023

PROCÈS VERBAL PROCES-VERBAAL

Présents Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Isabelle Molenberg, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Françoise Charue, Aurélie Melard, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Margaux Hanquet, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Benoit Vandersmissen, *Directeur/Directrice/Directeur/Directrice* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés Verontschuldigd

Michèle Nahum, Eric Bott, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Elsa Boonen, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

20.03.2023/A/0001 Communications.

La présidente signale que Mme NAHUM, M. BOTT, Mmes VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et BOONEN sont excusés et que Mmes HANQUET et DRANSART arriveront en cours de séance.

Communicatie.

De voorzitster deelt mee dat mw. NAHUM, dhr. BOTT, mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE en mw. BOONEN verontschuldigd zijn en dat mevrouw HANQUET en DRANSART later tijdens de zitting zullen aankomen.

*Margaux Hanquet entre en séance / treedt in zitting.
Chantal Dransart entre en séance / treedt in zitting.*

20.03.2023/A/0002 Hommage à deux anciens membres du Conseil communal décédés - Mme Anne-Marie DECHARNEUX, conseillère communale, et M. Daniel FRANKIGNOUL, conseiller communal, échevin et président du Conseil communal.

En présence des familles, le bourgmestre rend hommage à la carrière de :

- Mme Anne-Marie DECHARNEUX qui fut, entre autres, conseillère communale du 03/01/1995 au 01/12/2006 et conseillère du CPAS, d'abord en remplacement de M. Eric BOTT, du 01/12/2006 au 18/12/2006, et ensuite élue conseillère du 18/12/2006 au 14/01/2013 et également très active au sein d'associations communales. Il relate son engagement total et ne manque pas de souligner les qualités positives de sa personnalité,

et de :

- M. Daniel FRANKIGNOUL, conseiller communal à partir du 21/09/1987, puis échevin, à partir du 09/01/1992, ayant principalement les travaux publics et l'urbanisme dans ses attributions et qui a terminé sa carrière en tant que président du Conseil communal durant la mandature 2012-2018. Il énumère entre autres une série de réalisations concrétisées à son initiative sur le territoire de la commune et souligne également son dévouement et son engagement ainsi que sa personnalité hors du commun.

Une minute de silence est observée.

Eerbetoon aan twee overleden oud-gemeenteraadsleden - Mw. Anne-Marie DECHARNEUX, gemeenteraadslid, en dhr. Daniel FRANKIGNOUL, gemeenteraadslid, schepen en voorzitter van de Gemeenteraad.

In aanwezigheid van de families, brengt de burgemeester hulde aan de loopbaan van:

- mw. Anne-Marie DECHARNEUX, gemeenteraadslid van 03/01/1995 tot 01/12/2006 en OCMW-raadslid, eerst als vervangster van dhr. Eric BOTT, van 01/12/2006 tot 18/12/2006, en vervolgens verkozen raadslid van 18/12/2006 tot 14/01/2013 en ook zeer actief in gemeentelijke verenigingen. Hij vertelt over haar totale inzet en laat niet na de positieve kwaliteiten van haar persoonlijkheid te onderstrepen,

en van:

- dhr. Daniel FRANKIGNOUL, gemeenteraadslid vanaf 21/09/1987, dan schepen, vanaf 09/01/1992, die vooral openbare werken en stedenbouw onder zijn bevoegdheden had en die zijn carrière beëindigde als voorzitter van de Gemeenteraad tijdens de zittingsperiode 2012-2018. Hij somt onder meer een reeks verwijzenlijkingen op die op zijn initiatief op het grondgebied van de gemeente zijn gerealiseerd en onderstreept ook zijn toewijding en inzet en zijn opmerkelijke persoonlijkheid.

Vervolgens wordt een minuut stilte gehouden als eerbetoon.

20.03.2023/A/0003 **Point non inscrit à l'ordre du jour - Urgence - Décision.**

La présidente invite l'assemblée à approuver l'inscription d'un point en urgence intitulé « CPAS - Budget 2023 - Modification budgétaire 1 - Approbation ». Celui-ci a été transmis, au préalable, à tous les conseillers afin qu'ils en prennent connaissance.

L'urgence est admise à l'unanimité.

33 votants : 33 votes positifs.

Niet op de agenda voorkomende punt - Spoedbehandeling - Beslissing.

De voorzitster nodigt de bijeenkomst uit de inschrijving van een dringend punt goed te keuren met als titel "OCMW - Begroting 2023 - Begrotingswijziging 1 - Goedkeuring". Dit punt werd voorafgaandelijk ter kennisneming aan de raadsleden toegezonden.

De spoedbehandeling wordt unaniem aanvaard.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0004 Procès-verbaux des séances du 30/01 et du 13/02/2023 - Approbation.

Les procès-verbaux des séances du 30/01 et du 13/02/2023 sont approuvés.

33 votants : 33 votes positifs.

Processen-verbaal van de vergaderingen van 30/01 en van 13/02/2023 - Goedkeuring.

De processen-verbaal van de vergaderingen van 30/01 en van 13/02/2023 worden goedgekeurd.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

20.03.2023/A/0005 Ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/11/2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public, tel que modifié ;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale, disposant, en son paragraphe 2, que les

communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu le règlement général de police de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'au cours des mois de juin à septembre 2022, les services de police de la zone Montgomery 5343 sont intervenus à plusieurs reprises pour des faits de tapage nocturne dans le parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérants que plusieurs interventions sont liées à la diffusion de son amplifié à des heures tardives au sein du parc ;

Considérant que les nuisances liées à la présence de la guinguette - soit 25 % des interventions - sont toutes des nuisances liées au tapage nocturne ;

Considérant que les horaires d'intervention pour tapage nocturne se situent entre 22h05 et 02h22 ;

Considérant que les statistiques fournies par la zone de police Montgomery 5343 montrent à suffisance que le nombre d'interventions augmente fortement pendant l'été, saison au cours de laquelle l'affluence est la plus élevée ;

Considérant en effet que parmi les motifs d'intervention de la zone de police Montgomery 5343 au sein du parc Georges Henri figurent principalement le tapage nocturne en raison de la musique (20 interventions dont 4 en juin, 1 en juillet, 11 en août et 4 en septembre 2022) et le tapage nocturne dû au comportement de personnes (23 interventions dont 10 en juin, 6 en juillet, 5 en août et 2 en septembre 2022) ;

Considérant que la diffusion de la musique provient tant de la guinguette installée au centre du parc que d'appareils portatifs amenés par les personnes fréquentant le parc, notamment par celles qui fréquentent les terrains de sport situés du côté de l'avenue Georges Henri ;

Considérant qu'en raison de l'affluence du public, il importe de veiller à la tranquillité tant des visiteurs que des riverains ;

Considérant qu'il apparaît primordial de préserver la quiétude, la tranquillité et l'ordre du parc et de ses abords immédiats ;

Considérant qu'il est par conséquent proposé de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir la quiétude et la tranquillité dans et autour du parc dès le 01/04/2023, début de la période au cours de laquelle le climat entraîne une plus grande fréquentation des parcs et des activités extérieures, jusqu'à la fin du mois d'octobre 2023 ;

Considérant que la présente ordonnance est prise dans un objectif de prévention quant aux troubles qui pourraient à nouveau survenir dans le parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, mais aussi pour permettre à la zone de police Montgomery 5343 d'appliquer des mesures répressives à l'égard des contrevenants ;

Vu les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'adopter l'ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, telle que reprise ci-dessous :

Ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert

Article 1 - Objet et champs d'application

§ 1. La présente ordonnance vise à réguler la diffusion de musique, amplifiée ou non, dans le parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, en y imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique.

§ 2. Cette ordonnance est applicable dans l'enceinte du parc Georges Henri du 01/04/2023 au 31/10/2023 inclus.

Article 2 - Dispositions générales

§ 1. La diffusion de musique non amplifiée est tolérée entre 10h et 22h dans l'enceinte du parc Georges Henri et ses abords.

§ 2. Entre 22h et 10h, la diffusion de toute forme de musique est interdite dans l'enceinte du parc Georges Henri.

§ 3. Sans préjudice de l'article 3, la musique amplifiée, y compris la musique diffusée à l'aide d'une enceinte Bluetooth, est interdite à toute heure du jour et de la nuit, dans l'enceinte du parc Georges Henri.

Article 3 - Dispositions particulières applicables à l'organisateur de la guinguette Henri

§ 1. Dans le cadre de l'exploitation temporaire de la guinguette Henri et pendant toute sa durée d'exploitation, la diffusion de son amplifié est autorisée de 10h à 21h.

§ 2. En matière de sonorisation, l'organisateur et les animateurs en charge de celle-ci sont tenus solidairement de respecter les normes ci-après :

- La puissance électro-acoustique de sortie des installations de sonorisation est fixée à maximum 90 db (A) à 20 mètres dans l'axe du diffuseur. En cas de circonstances particulières, la police pourra ordonner la modification de cette norme de référence.
- Les diffuseurs seront placés à une hauteur suffisante de manière à être dirigés vers le bas en direction de la surface occupée principalement par le public.

§ 3. L'exploitant de la guinguette a l'obligation d'installer un sonomètre de contrôle étalonné conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 - Sanctions administratives

§ 1. Toute personne ayant commis une infraction à la présente ordonnance sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, soit 350 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.

Conformément aux articles 12 et 18 de la loi du 24/06/2013, une médiation obligatoire pour les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits et facultative pour les majeurs est mise en place. Cette médiation vise la réparation ou l'indemnisation du dommage causé par l'auteur ou à apaiser le conflit.

§ 2. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

§ 3. En cas d'infraction à la présente ordonnance, les fonctionnaires de police ou les

agents de police pourront donner injonction au contrevenant de cesser l'utilisation des objets et matériels servant de support à la diffusion de musique. En cas de refus de se conformer immédiatement à l'injonction, tous les objets et matériels servant de support à la diffusion de musique pourront être saisis.

Article 5

La présente ordonnance sera publiée et affichée conformément aux dispositions en la matière. Elle deviendra obligatoire dès sa publication.

Article 6

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées du Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de cette ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 05/12/1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

Politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 21/11/2002 betreffende de strijd tegen het buurtlawaai, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, dat in zijn paragraaf 2 bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op het algemeen politiereglement van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat de politiediensten van de zone Montgomery 5343 in de maanden juni tot en met september 2022 meermaals zijn opgetreden bij nachtelijk rumoer in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat verschillende interventies verband houden met het uitzenden van versterkt geluid op late uren in het park;

Overwegende dat de overlast die verband houdt met de aanwezigheid van de guinguette - d.w.z. 25 % van de interventies - allemaal overlast is die verband houdt met nachtlawaai;

Overwegende dat de interventie-uren voor nachtrumoer tussen 22.05 en 2.22 uur liggen;

Overwegende dat uit de statistieken van de politiezone Montgomery 5343 blijkt dat het aantal interventies aanzienlijk toeneemt tijdens de zomer, het seizoen waarin het aantal bezoekers het hoogst is;

Overwegende dat de politiezone Montgomery 5343 in het Georges Henripark onder meer optreedt wegens nachtrumoer door muziek (20 interventies, waarvan 4 in juni, 1 in juli, 11 in augustus en 4 in september 2022) en wegens nachtrumoer door het gedrag van personen (23 interventies, waarvan 10 in juni, 6 in juli, 5 in augustus en 2 in september 2022);

Overwegende dat de verspreiding van muziek zowel komt van de guinguette die in het midden van het park is geïnstalleerd als van draagbare apparatuur die wordt meegebracht door mensen die het park frequenteren, met name door degenen die de sportvelden bezoeken die aan de kant van de George Henrilaan liggen;

Overwegende dat gezien het verwachte hoge aantal bezoekers het belangrijk is om zowel de rust van de bezoekers als van omwonenden te verzorgen;

Overwegende dat het van wezenlijk belang is de rust, de stilte en de orde van het park en zijn onmiddellijke omgeving te behouden;

Overwegende dat derhalve wordt voorgesteld de nodige maatregelen te nemen om de rust en de stilte in en rond het park te waarborgen vanaf 01/04/2023, wanneer het goede weer leidt tot meer gebruik van de parken en meer buitenactiviteiten, tot eind oktober 2023;

Overwegende dat deze verordening genomen is met als doelstelling om verdere problemen die zich zouden kunnen voordien in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te voorkomen, maar ook om de politiezone Montgomery 5343 in staat te stellen repressieve maatregelen tegen de overtreders te nemen;

Gelet op artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST de politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen zoals hieronder vermeld goed te keuren:

Politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen

Artikel 1 - Onderwerp en toepassingsgebied

§ 1. Onderhavige verordening beoogt het uitzenden van al dan niet versterkte muziek in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te reglementeren door maatregelen op te leggen die de openbare rust moeten waarborgen.

§ 2. Deze verordening is van toepassing binnen het Georges Henripark van

Artikel 2 - Algemene bepalingen

§ 1. Het uitzenden van niet-versterkte muziek is toegestaan tussen 10.00 en 22.00 uur in het Georges Henripark en omgeving.

§ 2. Tussen 22.00 en 10.00 uur is het uitzenden van om het even welke vorm van muziek verboden in het Georges Henripark.

§ 3. Onverminderd artikel 3 is versterkte muziek, met inbegrip van muziek die via een Bluetooth-luidspreker wordt afgespeeld, op elk moment van de dag en de nacht verboden in het Georges Henripark.

Artikel 3 - Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn voor de organisator van de guinguette Henri

§ 1. In het kader van de tijdelijke exploitatie van de guinguette Henri en tijdens de volledige duur van de uitbating ervan is het verspreiden van versterkt geluid toegestaan van 10.00 tot 21.00 uur

§ 2. Wat het geluid betreft, worden de organisator en de animatoren er solidair aan gehouden de volgende normen na te leven:

- Het uitgaand elektroakoestisch vermogen van de geluidsinstallaties wordt vastgesteld op maximaal 90 db (A) op 20 meter in de as van de luidspreker. De politie kan bevelen om deze referentienorm onder bijzondere omstandigheden aan te passen.
- De luidsprekers zullen voldoende hoog geplaatst worden zodat ze naar beneden gericht kunnen worden in de richting van de oppervlakte die hoofdzakelijk door het publiek bezet wordt.

§ 3. De exploitant van de guinguette is verplicht een geluidsniveaumeter te installeren die geïjkt is volgens de geldende voorschriften.

Artikel 4 - Administratieve sancties

§ 1. Iedere persoon die onderhavige verordening overtreedt zal gestraft worden met een administratieve geldboete ten belope van de bedragen voorzien in de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, namelijk maximaal 350 EUR wanneer hij/zij meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer hij/zij minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

Er wordt in overeenstemming met artikelen 12 en 18 van de wet van 24/06/2013 een verplichte bemiddeling voor minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben en een facultatieve bemiddeling voor de meerderjarigen voorzien. Deze bemiddeling heeft als doel de herstelling of de vergoeding van de schade die door de auteur veroorzaakt werd of het conflict te laten de-escaleren.

§ 2. Wanneer een overtreder tijdens de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van een overtreding reeds voor dezelfde overtreding werd bestraft, spreekt men van recidive.

§ 3. In geval van overtreding van deze verordening kunnen politieambtenaren of agenten de overtreder een bevel geven het gebruik te staken van voorwerpen en materialen die dienen ter ondersteuning van het uitzenden van muziek. In geval van weigering om onmiddellijk gevolg te geven aan het bevel, kunnen alle voorwerpen en materialen die worden gebruikt ter ondersteuning van de uitzending van muziek in beslag worden genomen.

Artikel 5

Deze verordening wordt gepubliceerd en aangeplakt in overeenstemming met de

beschikkingen ter zake. Ze wordt verplicht vanaf het moment van haar publicatie.

Artikel 6

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze verordening ingediend worden bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na onderhavige betekening. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State: <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van de verordening ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 05/12/1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0006 **Installation de caméras fixes de surveillance (48-62) dans les lieux ouverts - Demande de la zone de police 5343 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée ;

Vu l'article 5 § 2 du chapitre III de la loi du 21/03/2007 précisant que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert doit être prise après avis positif du Conseil communal de la commune où se situe le lieu et sur la base de la consultation préalable du chef de corps de la zone de police ;

Vu la consultation préalable du chef de corps de la zone de police du 16/02/2023 ;

Vu les informations communiquées par la zone de police, en sa qualité de responsable de traitement, qui sont les suivantes :

- le responsable du traitement est la zone de police 5343 Montgomery ;
- la dénomination du traitement est : caméras de surveillance fixes placées dans les lieux ouverts ;
- la finalité du traitement : prévenir, constater ou déceler les délits contre les personnes ou les biens ;
- la base légale : la loi du 21/03/2007 (M.B. 31/05/2007) et l'article 25/4 de la loi du 05/08/1992 sur la fonction de police ;
- l'emplacement de 15 nouvelles caméras de surveillance et le périmètre de la zone surveillée :
 - Caméra 48 : chaussée de Roodebeek / chemin des Deux Maisons

- Caméra 49 : avenue Andromède (chemin Galaxy)
- Caméra 50 : avenue du Capricorne
- Caméra 51 : rue Konkel / rue Louis Jasmin
- Caméra 52 : avenue du Val d'Or / avenue Antoine-Joseph Slegers
- Caméra 53 : avenue Marcel Thiry / rue d'Aragon
- Caméra 54 : carrefour Roodebeek / Orion / Heydenberg / Croix du Sud
- Caméra 55 : rue Saint-Lambert / rue des Floralies
- Caméra 56 : avenue de Calabre / avenue Jean Monnet
- Caméra 57 : square Joséphine-Charlotte / avenue de Broqueville
- Caméra 58 : avenue Jean-François Debecker / rue Joseph Aernaut
- Caméra 59 : boulevard de la Woluwe / avenue Marcel Thiry
- Caméra 60 : Montagne des Lapins / rue André Crabbe
- Caméra 61 : avenue Konrad Adenauer / clos Chapelle-aux-Champs
- Caméra 62 : avenue Andromède 1
- les destinataires : les services de police, les autorités judiciaires et les personnes ayant fait une demande d'accès conformément à l'article 12 de la loi ;
- les délais de conservation : un mois tel que le prévoit l'article 5 § 4 alinéa 5 de la loi du 21/03/2007 ;
- les mesures de sécurité : il est renvoyé au document joint au dossier soumis au Conseil communal ;
- la manière de prise de connaissance de la surveillance par les intéressés : un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra sera apposé à l'entrée des secteurs filmés ;
- le point de contact pour le droit d'accès aux images : la zone de police 5343 Montgomery ;
- la personne de contact pour les demandes d'information : le chef de corps de la zone de police 5343 Montgomery ;

Vu les articles 117 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE, après consultation préalable du chef de corps, de faire part de son avis positif quant au placement des caméras de surveillance dans les lieux énumérés ci-dessous :

- Caméra 48 : chaussée de Roodebeek / chemin des Deux Maisons,
- Caméra 49 : avenue Andromède (chemin Galaxy),
- Caméra 50 : avenue du Capricorne,
- Caméra 51 : rue Konkel / rue Louis Jasmin,
- Caméra 52 : avenue du Val d'Or / avenue Antoine-Joseph Slegers,
- Caméra 53 : avenue Marcel Thiry / rue d'Aragon,
- Caméra 54 : carrefour Roodebeek / Orion / Heydenberg / Croix du Sud,
- Caméra 55 : rue Saint-Lambert / rue des Floralies,
- Caméra 56 : avenue de Calabre / avenue Jean Monnet,
- Caméra 57 : square Joséphine-Charlotte / avenue de Broqueville,

- Caméra 58 : avenue Jean-François Debecker / rue Joseph Aernaut,
- Caméra 59 : boulevard de la Woluwe / avenue Marcel Thiry,
- Caméra 60 : Montagne des Lapins / rue André Crabbe,
- Caméra 61 : avenue Konrad Adenauer / clos Chapelle-aux-Champs,
- Caméra 62 : avenue Andromède 1.

Le placement de caméras de type dôme PTZ sera également autorisé dans tous les lieux déjà approuvés par le Conseil communal en séance du 25/04/2022 ainsi que dans les quinze nouveaux lieux (caméras 48 à 62).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Plaatsing van vaste bewakingscamera's (48-62) in open ruimten - Verzoek van politiezone 5343 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd;

Gelet op artikel 5 § 2 van hoofdstuk III van de wet van 21/03/2007 waarin verduidelijkt wordt dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te installeren op een niet-besloten plaats genomen moet worden na positief advies van de Gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt en na de voorafgaandijke raadpleging van de korpschef van de politiezone;

Gelet op de voorafgaandijke raadpleging van de korpschef van de politiezone van 16/02/2023;

Gelet op de informaties bezorgd door de politiezone, in zijn hoedanigheid van verantwoordelijke voor de verwerking, die de volgende zijn:

- de verantwoordelijke voor de verwerking is de politiezone 5343 Montgomery;
- de benaming van de verwerking is: vaste bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen;
- de finaliteit van de verwerking: het voorkomen, vaststellen of opsporen van misdrijven tegen personen of goederen;
- de wettelijke basis: wet van 21/03/2007 (B.S. 31/05/2007) en artikel 25/4 van de wet van 05/08/1992 op het politieambt;
- de locatie van 15 nieuwe bewakingscamera's en de perimeter van de bewaakte zone:
 - Camera 48 : Roodebeeksteenweg / Tweehuizenweg
 - Camera 49 : Andromedalaan (Galaxyweg)
 - Camera 50 : Steenboklaan
 - Camera 51 : Konkelstraat / Louis Jasminstraat

- Camera 52 : Gouddallaan / Antoine-Joseph Slegerslaan
- Camera 53 : Marcel Thirylaan / Aragonstraat
- Camera 54 : kruispunt Roodebeek / Orion / Heydenberg / Zuiderkruis
- Camera 55 : Sint-Lambertusstraat / Floraliënstraat
- Camera 56 : Calabriëlaan / Jean Monnetlaan
- Camera 57 : Josephine-Charlottesquare / de Broquevillelaan
- Camera 58 : Jean-François Debeckerlaan / Joseph Aernautstraat
- Camera 59 : Woluwedal / Marcel Thirylaan
- Camera 60 : Konijnenberg / André Crabbestraat
- Camera 61 : Konrad Adenauerlaan / Veldkapelgaarde
- Camera 62 : Andromedalaan 1
- de ontvangers: de politiediensten, de gerechtelijke autoriteiten en de personen die een verzoek voor toegang krachtens artikel 12 van de wet hebben ingediend;
- de bewaartijdlijnen: een maand zoals voorzien in het artikel 5 § 4 lid 5 van de wet van 21/03/2007;
- de veiligheidsmaatregelen: er wordt verwezen naar het document dat bij het dossier gevoegd werd dat aan de Gemeenteraad werd overgemaakt;
- de manier van kennisname van de bewaking door de betrokkenen: er zal een pictogram dat de aanwezigheid van een bewakingscamera aangeeft, aan de toegang tot de gefilmde sectoren worden geplaatst;
- het contactpunt voor het recht van toegang op de beelden: de politiezone 5343 Montgomery;
- de contactpersoon voor de informatieaanvragen: de korpschef van de politiezone 5343 Montgomery;

Gelet op artikelen 117 en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST, na de voorafgaandelijke raadpleging van de korpschef, zijn positief advies mee te delen over de plaatsing van de bewakingscamera's in de hieronder opgesomde plaatsen:

- Camera 48 : Roodebeeksteenweg / Tweehuizenweg
- Camera 49 : Andromedalaan (Galaxyweg)
- Camera 50 : Steenboklaan
- Camera 51 : Konkelstraat / Louis Jasminstraat
- Camera 52 : Gouddallaan / Antoine-Joseph Slegerslaan
- Camera 53 : Marcel Thirylaan / Aragonstraat
- Camera 54 : kruispunt Roodebeek / Orion / Heydenberg / Zuiderkruis
- Camera 55 : Sint-Lambertusstraat / Floraliënstraat
- Camera 56 : Calabriëlaan / Jean Monnetlaan
- Camera 57 : Josephine-Charlottesquare / de Broquevillelaan
- Camera 58 : Jean-François Debeckerlaan / Joseph Aernautstraat
- Camera 59 : Woluwedal / Marcel Thirylaan
- Camera 60 : Konijnenberg / André Crabbestraat

- Camera 61 : Konrad Adenauerlaan / Veldkapelgaarde
- Camera 62 : Andromedalaan 1

De plaatsing van domecamera's van het type PTZ zal ook toegelaten worden op alle locaties die reeds op 25/04/2022 door de Gemeenteraad zijn goedgekeurd, alsmede op de vijftien nieuwe locaties (camera's 48 tot en met 62).

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0007

Installation de caméras fixes et caméras dôme type PTZ de surveillance (48-62) dans les lieux ouverts - Convention Commune / Zone de police Montgomery 5343 - Avenant n° 4 à la convention 2 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée ;

Vu l'article 25/4 de la loi du 05/08/1992 sur la fonction de police, telle que modifiée ;

Vu la loi du 08/12/1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, telle que modifiée ;

Vu la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 ;

Vu les articles 117 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver l'avenant n° 4 à la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 :

AVENANT N° 4 À LA CONVENTION conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 APPROUVÉE EN SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26/06/2017.

ENTRE : La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal,

Ci-après dénommée : « la commune »,

ET : La zone de police Montgomery 5343, avenue de Tervueren 142 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, représentée par M. Olivier MAINGAIN, président du Collège de police,

et M. Michaël JONNIAUX, chef de corps,

Ci-après dénommée : « la zone de police »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

L'article intitulé « Article 1 - OBJET » de la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 est remplacé comme suit :

« La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public) dont la gestion est confiée à la zone de police Montgomery.

Les lieux concernés sont les suivants :

Caméra 1 – secteur Tomberg / avenue Paul Hymans
Caméra 2 – secteur Tomberg / Parc
Caméra 3 – secteur Poséidon / Parking
Caméra 4 – secteur Poséidon / Métro
Caméra 5 – secteur parking Roodebeek / Métro
Caméra 6 – secteur Wolubilis
Caméra 7 – secteur avenue Georges Henri / square de Meudon
Caméra 8 – secteur avenue Georges Henri / square Degrooff
Caméra 9 – secteur avenue Georges Henri / boulevard Brand Whitlock
Caméra 10 – secteur place Saint-Lambert
Caméra 11 – secteur Andromède / 2 Maisons
Caméra 12 – secteur Andromède / Plaine de jeux
Caméra 13 – secteur Andromède / Piétonnier
Caméra 14 – secteur Hof ten Berg / Plaine de jeux
Caméra 15 – secteur Hof ten Berg
Caméra 16 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Emile Vandervelde
Caméra 17 – secteur avenue des Pléïades / chemin des Deux Maisons / Gullelde
Caméra 18 – secteur avenue Georges Henri / avenue de Mai
Caméra 19 – secteur avenue Georges Henri / entrée du parc
Caméra 20 – secteur avenue Emile Vandervelde / avenue Jean-François Debecker
Caméra 21 – secteur chaussée de Stockel / chemin du Struykbeken
Caméra 22 – secteur avenue Grosjean / avenue des Pléïades / avenue du Centaure
Caméra 23 – secteur Marcel Thiry / avenue des Communautés
Caméra 24 – secteur avenue de Wezembeek / parking Kraainem
Caméra 25 – secteur avenue de Broqueville / avenue Louis Gribaumont
Caméra 26 – secteur square Levie
Caméra 27 – secteur place Jean-Baptiste Carnoy
Caméra 28 – secteur avenue Emmanuel Mounier / avenue Konrad Adenauer
Caméra 29 – secteur boulevard de la Woluwe / rue Voot
Caméra 30 – secteur place Saint-Lambert 2
Caméra 31 – secteur parc Malou 1
Caméra 32 – secteur parc Malou 2
Caméra 33 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Hippocrate
Caméra 34 – secteur place de la Sainte-Famille
Caméra 35 – secteur avenue Marcel Thiry / rue Théodore De Cuyper
Caméra 36 – secteur Tomberg / rue de la Roche Fatale
Caméra 37 – secteur place Carnoy 2

Caméra 38 – secteur Hof ten Berg / rue Théodore De Cuyper
Caméra 39 – secteur place du Sacré-Coeur
Caméra 40 – secteur avenue Albert Dumont / avenue du Site
Caméra 41 – secteur avenue des Constellations / chaussée de Roodebeek
Caméra 42 – secteur parvis Saint-Henri
Caméra 43 – secteur square Vergote
Caméra 44 – secteur avenue de l'Idéal / place de l'Alma
Caméra 45 – secteur Désir / Charmille
Caméra 46 – secteur Désir / Bouleaux
Caméra 47 – secteur Stade Fallon (12 caméras)
Caméra 48 – chaussée de Roodebeek / chemin des Deux Maisons
Caméra 49 – avenue Andromède (chemin Galaxy)
Caméra 50 – avenue du Capricorne
Caméra 51 – rue Konkel / rue Louis Jasmin
Caméra 52 – avenue du Val d'Or / avenue Antoine-Joseph Slegers
Caméra 53 – avenue Marcel Thiry / rue d'Aragon
Caméra 54 – carrefour Roodebeek / Orion / Heydenberg / Croix du Sud
Caméra 55 – rue Saint-Lambert / rue des Floralies
Caméra 56 – avenue de Calabre / avenue Jean Monnet
Caméra 57 – square Joséphine-Charlotte / avenue de Broqueville
Caméra 58 – avenue Jean-François Debecker / rue Joseph Aernaut
Caméra 59 – boulevard de la Woluwe / avenue Marcel Thiry
Caméra 60 – Montagne des Lapins / rue André Crabbe
Caméra 61 – avenue Konrad Adenauer / clos Chapelle-aux-Champs
Caméra 62 – avenue Andromède 1

Le placement de caméras de type dôme PTZ sera autorisé également dans tous les lieux déjà approuvés par le Conseil en séance du 25/04/2022 ainsi que dans les quinze nouveaux lieux (caméras 48 à 62). »

Le présent avenant n° 4 est établi le à Woluwe-Saint-Lambert en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la zone de police,

.....,

Chef de corps

.....,

Président

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Patrick
LAMBERT,
Secrétaire
communal

Olivier
MAINGAIN,
Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Plaatsing van vaste bewakingscamera's en dome camera's van het type PTZ in open ruimten - Overeenkomst Gemeente / Politiezone Montgomery 5343 - Aanhangsel nr. 4 bij de overeenkomst 2 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd;

Gelt op artikel 25/4 van de wet van 05/08/1992 op het politieambt, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 08/12/1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals gewijzigd;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017;

Gelet op artikelen 117 en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST het aanhangsel nr. 4 van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 goed te keuren:

**AANHANGSEL Nr. 4 VAN DE OVEREENKOMST tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 GOEDGEKEURD
DOOR DE GEMEENTERAAD OP 26/06/2017.**

TUSSEN: De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris,

Hierna "de gemeente" genoemd,

EN: De politiezone Montgomery 5343, Tervurenlaan 142 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Olivier MAINGAIN, voorzitter van het Politiecollege, en dhr. Michaël JONNIAUX, korpschef,

Hierna "de politiezone" genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Het artikel genoemd "Artikel 1 - DOEL" van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 wordt vervangen als volgt:

"Onderhavige overeenkomst heeft als doel de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's die op het grondgebied van de gemeente geïnstalleerd zijn en die bestemd zijn voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer aan de politiezone wordt toevertrouwd;
De betrokken plaatsen zijn de volgende:

Camera 1 – sector Tomberg / Paul Hymanslaan
Camera 2 – sector Tomberg / Park
Camera 3 – sector Poseidon / Parkeerplaats
Camera 4 – sector Poseidon / Metro
Camera 5 – sector parkeerplaats Roodebeek / Metro
Camera 6 – sector Wolubilis
Camera 7 – sector Georges Henrilaan / Meudonsquare
Camera 8 – sector Georges Henrilaan / Degrooffplein
Camera 9 – sector Georges Henrilaan / Brand Whitlocklaan
Camera 10 – sector Sint-Lambertusplein
Camera 11 – sector Andromeda / 2 Huizen
Camera 12 – sector Andromeda / Speelplein
Camera 13 – sector Andromeda / Voetgangerszone
Camera 14 – sector Hof ten Berg / Speelplein
Camera 15 – sector Hof ten Berg
Camera 16 – sector Woluwedal / Emile Vanderveldelaan
Camera 17 – sector Plejadenlaan / Tweehuizenweg / Gullelelle
Camera 18 – sector Georges Henrilaan / Meilaan
Camera 19 – sector Georges Henrilaan / ingang park
Camera 20 – sector Emile Vanderveldelaan / Jean-François Debeckerlaan
Camera 21 – sector Stokkelse Steenweg / Struykbekenweg
Camera 22 – sector Grosjeanlaan / Plejadenlaan / Centauruslaan
Camera 23 – sector Marcel Thiry / Gemeenschappenlaan
Camera 24 – sector Wezembeekse Laan / parkeerplaats Kraainem
Camera 25 – sector de Broquevillelaan / Louis Gribaumontlaan
Camera 26 – sector Levieplein
Camera 27 – sector Jean-Baptiste Carnoyleein
Camera 28 – sector Emmanuel Mounierlaan / Konrad Adenauerlaan
Camera 29 – sector Woluwedal / Vootstraat
Camera 30 – sector Sint-Lambertusplein 2
Camera 31 – sector Maloupark 1
Camera 32 – sector Maloupark 2
Camera 33 – sector Woluwedal / Hippocrateslaan
Camera 34 – sector Heilige-Familieplein
Camera 35 – sector Marcel Thirylaan / Theodore De Cuyperstraat
Camera 36 – sector Tomberg / Noodlottige Rotsstraat
Camera 37 – sector Carnoyleein 2
Camera 38 – sector Hof ten Berg / Theodore De Cuyperstraat
Camera 39 – sector Heilig-Hartplein
Camera 40 – sector Albert Dumontlaan / Landschaplaan
Camera 41 – sector Sterrenbeeldenlaan / Roodebeeksteenweg
Camera 42 – sector Sint-Hendriksvoordeplein
Camera 43 – sector Vergoteplein
Camera 44 – sector Ideaallaan / Almaplein
Camera 45 – sector Désir / Haagbeuken
Camera 46 – sector Désir / Berken
Camera 47 – sector Fallonstadion (12 camera's)
Camera 48 – Roodebeeksteenweg / Tweehuizenweg
Camera 49 – Andromedalaan (Galaxyweg)
Camera 50 – Steenboklaan
Camera 51 – Konkelstraat / Louis Jasminstraat
Camera 52 – Gouddallaan / Antoine-Joseph Slegerslaan
Camera 53 – Marcel Thirylaan / Aragonstraat

Camera 54 – kruispunt Roodebeek / Orion / Heydenberg / Zuiderkruis
Camera 55 – Sint-Lambertusstraat / Floraliënstraat
Camera 56 – Calabriëlaan / Jean Monnetlaan
Camera 57 – Josephine-Charlottesquare / de Broquevillelaan
Camera 58 – Jean-François Debeckerlaan / Joseph Aernautstraat
Camera 59 – Woluwedal / Marcel Thirylaan
Camera 60 – Konijnenberg / André Crabbestraat
Camera 61 – Konrad Adenauerlaan / Veldkapelgaarde
Camera 62 – Andromedalaan 1

De plaatsing van domecamera's van het type PTZ zal ook toegelaten worden op alle locaties die reeds op 25/04/2022 door de Raad zijn goedgekeurd, alsmede op de vijftien nieuwe locaties (camera's 48 tot en met 62)."

Onderhavige aanhangsel nr. 4 werd opte Sint-Lambrechts-Woluwe opgesteld in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de politiezone,

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe,

.....,
Korpschef

.....,
Voorzitter

Patrick LAMBERT, Olivier MAINGAIN,
Gemeentesecretaris Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0008 **Règlement de police sur l'occupation privative du domaine public - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police sur l'occupation privative du domaine public, adopté en séance du 18/11/2013 et modifié le 19/09/2022 ;

Considérant que ledit règlement ne prévoit pas expressément l'obligation de solliciter annuellement l'autorisation d'occupation privative par des terrasses, échoppes, étals et assimilés, ce qui peut compliquer la gestion de l'occupation privative du domaine public au niveau administratif ;

Considérant que cette obligation permettrait d'apporter davantage de transparence au niveau de la gestion administrative et de répondre adéquatement aux situations résultant de la pratique du terrain ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119, 119bis et 119ter ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver :

- la modification suivante du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public approuvé le 19/09/2022 :
 - insérer un nouvel article 32 rédigé comme suit : « *Quel que soit le moment de l'année auquel elle est demandée, l'autorisation d'occupation privative par des terrasses, échoppes, étals et assimilés est octroyée pour la période fixée par l'autorisation et qui ne peut aller au-delà du 31 décembre de l'année de la demande. La demande d'autorisation doit être renouvelée chaque année.* » et renommer les articles suivants en conséquence ;
- le texte définitif modifié du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public tel que repris ci-après :

RÈGLEMENT DE POLICE SUR L'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.

CHAPITRE I. Champ d'application.

Article 1.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

a) Domaine public :

Le domaine public comprend tous les biens qui sont directement affectés à l'usage public mais aussi tous ceux qui sont affectés à l'exécution des missions des services publics, notamment :

1. La voirie, en ce compris les accotements et les trottoirs ;
 - le trottoir s'entend par l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons,
 - l'accotement s'entend par l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.
2. Les espaces verts : à savoir les squares, parcs, jardins publics, et d'une manière générale toutes les portions du domaine public situées hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.
3. Les plaines et aires de jeux publics.

b) Occupation privative du domaine public :

Toute occupation à titre précaire d'un élément du domaine public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol par une ou plusieurs personne(s), physique(s) ou morale(s), à l'exclusion de toute autre pour une utilisation à des fins auxquelles il n'est pas immédiatement destiné mais compatible avec sa destination. Cette occupation est soit permanente, soit discontinue mais renouvelée, soit encore continue et temporaire.

Article 2.

Ne sont pas visés par le présent règlement :

- a) les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules sur la voie publique, à l'exception des accotements et des trottoirs, des passages aériens et souterrains pour piétons, des chemins et servitudes de passage réservés aux piétons ;
- b) les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules dans les parcs à stationnement ;
- c) les occupations du domaine public pour lesquelles l'emplacement occupé est attribué par voie d'adjudication publique ou en vertu d'un contrat de concession ;
- d) les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien de l'espace public ;
- e) les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la commune ou du CPAS.

CHAPITRE II. Autorisation préalable.

Article 3.

Toute occupation privative du domaine public doit être préalablement autorisée par le bourgmestre.

Le cas échéant, l'autorisation de police impose le placement de signaux routiers de type E1 (interdiction de stationner) ou E3 (interdiction de stationner et de s'arrêter).

Sauf application de l'article 78.1.1. de larrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui concerne les chantiers établis sur la voie publique, il est interdit d'utiliser d'autres panneaux routiers que ceux de l'administration communale.

Il est interdit d'utiliser des matériaux de quelque nature que ce soit pour réserver une zone de stationnement.

La délivrance de l'autorisation ne dispense pas son titulaire d'obtenir les autres permis et autorisations ni de payer les taxes ou redevances requis ou établies par d'autres législations ou réglementations, ni du respect des autres législations ou réglementations en vigueur, notamment du règlement régional d'urbanisme.

Le règlement général de police approuvé par le Conseil communal du 16/02/2006 et ses modifications subséquentes reste d'application.

Article 4.

Le délai pour introduire la demande d'autorisation d'occuper le domaine public auprès du bourgmestre est de dix jours ouvrables, conformément au règlement général de police. Toute demande introduite tardivement est irrecevable, sauf urgence dûment motivée.

Article 5.

Outre l'identité du requérant, la demande d'autorisation mentionne l'objet de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper. A l'introduction de la demande, le requérant doit délivrer un plan de situation précis, reflétant l'emprise exacte du domaine public. Des plans supplémentaires ou des relevés de la situation, selon l'occupation, peuvent être demandés par l'administration communale.

Le requérant est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

Article 6.

Toute demande de prolongation d'occupation du domaine public doit être introduite auprès du bourgmestre, et ceci au plus tard le jour ouvrable qui précède le dernier jour de l'occupation initialement autorisée. Quand la durée de l'autorisation est égale ou

inférieure à 2 jours calendrier, la nouvelle demande sera introduite au plus tard le jour même de la fin de l'occupation initialement autorisée, et ceci avant 12 heures.

En cas de modification de la surface d'occupation, une nouvelle demande devra être introduite auprès du bourgmestre, accompagnée d'un nouveau plan de situation, au plus tard le jour ouvrable qui précède cette modification, et ceci avant 12 heures.

Article 7.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et inaccessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être modifiées ou révoquées par le bourgmestre à tout moment et sans indemnité lorsque l'intérêt général l'exige.

Les autorisations restent valables jusqu'à leur terme, leur révocation, leur suspension ou leur retrait.

Article 8.

L'acte d'autorisation doit toujours être visible de la voie publique pour en permettre le contrôle ou, lorsque ce n'est pas possible, exhibé à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité.

Article 9.

Les bénéficiaires de l'autorisation doivent se conformer strictement aux prescriptions et conditions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

CHAPITRE III. Obligations diverses.

Article 10.

Il est formellement interdit de couvrir des constructions ou objets d'usage public tels que panneaux de signalisation, bouches d'incendie, bouches à gaz, eau, etc. Les égouts et les bouches d'égouts doivent être conservés propres en tout temps ; des débris, résidus de matériaux du bâtiment ou des déchets ne peuvent pas y être déposés.

Article 11.

Il est interdit d'entraver la circulation des piétons et le libre passage des services de secours et des transports en commun.

Toutes les habitations doivent rester accessibles aux piétons et aux services de secours. Les chemins d'accès aux habitations ne peuvent pas être dangereux.

Article 12.

Les objets quelconques, matériaux, débris ou déchets de construction qui menacent la sécurité, la propreté ou la salubrité publiques ou entravent la circulation des usagers de la route et qui ne sont pas enlevés immédiatement après en avoir reçu l'ordre du bourgmestre pourront être évacués d'office aux frais de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation, du maître d'ouvrage, de l'entrepreneur ou du responsable à un titre quelconque.

Article 13.

Les bénéficiaires de l'autorisation et responsables à un titre quelconque doivent se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police et autres agents habilités, en vue de maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques ou de faciliter les missions des services de secours et l'aide aux

personnes en péril.

CHAPITRE IV. Sanctions.

Article 14.

§1.Toutes les infractions aux autorisations délivrées par le bourgmestre dans le cadre du présent règlement sont passibles des sanctions suivantes :

- suspension administrative de l'autorisation,
- retrait administratif de l'autorisation,
- fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2.Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement, ainsi que l'absence d'autorisation pour une occupation privative du domaine public, sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi, 350 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.

§3. Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

§4. En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

§5. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

TITRE II. DISPOSITIONS PARTICULIERES.

CHAPITRE I. Occupation privative par des chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage.

Section 1. Dispositions communes aux chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage.

Article 15.

Le domaine public doit être libéré dès que le chantier, le conteneur, l'échafaudage, la tour, la grue, ou l'appareil de levage qui y est placé n'est plus nécessaire à l'exécution normale des travaux.

Section 2. Dispositions spécifiques aux chantiers.

Article 16.

Un chantier est une zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, d'embellissement, de transformation, de rénovation d'immeubles, ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 17.

A l'introduction de la demande, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur ou toute autre personne physique ou morale requérante doit délivrer un plan de situation précis à l'échelle de 1/100 qui reflète la prise exacte du domaine public et les mesures correctes de la zone du chantier.

Article 18.

Après l'installation du chantier, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne

physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à un titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés. Pour les interruptions qui durent plus de 2 jours ouvrables, la voie publique devra être libérée au maximum.

Article 19.

Quelle que soit la superficie du chantier, celui-ci doit être clôturé par une clôture conforme aux prescriptions du règlement régional d'urbanisme. La clôture du chantier doit être fermée à la fin de chaque jour de travail Les portes prévues dans la clôture ne peuvent pas s'ouvrir vers l'extérieur.

Section 3. Dispositions spécifiques aux conteneurs de débris.

Article 20.

Les conteneurs visés à la présente section sont des conteneurs fermés ou ouverts destinés à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou d'autres activités.

Article 21.

Après avoir placé le conteneur, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, d'autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 22.

Pour pouvoir charger ou décharger un conteneur comme il se doit, il est nécessaire de prévoir un espace libre de 20 mètres. La zone réservée pour le conteneur a donc les caractéristiques suivantes :

Longueur : 6,00 mètres

Largeur : 2,30 mètres

Espace libre qui devrait être réservé devant le conteneur destiné au chargement ou déchargement du camion :

Longueur : 14,00 mètres

Largeur : 2,30 mètres

Surface totale de : 20,00 mètres X 2,30 mètres = 46 m².

Article 23.

A la fin de chaque jour de travail, le conteneur doit être recouvert d'une bâche.

Section 4. Dispositions spécifiques aux conteneurs à usages divers.

Article 24.

Les conteneurs visés à la présente section en question sont des conteneurs fermés, éventuellement pourvus de portes et fenêtres, pour y héberger un réfectoire, une salle de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

Article 25.

Le placement d'un conteneur à usages divers dans le cadre d'un commerce temporaire, auquel le public a donc accès, sera uniquement autorisé sur production d'un permis d'urbanisme délivré pour le placement de ce conteneur.

Section 5. Dispositions spécifiques aux échafaudages et tours.

Article 26.

Les installations visées à la présente section sont des échafaudages ou des tours placés sur ou au-dessus du domaine public pour exécuter des travaux au niveau des façades des bâtiments.

Article 27.

Les échafaudages, les échelles libres, ponts libres et tous les autres matériaux doivent être solidement placés pour empêcher des accidents. Il faut éviter que des objets ne tombent ou ne puissent tomber sur la voie publique par des bâches fermées.

Section 6. Dispositions spécifiques aux grues et appareils de levage.

Article 28.

Les installations visées à la présente section sont des grues du type grue tour, grue mobile ou grue de chantier et des appareils de levage du type lift, mécanique ou pas, équipé d'un châssis motorisé ou pas.

Article 29.

Pendant les manœuvres de la grue ou de l'appareil de levage, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit veiller à installer des signaleurs des deux côtés de la grue ou de l'appareil de levage. De plus, il doit veiller à ce qu'aucun objet ne puisse tomber sur la voie publique.

CHAPITRE II. Occupation privative par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 30.

Les occupations visées au présent chapitre sont des occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale (déménagements, livraisons...) ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 31. (Conseil communal du 25/10/2010)

Les occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs ont les caractéristiques suivantes :

Longueur : 20 mètres

Largeur : la largeur maximale est déterminée à 2 mètres

Surface totale d'une zone de 20 mètres = 40 m²

CHAPITRE III. Occupation privative par des terrasses, échoppes étals et assimilés.

Section 1. Dispositions communes aux occupations privatives par des terrasses, échoppes, étals et assimilés.

Article 32.

Quel que soit le moment de l'année auquel elle est demandée, l'autorisation d'occupation privative par des terrasses, échoppes, étals et assimilés est octroyée pour la période fixée par l'autorisation et qui ne peut aller au-delà du 31 décembre de l'année de la demande. La demande d'autorisation doit être renouvelée chaque année.

Article 33.

Les autorisations pour des objets visés au présent chapitre ne peuvent être données que pour les lieux du domaine public où la circulation ne sera pas entravée par leur placement.

Article 34.

Un inventaire de tous les matériaux et biens qui seront placés sur le domaine public doit être annexé à la demande d'autorisation.

Article 35.

La personne à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit en tout temps enlever tous les déchets sur la surface occupée et dans son périmètre direct. Le nettoyage doit être fait silencieusement afin de ne pas perturber le repos des voisins.

Article 36.

L'installation et les biens placés sur le domaine public doivent être entretenus soigneusement.

Quand le bourgmestre estime que l'ordre public est menacé par leur état ou que la sécurité des piétons n'est plus assurée, la personne physique ou morale à qui l'autorisation a été délivrée ou le responsable à un titre quelconque peut être mis en demeure de restaurer ou de nettoyer immédiatement les lieux, sans préjudice de l'application de l'article 12 du présent règlement.

Section 2. Dispositions spécifiques aux terrasses.**Article 37.**

Les objets visés à la présente section sont des tables, bancs, chaises et autres objets qui sont nécessaires à l'aménagement d'une terrasse.

Article 38.

Les appareils de chauffage (mobiles ou statiques) en terrasse sont totalement interdits à dater du 01/10/2022.

Article 39.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 40.

Toutes les tables, chaises, parasols et autre mobilier de terrasse sont rangés quotidiennement. Les meubles de terrasse peuvent rester sur le domaine public à condition d'être empilés et rangés.

L'empilage doit être stable et rangé dans la zone du domaine public autorisée.

Article 41.

Pendant la période où les terrasses temporaires sont enlevées, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

Section 3. Dispositions spécifiques aux échoppes, étals et assimilés.**Article 42.**

Les objets visés à la présente section sont des échoppes, étals et assimilés réservés à

l'exposition et à la présentation de marchandises.

Article 43.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 44.

Toutes les échoppes, étals et assimilés sont quotidiennement rangés à l'heure de fermeture.

Article 45.

Pendant la période où les échoppes, étals et assimilés sont enlevés, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

33 votants : 33 votes positifs.

Politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein, goedgekeurd in zitting van 18/11/2013 en gewijzigd op 19/09/2022;

Overwegende dat voornoemd reglement niet uitdrukkelijk voorziet in de verplichting om jaarlijks een vergunning aan te vragen voor privatiieve bezetting door terrassen, kramen, stalletjes en dergelijke, wat het beheer van de privatiieve bezetting van het openbaar domein op bestuurlijk niveau kan bemoeilijken;

Overwegende dat deze verplichting het mogelijk zou maken het administratieve beheer transparanter te maken en adequaat te reageren op de situaties die voortvloeien uit de praktijk op het terrein;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 119, 119bis en 119ter;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST:

- de volgende wijziging goed te keuren van het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein goedgekeurd op 19/09/2022:
 - een nieuw artikel 32 invoegen dat als volgt luidt: "*Ongeacht de tijd van het jaar waarop de vergunning wordt aangevraagd, wordt de vergunning voor privatiieve bezetting door terrassen, kraampjes, stalletjes en dergelijke verleend voor de in de vergunning vastgestelde periode, die niet langer kan duren dan tot 31 december van het jaar van*

de aanvraag. De vergunningsaanvraag moet elk jaar vernieuwd worden." en de volgende artikelen dienovereenkomstig ter hernummeren;

- de definitieve gewijzigde tekst van het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar eigendom zoals hieronder opgenomen goed te keuren:

POLITIEREGLEMENT OP DE PRIVATIEVE BEZETTING VAN HET OPENBAAR DOMEIN

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied.

Artikel 1.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder:

a) Openbaar domein:

Het openbare domein omvat alle goederen die rechtstreeks voor het openbaar gebruik bestemd zijn, maar ook die goederen die bestemd zijn voor de uitvoering van de opdrachten van openbare diensten, met name:

1. de openbare weg, met inbegrip van de bermen en voetpaden;
 - Onder trottoir verstaat men de doorgaans ten opzichte van de rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.
 - De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.
2. de groene ruimten: te weten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van het openbaar domein buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofdorde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.
3. de openbare speelpleinen en -ruimten.

b) Privatiieve bezetting van het openbaar domein:

Iedere precaire bezetting van een deel van het openbaar domein op, boven of onder de grond, door één of verschillende natuurlijke of rechtspersonen, voor een exclusief gebruik waartoe het niet meteen bestemd is maar dat wel compatibel is met de normale bestemming. Dit gebruik kan permanent zijn, of niet permanent maar verlengd zijn, of ook doorlopend maar tijdelijk van aard zijn.

Artikel 2.

Vallen niet onder het voorliggende reglement:

- a) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatiief circuleren en parkeren van voertuigen op de openbare weg, met uitzondering van de bermen en voetpaden, de bovengrondse en ondergrondse doorgangen voor voetgangers, de paden en het recht van doorgang voorbehouden aan voetgangers;
- b) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatiief circuleren en parkeren van voertuigen op parkeerterreinen;
- c) het gebruik van het openbaar domein waarvoor de gebruikte plaats werd toegekend bij aanbesteding of krachtens een concessieovereenkomst;
- d) het gebruik van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een opdracht met het oog op de beveiliging of het onderhoud van de openbare ruimte;
- e) het gebruik van het openbaar domein in opdracht van de gemeente of het OCMW.

HOOFDSTUK II. Voorafgaandelijke toestemming.

Artikel 3.

Elke privatiieve bezetting van het openbaar domein moet voorafgaandelijk toegelaten worden door de burgemeester.

Als dat het geval is houdt de politievergunning in dat er verkeersborden van het type E1 (parkeerverbod) of E3 (verboden te parkeren en stil te staan) geplaatst moeten worden.

Behalve in toepassing van het artikel 78.1.1. van koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg dat handelt over werven op de openbare weg, is het verboden om andere verkeersborden te gebruiken dan deze van de gemeenteadministratie.

Het is verboden om eender welke materialen te gebruiken om een parkeerplaats te reserveren.

De uitreiking van de vergunning stelt dehouder ervan niet vrij van de verplichting om andere vereiste toelatingen en vergunningen te bekomen of om de taksen of vergoedingen te betalen die door andere wetten of reglementen ingesteld zijn, noch om andere van kracht zijnde wetten of reglementen na te leven, met name de gewestelijke stedenbouwkundige verordening.

Het algemeen politiereglement dat door de Gemeenteraad goedgekeurd werd op 16/02/2006 en de daarop volgende wijzigingen blijft van toepassing.

Artikel 4.

De termijn om bij de burgemeester de vergunningsaanvraag om het openbaar domein te bezetten in te dienen bedraagt, overeenkomstig het algemeen politiereglement, tien werkdagen. Alle laattijdig ingediende aanvragen zijn onontvankelijk, behalve als de dringendheid voldoende gemotiveerd wordt.

Artikel 5.

Behalve de identiteit van de aanvrager moet de vergunningsaanvraag de bedoeling van de bezetting, de duur, de juiste plaats en de voorziene oppervlakte vermelden. Bij het indienen van de aanvraag moet de aanvrager een precies plan van de situatie indienen dat de exacte impact op het openbaar domein weergeeft. De gemeenteadministratie kan naargelang de bezetting bijkomende plannen of weergaveschetsen van de situatie vragen.

De aanvrager moet de eventuele controle van zijn aanvraag gemakkelijker maken door alle documenten en inlichtingen die de gemeenteadministratie daarvoor vraagt te verschaffen.

Artikel 6.

Elke aanvraag voor een verlenging van de bezetting van het openbare domein moet ten laatste tijdens de werkdag die voorafgaat aan de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting bij de burgemeester ingediend worden. Als de looptijd van de vergunning slechts twee kalenderdagen of minder bedraagt, moet de nieuwe aanvraag ten laatste om 12.00 uur op de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting ingediend worden.

Als de oppervlakte van de bezetting gewijzigd wordt moet er een nieuwe aanvraag ingediend worden bij de burgemeester, samen met een nieuwe situatieschets, dit ten laatste om 12.00 uur op de werkdag voorafgaand aan deze wijziging.

Artikel 7.

De in dit voorliggende reglement beoogde vergunningen worden preair uitgereikt en kunnen terug ingetrokken worden. De vergunningen zijn op naam en zijn niet overdraagbaar en houden voor de gemeente geen verantwoordelijkheid in.

Ze kunnen door de burgemeester, zonder schadeloosstelling, op eender welk moment gewijzigd of ingetrokken worden als het algemeen belang dit vereist.

De vergunningen blijven geldig tot op het einde van de termijn, hun herroeping, opschorting of intrekking.

Artikel 8.

De vergunning moet altijd zichtbaar zijn van op de openbare weg om de controle ervan mogelijk te maken, of als dat niet mogelijk is, moeten ze op vraag van de politie of een daartoe bevoegde ambtenaar altijd voorgelegd kunnen worden.

Artikel 9.

De begunstigden van de vergunning moeten zich strikt aan de voorschriften en voorwaarden van de vergunning houden en erop toezien dat de vergunde activiteiten niemand schade kunnen toebrengen en de openbare veiligheid, rust, hygiëne of reinheid niet in het gedrang kunnen brengen.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade die aangebracht werd, al dan niet door nalatigheid, tijdens de uitoefening van de activiteit die in de vergunning vermeld staat.

HOOFDSTUK III. Diverse verplichtingen.

Artikel 10.

Het is formeel verboden om bouwsels of voorwerpen van openbaar nut af te dekken zoals signalisatieborden, brandkranen, gaskranen, waterkranen, enz. Rioolputjes en riooldeksels moeten altijd proper gehouden worden. Het is verboden om er puin, overschotten van bouwmateriaal of afval achter te laten.

Artikel 11.

Het is verboden om het voetgangersverkeer en de vrije doorgang van de nooddiensten en het openbaar vervoer te bemoeilijken.

Alle woningen moeten voor voetgangers en de nooddiensten bereikbaar blijven. De toegangswegen naar woningen mogen niet gevaarlijk zijn.

Artikel 12.

Eender welke voorwerpen, materialen, puin of bouwafval die de openbare veiligheid, reinheid of hygiëne in het gedrang brengen, of het verkeer van de weggebruikers hinderen en die niet onmiddellijk weggehaald worden nadat de burgemeester daartoe opdracht heeft gegeven, worden verwijderd ten koste van de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning werd uitgereikt, van de bouwmeester, van de ondernemer of eender welke andere verantwoordelijke.

Artikel 13.

De houders van een vergunning en eender welke verantwoordelijken moeten onmiddellijk de bevelen en eisen van politieambtenaren en andere bevoegde ambtenaren opvolgen om de openbare veiligheid, rust, reinheid of hygiëne te vrijwaren of om de opdrachten van hulpdiensten en de hulp aan personen in nood te vergemakkelijken.

HOOFDSTUK IV. Sancties.

Artikel 14.

§1. Alle inbreuken op de vergunningen afgeleverd door de burgemeester zijn vatbaar voor volgende sancties:

- administratieve schorsing van de vergunning,

- administratieve intrekking van de vergunning,
 - tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een etablissement.
- §2. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd op onderhavig reglement, evenals de afwezigheid van een vergunning voor een privatiële bezetting van het openbaar domein, zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan de tarieven bepaald worden door artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, te weten maximum 350 EUR indien hij meerderjarig is en maximum 175 EUR indien hij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.
- §3. Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.
- §4. Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.
- §5. Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

TITEL II. BIJZONDERE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I. Privatiële bezetting door werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen.

Artikel 15.

Het openbaar domein moet vrijgemaakt worden van zodra de werf, de container, de stelling, de toren, de kraan of het heftoestel dat zich daar bevindt niet langer noodzakelijk is om de werken normaal uit te voeren.

Sectie 2. Specifieke bepalingen voor werven.

Artikel 16.

Een werf is een zone waar er bouw-, afbraak-, reconstructie-, verfraaiings-, transformatie- of renovatiewerken of andere werken aan gebouwen worden uitgevoerd en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken op te slaan.

Artikel 17.

Bij het indienen van de aanvraag moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere aanvragende natuurlijke of rechtspersoon een juist plan van de situatie op een schaal van 1/100 indienen dat exact weergeeft welk deel van het openbare domein bezet wordt en dat ook de juiste afmetingen van de werfzone bevat.

Artikel 18.

Na de installatie van de werf moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten. Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen. Voor onderbrekingen die langer dan 2 werkdagen duren moet de openbare weg zoveel als mogelijk vrijgemaakt worden.

Artikel 19.

Ongeacht de grootte van de werf moet deze afgesloten worden met een afsluiting die conform is aan de voorschriften uit de gewestelijke stedenbouwkundige verordening. Op het einde van elke werkdag moet de afsluiting gesloten worden. De deuren die in de afsluiting voorzien zijn mogen niet naar buiten openen.

Sectie 3. Specifieke bepalingen voor afvalcontainers.

Artikel 20.

De containers die in deze sectie bedoeld worden, zijn gesloten of open containers die dienen voor het aan- of afvoeren van bouw- of andere materialen voor de werken of voor andere activiteiten.

Artikel 21.

Na het plaatsen van de container moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten. Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen.

Artikel 22.

Om een container correct te kunnen laden of lossen, is het noodzakelijk om een vrije ruimte van 20 meter te voorzien. De zone die voor de container gereserveerd wordt, heeft dus de volgende eigenschappen:

Lengte: 6,00 meter

Breedte: 2,30 meter

Vrije ruimte voor een container die gereserveerd moet worden en bestemd is voor het laden of lossen van een vrachtwagen:

Lengte: 14,00 meter

Breedte: 2,30 meter

Totale oppervlakte: 20,00 meter X 2,30 meter = 46 m².

Artikel 23.

Op het einde van elke werkdag moet de container met een dekzeil afgedekt worden.

Sectie 4. Specifieke bepalingen voor containers voor divers gebruik

Artikel 24.

De containers die in deze sectie bedoeld worden zijn gesloten containers, eventueel uitgerust met deuren en ramen, die dienen als eetzaal, werfvergaderzaal, voor sanitair of om een tijdelijke handelszaak in onder te brengen binnen het kader van aan de gang zijnde veranderingswerken.

Artikel 25.

Het plaatsen van een container voor divers gebruik binnen het kader van een tijdelijke handelszaak, waartoe het publiek dus toegang heeft, zal enkel toegelaten worden als er een stedenbouwkundige vergunning voor het plaatsen van de container kan voorgelegd worden.

Sectie 5. Specifieke bepalingen voor stellingen en torens

Artikel 26.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn stellingen of torens die op of

boven het openbaar domein geplaatst worden om werken uit te voeren aan de gevels van gebouwen.

Artikel 27.

De stellingen, vrije ladders, bruggen en alle andere materialen moeten stevig bevestigd zijn om ongelukken te voorkomen. Er moet met gesloten zeilen voorkomen worden dat voorwerpen op de openbare weg vallen of kunnen vallen.

Sectie 6. Specifieke bepalingen voor kranen en heftoestellen.

Artikel 28.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn kranen van het type torenkraan, mobiele kraan of werfkraan en heftoestellen zoals liften, al dan niet mechanisch, die al dan niet met een gemotoriseerd chassis zijn uitgerust.

Artikel 29.

Tijdens het besturen van de kraan of het heftoestel moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke erop letten om langs de twee kanten van de kraan of het heftoestel aanduidingen te plaatsen. Bovendien moet hij erop letten dat geen enkel voorwerp op de openbare weg kan vallen.

HOOFDSTUK II. Privatieve bezetting door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 30.

De bezettingen die bedoeld worden in dit hoofdstuk zijn bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven (verhuizingen, leveringen...) of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 31. (Gemeenteraad van 25/10/2010).

Bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of promotionele of feestactiviteiten hebben de volgende eigenschappen:

Lengte: 20 meter

Breedte: de maximale breedte bedraagt 2 meter

Totale oppervlakte van een zone van 20 meter = 40 m^2

HOOFDSTUK III. Privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 32.

Ongeacht de tijd van het jaar waarop de vergunning wordt aangevraagd, wordt de vergunning voor privatieve bezetting door terrassen, kraampjes, stalletjes en dergelijke verleend voor de in de vergunning vastgestelde periode, die niet langer kan duren dan tot 31 december van het jaar van de aanvraag. De vergunningsaanvraag moet elk jaar vernieuwd worden.

Artikel 33.

De vergunningen voor de voorwerpen die in dit hoofdstuk bedoeld worden, kunnen enkel uitgereikt worden voor plaatsen van het openbaar domein waar het verkeer niet gehinderd wordt door hun plaatsing.

Artikel 34.

Bij de vergunningsaanvraag moet er een inventaris worden bijgevoegd van alle materialen en goederen die op het openbaar domein zullen geplaatst worden.

Artikel 35.

De persoon aan wie de vergunning werd uitgereikt of eender welke andere verantwoordelijke moet altijd alle afval op de bezette oppervlakte en in de onmiddellijke omgeving verwijderen. Het schoonmaken moet in stilte gebeuren om de rust van de buren niet te storen.

Artikel 36.

De installaties en de goederen die op het openbaar domein geplaatst worden, moeten goed onderhouden worden. Als de burgemeester de mening toegedaan is dat de openbare orde bedreigd wordt door hun staat of dat de veiligheid van de voetgangers niet langer verzekerd is, kan de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke in gebreke gesteld worden om de plaatsen onmiddellijk te repareren of te reinigen zonder dat dit afbreuk doet aan de toepassing van artikel 12 van dit reglement.

Sectie 2. Specifieke bepalingen voor terrassen.

Artikel 37.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn tafels, banken, stoelen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn om een terras in te richten.

Artikel 38.

Verwarmingstoestellen (mobiel of statisch) op terrassen zijn volledig verboden vanaf 01/10/2022.

Artikel 39.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein uitkijken aangebracht worden.

Artikel 40.

Alle tafels, stoelen, parasols en ander meubilair moeten dagelijks opgeruimd worden. De terrasmeubels mogen op het openbaar domein blijven op voorwaarde dat deze opgestapeld en opgeruimd worden.

De stapels moeten stabiel zijn en binnen de toegelaten zone van het openbaar domein staan.

Artikel 41.

In de periode tijdens dewelke de tijdelijke terrassen verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Sectie 3. Specifieke bepalingen voor winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 42.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn winkels, kramen en gelijkgestelden die dienen om handelsgoederen tentoon te stellen en voor te stellen.

Artikel 43.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein uitkijken aangebracht worden.

Artikel 44.

Alle winkels, kramen en gelijkgestelden moeten dagelijks opgeruimd worden op het sluitingsuur.

Artikel 45.

In de periode tijdens dewelke de winkels, kramen en gelijkgestelden verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

20.03.2023/A/0009 **ASBL communale Comité culturel - Représentation politique - Membre - Décès de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Comité culturel ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 16 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 27/05/2019, répartis comme suit :

- 12 membres pour la liste LB,
- 3 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Daniel FRANKIGNOUL, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Comité culturel ;

Vu le courrier du 20/02/2023 introduit par le président de l'ASBL Comité culturel demandant de faire appel pour le remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier du 22/02/2023 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 13/03/2023, la candidature de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Comité culturel, en remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijke vzw Cultuurcomité - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Vervanging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05/07/2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, zoals gewijzigd;

Gelet op de statuten van de vzw Cultuurcomité;

Overwegende dat de Algemene vergadering van de vzw uit 16 werkende leden bestaat die door de Gemeenteraad in zitting van 27/05/2019 aangewezen werden en als volgt zijn verdeeld:

- 12 leden voor de lijst LB,
- 3 leden voor de lijst Ecolo,
- 1 lid voor de lijst MR+;

Gelet op het plotse overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL, vertegenwoordiger van de LB-fractie bij de Algemene vergadering van de vzw Cultuurcomité;

Gelet op de brief van 20/02/2023, ingediend door de voorzitter van de vzw Cultuurcomité, waarbij gevraagd wordt een oproep te doen voor de vervanging van dhr. Daniel FRANKIGNOUL;

Overwegende dat in deze vervanging moet worden voorzien om het politieke

evenwicht en het aantal door de Gemeenteraad aangewezen vertegenwoordigers te erbiedigen;

Overwegende dat een brief op 22/02/2023 toegestuurd werd aan dhr. Michaël LORIAUX, groepsleider, om hem te vragen een kandidaat voor te stellen;

Overwegende dat per brief van 13/03/2023, de kandidatuur van mw. Hélène SION, wonende Priester de l'Epéestraat 2 t/g, werd voorgesteld;

Gelet op artikelen 117 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

GAAT OVER tot de aanwijzing van mw. Hélène SION, wonende Priester de l'Epéestraat 2 t/g, als werkend lid van de Algemene vergadering van de vzw Cultuurcomité ter vervanging van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB), overleden lid, voor een termijn die verstrijkt bij de vernieuwing van de Gemeenteraad na de verkiezingen van 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0010

ASBL communale Village culturel - Représentation politique - Membre - Décès de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Remplacement - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Village culturel ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 16 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 27/05/2019, répartis comme suit :

- 12 membres pour la liste LB,
- 3 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Daniel FRANKIGNOUL, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Village culturel ;

Vu le courrier du 20/02/2023 introduit par le président de l'ASBL Village culturel demandant de faire appel pour le remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre

politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier du 22/02/2023 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 13/03/2023, la candidature de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Village culturel, en remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijke vzw Cultuurdorp - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Vervanging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05/07/2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, zoals gewijzigd;

Gelet op de statuten van de vzw Cultuurdorp;

Overwegende dat de Algemene vergadering van de vzw uit 16 werkende leden bestaat die door de Gemeenteraad in zitting van 27/05/2019 aangewezen werden en als volgt zijn verdeeld:

- 12 leden voor de lijst LB,
- 3 leden voor de lijst Ecolo,
- 1 lid voor de lijst MR+;

Gelet op het plotse overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL, vertegenwoordiger van de LB-fractie bij de Algemene vergadering van de vzw Cultuurdorp;

Gelet op de brief van 20/02/2023, ingediend door de voorzitter van de vzw Cultuurdorp, waarbij gevraagd wordt een oproep te doen voor de vervanging van dhr. Daniel FRANKIGNOUL;

Overwegende dat in deze vervanging moet worden voorzien om het politieke evenwicht en het aantal door de Gemeenteraad aangewezen vertegenwoordigers te eerbiedigen;

Overwegende dat een brief op 22/02/2023 toegestuurd werd aan dhr. Michaël

LORIAUX, groepsleider, om hem te vragen een kandidaat voor te stellen;

Overwegende dat per brief van 13/03/2023, de kandidatuur van mw. Hélène SION, wonende Priester de l'Epéestraat 2 t/g, werd voorgesteld;

Gelet op artikelen 117 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

GAAT OVER tot de aanwijzing van mw. Hélène SION, wonende Priester de l'Epéestraat 2 t/g, als werkend lid van de Algemene vergadering van de vzw Cultuurdorp ter vervanging van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB), overleden lid, voor een termijn die verstrijkt bij de vernieuwing van de Gemeenteraad na de verkiezingen van 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0011

ASBL communale Centre Albert Marinus - Représentation politique - Membre - Décès de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Remplacement - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 14/12/2020, répartis comme suit :

- 6 membres pour la liste LB,
- 1 membre pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Daniel FRANKIGNOUL, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Vu le courrier du 20/02/2023 introduit par l'ASBL Centre Albert Marinus demandant de faire appel pour le remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier du 22/02/2023 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e) ;

Considérant que la candidature de Mme Kathleen LEJEUNE, domiciliée boulevard Brand Whitlock 152/b4 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Kathleen LEJEUNE, domiciliée boulevard Brand Whitlock 152/b4 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre Albert Marinus, en remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentelijke vzw "Centre Albert Marinus" - Politieke vertegenwoordiging -
Lid - Overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Vervanging -
Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positive stemmen.

20.03.2023/A/0012 **ASBL communale Wolu-International - Représentation politique - Membre -
Décès de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 13 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 16/03/2020, répartis comme suit :

- 10 membres pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Daniel FRANKIGNOUL, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International ;

Vu le courrier du 16/02/2023 introduit par l'ASBL Wolu-International demandant de faire appel pour le remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier du 22/02/2023 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 13/03/2023, la candidature de Mme Louise NGANDU LUKUSA, domiciliée avenue Paul Hymans 78/b6 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Louise NGANDU LUKUSA, domiciliée avenue Paul Hymans 78/b6 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International, en remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL, membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijke vzw "Wolu-International" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Vervanging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0013 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Représentation politique - Membre - Décès de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 23/05/2022, répartis comme suit :

- LB : 6 membres,
- Ecolo : 1 membre,
- MR+ : 1 membre ;

Vu le décès inopiné de M. Daniel FRANKIGNOUL, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Vu le courrier du 20/02/2023 introduit par le président de l'ASBL Centre culturel Wolubilis demandant de faire appel pour le remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier du 23/02/2023 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 14/03/2023, la candidature de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Hélène SION, domiciliée rue Abbé de l'Epée 2 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis, en remplacement de M. Daniel FRANKIGNOUL (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Daniel FRANKIGNOUL (LB) - Vervanging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positive stemmen.

20.03.2023/A/0014 **ASBL communale Wolu-International - Représentation politique - Membre - Révocation de Mme Séline GORIELY (Ecolo) - Remplacement - Approbation - Mme Ingrid GOOSSENS.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 13 membres effectifs, désignés par le Conseil communal en séance du 16/03/2020, répartis comme suit :

- 10 membres pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courriel du 23/10/2022 de Mme Ingrid GOOSSENS, cheffe de groupe Ecolo, qui informe que Mme Sélène GORIELY, représentante du groupe Ecolo au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International, ne réside plus en Belgique depuis juin 2020 ;

Considérant que dans ce même courriel, la section locale Ecolo Woluwe-Saint-Lambert a désigné Mme Ingrid GOOSSENS pour remplacer Mme Sélène GORIELY qui n'est plus en mesure d'exercer son mandat représentatif au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant que Mme Sélène GORIELY a été désignée par le Conseil communal en séance du 16/03/2020 sur la base de l'article 36 de l'ordonnance du 05/06/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant que l'article 36 de l'ordonnance du 05/06/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale stipule que « *le conseil communal peut demander à l'assemblée générale de révoquer les désignations faites sur la base de leurs propositions* » ;

Considérant qu'il revient donc au Conseil communal de demander à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International la révocation de la désignation de Mme Sélène GORIELY et de lui transmettre l'identité du nouveau membre qu'il a désigné pour le représenter au sein de l'Assemblée générale, à savoir Mme Ingrid GOOSSENS, conseillère communale, domiciliée avenue de la Charmille 8/38 en c/c ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/02/2023 ;

DEMANDE que l'ASBL Wolu-International procède à la révocation de Mme Sélène GORIELY pour les raisons invoquées ci-dessus ;

DESIGNE Mme Ingrid GOOSSENS, conseillère communale, domiciliée avenue de la Charmille 8/38 en c/c, comme membre représentant le groupe Ecolo à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International, en remplacement de Mme Sélène GORIELY, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

Ce mandat ne prendra effet qu'après que l'ASBL aura procédé à la révocation et acté celle-ci durant sa prochaine Assemblée générale.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentelijke vzw "Wolu-International" - Politieke vertegenwoordiging - Lid -
Intrekking van mw. Sélène GORIELY (Ecolo) - Vervanging - Goedkeuring -
Mw. Ingrid GOOSSENS.**

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

MÉDIATEUR COMMUNAL - GEMEENTELIJKE BEMIDDELAAR

Médiateur communal - Gemeentelijke bemiddelaar

20.03.2023/A/0015 **Médiateur communal - Rapport d'activités 2022 - Communication.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le Conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2022 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke ombudsman - Activiteitenverslag 2022 - Mededeling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2022 van de gemeentelijke ombudsman.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

20.03.2023/A/0016 **Location d'un dispositif de vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété publique en 2023 (ID 2023-2021) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir la location d'un dispositif de vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété publique en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/02/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir la location d'un dispositif de vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété publique en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2021 relatif au marché « Location d'un dispositif de vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété publique en 2023 (ID 2023-2021) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ONE TELECOM, rue du Manoir 16 à 6313 Beaufort (Luxembourg),

- STANLEY SECURITY BELGIUM BV, Egide Walschaertsstraat 16 à 2800 Mechelen,
- ALSEC, rue Montagne du Parc 18/1 à 1400 Nivelles ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42100/124-12 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE, sous réserve d'approbation du budget 2023 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2021 et le montant estimé de 100.000 EUR TVAC du marché « Location d'un dispositif de vidéosurveillance des incivilités en matière de propriété publique en 2023 (ID 2023-2021) », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ONE TELECOM, rue du Manoir 16 à 6313 Beaufort (Luxembourg),
 - STANLEY SECURITY BELGIUM BV, Egide Walschaertsstraat 16 à 2800 Mechelen,
 - ALSEC, rue Montagne du Parc 18/1 à 1400 Nivelles ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 42100/124-12.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Huur van een videobewakingssysteem voor overlast op het vlak van openbare netheid in 2023 (ID 2023-2021) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplagen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de huur van een videobewakingssysteem voor wangedrag op het vlak van openbare netheid in 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/02/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de huur van een videobewakingssysteem voor wangedrag op het vlak van openbare netheid in 2023;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-2021 betreffende de opdracht “Huur van een videobewakingssysteem voor wangedrag op het vlak van openbare netheid in 2023 (ID 2023-2021)”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ONE TELECOM, rue du Manoir 16 te 6313 Beaufort (Luxemburg),
- STANLEY SECURITY BELGIUM bv, Egide Walschaertsstraat 16 te 2800 Mechelen,
- ALSEC, rue Montagne du Parc 18/1 te 1400 Nivelles ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/124-12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023-2021 en de raming van 100.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Huur van een videobewakingssysteem voor wangedrag op het vlak van openbare netheid in 2023 (ID 2023-2021)”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ONE TELECOM, rue du Manoir 16 te 6313 Beaufort (Luxemburg),
 - STANLEY SECURITY BELGIUM bv, Egide Walschaertsstraat 16 te 2800 Mechelen,
 - ALSEC, rue Montagne du Parc 18/1 te 1400 Nivelles ;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 42100/124-12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

20.03.2023/A/0017

Désherbage et entretien des pieds d'arbres sans biocides pour les années 2023 et 2024 (ID 2024) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 169.200 EUR TVAC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir le désherbage et l'entretien des pieds d'arbres sans biocides pour les années 2023 et 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir le désherbage et l'entretien des pieds d'arbres sans biocides pour les années 2023 et 2024

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2024 relatif au marché « Désherbage et entretien des pieds d'arbres sans biocides pour les années 2023 et 2024 (ID 2024) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 169.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- LAURENTY, rue de l'Avenir 11 à 4460 Grâce-Hollogne,
- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
- TWI, rue de Linthout 37 en c/c ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget ordinaire de l'exercice 2023 et est à prévoir au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 87500/124-06 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2024 et le montant estimé de 169.200 EUR TVAC du marché « Désherbage et entretien des pieds d'arbres sans biocides pour les années 2023 et 2024 (ID 2024) », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - LAURENTY, rue de l'Avenir 11 à 4460 Grâce-Hollogne,
 - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
 - TWI, rue de Linthout 37 en c/c ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 87500/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 et par le crédit à prévoir au budget ordinaire de l'exercice 2024 (84.600 EUR/an) .

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Onkruidverdelging en onderhoud van de boomvoeten zonder biociden voor de jaren 2023 en 2024 (ID 2024) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 169.200 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

20.03.2023/A/0018 **Travaux ponctuels de plantation, de terrassement et de maçonnerie en 2023 et 2024 (ID 2025) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 150.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir des travaux ponctuels de plantation, de terrassement et de maçonnerie en 2023 et 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir des travaux ponctuels de plantation, de terrassement et de maçonnerie en 2023 et 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu larrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu larrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2025 relatif au marché « Travaux ponctuels de plantation, de terrassement et de maçonnerie en 2023 et 2024 (ID 2025) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 150.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023 et est à prévoir au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2025 et le montant estimé de 150.000 EUR TVAC du marché « Travaux ponctuels de plantation, de terrassement et de maçonnerie en 2023 et 2024 (ID 2025) », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne,
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
 - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek ;
- de financer la dépense de 75.000 EUR TVAC/an par le crédit inscrit à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et à prévoir au même article au budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Beplantings-, graaf- en metselwerken in 2023 en 2024 (ID 2025) -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te
raadplagen firma's: 3 - Uitgave: 150.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Prévention - Preventie

20.03.2023/A/0019 **Médiation de proximité - Charte nationale « Villes et communes médiation » - Adhésion - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du Ministère de l'Intérieur adressée à l'ensemble des bourgmestres en Belgique invitant à la signature de la charte « Villes et communes médiation », dans le cadre du projet de promotion des services publics de médiation locaux, initié en 2020 par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS) ;

Vu l'élaboration de la charte grâce à l'implication de services de médiation de conflits, de médiation SAC et de médiation scolaire, notamment au travers du réseau dont fait partie le dispositif de médiation de proximité du service communal de la prévention ;

Considérant que cette charte a déjà été signée le mercredi 28/09/2022 par Mme Annelies VERLINDEN, ministre de l'Intérieur, avec Mme Catherine MOUREAUX, présidente de l'ASBL BeFUS et Mme Michèle GUILLAUME-HOFNUNG, professeure des facultés de droit, directrice de l'Institut de médiation IMGH et autrice de la définition européenne de la médiation ;

Considérant que l'adhésion à la charte vise à s'inscrire de façon résolue dans une démarche inclusive avec une dynamique de réseau national, voire international de services publics en faveur de la médiation ;

Considérant que le CPAS et la zone de police Montgomery en ont préalablement pris connaissance et ont approuvé leur adhésion à la charte ;

Considérant que les dispositifs de médiation de proximité, de médiation locale de la zone de police et de médiation SAC œuvrent depuis plusieurs années en concordance avec les objectifs et les engagements de la charte ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver l'adhésion de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, telle que sollicitée dans un courrier rédigé par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS), à la charte nationale « Villes et communes médiation » telle que reprise ci-dessous, et d'y associer la zone de police Montgomery et le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert :

Charte “Villes et communes médiation”

Par la signature de la charte “Villes et communes médiation”,

1. Nous, autorités locales, encourageons, dans nos politiques de prévention et/ou de cohésion sociale, une démarche de médiation définie comme « un processus volontaire d'établissement ou de rétablissement de lien social, de prévention ou de règlement des différends. Ce processus s'effectue au travers d'une communication éthique durant laquelle les personnes s'efforcent de renouer le dialogue pour trouver une solution à leur situation. Au cours de ce

processus, un médiateur, tiers indépendant, les accompagne de façon impartiale, et sans influencer les résultats tout en garantissant le respect des intérêts de chacun des participants et la confidentialité des échanges. » (Michèle Guillaume-Hofnung, 2011, Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales du Conseil de l'Europe)

La médiation est ainsi un processus de prévention et de gestion de conflit (familial, social, locatif, conflit de voisinage, de quartier, dans le milieu scolaire, avec les institutions locales, etc.) visant à créer ou retisser du lien social.

2. Nous nous engageons à favoriser l'existence d'un service (para)public de médiation, à pérenniser les services en place dans notre commune, à soutenir les infrastructures (accessibilité, visibilité, ...) et les besoins en formation, supervision, intervision, nécessaires à la pratique du métier.
3. Nous sommes respectueux du cadre déontologique indispensable au travail du médiateur (indépendance, neutralité, multipartialité, confidentialité, démarche volontaire et autonomie des personnes) et faisons confiance au processus méthodologique dont le médiateur, dûment formé, est le garant. Le médiateur privilégie ainsi l'écoute et le dialogue, en facilitant une meilleure compréhension des situations et des points de vue respectifs. Il contribue à faire émerger des perspectives nouvelles et adaptées aux besoins de chacun. Le service public de médiation est ouvert à tous.
4. Afin de faciliter l'accès à la médiation, nous assurons une information de qualité sur l'existence d'un service public de médiation au sein de notre commune. Nous mobilisons tous les acteurs du champ social au sein de la commune (habitants, services communaux, police, écoles, associations, CPAS...) pour soutenir le service public de médiation dans ses actions de sensibilisation. Nous encourageons différentes formes de dialogue notamment en orientant vers les services de médiation.
5. Nous nous engageons à diffuser la culture de la médiation et à promouvoir la médiation comme processus œuvrant à la paix sociale. Nous sommes prêts à nous inscrire dans ce projet fédérateur, avec une démarche inclusive et l'ambition d'une dynamique plus large de réseau national, voire international de la médiation.

Le/La bourgmestre de la ville/commune

.....
Nom :

Signature :

Merci de renvoyer la charte signée à : info@urbansecurity.be

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Buurtbemiddeling - Nationaal handvest "Steden en gemeenten voor bemiddeling" - Toetreding - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de brief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken aan alle burgemeesters in België, waarin zij worden uitgenodigd het charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling" te ondertekenen, in het kader van het project ter bevordering van lokale openbare bemiddelingsdiensten, dat in 2020 is opgezet door de FOD Binnenlandse Zaken, de POD Maatschappelijke Integratie en de vzw Belgian Forum for Urban Security (BeFUS);

Gelet op de uitwerking van het charter dankzij de betrokkenheid van diensten voor conflictbemiddeling, GAS-bemiddeling en schoolbemiddeling, met name via het netwerk waartoe het lokale bemiddelingsapparaat van de gemeentelijke preventiedienst behoort;

Overwegende dat dit charter reeds op woensdag 28/09/2022 is ondertekend door mw. Annelies VERLINDEN, minister van Binnenlandse Zaken, met mw. Catherine MOUREAUX, voorzitter van de vzw BeFUS en mw. Michèle GUILLAUME-HOFNUNG, hoogleraar recht, directeur van het Instituut voor bemiddeling IMGH en auteur van de Europese definitie van bemiddeling;

Overwegende dat de toetreding tot het charter tot doel heeft deel uit te maken van een inclusieve aanpak met een dynamiek van nationaal of zelfs internationaal netwerk van overheidsdiensten ten behoeve van bemiddeling;

Overwegende dat het OCMW en de politiezone Montgomery vooraf kennis hebben genomen van het charter en hun toetreding tot het charter hebben goedgekeurd;

Overwegende dat de lokale bemiddeling, de lokale bemiddeling van de politiezone en de GAS-bemiddeling reeds verscheidene jaren werken in overeenstemming met de doelstellingen en verbintenissen van het charter;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST de toetreding van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, zoals gevraagd in een brief van de FOD Binnenlandse Zaken, de POD Maatschappelijke Integratie en de vzw Belgian Forum for Urban Security (BeFUS), tot het nationaal charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling", zoals hieronder opgenomen, goed te keuren en de politiezone Montgomery en het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe erbij te betrekken:

Charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling "

Door de ondertekening van het charter " Steden en gemeenten voor bemiddeling ",

1. Moedigen wij, de lokale overheden, in ons beleid op het vlak van preventie en/of sociale cohesie een stap naar bemiddeling aan die gedefinieerd wordt als "een vrijwillig proces waardoor sociale relaties opgebouwd of hersteld worden, en waardoor geschillen voorkomen of opgelost worden. Dit proces wordt geleid aan de hand van "ethische" communicatieregels waarbij de

deelnemers zich inspannen om de dialoog terug op gang te brengen en om een oplossing te vinden voor hun situatie. Dit proces wordt begeleid door een bemiddelaar, een onafhankelijke derde, die dit doet op een onpartijdige manier, zonder de resultaten te beïnvloeden, terwijl hij wel de belangen van elke partij bewaakt en de vertrouwelijkheid van de uitwisseling waarborgt." (Michèle Guillaume-Hofnung, 2011, Conference of International Nongovernmental Organizations of the Council of Europe). De bemiddeling is aldus een proces voor het voorkomen en beheersen van conflicten (familiale conflicten, sociale conflicten, huurconflicten, burenconflicten, wijkconflicten, conflicten in schoolomgeving, conflicten met lokale instellingen, enz.) met het oog op het creëren of herstellen van de sociale banden.

2. Verbinden wij ons ertoe om het bestaan van een (para)publieke bemiddelingsdienst aan te moedigen, de toekomst van de bestaande diensten in onze gemeente te verzekeren, de infrastructuren (toegankelijkheid, zichtbaarheid, ...) en de opleidingsbehoeften (supervisie, intervisie die nodig zijn voor het uitoefenen van het beroep, te ondersteunen).
3. Eerbiedigen wij het deontologisch kader dat absoluut noodzakelijk is voor het werk van de bemiddelaar (onafhankelijkheid, neutraliteit, meerzijdige partijdigheid, vertrouwelijkheid, vrijwilligheid en autonomie van personen) en hebben wij vertrouwen in het methodologisch proces dat de behoorlijk opgeleide bemiddelaar ten uitvoer legt. De bemiddelaar geeft aldus de voorkeur aan luisterbereidheid en dialoog, waardoor situaties en respectievelijke standpunten gemakkelijker worden begrepen. Hij draagt bij tot bieden van nieuwe perspectieven die aangepast zijn aan de noden van elkaar. De openbare bemiddelingsdienst staat open voor iedereen.
4. Om de bemiddeling te vergemakkelijken, verstrekken wij kwaliteitsvolle informatie over het bestaan van een openbare bemiddelingsdienst binnen onze gemeente. We moedigen alle actoren op sociaal gebied aan om binnen de gemeente (bewoners, gemeentediensten, politie, scholen, verenigingen, OCMW...) de openbare bemiddelingsdienst te ondersteunen bij zijn sensibiliseringsacties. Wij moedigen verschillende vormen van dialoog aan, waaronder doorverwijzing naar bemiddelingsdiensten.
5. Verbinden wij ons ertoe om de bemiddelingscultuur te verspreiden en bemiddeling te promoten als een proces dat ijvert voor sociale vrede. Wij zijn bereid ons aan te sluiten bij dit overkoepelend project, met een inclusieve aanpak en met als doel een bredere dynamiek van een nationaal, of bij uitbreiding een internationaal netwerk voor bemiddeling.

De burgemeester van stad/gemeente

.....

Naam :

Handtekening :

Gelieve het handgetekende handvest naar info@urbansecurity.be te willen terugsturen

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0020

Plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) - Cycle 2023-2024 - Modifications - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 28/04/2014 approuvant le projet de plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 01/09/2014 approuvant la signature de la convention dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 19/03/2018 approuvant la prolongation en 2018 et 2019 du projet de plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 17/02/2020 approuvant la prolongation en 2020 du projet de plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 30/06/2021 approuvant la prolongation en 2021 du projet de plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 16/07/2021 relatif à la prolongation du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 pour l'année 2022 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 15/07/2022 relatif à la prolongation du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 pour les années 2023 et 2024 ;

Considérant que le plan stratégique de sécurité et de prévention 2022 s'inscrit dans la continuité du plan 2014-2017 et de ses prolongations en 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 ;

Considérant qu'il s'indique de poursuivre les actions de prévention en matière de lutte contre les vols de vélos et les cambriolages ;

Considérant qu'il s'indique d'actualiser et d'ajouter certains objectifs opérationnels, résultats attendus et indicateurs ;

Considérant que le montant de la subvention pour la durée du plan est de 71.721,80 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver les modifications apportées au plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) pour le cycle 2023-2024 entre le SPF Intérieur et la commune de Woluwe-Saint-Lambert, telles que reprises ci-dessous :

Phénomène 1 : cambriolage

Objectif stratégique : diminuer les comportements à risque ;

Objectif opérationnel : informer la population sur les mesures financières/organisationnelles/techniques et l'existence de la fonction de conseiller en prévention vol ;

Résultat attendu : organisation de campagnes d'information/sensibilisation en matière de prévention du cambriolage par an et à destination de la population, au cours des deux années de la mise en œuvre du plan ;

Indicateurs :

- 5 sorties de la « Prévention mobile » par an, en collaboration avec les services de la zone de police,
- distribution d'un feuillet de sensibilisation dans les boîtes aux lettres des quartiers davantage ciblés par la problématique des vols (selon les statistiques de la zone de police) : oui - non

Phénomène 2 : vol de vélo

Objectif stratégique : dissuader les auteurs potentiels d'infraction ;

Objectif opérationnel : accroître les possibilités d'identifier les vélos ;

Résultat attendu : information des riverains sur l'existence de la plateforme d'identification des vélos, Mybike ;

Indicateurs :

- nombre d'articles parus dans le journal communal et sur les réseaux sociaux : 2 par an,
- diffusion du dépliant spécifique lors des campagnes d'information, stands, sorties de la « Prévention mobile », etc. : oui - non.

Objectif stratégique : promouvoir une approche intégrée et intégrale ;

Objectif opérationnel : réalisation d'actions et de campagnes communes prévention/police ;

Résultat attendu : organisation conjointe d'actions de sensibilisation avec la zone de police (stands, « Prévention mobile », etc.) ;

Indicateur : minimum 3 actions conjointes organisées par an.

Objectif stratégique : diminuer les comportements à risque ;
Objectif opérationnel : informer/sensibiliser/responsabiliser la population sur la problématique du vol de vélos ;
Résultat attendu : information des propriétaires de vélos sur la prévention des comportements à risque en termes de vols de vélos pendant les deux années du PSSP ;
Indicateur : sensibilisation des propriétaires de vélos par les gardiens de la paix lors des sorties de la « Prévention mobile », de stands d’informations, etc. : oui - non.

Objectif stratégique : agir sur les circonstances et l’environnement criminogènes ;
Objectif opérationnel : monitoring des endroits dédiés au stationnement vélos ;
Résultat attendu : pose d'autocollants sur les arceaux rappelant comment doivent être utilisés les cadenas pour sécuriser au mieux les vélos ;
Indicateur : pose d'autocollants : oui - non.

Objectif opérationnel : octroi d'une prime communale à l'encouragement de la protection des vélos contre le vol dans les espaces communs d'une copropriété ;
Résultats attendus :

- octroi d'une prime pour chaque dossier élaboré (répondant aux conditions stipulées dans le règlement communal) au cours des 2 années de la mise en œuvre du plan,
- présentation des dossiers « prime vélo » au Collège dans les 4 mois suivant la réception du dossier (complet), pour octroi ou refus.

Indicateurs :

- 100 % des dossiers recevables et répondant aux conditions stipulées dans le règlement communal ont fait l'objet de l'octroi d'une prime (dans les limites des crédits disponibles),
- 90 % des demandes de « prime vélo » soumises dans les 4 mois suivant la réception du dossier complet.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) - Cyclus 2023-2024 - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 28/04/2014 ter goedkeuring van het ontwerp van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 01/09/2014 ter goedkeuring van de ondertekening van de overeenkomst in het kader van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 19/03/2018 ter goedkeuring van de verlenging in 2018 en 2019 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 17/02/2020 ter goedkeuring van de verlenging in 2020 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 30/06/2021 ter goedkeuring van de verlenging in 2021 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 16/07/2021 inzake de verlenging van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017 voor het jaar 2022;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 15/07/2022 inzake de verlenging van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017 voor de jaren 2023 en 2024;

Overwegende dat het strategisch veiligheids- en preventieplan 2022 voortborduurt op het plan 2014-2017 en de verlengingen ervan in 2018, 2019, 2020, 2021 en 2022;

Overwegende dat het aangewezen is om de preventieve maatregelen ter bestrijding van fietsdiefstal en inbraak verder te zetten;

Overwegende dat een aantal operationele doelstellingen, verwachte resultaten en indicatoren moeten worden bijgewerkt en toegevoegd;

Overwegende dat de subsidie voor de duur van het plan 71.721,80 EUR bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST de wijzigingen in het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) voor de cyclus 2023-2024 tussen de FOD Binnenlandse Zaken en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren zoals volgt:

Fenomeen 1: inbraak

Strategische doelstelling: risicogedrag verminderen;

Operationele doelstelling: de bevolking informeren over de financiële/organisatorische/technische maatregelen en het bestaan van de functie van preventieadviseur diefstal;

Verwacht resultaat: organisatie van informatie-/sensibiliseringscampagnes inzake inbraakpreventie per jaar en voor de bevolking tijdens de 2 jaar dat het plan geldt;

Indicatoren:

- 5 acties van de “Mobiele Preventie” per jaar, in samenwerking met de diensten van de politiezone,
- verspreiding van een sensibiliseringsbrochure in de brievenbussen van de wijken waar het probleem van diefstal het grootst is (volgens de statistieken van de politiezone): ja - nee.

Fenomeen 2: fietsendiefstal

Strategische doelstelling: mogelijke daders ontraden;

Operationele doelstelling: de mogelijkheden om fietsen te identificeren, vergroten;

Verwacht resultaat: voorlichting van bewoners over het bestaan van het fietsidentificatieplatform Mybike;

Indicatoren:

- aantal artikels in het gemeenteblad en op de sociale netwerken: 2 per jaar,
- verspreiding van de specifieke brochure tijdens informatiecampagnes, stands, acties van de “Mobiele Preventie”, enz.: ja - nee.

Strategische doelstelling: een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen;

Operationele doelstelling: gezamenlijke preventie-/politieacties en -campagnes uitvoeren;

Verwacht resultaat: gezamenlijke organisatie van sensibiliseringsacties met de politiezone (stands, “Mobiele Preventie”, enz.);

Indicator: minimaal 3 gezamenlijke acties per jaar.

Strategische doelstelling: risicogedrag verminderen;

Operationele doelstelling: de bevolking informeren/sensibiliseren/verantwoordelijk stellen rond het probleem van fietsendiefstal;

Verwacht resultaat: voorlichting van fietseigenaars rond de preventie van risicogedrag op het gebied van fietsendiefstal tijdens de 2 jaar dat het plan geldt;

Indicator: sensibilisering van fietseigenaars door de gemeenschapswachten tijdens acties van de “Mobiele Preventie”, informatiestands, enz.: ja - nee.

Strategische doelstelling: optreden tegen de omstandigheden en omgevingen die tot criminaliteit leiden;

Operationele doelstelling: toezicht houden op de plaatsen waar fietsen worden geparkeerd;

Verwacht resultaat: stickers op de fietsbeugels plakken die eraan herinneren hoe de sloten moeten worden gebruikt om de fietsen zo goed mogelijk te beveiligen;

Indicator: plakken van stickers: ja - nee.

Operationele doelstelling: toekenning van een gemeentelijke premie om de beveiliging van fietsen tegen diefstal in de gemeenschappelijke ruimtes van een mede-eigendom aan te moedigen;

Verwachte resultaten:

- toekenning van een premie voor elk opgesteld dossier (dat voldoet aan de voorwaarden van het gemeentereglement) tijdens de 2 jaar dat het plan geldt,
- voorlegging van de dossiers “fietspremie” aan het College binnen de 4 maanden na ontvangst van het (volledige) dossier voor toekenning of weigering.

Indicatoren:

- 100 % van de ontvankelijke dossiers die aan de voorwaarden van het gemeentereglement voldoen, vormen het voorwerp van een premie (binnen de limieten van de beschikbare kredieten),
- 90 % van de aanvragen voor een “fietspremie” zijn voorgelegd binnen de 4 maanden na ontvangst van het volledige dossier.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Stationnement réglementé - Gereglementeerd parkeren

20.03.2023/A/0021 Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - Modifications - Approbation.

LE CONSEIL

Vu sa délibération du 29/11/2021 approuvant la modification du règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ;

Vu la loi du 16/03/1968 relative à la police de la circulation routière, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route), tel que modifié ;

Vu le règlement complémentaire de police et ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 07/05/1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées, tel que modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/01/2007 concernant la carte communale de stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/03/2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 13/07/2018 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu la décision du 30/08/2013 de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise portant agrément des opérateurs de « carsharing » ;

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, telle que modifiée ;

Vu l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'une adaptation dudit règlement aux divers changements législatifs et techniques intervenus s'avère nécessaire ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE de modifier et de renouveler le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique comme suit :

Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Woluwe-Saint-Lambert une redevance sur le stationnement sur la voie publique d'un véhicule à moteur aux endroits et aux moments où ce stationnement est autorisé, moyennant l'usage régulier des appareils dits horodateurs ou par l'usage du disque de stationnement « zone bleue », comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975).

CHAPITRE II : DEFINITIONS

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. *Agence du stationnement* : l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, telle que définie dans le chapitre 7 de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
2. *Arrêté* : l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20/10/2022 ;
3. *Cartes de dérogations* : les cartes de dérogations visées par l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;
4. *Disque de stationnement* : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 01/12/1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
5. *Ménage* : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de

- parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage ;
6. *Ordonnance* : l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
 7. *Redevable* : personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule faisant l'objet d'une redevance est immatriculé ;
 8. *Redevance* : la contrepartie financière pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement établie en vertu de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
 9. *Ticket de stationnement* : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée de 15 minutes, soit payant pour une durée déterminée par l'usager et/ou le type de zone réglementée ;
 10. *Véhicule à moteur* : tout véhicule pourvu d'un moteur destiné à circuler par ses propres moyens, en ce compris les deux-roues ;
 11. *Zone réglementée* : les zones telles que définies à l'article 2 de l'ordonnance et à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.

TITRE II : ZONES REGLEMENTEES

CHAPITRE I : TYPES DE ZONE

Section 1 : Zones pourvues d'appareils dits horodateurs

Article 3

Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils, à savoir en :

Zone rouge

À deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui opte pour une durée de stationnement de maximum 2 heures en zone rouge est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la deuxième demi-heure et à 5,30 EUR pour la seconde heure.

Zone orange

À deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone orange est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure.

Zone grise

A 4 heures 30 maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone grise est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la seconde demi-heure, à 5,30 EUR pour la deuxième, troisième et quatrième heure et à 2,60 EUR pour la dernière demi-heure.

Zone verte

A une durée illimitée, du lundi au vendredi ou au samedi selon la signalisation, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone verte est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure et à 2,60 EUR par heure supplémentaire.

Article 4

§1. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de :

- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone rouge ;
- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone orange ;
- 45 EUR par période de stationnement en zone grise ;
- 35 EUR par période de stationnement en zone verte.

A cet effet, les périodes de stationnement, pour les zones grises et vertes, sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

§2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les plages de stationnement sont fixées de 09h à 12h et de 14h à 18h pour la place Saint-Lambert, l'avenue Georges Henri entre le square de Meudon et la rue de Linthout et la rue Lola Bobesco (selon les plans repris en annexe).

Les dispositions reprises aux sections 3, 4, 5 et 7 du présent chapitre restent d'application dans les voiries reprises ci-dessus entre 12h et 14h.

§3. A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur pour les redevances forfaitaires et au 10^e d'euro inférieur pour les redevances fixées sur la base horaire de chaque zone réglementée. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'ordonnance.

Article 5

Le conducteur qui souhaite stationner son véhicule pour une durée inférieure ou égale à 15 minutes peut se rendre à l'horodateur et y retirer gratuitement un ticket de stationnement par période de stationnement (de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h), en se conformant aux modalités indiquées sur l'appareil et en encodant la plaque d'immatriculation du véhicule.

Ce ticket de stationnement, valable pour une très courte durée, ne confère le droit de laisser son véhicule en place que durant 15 minutes ou moins. Tout conducteur dont la durée mentionnée sur ce ticket de stationnement est dépassée est présumé avoir opté pour le système forfaitaire de paiement tel que repris à l'article 4 ci-dessus, à défaut pour lui d'avoir apposé un ticket de stationnement conformément à l'article 2 ci-dessus avant l'échéance du quart d'heure de stationnement gratuit, avec un délai supplémentaire de 5 minutes pour prendre un ticket payant à l'horodateur.

Il est interdit d'utiliser successivement plusieurs tickets de stationnement de très courte durée sans déplacement de son véhicule.

Article 6

Utilisation de l'horodateur.

La redevance prévue à l'article 3 peut être payée en alimentant directement l'horodateur par une carte bancaire conformément aux instructions mentionnées sur les appareils

L'encodage de la plaque d'immatriculation et le paiement par une carte bancaire selon les instructions reprises sur les appareils donnent droit à une durée de stationnement ininterrompue maximum de 2 heures en zone rouge et en zone orange, de 4 heures 30 en zone grise et de 9 heures en zone verte, comme indiqué sur les appareils.

Article 7

L'usager supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 8

Le ticket de stationnement doit être apposé de façon visible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales, de telle manière que les mentions y indiquées soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique.

Article 9

Lorsque l'horodateur est inutilisable, le disque de stationnement suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002 doit être visiblement apposé sur la face interne du pare-brise (article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière) de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Section 2 : Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue

Article 10

Le temps de stationnement en zone bleue est limité à 2 heures maximum, excepté dans les voiries équipées d'une signalisation spécifique limitant la durée maximale autorisée à 30 ou 60 minutes, moyennant l'utilisation du disque de stationnement, suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002, comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975) et notamment à l'article 27.1.2 prévoyant des modalités particulières pour l'utilisation

du disque au-delà des jours ouvrables et de la plage horaire usuelle (de 09h à 18h). Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

Article 11

En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 EUR par période de stationnement.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h.

Article 12

La durée de stationnement souhaitée par l'usager sera constatée par les indications qu'il aura fait figurer sur son disque de stationnement, placé de façon visible derrière le pare-brise de son véhicule et utilisé conformément aux modalités figurant à l'article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (arrêté royal du 01/12/1975) et à l'arrêté ministériel du 14/05/2002.

Section 3 : Zones « dépose-minute » (« Kiss & Ride »)

La zone « dépose-minute » est une zone de stationnement destinée à l'embarquement et au débarquement de personnes.

Article 13

Le temps de stationnement en zone « dépose-minute » est gratuit durant le temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet.

En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 4 : Emplacements « arrêt-minute »

Article 14

Le temps de stationnement pour les emplacements « arrêt-minute » est limité à maximum 30 minutes mais cette durée peut être inférieure sur la base d'une décision du Collège des bourgmestre et échevins, conformément aux indications reprises sur le panneau de signalisation et sur la borne installée à hauteur de l'emplacement ou des emplacements concerné(s).

Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « arrêt-minute ».

Section 5 : Zones « chargement électrique »

Article 15

Il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique sur les emplacements « chargement électrique » pour autant que l'usager dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Article 16

Une redevance de 50 EUR par période de stationnement est due par l'usager d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'usager d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables sur ces emplacements.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « chargement électrique ».

Section 6 : Zones riverains, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 17

Le stationnement dans les zones « riverains » n'est autorisé, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, samedis, dimanches et jours fériés inclus, qu'aux seuls détenteurs de la carte « riverains » spécifique délivrée par l'administration communale.

Le montant de la redevance relative au stationnement sur la voie publique est fixé à 50 EUR par demi-journée, à savoir de 00h à 12h ou de 12h à 24h.

Les cartes de dérogation telles que les cartes de riverain, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », les tickets de stationnement ou les disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 7 : Zones de livraison

Article 18

Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la durée du stationnement réglementé. A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Le montant forfaitaire de 100 EUR est indiqué à l'aide d'un panneau d'information.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables en zone de livraison.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

CHAPITRE II : CONTRÔLE DU STATIONNEMENT ET PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Article 19

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Le contrôle du stationnement peut être effectué, au choix de l'administration communale, soit de manière physique par des agents assermentés, soit de manière électronique. Ces deux moyens de contrôle peuvent être cumulés.

Article 20

§1. Conformément à l'article 13, § 2 de l'ordonnance, lorsqu'un emplacement de stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

§2. En cas de non-respect d'une des dispositions énumérées dans le présent règlement, une invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise du véhicule par un agent contrôleur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou adressée par courrier postal suite à un contrôle électronique.

§3. Le redevable dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date de l'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée, par courrier, au redevable.

§4. Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date d'apposition de l'invitation sur le pare-brise ou de l'envoi par courrier de l'invitation à acquitter la redevance. La contestation doit être adressée, soit par courriel (controle-parking@woluwe1200.be), soit par courrier postal à l'attention

de la division du stationnement réglementé (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

§5. En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visée au §2, un premier rappel gratuit est envoyé.

§6. En cas de non-paiement de la redevance dans le délai de 15 jours à compter de la date d'envoi du premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Un délai de 15 jours calendrier à dater de l'envoi de ce deuxième rappel est laissé au redevable pour s'acquitter de la redevance.

§7. Lorsque les montants dus restent impayés après l'expiration du délai visé au §6, la commune procède soit au recouvrement amiable suivi, si nécessaire, du recouvrement judiciaire, soit au recouvrement par voie de contrainte, conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance.

§8. Lorsque la commune procède au recouvrement amiable, le montant de la redevance majorée du montant visé au §6 sera majoré d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance, destinée à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

§9. Lorsqu'une commune procède au recouvrement par voie de contrainte, elle fait usage de la procédure visée à l'article 137bis de la nouvelle loi communale. Dans ce cas, les frais administratifs liés à la mise en demeure s'élèvent aux frais d'envoi y afférents et à une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Les montants dus en application des paragraphes précédents du présent article s'ajoutent aux frais administratifs. La contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Sans préjudice des frais dus en application du présent article, les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement seront portés à la charge du redevable.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 21

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs ou contrôlé par disque de stationnement se fait aux risques de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé.

Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de vol du véhicule.

TITRE III : CARTES DE DEROGATIONS

CHAPITRE I : CARTES DE DEROGATIONS DELIVREES PAR LA COMMUNE

Section 1 : Dispositions générales

Article 22

La validité des cartes de dérogations est annuelle, à l'exception des cartes de dérogations pour professions « d'enseignement et d'éducation ».

Article 23

Il ne sera pas octroyé de carte de dérogation pour les véhicules dont la masse maximale autorisée excède 3,5 tonnes (code F1 du certificat d'immatriculation).

Article 24

La carte de dérogation ne sera vendue qu'à la condition expresse que tous les montants réclamés antérieurement, dans le cadre du contrôle du stationnement, aient été acquittés par le demandeur de la carte.

Article 25

Lorsque la carte de dérogation arrive à expiration, le bénéficiaire effectue les démarches, de sa propre initiative, pour le renouvellement de celle-ci.

En cas de retard de renouvellement d'une carte de dérogation, le véhicule n'est plus couvert par celle-ci et s'expose donc à une redevance telle que prévue aux articles 4 et 11.

Section 2 : Carte de dérogation riverain

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 26

Tout habitant de la commune de Woluwe-Saint-Lambert inscrit ou résidant sur le territoire communal peut bénéficier d'une carte de riverain.

Le demandeur peut obtenir une carte par véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à une tierce personne ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 27

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ou tout document prouvant son inscription au registre de la population ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente ;
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location

mentionnant explicitement le nom du conducteur ;

- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal ;
- pour la personne en résidence non principale : la preuve de paiement de la taxe sur l'occupation d'une résidence par un occupant qui n'est pas inscrit dans les registres de la population ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.

Sous-section 3 : Nombre de cartes par ménage

Article 28

Le nombre de cartes de riverain est limité à 2 cartes maximum par ménage. On entend par ménage la ou les personnes vivant communément sous le même toit.

Sous-section 4 : Prix et durée de validité de la carte

Article 29

La validité de la carte de riverain prend cours dès sa date de délivrance. Si elle est délivrée avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit, sa validité couvrira la fin de l'année en cours.

La carte de riverain est obtenue moyennant le paiement de 15 EUR pour la première carte et 120 EUR pour la deuxième carte.

Pour les habitants qui se domicilent à Woluwe-Saint-Lambert en cours d'année ou pour les habitants domiciliés dans une voirie soumise au champ d'application du présent règlement en cours d'année, le montant de la carte est le suivant :

15 EUR	Janvier	15 EUR	120 EUR	Janvier	120 EUR
	Février	15 EUR		Février	120 EUR
	Mars	15 EUR		Mars	120 EUR
	Avril	10 EUR		Avril	100 EUR
	Mai	9 EUR		Mai	90 EUR
	Juin	8 EUR		Juin	80 EUR
	Juillet	7 EUR		Juillet	70 EUR
	Août	6 EUR		Août	60 EUR
	Septembre	5 EUR		Septembre	50 EUR
	Octobre	4 EUR		Octobre	40 EUR
	Novembre	3 EUR		Novembre	30 EUR
	Décembre	2 EUR		Décembre	20 EUR

En cas de perte ou de destruction de la carte, le demandeur doit demander un duplicata. Pour chaque duplicata, le paiement de 10 EUR sera réclamé.

Toute modification soit d'adresse, soit de véhicule ou d'immatriculation doit être déclarée auprès de l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert. Dès le changement de domicile ou de résidence, de véhicule ou d'immatriculation, le

détenteur de la carte doit faire parvenir celle-ci à l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'arrêté royal du 20/07/2001. En cas d'immatriculation étrangère devant être échangée contre une immatriculation belge, le demandeur peut bénéficier d'une carte de riverain pour une durée limitée de 2 mois.

A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023. Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Sous-section 5 : Carte pour un véhicule de remplacement ou un véhicule de location

Article 30

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule, peut demander une carte temporaire gratuite en cas d'utilisation d'un véhicule de remplacement.

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement (prouvée par un document) du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de remplacement n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Les utilisateurs de voitures de location (hors voitures partagées telles que reprises à l'article 43), domiciliés ou résidant sur le territoire communal, peuvent obtenir une carte de stationnement temporaire. Cette carte coûte 5 EUR et est valable pour la durée de location qui ne peut être supérieure à 1 mois.

Sous-section 6 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 31

La carte de riverain permet de stationner dans toutes les zones bleues installées sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert sans limitation de durée. La carte de riverain doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.

En outre, lorsque l'habitant ou le résident demeure dans un quartier visé par la délibération du Conseil communal définissant la liste des quartiers pour lesquels les habitants peuvent obtenir la carte de riverain d'un quartier, celui-ci peut stationner sans limitation de durée dans les zones vertes et grises du quartier dans lequel il demeure, à l'exception des zones rouges et oranges. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte de riverain.

Section 3 : Carte « riverains » 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 32

Seuls les habitants d'une zone « riverains » peuvent obtenir une carte « riverains » qui

permet de stationner gratuitement dans la zone « riverains » concernée. La carte « riverains » doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte « riverains » peut être obtenue selon la même procédure et le même tarif que la carte de riverain, stipulés dans la section 2 et donne les mêmes droits que celle-ci. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte « riverains ».

Section 4 : Carte de dérogation « de service »

Article 33

Une carte spécifique gratuite « toutes zones » est délivrée pour les véhicules de service identifiables de la commune.

Une carte spécifique gratuite « zones bleues et vertes » est délivrée pour les véhicules de service identifiables du CPAS, de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) de la commune et des sociétés immobilières de service public (SISP) dont le siège social est établi à Woluwe-Saint-Lambert. Cette carte permet de bénéficier du stationnement gratuit en zone verte et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue. Elle n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, grise et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Les véhicules prioritaires en service bénéficient également de la gratuité du stationnement.

Section 5 : Carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 34

L'enseignant ou le membre du personnel des écoles et des crèches qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte ou grise du siège de l'établissement et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut bénéficier d'une carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation ».

Cette carte de stationnement peut être délivrée à toute personne physique travaillant dans les écoles et crèches situées dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.

Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 35

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- l'attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction dans l'établissement scolaire/ la crèche pour l'année concernée ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de

façon permanente.

- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 36

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme indivisible de 120 EUR. La carte est valable du 15 août au 15 juillet de l'année qui suit.

Une carte mensuelle peut néanmoins être obtenue au tarif de 15 EUR/mois.

En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata mais une nouvelle carte pourra être acquise moyennant le paiement de la somme prévue ci-dessus.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 37

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise du siège de l'établissement. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 6 : Carte de dérogation pour « activités professionnelles »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 38

L'indépendant, le titulaire de profession libérale ou l'entreprise qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte et en zone grise du siège social ou d'exploitation de la société et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut s'acquitter de la redevance au moyen d'une carte de dérogation pour « activités professionnelles ».

Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les institutions publiques, privées, ASBL, SA, SRL, établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires et œuvres de bienfaisance).

Cette carte de dérogation peut être délivrée à tout indépendant, titulaire de profession libérale ou entreprise dont le siège social ou d'exploitation se situe dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.

Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 39

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- une attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction au sein de l'entreprise ;
- les statuts de la société pour justifier de son activité sur le territoire communal ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente.
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 40

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme de :

- 200 EUR/an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 300 EUR/an de la sixième à la vingtième carte ;
- 600 EUR/an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 800 EUR/an pour chaque carte supplémentaire.

L'abonnement ne sera renouvelé au même tarif pour l'année suivante qu'à la condition, pour les sociétés de plus de 50 employés, d'avoir établi et/ou mis à jour un plan de déplacement d'entreprise (PDE) sur le modèle élaboré par Bruxelles Environnement. Ce plan devra avoir été agréé par la commune (pour les entreprises de 50 à 199 employés) ou par Bruxelles Environnement (pour les entreprises de plus de 200 employés). A défaut de ces documents, les tarifs seront doublés.

L'entreprise organise, suivant ses propres règles internes, les modalités de distribution de ces abonnements à son personnel.

En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata mais une nouvelle carte pourra être acquise moyennant le paiement de la somme prévue ci-dessus.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 41

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise

du siège social ou d'exploitation de la société. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 7 : Carte de dérogation « du visiteur »

Article 42

Une carte dite « du visiteur » peut être utilisée en zone bleue.

Elle sera délivrée à l'attention de visiteurs au tarif de 5 EUR/jour.

Il ne peut être délivré plus de 100 cartes par ménage par année civile.

La carte « du visiteur » sera délivrée à tout habitant de la zone pouvant prouver soit son inscription au registre de la population, soit le paiement de la taxe sur l'occupation d'une résidence par un occupant qui n'est pas inscrit dans les registres de la population. Les conditions d'utilisation de cette carte dite « du visiteur » seront identiques, pendant la durée de sa validité, à celles prévues à l'article 31. Elles ne seront ni remboursées, ni échangées contre des cartes ayant une autre durée de validité.

En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicita.

La carte de dérogation « du visiteur » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, grise, verte, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

CHAPITRE II : CARTES DE DEROGATION DELIVREES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT

Article 43

Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile » et « voiture partagée » sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions déterminées par l'autorité administrative compétente.

CHAPITRE III : CARTE EUROPEENNE DE STATIONNEMENT POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Article 44

Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 sont autorisées à faire stationner leur véhicule, gratuitement et sans limite de durée, sur les emplacements desservis par les horodateurs, en zone bleue et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). Ils sont cependant tenus d'apposer la carte officielle précitée sur la face interne du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule de telle manière que les mentions y indiquées (à savoir la date de validité, le numéro de la carte et le pictogramme) soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique.

Article 45

Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 peuvent faire préenregistrer l'immatriculation de leur véhicule auprès de la division du stationnement.

Cette demande doit être adressée, soit par courriel ([controle-](#)

parking@woluwe1200.be), soit par courrier postal à l'attention de la division du stationnement réglementé (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert). Le demandeur doit y joindre une copie recto-verso de sa carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées et indiquer la plaque d'immatriculation à enregistrer.

Les plaques d'immatriculation disposant d'un droit de stationnement sur la base d'une carte de stationnement pour personne handicapée font l'objet d'une transmission de données avec l'Agence du stationnement et les autres communes de la Région bruxelloise.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 29/11/2021 waarbij het vergoedingsreglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg wordt gewijzigd;

Gelet op de wet van 16/03/1968 betreffende de politie over het wegverkeer, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode), zoals gewijzigd;

Gelet op het aanvullend politiereglement, inzonderheid de bepalingen betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 07/05/1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 09/01/2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 21/03/2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de geregelteerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 13/07/2018 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de beslissing van 30/08/2013 van het Parkeeragentschap van het Brussels

Gewest houdende erkenning van de carsharingoperatoren;

Gelet op de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, zoals gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat een aanpassing van voormeld reglement aan de verschillende wettelijke en technische wijzigingen aangewezen is;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST het retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg zoals volgt te wijzigen en te hernieuwen:

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg

TITEL I: ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSVELD VAN HET REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt, ten gunste van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, een retributie ingevoerd voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg en dit op de plaatsen en ogenblikken waar het parkeren geregeld wordt door middel van het regelmatig gebruik van parkeerautomaten, of door het gebruik van een parkeerschijf voor “blauwe zone” zoals vastgesteld door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975).

HOOFDSTUK II: DEFINITIES

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement, wordt begrepen onder:

1. *Parkeeragentschap*: Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, zoals bepaald in hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
2. *Besluit*: besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de geregelmenteerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 20/10/2022;
3. *Vrijstellingskaarten*: vrijstellingskaarten zoals bedoeld in de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, en haar uitvoeringsbesluiten, met dien verstande dat de vrijstellingskaarten “fysiek” of “virtueel” kunnen zijn;
4. *Parkeerschijf*: de parkeerschijf bedoeld in artikel 27.1.1 van het

- koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 01/12/1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
5. *Huishouden*: het huishouden wordt gevormd door hetzij een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij twee of meer personen die, al dan niet verwant, hetzelfde hoofdverblijf delen. De samenstelling van het huishouden blijkt uit een gezinssamenstelling;
 6. *Ordonnantie*: ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
 7. *Schuldenaar*: natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het aan de retributie onderworpen motorvoertuig is ingeschreven;
 8. *Retributie*: de financiële tegenprestatie voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats zoals vastgelegd krachtens de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
 9. *Parkeerticket*: document dat door de parkeerautomaat wordt aangegeven overeenkomstig dit reglement. Het parkeerticket kan gratis zijn, voor een periode van 15 minuten, of te betalen zijn voor een periode die wordt bepaald door de gebruiker en/of het soort gereglementeerde zone;
 10. *Motorvoertuig*: ieder voertuig met een motor, bestemd om zich op eigen kracht voort te bewegen, met inbegrip van tweewielers;
 11. *Gereglementeerde zone*: de zones zoals gedefinieerd in artikel 2 van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.

TITEL II: GEREGLLEMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK 1: TYPES ZONE

Sectie 1: Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten

Artikel 3

De parkeertijd wordt beperkt conform de gebruiksmodaliteiten vermeld op deze apparaten, namelijk:

Rode zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor een bestuurder die voor een maximale parkeertijd van 2 uur in een rode zone opteert, vastgesteld op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur en op 5,30 EUR voor het tweede uur.

Oranje zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd

op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een oranje zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur.

Grijze zone

Maximaal 4 uur 30, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder, wordt de retributie voor de bestuurder die in een grijze zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur, op 5,30 EUR voor het tweede, derde en vierde uur en op 2,60 EUR voor het laatste halfuur.

Groene zone

Voor een onbeperkte duur, van maandag tot vrijdag of zaterdag volgens het verkeersbord, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een groene zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur en op 2,60 EUR voor ieder bijkomend uur.

Artikel 4

§1. In geval van niet-betaling van de parkeerretributie op uurbasis of veronachting van de gratis parkeertijd of de parkeertijd waarvoor een retributie is betaald of bij gebrek aan een geldige vrijstellingkaart, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een forfaitaire parkeerretributie ten bedrage van:

- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de rode zone;
- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de oranje zone;
- 45 EUR per parkeerperiode in de grijze zone;
- 35 EUR per parkeerperiode in de groene zone.

Daartoe worden de parkeerperiodes voor de grijze en groene zones vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximale duur van 4 uur 30.

§2. In afwijking van paragraaf 1 worden de parkeerperiodes vastgesteld van 9.00 tot 12.00 uur en van 14.00 tot 18.00 uur voor het Sint-Lambertusplein, de Georges Henrilaan tussen het Meudonsquare en de Linthoutstraat en de Lola Bobescostraat (volgens de plannen in bijlage).

De bepalingen van secties 3, 4, 5 en 7 van onderhavig hoofdstuk blijven tussen 12.00 en 14.00 uur van toepassing op de bovengenoemde wegen.

§3. Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de retributie op uurbasis en de forfaitaire retributie automatisch en van rechtsweg gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe bedragen worden berekend volgens deze formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de

consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.

Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro voor een forfaitaire retributie en op het dichtstbijzijnde tiende van een euro voor een retributie op uurbasis voor elke gereglementeerde zone. De geïndexeerde bedragen mogen de in artikel 14 van de ordonnantie vastgestelde maximumbedragen niet overschrijden.

Artikel 5

De bestuurder die 15 minuten of minder wenst te parkeren kan aan een parkeerautomaat een gratis parkeerbiljet verkrijgen per parkeerperiode (van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur), volgens de richtlijnen vermeld op de apparaten en door het ingeven van de nummerplaat van het voertuig.

Dit parkeerbiljet voor zeer korte duur laat slechts toe te parkeren voor 15 minuten of minder. Elke bestuurder waarvoor het parkeerticket aantoont dat de toegelaten parkeertijd is overschreden, zal beschouwd worden gekozen te hebben voor het forfaitair retributiesysteem, zoals vermeld in artikel 4, behoudens hij een parkeerbiljet heeft geplaatst overeenkomstig artikel 2 voor het verstrijken van het gratis kwartier, met een bijkomende tijdslimiet van 5 minuten om een betalend parkeerbiljet te gaan halen aan de parkeerautomaat.

Het is verboden verschillende opeenvolgende parkeerbiljetten voor het kort parkeren te gebruiken zonder zijn wagen te verplaatsen.

Artikel 6

Gebruik van de parkeerautomaat.

De retributie vermeld in artikel 3 kan onmiddellijk betaald worden bij de parkeerautomaat, met bankkaart, volgens de richtlijnen op de apparaten.

Het ingeven van de nummerplaat en het gebruik van de bankkaart volgens de instructies weergegeven op de automaten geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uur in een rode zone en in een oranje zone, van 4 uur 30 in een grijze zone en van 9 uur in een groene zone, zoals vermeld op de apparaten.

Artikel 7

De gebruiker zal de gevolgen dragen die kunnen voortvloeien uit het onregelmatig gebruik van of uit de beschadigingen aangebracht aan de automaten.

Artikel 8

Het parkeerticket moet duidelijk en volledig zichtbaar achter de voorruit, met uitzondering van de zijruit, van het voertuig worden geplaatst zodat de vermelde gegevens leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor de wagen bevindt of door een elektronisch controlesysteem.

Artikel 9

Indien de parkeerautomaat niet bruikbaar is, moet de parkeerschijf volgens het bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 gevoegde model, duidelijk zichtbaar op de binnenkant van de voorruit geplaatst worden (artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer) zodanig dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Sectie 2: Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone

Artikel 10

De parkeertijd in de blauwe zone is beperkt tot maximaal 2 uur, behalve in wegen met

specifieke borden die de maximaal toegestane tijd beperken tot 30 of 60 minuten, mits een parkeerschijf wordt gebruikt volgens het model gevoegd bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 en zoals bepaald in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975), in het bijzonder artikel 27.1.2 houdende bijzondere voorwaarden voor het gebruik van de schijf buiten de werkdagen en de gebruikelijke tijdsperiode (van 9.00 tot 18.00 uur).

De bestuurder die kiest voor deze maximale parkeertijd, geniet van de kosteloosheid.

Artikel 11

Bij gebreke van gebruik van de reglementaire parkeerschijf of bij overschrijding van de maximaal toegelaten duur of misbruik van de reglementaire parkeerschijf, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een retributie van 35 EUR per parkeerperiode.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur

Artikel 12

De door de gebruiker gewenste parkeertijd zal worden vastgesteld aan de hand van de aanwijzingen die hij heeft doen voorkomen op zijn parkeerschijf, duidelijk zichtbaar aangebracht aan de binnenkant van de voorruit van zijn wagen en gebruikt in overeenstemming met artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (koninklijk besluit van 01/12/1975) en het ministerieel besluit van 14/05/2002.

Sectie 3: Kiss-and-ride-zones

Een kiss-and-ride-zone is een parkeerzone bestemd voor het in- en uitstappen van personen

Artikel 13

De parkeertijd in de kiss-and-ride-zone is gratis gedurende de aangegeven tijd op het daartoe voorziene verkeersbord.

In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Sectie 4: Parkeerplaatsen "kort parkeren"

Artikel 14

De parkeertijd voor parkeerplaatsen "kort parkeren" is beperkt tot maximaal 30 minuten, maar deze duur kan korter zijn op basis van een beslissing van het College van burgemeester en schepenen, in overeenstemming met de aanduidingen op het verkeersbord en op de paal die op de betrokken parkeerplaats of -plaatsen is geplaatst. De bestuurder die voor deze maximale parkeertijd kiest, heeft recht op gratis parkeren; In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot

18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingenkaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer de paal echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereglementeerde zone waarin de parkeerplaats "kort parkeren" zich bevindt.

Sectie 5: Zones "elektrisch laden"

Artikel 15

Het is toegestaan en gratis een elektrisch voertuig te parkeren in de zone "elektrisch laden" op voorwaarde dat de gebruiker van dit voertuig is verbonden en dat hij de fysieke verbinding van zijn voertuig met de elektrische opladstand tot stand brengt.

Artikel 16

Een forfaitaire retributie van 50 EUR per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig zonder verbinding of fysieke aansluiting.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingenkaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer het elektrisch oplaadpunt echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereglementeerde zone waarin de parkeerplaats "elektrisch laden" zich bevindt.

Sectie 6: Bewonerszones, 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 17

Parkeren in "bewonerszones" is 24 uur op 24, 7 dagen op 7, zaterdag, zondag en feestdagen inbegrepen enkel toegestaan voor houders van de specifieke "bewonerskaart" afgeleverd door het gemeentebestuur.

Het bedrag van de retributie betreffende het parkeren op de openbare weg is vastgesteld op 50 EUR per halve dag, te weten van 0.00 tot 12.00 uur of van 12.00 tot 24.00 uur.

Vrijstellingenkaarten zoals bewonerskaarten, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeertickets of blauwe schijven zijn in deze zones niet geldig.

Sectie 7: Leveringszones

Artikel 18

Een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord "betalend behoudens levering" met precisering van de duur van de geregelteerde parkeertijd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Het bedrag van de forfaitaire retributie van 100 EUR wordt aangegeven met behulp van een informatiebord.

De vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in de leveringszone.

De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de leveringszone.

HOOFDSTUK II: PARKEERCONTROLE EN INVORDERINGSPROCEDURE

Artikel 19

Het voertuig moet de parkeerplaats verlaten hebben ten laatste bij het verstrijken van de toegestane parkeertijd.

De parkeercontrole kan, naar keuze van het gemeentebestuur, fysiek door beëdigde ambtenaren of elektronisch worden uitgevoerd. Deze twee controlesmiddelen kunnen worden gecombineerd.

Artikel 20

§1. Overeenkomstig artikel 13, § 2 van de ordonnantie is, wanneer een parkeerplaats wordt bezet door een ingeschreven motorvoertuig, de retributie ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.

§2. In geval van niet-naleving van een van de bepalingen van dit reglement, wordt een verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit van het voertuig aangebracht door een controlerend agent van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe of per post verstuurd na een elektronische controle.

§3. De schuldenaar beschikt over een termijn van 12 dagen vanaf de datum van aanbrenging indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit is aangebracht. Deze termijn wordt verlengd tot 15 dagen vanaf de datum van verzending indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post aan de schuldenaar wordt toegezonden.

§4. Elk eventueel bezwaar moet worden ingediend binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van aanbrenging van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit of vanaf de datum van verzending van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post. Het geschil moet worden ingediend hetzij per e-mail (controle-parking@woluwe1200.be), hetzij per post ter attentie van

de afdeling gereglementeerd parkeren (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

§5. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn van het verzoek bedoeld in §2, wordt kosteloos een eerste herinnering verstuurd.

§6. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verstuurd die de retributie verhoogt met de betrokken verzendingskosten en een forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De schuldenaar krijgt een termijn van 15 kalenderdagen te rekenen vanaf de verzending van deze tweede herinnering om de retributie te betalen.

§7. Ingeval de verschuldigde bedragen onbetaald blijven na de tweede herinnering bedoeld in §6, gaat de gemeente over tot een minnelijke invordering, indien nodig gevuld door een gerechtelijke invordering, of tot een invordering middels een dwangbevel, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie.

§8. Ingeval de gemeente overgaat tot een minnelijke invordering, wordt het bedrag van de verhoogde retributie bedoeld in §6 vermeerderd met een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie, teneinde alle kosten te dekken die verbonden zijn aan de invordering, met inbegrip van de herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van een gerechtelijke invordering.

§9. Ingeval de gemeente overgaat tot invordering middels een dwangbevel, maakt zij gebruik van de procedure bedoeld in artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet. In dit geval bedragen de administratieve kosten voor de ingebrekestelling de betrokken verzendingskosten en een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De krachtens de voorgaande paragrafen van dit artikel verschuldigde bedragen worden aan de administratieve kosten toegevoegd.

Het dwangbevel wordt bij deurwaardersexploit betekend met bevel tot betaling.

Tegen het exploit kan bij verzoekschrift of door dagvaarding verzet worden aangetekend binnen de maand van de betekening.

Onverminderd de in toepassing van dit artikel verschuldigde kosten, zijn de kosten, rechten en uitgaven gemaakt in alle fasen van de invordering ten laste van de schuldenaar.

HOOFDSTUK III: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 21

Het parkeren van een motorvoertuig op een plaats beheerd door parkeerautomaten of gecontroleerd door een parkeerschijf gebeurt op risico van de gebruiker of van degene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven.

Het betalen van de retributie geeft recht op parkeren maar niet op een of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk gesteld worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

TITEL III: VRIJSTELLINGSKAARTEN

HOOFDSTUK I: VRIJSTELLINGSKAARTEN AFGELEVERD DOOR DE GEMEENTE

Sectie 1: Algemene bepalingen

Artikel 22

De geldigheidsduur van de vrijstellingsskaarten is jaarlijks, met uitzondering van de vrijstellingsskaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen".

Artikel 23

Er wordt geen vrijstellingsskaart uitgereikt voor de voertuigen met een maximale toegelaten massa van meer dan 3,5 ton (code F1 van het kentekenbewijs).

Artikel 24

De vrijstellingsskaart wordt slechts verkocht onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat alle eerder in het kader van de parkeercontrole gevorderde bedragen door de aanvrager zijn betaald.

Artikel 25

Wanneer de vrijstellingsskaart verloopt, voert de begunstigde op eigen initiatief de nodige stappen uit om deze te vernieuwen.

In geval van vertraging bij de vernieuwing van een vrijstellingsskaart is het voertuig niet langer gedekt door de kaart en is het dus onderworpen aan een retributie zoals bepaald in de artikelen 4 en 11.

Sectie 2: Vrijstellingsskaart bewoners

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 26

Elke inwoner van Sint-Lambrechts-Woluwe die ingeschreven is of verblijft op het grondgebied van de gemeente, kan genieten van een bewonerskaart.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor elk voertuig dat op zijn naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 27

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen:

- de identiteitskaart van de aanvrager of een document dat zijn inschrijving in het bevolkingsregister bewijst, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager voor het geval de aanvrager niet persoonlijk verschijnt;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel "voertuig");
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;

- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is;
- voor de persoon die geen hoofdverblijfplaats heeft: het bewijs van betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven;
- voor een auto die door particulieren wordt gedeeld: het kentekenbewijs alsmede het bewijs van betaling van het lidmaatschap van een platform dat gespecialiseerd is in autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de bij het delen van het voertuig betrokken partijen bindt.

Onderafdeling 3: Aantal kaarten per huishouden

Artikel 28

Het aantal bewonerskaarten wordt beperkt tot maximaal 2 kaarten per gezin. Onder gezin wordt verstaan: alle personen die samen onder hetzelfde dak wonen.

Onderafdeling 4: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 29

De geldigheidsduur van de bewonerskaart gaat in op de datum van afgifte. Indien de vergunning vóór 1 januari van het volgende jaar wordt afgegeven, is zij geldig tot het einde van het lopende jaar.

De bewonerskaart wordt verkregen door voor de eerste kaart 15 EUR te betalen en voor de tweede 120 EUR.

Voor de inwoners die zich in de loop van het jaar in Sint-Lambrechts-Woluwe domiciliëren of voor inwoners die gedomicilieerd zijn op een weg die onder het toepassingsgebied van dit reglement valt, is het bedrag van de kaart als volgt:

15 EUR	Januari	15 EUR	120 EUR	Januari	120 EUR
	Februari	15 EUR		Februari	120 EUR
	Maart	15 EUR		Maart	120 EUR
	April	10 EUR		April	100 EUR
	Mei	9 EUR		Mei	90 EUR
	Juni	8 EUR		Juni	80 EUR
	Juli	7 EUR		Juli	70 EUR
	Augustus	6 EUR		Augustus	60 EUR
	September	5 EUR		September	50 EUR
	Oktober	4 EUR		Oktober	40 EUR
	November	3 EUR		November	30 EUR
	December	2 EUR		December	20 EUR

In geval van verlies of vernietiging van de kaart dient de inwoner een dupliaat aan te vragen. Voor elk dupliaat wordt de betaling van 10 EUR gevraagd.

De houder van de kaart deelt elke wijziging, hetzij van adres, hetzij van voertuig of kentekenplaat mede aan het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe. Bij

verandering van woon- of verblijfplaats, van voertuig of kentekenplaat moet de kaarthouder de kaart opsturen naar het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Elke persoon die in de gemeente verblijft en een voertuig bezit dat in het buitenland is ingeschreven, moet het in België inschrijven, met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 20/07/2001. In het geval van een buitenlandse inschrijving die moet worden ingewisseld voor een Belgische inschrijving, kan de aanvrager gedurende een beperkte periode van 2 maanden genieten van een bewonerskaart.

Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe prijs wordt berekend volgens deze formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.

Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

Onderafdeling 5: Kaart voor een vervangings- of huurvoertuig

Artikel 30

Iedere inwoner van de gemeente die reeds een bewonerskaart voor een voertuig heeft, kan een gratis tijdelijke kaart aanvragen voor het gebruik van een vervangwagen.

De geldigheidsduur van de kaart zal per geval worden vastgesteld, afhankelijk van de duur van de vervanging van het voertuig (gedocumenteerd) en mag de geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart niet overschrijden.

Zolang de vervangkaart niet is aangegeven, kan geen enkele gebruiker aanspraak maken op de rechten die daaraan zijn verbonden.

Gebruikers van huurauto's (met uitzondering van deelauto's als bedoeld in artikel 43), die woonachtig of ingezeten zijn in de gemeente, kunnen een tijdelijke parkeerkaart verkrijgen. Deze kaart kost 5 EUR en is geldig voor de duur van de huurperiode, die maximaal 1 maand mag bedragen.

Onderafdeling 6: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 31

De bewonerskaart maakt het mogelijk gratis te parkeren in de blauwe zones op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe zonder tijdsbeperking. De bewonerskaart moet zodanig worden aangebracht dat de gegevens ervan leesbaar zijn door een waarnemer die voor de wagen staat.

Bovendien, wanneer een inwoner of een ingezetene in een wijk verblijft, bedoeld in de beraadslaging van de Gemeenteraad die de lijst vaststelt van de wijken waarvan de inwoners een wijkbewonerskaart kunnen bekomen, mogen laatstgenoemden zich zonder tijdsbegrenzing parkeren in de groene en grijze zones van de wijk waar zij verblijven, met uitzondering van de rode en oranje zones. De wijk van de inwoner wordt vermeld op de bewonerskaart.

Sectie 3: "Bewonerskaart", 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 32

Enkel de inwoners van een "bewonerszone" kunnen een "bewonerskaart" krijgen. Met deze kaart kan men in de betrokken "bewonerszone" gratis parkeren. De "bewonerskaart" moet zo worden aangebracht dat de gegevens leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor het voertuig bevindt.

De "bewonerskaart" kan verkregen worden via dezelfde procedure en tegen hetzelfde tarief als de bewonerskaart, zoals vastgesteld in sectie 2 en verleent dezelfde rechten. De wijk van de bewoner zal op de "bewonerskaart" worden vermeld.

Sectie 4: "Dienst"-vrijstellingskaart

Artikel 33

Gemeentelijke dienstvoertuigen krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart "voor alle zones".

Dienstvoertuigen van het OCMW, van het sociaal verhuurkantoor (SVK) van de gemeente of van een van de openbare vastgoedmaatschappijen (OVM) die hun maatschappelijke zetel in Sint-Lambrechts-Woluwe hebben, krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart "blauwe en groene zones". Deze kaart maakt het mogelijk gratis te parkeren in groene zones en onbeperkt te parkeren in blauwe zones. Deze kaart kan niet worden gebruikt in de rode zone, de oranje zone, de grijze zone of in de "bewonerszone" (zoals gedefinieerd in de Wegcode). De kaart moet zodanig geplaatst worden dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Sectie 5: Vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 34

Een leerkracht of een personeelslid van een school of kinderdagverblijf die gebruik wenst te maken van gratis parkeren in de groene of grijze zone van de inrichting en onbeperkt parkeren in de blauwe zone, kan een vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" verkrijgen.

Deze parkeerkaart kan afgeleverd worden aan iedere natuurlijke persoon die werkt in een school of kinderdagverblijf, die gevestigd is in een gemeentelijk gereglementeerde parkeerzone.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

De vrijstellingskaart heeft slechts betrekking op één kentekenplaat.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 35

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel "voertuig");
- het getuigschrift van de werkgever waaruit blijkt dat de aanvrager voor het betrokken jaar op de school/kinderdagverblijf werkzaam is;

- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt;
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder explicet wordt vermeld;
- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 36

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" kan worden verkregen tegen betaling van het ondeelbare bedrag van 120 EUR. De kaart is geldig van 15 augustus tot 15 juli van het volgende jaar.

Het is echter mogelijk om een maandelijkse kaart te verkrijgen tegen 15 EUR/maand.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart zal geen dupliaat worden afgegeven, maar kan een nieuwe kaart worden verkregen tegen betaling van het hierboven vermelde bedrag.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 37

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" staat toe te parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de instelling gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn voor een waarnemer die voor het voertuig staat.

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 6: Vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 38

Zelfstandigen, beoefenaars van vrije beroepen of een onderneming die willen genieten van gratis parkeren in de groene en grijze zone van de hoofd- of exploitatzetel van de maatschappij en parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zone, kunnen mits betaling een vrijstellingskaart verkrijgen voor "beroepsactiviteiten".

Onder onderneming wordt verstaan: elke rechtspersoon, ongeacht diens statuut (openbare en privé-instellingen, vzw, nv, bv, instellingen die vallen onder de wet op het tijdelijke van de erediensten, ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, dispensaria en weldadigheidsinstellingen).

Deze vrijstellingskaart kan afgeleverd worden aan iedere zelfstandige, beoefenaar van een vrij beroep of onderneming waarvan de sociale zetel in een gereglementeerde parkeerzone op het grondgebied van de gemeente is gevestigd

De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat

op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 39

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel “voertuig”);
- een attest van de werkgever waarin wordt bevestigd dat de aanvrager een functie bekleedt binnen het bedrijf;
- de statuten van de vennootschap ter rechtvaardiging van haar activiteit op het gemeentelijk grondgebied;
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 40

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" kan worden verkregen tegen betaling van een bedrag van:

- 200 EUR/jaar voor elk van de eerste vijf kaarten;
- 300 EUR/jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart;
- 600 EUR/jaar van de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- 800 EUR/jaar voor elke bijkomende kaart.

Het abonnement kan het jaar daarop met hetzelfde bedrag verlengd worden op voorwaarde dat de ondernemingen die meer dan 50 werknemers tellen, een bedrijfsvervoerplan (BVP) naar het model ontwikkeld door Leefmilieu Brussel opstellen of updaten. Dit plan moet door de gemeente (voor bedrijven van 50 tot 199 werknemers) of door Leefmilieu Brussel (voor bedrijven vanaf 200 werknemers) goedgekeurd worden. Bij gebrek aan deze documenten zal het bedrag verdubbeld worden.

De onderneming organiseert zelf, volgens haar eigen interne regels, de verdeling van deze abonnementen onder haar personeel.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart zal geen dupliaat worden afgegeven, maar kan een nieuwe kaart worden verkregen tegen betaling van het hierboven vermelde bedrag.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 41

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" staat toe te parkeren zonder tijdslimiet

in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de hoofd- of exploitatiezetel van de maatschappij gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn door een waarnemer die voor het voertuig staat.

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 7: Vrijstellingskaart "bezoeker"

Artikel 42

In blauwe zones kan er ook een "bezoekerskaart" gebruikt worden.

Bezoekers kunnen een "bezoekerskaart" verkrijgen tegen het tarief van 5 EUR/dag.

Er kunnen per gezin maximaal 100 kaarten per burgerlijk jaar verstrekken worden.

Deze "bezoekerskaart" wordt aan elke bewoner van de zone verstrekken als die ofwel zijn inschrijving in het bevolkingsregister ofwel de betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven kan aantonen. De gebruiksvoorwaarden van deze "bezoekerskaart" zijn, gedurende de geldigheidsperiode, identiek aan de voorwaarden voorzien in artikel 31. Zij worden niet terugbetaald of ingewisseld tegen kaarten met een andere geldigheidsduur.

Bij verlies of vernietiging van de kaart zal er geen dupliaat van afgeleverd worden.

De vrijstellingskaart "bezoeker" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, grijze zone, groene zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

HOOFDSTUK II: UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP AFGEGEVEN VRIJSTELLINGSKAARTEN

Artikel 43

De vrijstellingskaarten "dringende medische zorgverlener", "medische thuiszorgverlener" en "deelauto" worden afgegeven door het Parkeeragentschap overeenkomstig de door het bevoegde bestuurlijke orgaan vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

HOOFDSTUK III: EUROPESE PARKEERKAART VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP

Artikel 44

Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig gratis en zonder tijdsbeperking parkeren op de parkeerplaatsen met parkeerautomaten, in de blauwe zone en in de "bewonerszone" (in de zin van de Wegcode). Hun officiële kaart moet echter duidelijk zichtbaar achter de voorruit of aan de voorzijde van het voertuig worden geplaatst zodat de vermelde gegevens (d.w.z. de geldigheidsdatum, het kaartnummer en het pictogram) leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor de wagen bevindt of door een elektronisch controlesysteem.

Artikel 45

Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig vooraf inschrijven bij de afdeling gereglementeerd parkeren.

De aanvraag moet worden ingediend, hetzij per e-mail (controle-parking@woluwe1200.be), hetzij per post ter attentie van de afdeling geregelde parkeren (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe). De aanvrager moet een kopie van beide zijden van de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap bijvoegen en de te inschrijven nummerplaat vermelden.

Nummerplaten met een parkeerrecht op basis van een parkeerkaart voor personen met een handicap zijn onderworpen aan een gegevensoverdracht met het Parkeeragentschap en de andere gemeenten van het Brussels Gewest.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement francophone - Franstalig onderwijs

20.03.2023/A/0022 Académie Paul-Baudouin Michel - Congés et vacances de l'année scolaire 2022-2023 - Nouveau calendrier - Dates - Fixation - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la circulaire n° 8651 du Ministère de la Communauté française du 23/06/2022 fixant les dispositions relatives à l'organisation de l'année scolaire 2022-2023 pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/02/2023 ;

FIXE, comme suit, pour l'année scolaire 2022-2023, le calendrier des congés et vacances de l'Académie Paul-Baudouin Michel :

CONGES OFFICIELS

- Fête de la Communauté française de Belgique : le mardi 27/09/2022
- Vacances d'automne : du lundi 24/10/2022 au dimanche 06/11/2022
- Armistice : le vendredi 11/11/2022
- Vacances d'hiver : du dimanche 25/12/2022 au dimanche 08/01/2023
- Vacances de détente : du lundi 20/02/2023 au dimanche 05/03/2023
- Congé de Pâques : les dimanche 09/04/2023 et lundi 10/04/2023
- Vacances de printemps : du lundi 01/05/2023 au dimanche 14/05/2023
- Congé de l'Ascension : le jeudi 18/05/2023
- Congé de Pentecôte : les dimanche 28/05/2023 et lundi 29/05/2023

CONGES FACULTATIFS

- Vendredi 23/12/2022
- Samedi 27/05/2023

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Verloven en vakanties van het schooljaar 2022-2023 - Nieuwe kalender - Data - Vaststelling - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0023

Cours communaux de langues modernes - Règlement de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé - Adoption - Entrée en vigueur - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 18/12/2002 modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Considérant que le 22/10/2015, la Commission paritaire communautaire de l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné a procédé à la révision de sa décision du 14/03/2013 fixant le cadre du règlement de travail à appliquer au personnel enseignant ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 09/03/2016 donnant force obligatoire à la décision adoptée le 22/10/2015 par ladite commission ;

Vu la circulaire ministérielle 5774 du 20/06/2016 relative au modèle de règlement de travail dans l'enseignement de promotion sociale, qui invite les pouvoirs organisateurs à faire adopter le règlement de travail après consultation de leur Commission paritaire locale (COPALOC) ;

Vu l'avis favorable de la Commission paritaire locale du 14/02/2023 et l'accord formulé par courriel le 15/02/2023 par la CSC ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

ADOpte le règlement de travail des Cours communaux de langues modernes pour le personnel directeur, enseignant et assimilé, tel que joint en annexe

et APPROUVE la date d'entrée en vigueur de ce règlement au 21/03/2023.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

"Cours communaux de langues modernes" - Arbeidsreglement voor het bestuurs-, onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel - Vaststelling - Inwerkingtreding - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positive stemmen.

Steve Detry quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0024

Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Règlement particulier des études - Modification - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 17/05/1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17/07/2002 pris en application de l'article 462 du décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts ;

Vu le décret du 31/03/2004 adaptant la réglementation de l'enseignement supérieur artistique en vue de son intégration à l'espace européen, tel quel modifié ;

Vu le décret du 02/06/2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique ;

Vu le décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement particulier des études approuvé par le Conseil communal en séance du 30/06/2021 ;

Vu l'approbation du nouveau règlement particulier des études par le Conseil de gestion pédagogique en séance du 22/05/2022 ;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale du 14/02/2023 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/02/2023 ;

DECIDE :

- d'abroger le règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 approuvé en séance du 30/06/2021 ;
- d'approuver le nouveau règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Afzonderlijk studiereglement - Wijziging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positive stemmen.

20.03.2023/A/0025

Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Convention de mobilité traitant de collaboration en matière d'organisation d'enseignements avec l'Université Libre de Bruxelles - Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la mise en place d'une collaboration entre l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 (ESA LE 75) et l'Université Libre de Bruxelles (ULB), M. Christophe ALIX, directeur de l'ESA LE 75, a transmis un projet de convention entre l'ESA LE 75 et l'ULB qui prendrait effet le 01/09/2023 ;

Considérant que cette convention a pour but de développer des synergies entre la Faculté de Lettres, Traduction et Communication (LTC), le Département de Langues et Lettres (LL), la filière de Langues et Lettres françaises et romanes (LLFR) de l'ULB et l'ESA LE 75, cela dans le respect des qualités intrinsèques de chacun, en permettant à des étudiants de l'ULB de suivre des cours organisés par l'ESA LE 75 et à des étudiants de l'ESA LE 75 de suivre des cours organisés par l'ULB ;

Vu l'avis du Conseil de gestion pédagogique de l'ESA LE 75 du 26/10/2022 ;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale de Woluwe-Saint-Lambert du 14/02/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention entre l'ESA LE 75 et l'ULB reprise ci-dessous et ses 3 annexes :

**Convention de mobilité traitant de collaboration en matière d'organisation
d'enseignements**

ENTRE

I. L'École supérieure des Arts de l'image LE 75, ci-après dénommée ESA LE 75,

ET

II. l'Université libre de Bruxelles, ci-après dénommée ULB,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention est établie dans le but de développer des synergies entre la Faculté de Lettres, Traduction et Communication (LTC), le Département de Langues et Lettres (LL), la filière de Langues et Lettres françaises et romanes (LLFR) et l'ESA LE 75, cela dans le respect des qualités intrinsèques de chacun.

D'une part, dès la rentrée 2023-2024, l'ESA LE 75 accepte maximum 11 étudiantes ou étudiants de l'ULB aux activités d'enseignement mentionnées en annexe I (trois cours valant chacun 5 ECTS). Ces étudiantes et étudiants sont nécessairement inscrits dans la finalité « Écritures et Littératures » du Master de LLFR. Les cours de l'ESA LE 75 font partie des cours proposés dans le cadre du module « Arts et littératures ».

Localisation de l'enseignement :

ESA LE 75

Avenue Jean-François Debecker 10

1200 Woluwe-Saint-Lambert

D'autre part, dès la rentrée 2023-2024, la Faculté LTC de l'ULB, acceptera douze étudiantes ou étudiants issus de l'année diplômante du Bachelier de l'ESA LE 75 aux activités d'enseignement mentionnées en annexe I. En début d'année, ces ECTS sont négociables dans le PAE de l'étudiant·e via l'une des trois options suivantes : soit ces crédits interviennent en remplacement d'un cours équivalent en termes d'ECTS, soit ces crédits s'inscrivent en sus des 180 ECTS de leur programme, soit ils ne sont pas repris au programme des étudiant·e·s (auditeurs/-trices libres). L'option choisie sera communiquée dans les formes mentionnées à l'article 3 de la présente convention et à toutes fins utiles à l'ULB.

Localisation de l'enseignement :

ULB

Campus du Solbosch

Avenue F.D. Roosevelt 50

CP 175

1050 Ixelles

Article 2 : Coordination de la mobilité

Chaque institution désignera en son sein une ou un responsable académique de cette collaboration.

Pour ce qui concerne l'ULB, ce sera la ou le Président·e de la filière LLFR. Pour l'ESA LE 75, ce seront la Direction de l'école et la ou le titulaire dont les cours figurent dans l'annexe I de la convention.

Article 3 : Inscription aux enseignements, organisation générale de la collaboration, modalités d'évaluation, de délibération

ESA LE 75 : les informations relatives aux Unités d'Enseignement (UE) concernées par la mobilité ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation sont disponibles sur le site de l'établissement. Les étudiantes et étudiants de la finalité Écritures et littératures du Master en LLFR qui souhaitent s'inscrire aux UE de l'ESA LE 75 (cf. annexe I) adressent leur requête au secrétariat de la filière de LLFR, qui rassemble les demandes et les soumet pour approbation au responsable académique. Le secrétariat transmet ensuite au secrétariat de l'ESA LE 75 (secretariat@le75.be) la liste finalisée des inscriptions des étudiantes et étudiants ULB par UE. Le secrétariat de l'ESA LE 75 valide les inscriptions et informe le secrétariat de LLFR pour le 30 octobre de l'année académique en cours.

L'ESA Le 75 procède à l'inscription administrative et informe la ou le titulaire tout comme les étudiantes et étudiants concernés. L'ESA LE 75 fixe les horaires en toute indépendance en veillant toutefois à les communiquer pour le 1^{er} septembre s'il s'agit d'un cours du premier quadrimestre et pour le 1^{er} février s'il s'agit d'un cours du second quadrimestre. Les horaires des évaluations doivent être transmis au moins un mois avant le début de la session d'évaluation.

ULB : les informations relatives aux UE concernées par la mobilité ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation sont disponibles sur le site de l'établissement. L'ESA LE 75 complète le fichier EXCEL joint en annexe II à la convention qui reprend les données utiles relatives aux étudiantes et étudiants qui souhaitent s'inscrire aux UE de l'ULB (cf. annexe I). Ce fichier EXCEL est transmis pour le 30 octobre au plus tard au secrétariat de la filière de LLFR (romaness.ltc@ulb.be), qui s'occupe d'assurer le suivi des inscriptions de l'ESA LE 75 dans le système informatique central de l'ULB. Il s'agit ici d'une inscription administrative qui permet l'accès aux différentes plateformes de l'ULB (comme l'UV) et la gestion des listes d'inscriptions aux cours.

Si elle le souhaite, sur simple demande, la personne titulaire des UE de l'ESA LE 75 peut être conviée aux délibérations organisées pour la formation concernée à l'ULB.

Les étudiantes et étudiants sont délibérés selon le règlement de l'institution d'inscription principale.

Les étudiantes et étudiants régulièrement inscrits sont soumis au règlement de discipline de l'institution hôte lorsqu'ils/elles y suivent les UE.

Article 4 : Dispositions relatives aux assurances contractées pour les étudiantes et étudiants

Les étudiantes et étudiants sont couverts en responsabilité civile et en accidents corporels par leur institution d'inscription principale lorsqu'ils/elles assistent aux activités d'enseignement organisées par l'institution hôte. Ces étudiantes et étudiants inscrits sont également couverts sur le chemin aller-retour domicile-lieux

d'enseignement.

Article 5 : Litige

En cas de litige relatif à la présente convention, les parties s'efforceront dans la mesure du possible de trouver une solution amiable.

Article 6 : Dispositions relatives au traitement des données à caractère personnel

Les établissements partenaires s'engagent à respecter la réglementation applicable relative à la protection des données à caractère personnel conformément aux dispositions prévues dans l'annexe III à la présente convention.

Article 7 : Durée de la convention et modalités de résiliation

La présente convention prend effet le 1^{er} septembre 2023, pour une durée de trois ans. Elle est renouvelable tacitement pour des périodes successives de trois années universitaires et après évaluation par les autorités de chaque institution, si celles-ci l'estiment nécessaire. Dans ce cas, un rapport d'évaluation est rédigé par les responsables de la collaboration. Chacune des parties peut toutefois mettre fin à la présente convention par lettre recommandée adressée à l'autre partie avant le 1^{er} novembre qui précède l'année académique suivante pour laquelle une des parties renonce à participer au programme, sans que cela ne porte préjudice aux étudiantes et étudiants engagés dans cette convention de mobilité.

Les annexes éventuelles font partie de la présente convention.

Fait à Bruxelles, le 21/03/2023 en deux exemplaires originaux. Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire de cette convention.

Pour l'Université libre de
Bruxelles,

La Rectrice,
Annemie SCHAUS

Pour l'Ecole supérieure des Arts de l'image
LE 75,

Le Bourgmestre de Woluwe-St-Lambert,
Olivier MAINGAIN

Le Secrétaire communal,
Patrick LAMBERT

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Mobiliteitsovereenkomst in verband met samenwerking betreffende de organisatie van het onderwijs met de "Université Libre de Bruxelles" - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

20.03.2023/A/0026 **Budget communal 2022 - Modification 55 après établissement du formulaire T en exécution de l'article 10 § 3 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2022, ainsi que les modifications n°s 1 et 3 qui ont été apportées au service ordinaire;

Vu ses décisions des 29/06/2022 et 17/10/2022 portant modification de certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE :

- le budget ordinaire de l'exercice 2022 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES			
MODIFICATION N° 55			
Selon la présente délibération			
	Recettes	Dépenses	Solde
	1	2	3
PRECEDENTE MODIFICATION	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64
AUGMENTATION DES CREDITS	-	1.833.000,79	-1.833.000,79
DIMINUTION DES CREDITS	-	1.833.000,79	1.833.000,79
NOUVEAU RESULTAT	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentebegroting 2022 - Wijziging 55 na opstelling van formulier T in uitvoering van artikel 10 § 3 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2022 alsook de wijzigingen nrs. 1 en 3 die werden aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op de beslissingen van 29/06/2022 en 17/10/2022 houdende wijziging van bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en eenzelfde economische groep;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op eenzelfde functie en eenzelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST:

- de gewone begroting van het dienstjaar 2022 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN			
WIJZIGING NR. 55			
Volgens deze beraadslaging			
	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
	1	2	3
VOORGAAANDE WIJZIGING	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64
VERHOGING DER KREDIETEN	-	1.833.000,79	-1.833.000,79
VERMINDERING DER KREDIETEN	-	1.833.000,79	1.833.000,79
NIEUW RESULTAAT	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIEN

Taxes - Taksen

20.03.2023/A/0027 **Règlement-taxe sur l'occupation privative du domaine public par des terrasses et étals - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur l'occupation privative du domaine public par des terrasses et étals arrêté le 20/12/2021 pour un terme expirant le 31/12/2024 ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu la compétence fiscale des communes visée par les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution qui consacrent l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions prévues par la loi ;

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4 et 6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus, ainsi que les articles 126 à 175 de l'arrêté royal d'exécution de ce Code ;

Vu le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu le règlement de police sur l'occupation privative du domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu d'encourager la fréquentation des commerces au sein de la commune en soutenant les activités des établissements horeca et leur attractivité liée à la présence de terrasses ;

Considérant qu'il en est de même pour les étals ;

Considérant qu'à cette fin, il se justifie de réduire le montant de la taxe jusqu'à une certaine surface, pour laquelle les conséquences de l'emprise sur le domaine public sont limitées ;

Considérant que la place du Temps Libre, la place Saint-Lambert, le square de Meudon et la place J.B. Degrooff sont des points commerciaux importants de la commune qui génèrent un taux de passage et une fréquentation importants ;

Considérant dès lors qu'au-delà d'une certaine surface, il y a lieu d'y appliquer un taux plus onéreux pour l'occupation du domaine public car le bénéficiaire tire un avantage économique plus important de l'occupation du domaine public ;

Considérant qu'en cas de travaux publics de longue durée, les commerces situés dans le périmètre du chantier et proposant une terrasse en espace public attirent peu voire pas de clientèle en raison des désagréments occasionnés par le chantier (bruit, poussière, etc.) ;

Considérant que les répercussions économiques pour ces commerces sont importantes et qu'il y a lieu d'en tenir compte en prévoyant une exonération de la taxe sur l'occupation privative du domaine public pour les commerces situés dans le périmètre d'un chantier et de travaux publics de longue durée ;

Considérant que la perception de cette taxe assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ce règlement-taxe ;

Vu les articles 117 alinéa 1^{er} et 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE de modifier le règlement-taxe sur l'occupation privative du domaine public par des terrasses et étals comme suit :

Article 1^{er}

Il est établi, du 01/04/2023 au 31/12/2024, une taxe sur l'occupation privative du domaine public par des terrasses, tables, chaises, bancs, échoppes, étals, marchandises et autres objets quelconques.

Article 2.

Il faut entendre par :

§1. « Périmètre d'un chantier » : espace géographique déterminé par le Collège des bourgmestre et échevins au sein duquel sont exécutés des travaux publics ayant nécessité la fermeture des voiries aux véhicules à moteur pendant plus de 60 jours ouvrables durant la période visée à l'article 2 §2.

§2. « Travaux publics » : les travaux d'utilité publique sur le domaine public, dont la commune de Woluwe-Saint-Lambert est le maître d'ouvrage ou en a délégué la maîtrise à un autre pouvoir public et dont la durée est fixée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Article 3.

Ne sont pas visés par le présent règlement :

- les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules sur la voie publique, à l'exception des accotements et des trottoirs, des passages aériens et souterrains pour piétons, des chemins et servitudes de passage réservés aux piétons ;
- les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules dans les parcs à stationnement ;
- les occupations du domaine public pour lesquelles l'emplacement occupé est attribué par voie d'adjudication publique ou en vertu d'un contrat de concession ;
- les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la commune ou du CPAS de Woluwe-Saint-Lambert ;
- les occupations du domaine public régies par le règlement-redevance sur l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité dans le cadre d'activités festives et/ou commerciales ou par le règlement-redevance sur l'occupation du domaine public sur la place Saint-Lambert pour l'organisation du « marché de la brocante de Woluwe » ;
- les commerces de produits alimentaires à emporter établis sur le domaine public ;
- les occupations du domaine public par des distributeurs automatiques ;
- les occupations temporaires du domaine public par des chantiers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments, les occupations temporaires du domaine public à l'occasion du placement de conteneurs de débris ou de conteneurs à usages divers, par des échafaudages, tours, grues, appareils de levage et autres dispositifs surplombant le domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments,

les occupations temporaires par des véhicules, remorques, matériel de loisirs ou autres dispositifs.

Article 4.

§1. Sont exemptées du paiement de la taxe :

- les occupations du domaine public par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications au sens de l'article 98 de la loi du 21/03/1991 ;
- les occupations du domaine public réalisées par les intercommunales, conformément à l'article 26 de la loi du 22/12/1986 ;
- les occupations dont il est question à l'article 16 de l'ordonnance du 22/11/1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région bruxelloise ;
- les occupations du domaine public, visées à l'article 5 du présent règlement, d'une superficie inférieure ou égale à 5 m² ;
- les occupations du domaine public dans le cadre de manifestations reconnues par le Collège des bourgmestre et échevins à caractère humanitaires, philanthropiques, culturelles ou associatives,
- les occupations du domaine public par des commerces situés dans le périmètre d'un chantier de travaux publics au sens de l'article 2 du présent règlement.

§2. Le Collège des bourgmestre et échevins peut exonérer de la taxe les occupations du domaine public dans le cadre de braderies et autres manifestations organisées par des comités de quartier ou par des associations des commerçants en partenariat avec la commune.

Article 5.

§1. La taxe est due par la personne physique ou morale à qui l'autorisation d'occupation requise en vertu du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public a été délivrée.

§2. En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable de l'autorisation requise en vertu du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public, la taxe est due par la personne physique ou morale qui occupe effectivement le domaine public.

Article 6.

§1. Le montant de la taxe est fixé à :

- 1 EUR par m² et par an pour les premiers 20 m² de superficie occupée ;
- 19 EUR par m² et par an à compter de 21 m² de superficie occupée.

Le montant de la taxe est dû par année quel que soit le moment de l'introduction de la demande d'autorisation de l'occupation du domaine public.

§2. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

§3. La superficie prise en considération pour le calcul de la taxe est celle mentionnée dans l'autorisation d'occuper le domaine public. A défaut d'octroi d'une quelconque autorisation d'occupation de la voie publique ou en cas de discordance entre la

superficie mentionnée dans l'autorisation et la superficie constatée par un agent assermenté habilité à cette fin par le Collège des bourgmestre et échevins ou un huissier de justice, la surface prise en considération est celle mentionnée dans le constat, qui fait foi jusqu'à preuve du contraire.

La taxe est calculée en tenant compte de la superficie ainsi déterminée jusqu'à une éventuelle demande de modification de la superficie occupée ou jusqu'à ce qu'un huissier de justice ou un agent habilité constate une modification de la surface occupée conformément aux prescriptions du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public.

Pour les occupations du domaine public visées au présent article et concernant les lieux suivants : place du Temps Libre, place Saint-Lambert, square de Meudon et place J.B. Degrooff, le montant de la taxe est fixé à :

- 1 EUR par m² et par an pour les premiers 20 m² de superficie occupée ;
- 29,40 EUR par m² et par an à compter de 21 m² de superficie occupée.

Le montant de la taxe est dû par année quel que soit le moment de l'introduction de la demande d'autorisation de l'occupation du domaine public.

Les localisations des places et du square précités sont déterminées aux plans repris en annexe au présent règlement.

Article 7.

§1. La taxe est due sans que le redevable puisse revendiquer un quelconque droit de concession ou de servitude sur le domaine public. Il lui incombera de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité communale. A défaut pour lui de se plier à pareille injonction, l'autorité communale y fera procéder d'office aux frais du redevable.

§2. Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payées.

§3. Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance de l'espace public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

§4. L'application de la taxe est faite sans préjudice de l'obtention des autorisations administratives ou de police requises et sous réserve du respect des droits des tiers.

Article 8.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de la taxe pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

Article 9.

Si en cours d'année, des modifications sont apportées aux conditions de l'autorisation délivrée, donnant ouverture à une majoration d'impôt, celle-ci se calcule à raison de la différence entre la taxe due suivant les bases nouvelles et le montant de la taxe établie primitivement.

Cette majoration est due pour l'année entière, elle est réduite de moitié pour les modifications entamées après le 30 juin.

Article 10.

La taxe est due aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée à l'administration communale, sauf si un terme est prévu dans l'autorisation d'occuper le domaine public.

Article 11.

Le redevable est tenu de fournir à l'administration communale tous les renseignements qui lui sont réclamés aux fins de vérifier l'exakte perception de la taxe.

Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par les membres du personnel communal désignés par le Collège des bourgmestre et échevins, de les produire sans déplacement.

Chacun est tenu d'accorder le libre accès aux immeubles, bâties ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux membres du personnel désignés par le Collège des bourgmestre et échevins et munis de leur preuve de désignation, et ce, en vue de déterminer l'assujettissement ou d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe. Ces membres du personnel ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures à vingt et une heures et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police, à moins que cet accès ne soit donné de plein gré.

Article 12.

Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel désignés par le Collège des bourgmestre et échevins sont autorisés à exercer toutes les compétences de contrôle fiscal qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 03/04/2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Les membres du personnel désignés par le Collège des bourgmestre et échevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement.

Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 13.

La présente taxe est enrôlée et rendue exécutoire par le Collège des bourgmestre et échevins.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La notification lui en sera faite sans délai.

L'avertissement-extrait de rôle sera daté et portera les mentions indiquées à l'article 4 § 2 de l'ordonnance du 03/04/2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14.

Le recouvrement de la taxe est poursuivi conformément à l'article 11 de l'ordonnance du 03/04/2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 15.

Le redevable de l'imposition ou son représentant peut introduire une réclamation par écrit, signée et motivée, auprès du Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans les trois mois à dater du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation, telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

La réclamation peut également être introduite auprès du Collège des bourgmestre et échevins par courriel, à l'adresse taxclaim@woluwe1200.be.

L'accusé de réception de la réclamation peut être envoyé par voie postale ou par courriel. Dans ce dernier cas, il est envoyé à l'adresse électronique mentionnée dans la réclamation, dans la déclaration ou à celle utilisée pour l'envoi de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant en a fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition. Dans ce cas, la date de son audition, ainsi que les jours et heures auxquels le dossier pourra être consulté, lui sont communiqués quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

Le redevable ou son représentant doit confirmer au Collège des bourgmestre et échevins sa présence à son audition au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

32 votants : 32 votes positifs.

Taksreglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein door middel van terrassen en stallen - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het taksreglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein door middel van terrassen en stallen goedgekeurd op 20/12/2021 voor een termijn verstrijkend op 31/12/2024;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeenten verplicht om een begroting in evenwicht te hebben;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de fiscale bevoegdheid van de gemeenten, aangehaald in artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet, die de fiscale autonomie van de gemeenten bekraftigen onder voorbehoud van de wettelijke uitzonderingen;

Gelet op de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4 en 6 t/m 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen alsook artikelen 126 t/m 175 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van dit Wetboek;

Gelet op het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein;

Overwegende dat het noodzakelijk is het winkelbezoek in de gemeente te bevorderen door de activiteiten van horecabedrijven en hun aantrekkingskracht door de aanwezigheid van terrassen te ondersteunen;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor kramen;

Overwegende dat het te dien einde gerechtvaardigd is het bedrag van de belasting te verminderen tot een bepaalde oppervlakte, waarvoor de gevolgen van het recht van overpad op het openbaar domein beperkt zijn;

Overwegende dat het Vrijetijdsplein, het Sint-Lambertusplein, de Meudonsquare en het J.B. Degrooffplein belangrijke commerciële punten in onze gemeente zijn die heel wat bezoekers en verkeer genereren;

Overwegende dat het dus aangewezen is om een zwaarder tarief te hanteren voor de bezetting van het openbaar domein boven een bepaalde oppervlakte omdat de begunstigde een groter economisch voordeel haalt uit de bezetting van het openbaar domein;

Overwegende dat in het geval van lange openbare werken de handelszaken in de perimeter van de bouwplaats die een terras in de openbare ruimte aanbieden, minder of zelfs geen klanten aantrekken door de hinder die door de werken veroorzaakt worden (lawaai, stof, enz.);

Overwegende dat de economische gevolgen voor deze handelszaken belangrijk zijn en dat het aangewezen is om hiermee rekening te houden door een vrijstelling te voorzien op de taks betreffende de privatiële bezetting van het openbaar domein voor de handelszaken die gelegen zijn binnen de perimeter van een bouwplaats en langdurige openbare werken;

Overwegende dat de inning van deze taks een eerlijke verdeling van de fiscale last tussen de verschillende belastingplichtigen verzekert;

Overwegende dat het aangewezen is dit taksreglement te wijzigen;

Gelet op artikelen 117 lid 1 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

BESLIST het taksreglement betreffende de privatiële bezetting van het openbaar domein door middel van terrassen en stallen als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Er wordt vanaf 01/04/2023 tot 31/12/2024 een belasting geheven op de privatiële bezetting van het openbaar domein door terrassen, tafels, stoelen, banken, kraampjes, winkels, koopwaren en andere voorwerpen.

Artikel 2.

Men moet verstaan onder:

§1. "Perimeter van een bouwplaats": geografische ruimte bepaald door het College van burgemeester en schepenen waarin openbare werken worden uitgevoerd waarvoor het nodig is de openbare weg voor motorvoertuigen voor meer dan 60 werkdagen af te sluiten tijdens de termijn bedoeld in artikel 2 §2.

§2. "Openbare werken": de werken ten openbaar nut in het openbaar domein waarvan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe de opdrachtgever is of het beheer ervan heeft afgestaan aan een andere openbare overheid en waarvan de termijn bepaald is door het College van burgemeester en schepenen.

Artikel 3.

Vallen niet onder onderhavig reglement:

- het bezetten dat in verband staat met het niet-privatief circuleren en parkeren van voertuigen op de openbare weg, met uitzondering van de bermen en de voetpaden, de bovengrondse en ondergrondse doorgangen voor voetgangers, de paden en het recht van overpad voorbehouden aan voetgangers;
- het bezetten dat in verband staat met het niet-privatief circuleren en parkeren van voertuigen op parkeerterreinen;
- het bezetten van het openbaar domein waarvoor de gebruikte plaats werd toegekend bij openbare aanbesteding of krachtens een concessieovereenkomst;
- het bezetten van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een opdracht met het oog op de beveiliging of het onderhoud van de openbare ruimte;
- het bezetten van het openbaar domein in opdracht van de gemeente of het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe;
- het bezetten van het openbaar domein, geregeld door het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein en de levering van elektriciteit in het kader van feestelijke en/of commerciële activiteiten of door het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein op het Sint-Lambertusplein voor de organisatie van de "rommelmarkt van Woluwe";
- het bezetten van het openbare domein door handelszaken in meeneemvoedingswaren;
- het bezetten van het openbare domein door automatische verdeelapparaten;
- het tijdelijk bezetten van het openbare domein door werven voor bouw-, afbraak-, herbouw-, veranderings-, renovatie- of andere werken aan gebouwen, de tijdelijke bezetting van het openbaar domein voor het plaatsen van afvalcontainers of containers voor ander gebruik, door stellingen, torenkranen, kranen, heftoestellen of andere toestellen die over het openbaar domein hangen voor het uitvoeren van bouw-, afbraak-, herbouw-, veranderings-, renovatie- of andere werken aan gebouwen, het tijdelijk bezetten door voertuigen, aanhangwagens, animatiemateriaal of andere installaties.

Artikel 4.

§1. Worden vrijgesteld van de betaling van de belasting:

- het bezetten van het openbaar terrein door de operatoren van openbare telecommunicatienetwerken in de zin van artikel 98 van de wet van 21/03/1991;
- het bezetten van het openbaar domein door intercommunales, overeenkomstig artikel 26 van de wet van 22/12/1986;
- het bezetten waarvan sprake is in artikel 16 van de ordonnantie van 22/11/1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Gewest;
- het bezetten van het openbaar domein zoals beschreven onder artikel 5 van dit reglement met een oppervlakte kleiner dan of gelijk aan 5 m²;
- het bezetten van het openbaar domein binnen het kader van humanitaire, filantropische, culturele of associatieve activiteiten erkend door het College van burgemeester en schepenen;
- het bezetten van het openbaar domein door handelszaken gelegen in de

perimeter van een bouwplaats van openbare werken in de zin van artikel 2 van onderhavig reglement.

§2. Het College van burgemeester en schepenen kan vrijstelling van de belasting verlenen voor het bezetten van het openbaar domein in het kader van braderieën en andere activiteiten die worden georganiseerd door wijkcomités of door handelsverenigingen in samenwerking met de gemeente.

Artikel 5.

§1. De taks is verschuldigd door de fysieke of rechtspersoon aan wie de vereiste vergunning voor het bezetten van het openbaar domein, krachtens het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein, werd afgeleverd.

§2. Als het openbaar domein bezet wordt zonder dat voorafgaandelijk de vergunning die krachtens het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein vereist is, werd afgeleverd, is de taks verschuldigd door de fysieke persoon of rechtspersoon die effectief het openbaar domein bezet.

Artikel 6.

§1. De aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op:

- 1 EUR, per m² en per jaar, voor de eerste 20 m² van bezette oppervlakte;
- 19 EUR, per m² en per jaar, vanaf 21 m² van bezette oppervlakte.

Het bedrag van de belasting is jaarlijks verschuldigd ongeacht het moment waarop de aanvraag voor toelating tot bezetting van het openbaar domein werd ingediend.

§2. Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk deel van een vierkante meter als een volledige vierkante meter beschouwd.

§3. De oppervlakte die in aanmerking genomen wordt om de taks te berekenen is deze die vermeld staat in de vergunning om het openbaar domein te bezetten. Als er geen enkele vergunning is om het openbaar domein te bezetten of als de oppervlakte die in de vergunning staat niet overeenkomt met de oppervlakte die vastgesteld wordt door een door het College van burgemeester en schepenen daartoe bevoegde en beëdigde ambtenaar of door een gerechtsdeurwaarder, wordt de oppervlakte in aanmerking genomen die in de vaststelling vermeld wordt. Deze blijft rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

De belasting wordt berekend op basis van de aldus vastgestelde oppervlakte tot een eventuele aanvraag tot wijziging van de bezette oppervlakte of tot een gerechtsdeurwaarder of een daartoe bevoegde agent een wijziging, overeenkomstig de voorschriften van het politiereglement betreffende de privatiieve bezetting van het openbaar domein, vaststelt.

Voor de bezettingen van het openbaar domein die onder dit artikel vallen en die de volgende plaatsen betreffen: Vrije Tijdsplein, Sint-Lambertusplein, Meudonsquare, J.B. Degroofplein wordt de taks als volgt vastgelegd:

- 1 EUR, per m² en per jaar, voor de eerste 20 m² van bezette oppervlakte;
- 29,40 EUR, per m² en per jaar, vanaf 21 m² van bezette oppervlakte.

Het bedrag van de belasting is jaarlijks verschuldigd ongeacht het moment waarop de aanvraag voor toelating tot bezetting van het openbaar domein werd ingediend.

De ligging van de pleinen en de square die hierboven vermeld worden, wordt vastgelegd in de plannen in bijlage bij dit reglement.

Artikel 7.

§1. De taks is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige daardoor eender welk recht op een concessie of erfdeinstbaarheid op het openbaar domein kan opeisen. Hij is ertoe gebonden om bij de eerste vraag van de gemeentelijke overheid het toegestane gebruik stop te zetten of te verminderen. Als hij zich niet plooit naar dit verzoek, zal de gemeente daar ambtshalve toe overgaan en dit op kosten van de belastingplichtige.

§2. Het intrekken of het vrijwillig opzeggen van een afgeleverde vergunning door de belastingplichtige houdt voor deze laatste niet in dat hij recht zou hebben op eender welke schadevergoeding of op de terugbetaling van de taksen die hij al betaald zou hebben.

§3. De betaling van de taks houdt voor de gemeente geen enkele toezichtverplichting in voor het bezette openbare domein. Deze bezetting gebeurt op eigen risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de vergunning.

§4. De toepassing van de belasting gebeurt onafhankelijk van het verkrijgen van de vereiste administratieve of politieke vergunningen en onder voorbehoud van respect voor de rechten van derden.

Artikel 8.

Er wordt, om welke reden dan ook, geen korting of terugbetaling van de belasting toegekend. Maar als een uitbating overgenomen wordt, zal er geen nieuwe belasting geheven worden voor het lopende jaar.

Artikel 9.

Als er in de loop van het jaar wijzigingen worden aangebracht aan de voorwaarden van de uitgereikte vergunning, die een verhoging van de belasting met zich meebrengen, zal deze berekend worden in functie van het verschil tussen de verschuldigde belasting die volgens de nieuwe gegevens berekend wordt en het bedrag van de oorspronkelijk vastgelegde belasting.

Deze verhoging geldt voor het hele jaar, maar ze wordt met de helft verminderd voor de wijzigingen die na 30 juni doorgevoerd worden.

Artikel 10.

De taks is verschuldigd tot op het ogenblik dat de stopzetting van het bezetten aan het gemeentebestuur wordt meegedeeld, behalve als er in de vergunning om het openbaar domein te bezetten een termijn werd voorzien.

Artikel 11.

De belastingplichtige wordt eraan gehouden aan het gemeentebestuur alle inlichtingen te bezorgen waar het om vraagt en dit om de exacte inning van de belasting te kunnen nagaan.

Iedere persoon die over boeken of documenten beschikt die nodig zijn voor het bepalen van de belasting is verplicht, zodra hij of zij hiertoe wordt aangemaand door het gemeentepersoneel dat door het College van burgemeester en schepenen werd aangeduid, deze zonder verplaatsing voor te leggen.

Iedereen wordt eraan gehouden vrije toegang te verlenen tot al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of inhouden of waar er een belastbare activiteit wordt uitgevoerd aan de personeelsleden die door het College van burgemeester en schepenen werden aangeduid en die het bewijs van hun

aanstelling kunnen voorleggen, en dit met de bedoeling om de onderwerping aan de belasting vast te stellen, of om de grondslag vast te leggen of te controleren. Deze personeelsleden mogen de bewoonde gebouwen of lokalen echter slechts betreden tussen vijf uur ‘s morgens en negen uur ‘s avonds en enkel mits de toestemming van de rechter van de politierechtbank, tenzij deze toegang met vrije wil wordt gegeven.

Artikel 12.

Om de toepassing van dit taksreglement te kunnen controleren of onderzoeken, zijn de personeelsleden die hiertoe aangeduid werden door het College van burgemeester en schepenen, gemachtigd alle fiscale controlebevoegdheden uit te oefenen die betrekking hebben op de gemeentetaksen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

De personeelsleden die door het College van burgemeester en schepenen werden aangeduid, zijn gekwalificeerd om de grondslag vast te leggen en/of te controleren alsook om in dit reglement voorziene overtredingen vast te stellen.

De door hen opgestelde processen-verbaal zijn geldig tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 13.

De taks wordt ingekohierd en uitvoerbaar verklaard door het College van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. De betekening geschiedt onverwijd.

Het aanslagbiljet is gedagtekend en bevat de gegevens vermeld in artikel 4 § 2 van de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14.

Het innen van de taks gebeurt in overeenstemming met artikel 11 van de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 15.

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een schriftelijk, geondertekend en met redenen omkleed bezwaarschrift indienen aan het College van burgemeester en schepenen van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, dit binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet waarop de bezwaartijd vermeld staat, en zoals die voorkomt op voormeld aanslagbiljet.

Het bezwaarschrift kan ook per e-mail worden ingediend bij het College van burgemeester en schepenen naar het adres taxclaim@woluwe1200.be.

De bevestiging van ontvangst van het bezwaarschrift kan per post of per e-mail worden verstuurd. In het laatste geval wordt ze verstuurd naar het e-mailadres vermeld in het bezwaarschrift of in de verklaring of het e-mailadres gebruikt voor het versturen van het bezwaarschrift.

Wanneer de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger hierom in zijn bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om tijdens een hoorzitting gehoord te worden. In dat geval worden hem de datum van zijn hoorzitting en de dagen en uren waarop het dossier kan worden ingekijken, minstens vijftien kalenderdagen voor de dag van de hoorzitting meegegeeld.

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger moet zijn aanwezigheid op zijn

hoorzitting minstens zeven kalenderdagen voor de dag van de hoorzitting bevestigen aan het College van burgemeester en schepenen.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs

20.03.2023/A/0028 **Ecole communale fondamentale néerlandophone - Utilisation du système d'enregistrement pour les inscriptions proposé par Agodi - Convention - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen - Gebruik aanmeldingssysteem inschrijvingen Agodi - Overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat een schoolbestuur voor de start van de inschrijvingen dient te beslissen of ze leerlingen wil weigeren op basis van capaciteit;

Overwegende dat een schoolbestuur daarom ten laatste op 15/11/2022 moest beslissen, voor elk van zijn scholen en vestigingsplaatsen, of het voor het daaropvolgende schooljaar leerlingen wil weigeren omwille van capaciteit;

Overwegende dat een schoolbestuur dat beslist te kunnen weigeren op basis van capaciteit, de inschrijvingen voor de school, vestigingsplaats, leerjaar of geboortejaar dient te doen voorafgaan door een aanmeldingsprocedure;

Gelet op het decreet van 25/11/2011 betreffende het inschrijvingsrecht, zoals gewijzigd, dat stipuleert dat digitaal aanmelden verplicht is voor:

- een schoolbestuur dat leerlingen wil weigeren omwille van capaciteit;
- alle vestigingsplaatsen in het werkingsgebied van het LOP (lokaal overlegplatform) Gent, Antwerpen of Brussel;

Overwegende dat alle scholen en vestigingsplaatsen in het werkgebied van LOP Gent, LOP Antwerpen en LOP Brussel zich verplicht gezamenlijk moeten aanmelden onafhankelijk van de vraag of ze wensen te weigeren op basis van capaciteit of niet;

Overwegende dat het Agentschap voor Onderwijsdiensten (Agodi) een aanmeldingssysteem ter beschikking heeft gesteld voor de inschrijvingen voor het schooljaar 2023-2024;

Gelet op de goedkeuring van de Algemene vergadering van het LOP Basisonderwijs van 20/10/2022 om in te tekenen op het aanmeldingssysteem van Agodi;

Overwegende dat er geen alternatief systeem voorhanden is;

Overwegende dat voor het aanmeldingssysteem van de Vlaamse overheid de schoolbesturen en Agodi gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken zijn;

Overwegende dat de schoolbesturen en Agodi daarom samen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepalen;

Overwegende dat zij beiden verantwoordelijk zijn voor het ordentelijk bishouden en verwerken van persoonsgegevens in het kader van de algemene gegevensverordening;

Gelet op de brief van 20/01/2023 van Agodi met de bijgevoegde overeenkomst “Onderlinge regeling inzake het aanmeldingssysteem dat de Vlaamse overheid ter beschikking stelt van schoolbesturen” dat ieder schoolbestuur van LOP Brussel gekregen heeft;

Overwegende dat behoudens tegenbericht binnen de veertien kalenderdagen na ontvangst van deze overeenkomst, Agodi ervan uit gaat dat het schoolbestuur stilzwijgend akkoord gaat met de inhoud van de overeenkomst;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid artikelen 37/6/1 tot en met 37/70;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 02/03/2023;

BESLIST de overeenkomst “Onderlinge regeling inzake het aanmeldingssysteem dat de Vlaamse overheid ter beschikking stelt van schoolbesturen” goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Steve Detry entre en séance / treedt in zitting.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Planification stratégique et mobilité - Strategische planning en mobiliteit

20.03.2023/A/0029 **Convention de mise à disposition de 7 vélos à assistance électrique avec l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot - Conditions générales d'utilisation (pour les utilisateurs) - Descriptif de l'état du matériel mis à disposition - Signature - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la mobilité dans une commune a un impact important sur la qualité de vie de ses citoyens ;

Vu l'appel à projets « Soutien régional aux actions communales de mobilité - 2023 », émanant de Bruxelles Mobilité et de Brulocalis ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de la mise en œuvre de projets de sensibilisation à la mobilité durable ;

Considérant que Bruxelles Mobilité et Brulocalis ont fait part de leur décision, dans leur courriel du 16/01/2023, d'octroyer un subside couvrant à 100 % les frais pour l'organisation de la mise à disposition gratuite de vélos à assistance électrique aux habitants de la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la création d'ateliers spécifiques dédiés aux VAE ;

Considérant que le Collège, en séance du 19/01/2023, a lancé et attribué le marché à l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot pour un montant de 10.000 EUR TVAC, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à l'opération est prévu à l'article 87901/124-06 du budget 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/03/2023 ;

DECIDE d'approver la convention et les conditions générales d'utilisation modifiées comme suit entre la commune et l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot et de procéder à la signature de celle-ci :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE 7 VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE) AVEC L'ASBL LES ATELIERS DE LA RUE VOOT

Entre, d'une part :

L'ASBL Les Ateliers de la rue Voot (n° d'entreprise : 420.426.605), dont le siège social est établi rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, valablement représentée par Mme Marina COX, Directrice,

Ci-après dénommée « l'ASBL »

Et, d'autre part :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, dont le siège est situé avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par MM. Grégory MATGEN, Echevin de l'environnement, du développement durable et de la mobilité, et Patrick LAMBERT, Secrétaire communal,

Ci-après dénommée « la commune »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition, **du 01/04/2023 au 09/10/2023**, à l'ASBL des vélos à assistance électrique et accessoires décrits à l'article 2, dont la commune est propriétaire, en vue de leur mise à disposition à l'essai des habitants de la commune, dans le cadre du projet régional « journées vélos et visibilité cycliste ».

Les conditions de la mise à disposition aux habitants utilisateurs sont reprises dans le document « conditions générales ».

Les VAE ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles décrites à l'alinéa premier.

Article 2.

§ 1. Les VAE mis à disposition ont les caractéristiques et la valeur suivantes :

- 1 VAE pliable d'une valeur d'achat de 2.349 EUR TVAC, de marque AHOOGA ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 1.999 EUR TVAC, de marque KROSS (TRANS HYBRID 3.0) ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 3.078 EUR TVAC, de marque TREK ;
- 1 VAE compact d'une valeur d'achat de 3.777,99 EUR TVAC, de marque I:SY ;
- 2 VAE familiaux d'une valeur d'achat de 5.340,70 EUR TVAC chacun, de marque BIKE43 ;
- 1 VAE cargo d'une valeur d'achat de 7.271 EUR TVAC, de marque URBAN ARROW.

§ 2. Une description contradictoire de l'état des vélos et accessoires, signée par l'ASBL et la commune, est établie avant leur mise à disposition et lors de leur restitution.

L'ASBL n'est pas responsable des dégâts causés aux vélos par les utilisateurs, sous réserve du § 3 ci-dessous et de l'obligation de reverser la caution à la commune conformément à l'article 3.

§ 3. L'ASBL est tenue de vérifier l'état des VAE et accessoires lors de leur restitution

par les utilisateurs. A cette fin, elle fait signer par l'utilisateur, avant chaque mise à disposition, le document annexé aux conditions générales d'utilisation. Les déteriorations constatées sont décrites dans ce document et signées par l'utilisateur et un représentant de l'ASBL.

L'ASBL est responsable de toute déterioration non mentionnée dans le document visé au § précédent.

Article 3.

La mise à disposition à l'ASBL et aux utilisateurs est faite à titre gratuit et contre signature accompagnée de la mention « pour accord » des conditions générales reprises en annexe 1. Les utilisateurs sont informés faire usage du vélo sous leur propre responsabilité et à leurs risques et périls.

L'ASBL ne peut exiger aucune rétribution des utilisateurs pour la mise à disposition des VAE.

L'ASBL s'engage à réclamer à l'utilisateur, avant toute mise à disposition, une caution de 200 EUR en garantie de l'indemnisation des déteriorations éventuelles. La caution garantit également le paiement du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance contre le vol souscrit par l'ASBL.

La caution est perçue par l'ASBL et restituée à l'utilisateur lors de la restitution du VAE si aucun dommage n'est constaté par le représentant de l'ASBL.

En cas de dommage ou de vol, l'ASBL s'engage à verser à la commune, dans le mois de la restitution ou de la déclaration de vol, la part de la caution correspondant au préjudice subi.

Article 4.

L'ASBL a souscrit pour le compte de la commune une police d'assurance couvrant les VAE en cas de vol par effraction et incendie lors de l'entreposage.

Les VAE sont entreposés rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans un local répondant aux conditions fixées par la police d'assurance.

En cas de vol d'un vélo, à défaut pour l'utilisateur de déclarer le vol dans un délai de 24 heures conformément à l'article X des conditions générales d'utilisation, l'ASBL sera tenue de faire elle-même ladite déclaration auprès des autorités de police. L'ASBL adressera une copie du procès-verbal à la commune dans les plus brefs délais.

Article 5.

L'ASBL assure la maintenance et l'entretien des VAE entre chaque mise à disposition aux utilisateurs (pneumatique, dérailleur, chaîne, propreté, aspect extérieur général, etc.).

Article 6.

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

Article 7.

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le.....en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour la commune,

Par délégation,
L'Echevin de l'Environnement,
Le Secrétaire communal, du Développement durable et de la Mobilité,

Patrick LAMBERT

Gregory MATGEN

Pour l'ASBL,

La Directrice,

Marina COX

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Conditions générales d'utilisation d'un vélo de la commune de Woluwe-Saint-Lambert dans le cadre de la mise à disposition gratuite de vélos à assistance électrique aux habitants de la commune

Les présentes conditions générales s'adressent aux habitants de la commune de Woluwe-Saint-Lambert auxquels les vélos à assistance électrique (VAE) sont mis à disposition à l'essai, ci-après dénommés les utilisateurs.

Le projet dans lequel s'inscrit cette mise à disposition de vélos à assistance électrique est un projet de soutien à la « dynamique vélo » que la commune souhaite poursuivre, avec comme objectif un changement comportemental : l'utilisation accrue du deux-roues pour les déplacements courts et moyens, en remplacement de l'automobile.

ARTICLE I.

§ 1. La commune de Woluwe-Saint-Lambert a chargé l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot, (n° d'entreprise : 420.426.605), dont le siège social est établi rue Voot 91, ci-après dénommée l'ASBL, de mettre à disposition d'habitants de la commune des vélos à assistance électrique et accessoires décrits à l'article III, dont elle est propriétaire, en vue de leur mise à disposition à l'essai à des habitants de la commune. Les vélos mis à disposition sont en état de marche et respectent les normes de sécurité établies par le Code de la route. Ils sont fournis avec un antivol, une sacoche et un casque mais sans trousse de secours.

§ 2. La mise à disposition aux utilisateurs est faite à titre gratuit.

Une caution de 200 EUR est exigée en garantie de l'indemnisation des détériorations

éventuelles. La caution garantit également le paiement partiel du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance souscrite par la commune, en cas de faute établie dans le chef de l'utilisateur.

La caution est versée par l'utilisateur sur le compte BE02 5230 8092 3640 de l'ASBL au plus tard 3 jours avant la mise à disposition. Elle sera restituée lors de la restitution du VAE si aucun dommage n'est constaté par le représentant de l'ASBL.

ARTICLE II. Le type de vélo et accessoires, la durée de la mise à disposition, la date et le lieu de restitution ainsi que la description de l'état du vélo sont mentionnés dans un acte préalablement signé par l'utilisateur, établi en double exemplaire, par lequel il s'engage à respecter les présentes conditions générales.

Le modèle de l'acte précité est annexé aux présentes conditions générales.

Une description de l'état du vélo est établie lors de la restitution et signée par un représentant de l'ASBL et l'utilisateur.

ARTICLE III. Les VAE mis à disposition ont les caractéristiques et la valeur suivantes :

- 1 VAE pliable d'une valeur d'achat de 2.349 EUR TVAC, de marque AHOOGA ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 1.999 EUR TVAC, de marque KROSS (TRANS HYBRID 3.0) ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 3.078 EUR TVAC, de marque TREK ;
- 1 VAE compact d'une valeur d'achat de 3.777,99 EUR TVAC, de marque I:SY ;
- 2 VAE familiaux d'une valeur d'achat de 5.340,70 EUR TVAC chacun, de marque BIKE43 ;
- 1 VAE cargo d'une valeur d'achat de 7.271 EUR TVAC, de marque URBAN ARROW.

ARTICLE IV. En cas d'événements extérieurs et indépendants de sa volonté (conditions climatiques extrêmes, maladie, grève, faillite, défectuosité technique, force majeure...), la commune de Woluwe-Saint-Lambert se réserve le droit d'annuler la mise à disposition de VAE.

ARTICLE V. L'ASBL a le droit d'apprécier la capacité et l'aptitude des participants à utiliser un vélo. L'utilisateur se déclare apte à la pratique du vélo et n'avoir aucune contre-indication médicale.

L'ASBL et la commune de Woluwe-Saint-Lambert se réservent le droit d'exclure de leurs activités et mise à disposition de vélos toute personne manifestement sous l'emprise de l'alcool, d'une drogue quelconque ou ne présentant pas les capacités physiques à rouler seul à vélo. Dans ce cas, aucun dédommagement ne pourra être réclamé.

ARTICLE VI. Le matériel mis à disposition (vélo et accessoires) reste la propriété exclusive de la commune de Woluwe-Saint-Lambert pendant toute la durée de la mise à disposition. Les utilisateurs ne peuvent les prêter, ni les sous-louer à un tiers, sans l'assentiment de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

ARTICLE VII. L'utilisateur reconnaît que le vélo loué est en parfait état de marche et s'engage à l'utiliser avec soin, à le restituer à l'issue de la période de mise à disposition, dans l'état où il se trouvait lors de la réception et aux date et endroit mentionnés dans l'acte visé à l'article II.

ARTICLE VIII. Les montants correspondant aux dommages subis au vélo pendant l'utilisation pourront être facturés à l'utilisateur, ce que ce dernier accepte dès à présent.

Les indemnités pour les accessoires suivants s'élèvent à : casque Torch : 149 EUR, sacoche Klickfix : 38 EUR, fixation Klickfix : 23 EUR.

Les indemnités pour les accessoires endommagés non cités seront fixées par la commune moyennant la production de pièces justificatives.

ARTICLE IX. Si le vélo est immobilisé en cours d'utilisation, l'utilisateur s'engage à contacter l'ASBL par téléphone au 02/762.48.93 dans les meilleurs délais, selon les horaires d'ouvertures des bureaux. Après analyse de la panne avec l'utilisateur, l'ASBL s'engage à intervenir dans les 48 heures ou à remplacer le vélo (dans la limite des stocks disponibles et selon les jours ouvrables de l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot). En aucun cas, l'utilisateur ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour trouble de jouissance en cours de mise à disposition.

ARTICLE X. L'utilisateur s'engage à déclarer tout vol du vélo et/ou de ses accessoires à l'ASBL et aux autorités de police, dans un délai de 24 heures. Il s'engage ensuite à transmettre, dans les 24 heures, les clés du cadenas (et éventuellement le cadenas fracturé), une copie du procès-verbal de la police, un justificatif déclarant sur l'honneur qu'il avait bien attaché le vélo par le cadre et la roue avant à un point fixe avec le(s) cadenas fourni par l'ASBL. Dans le cas contraire, la commune se réserve le droit de réclamer à l'utilisateur un montant égal à la valeur du vélo et/ou des accessoires, reprise aux articles III et VIII.

ARTICLE XI. Si l'utilisateur contrevoit aux lois et règlements en vigueur, au cours de l'utilisation, la commune de Woluwe-Saint-Lambert ne peut en aucun cas en être tenue pour responsable. L'utilisateur roule sous sa propre responsabilité et s'engage à respecter le Code de la route.

L'utilisateur veillera à s'équiper de vêtements appropriés à la pratique du vélo. La commune de Woluwe-Saint-Lambert ne pourra être tenue responsable de salissures, déchirures ou toute autre atteinte aux vêtements des participants.

ARTICLE XII. Le port du casque est laissé à la libre appréciation de l'utilisateur. La commune de Woluwe-Saint-Lambert met des casques à disposition mais n'impose pas leur port. En cas d'accident, la commune de Woluwe-Saint-Lambert ne pourra être tenue responsable ni des dommages causés ni de la qualité des casques mis à disposition.

DESCRIPTIF DE L'ETAT DU MATERIEL MIS A DISPOSITION

MISE A DISPOSITION DE VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE

Commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2, 1200 Bruxelles

Les Ateliers de la rue Voot ASBL

A conserver et à présenter à la restitution du matériel

Jour :

Date :

Heure :

Lieu de mise à disposition :

COORDONNEES DE L'UTILISATEUR :

NOM : PRENOM :

ADRESSE : CP :

VILLE : PAYS :

TEL. : MAIL :

N° national :

MISE A DISPOSITION :

Retour : Jour : Date : Heure : Durée : minutes

Matériel mis à disposition

Description de l'état du matériel mis à disposition

Quantité	Type de vélo & accessoires	Valeur
----------	----------------------------	--------

Accessoires			
sacoche	casque	antivol	fixation

Je reconnaissais avoir pris connaissance des conditions générales et m'engage à les respecter.

Signature de l'utilisateur :

DESCRIPTION DE L'ETAT DU MATERIEL A LA RESTITUTION :

L'utilisateur Le représentant de l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van 7 fietsen met elektrische trapondersteuning met de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" - Algemene gebruiksvoorwaarden (voor de gebruikers) - Beschrijving van de staat van het materiaal dat ter beschikking gesteld wordt - Ondertekening - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de mobiliteit in een gemeente een belangrijke invloed heeft op de levenskwaliteit van de burgers;

Gelet op de projectoproep "Gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties - 2023" van Brussel Mobiliteit en Brulocalis;

Overwegende dat het College zich aansluit bij deze aanpak om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van sensibiliseringssprojecten voor duurzame mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit en Brulocalis hun beslissing hebben aangekondigd, in hun e-mail van 16/01/2023, om een subsidie toe te kennen die 100 % van de kosten dekt voor de organisatie van de gratis terbeschikkingstelling van elektrisch ondersteunde fietsen aan de inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de oprichting van specifieke werkplaatsen voor FET;

Overwegende dat het College in zitting van 19/01/2023 een opdracht heeft gelanceerd en gegund aan de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" voor een bedrag van 10.000 EUR incl. btw, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat op artikel 87901/124-06 van de begroting 2023 een krediet is voorzien voor de uitgaven die nodig zijn voor deze operatie;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 232;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 02/03/2023;

BESLIST de als volgt gewijzigde overeenkomst en algemene gebruiksvoorwaarden tussen de gemeente en de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" goed te keuren en over te gaan tot de ondertekening ervan:

**OVEREENKOMST MET DE VZW "LES ATELIERS DE LA RUE VOOT"
OVER DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN 7 FIETSEN MET
ELEKTRISCHE TRAPONDERSTEUNING (FET)**

Tussen, enerzijds:

De vzw "Les Ateliers de la rue Voot" (ondernemingsnummer: 420.426.605), met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Vootstraat 91, geldig vertegenwoordigd door mw. Marina COX, Directeur,

Hierna "de vzw " genoemd

En, anderzijds:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, met zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, vertegenwoordigd door de heren Grégory MATGEN, Schepen van leefmilieu, duurzame ontwikkeling en mobiliteit, en Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris,

Hierna "de gemeente" genoemd,

Wordt er het volgende overeengekomen:

Artikel 1.

Deze overeenkomst wil de voorwaarden vastleggen voor de terbeschikkingstelling, **van 01/04/2023 tot 09/10/2023**, aan de vzw van de fietsen met elektrische trapondersteuning en de accessoires die beschreven worden in artikel 2 en waarvan de gemeente eigenaar is, zodat de inwoners van de gemeente ze kunnen testen in het kader van het gewestelijke project "fietsdagen en zichtbaarheid van fietsers".

De voorwaarden voor de terbeschikkingstelling aan de inwoners die ze gebruiken, zijn opgenomen in de "algemene voorwaarden".

De FET kunnen enkel gebruikt worden voor de doeleinden die in de eerste alinea beschreven worden.

Artikel 2.

§ 1. De ter beschikking gestelde FET hebben de volgende eigenschappen en waarde:

- 1 plooibare FET van het merk AHOOGA met een aankoopwaarde van 2.349 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk KROSS (TRANS HYBRID 3.0) met een aankoopwaarde van 1.999 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk TREK met een aankoopwaarde van 3.078 EUR incl. btw;
- 1 compacte FET van het merk I:SY met een aankoopwaarde van 3.777,99 EUR incl. btw;
- 2 familie FET van het merk BIKE43 met een aankoopwaarde van 5.340,70 EUR incl. btw per stuk;
- 1 cargo FET van het merk URBAN ARROW met een aankoopwaarde van 7.271 EUR incl. btw.

§ 2. Wanneer ze ter beschikking gesteld worden en wanneer ze teruggebracht worden, wordt er een tegensprekelijke beschrijving van de staat van de fietsen en de accessoires opgesteld die door zowel de vzw als de gemeente ondertekend wordt.

De vzw is niet verantwoordelijk voor schade veroorzaakt aan de fietsen door gebruikers, onder voorbehoud van § 3 hieronder en de verplichting om de waarborg terug te betalen aan de gemeente in overeenstemming met artikel 3.

§ 3. De vzw is eraan gehouden om de staat van de FET en hun accessoires te

controleren wanneer ze door de gebruikers weer worden binnengebracht. Voor ieder gebruik zal de vzw hiertoe de gebruiker het bijgevoegde document met de algemene gebruiksvoorwaarden laten ondertekenen. Opgemerkte slijtage en schade wordt door de gebruiker en een vertegenwoordiger van de vzw in het document opgetekend en ondertekend.

De vzw is verantwoordelijk voor alle schade en slijtage die niet vermeld wordt in het document vermeld in het voorgaande §.

Artikel 3.

De terbeschikkingstelling aan de vzw en aan de gebruikers gebeurt gratis en tegen ondertekening met vermelding "voor akkoord" van de algemene voorwaarden in bijlage 1. De gebruiker wordt erop gewezen dat hij de fiets op eigen verantwoordelijkheid en op eigen risico gebruikt.

De vzw kan aan de gebruikers geen enkele vergoeding vragen voor de terbeschikkingstelling van de FET.

De vzw verbindt zich ertoe om, nog voor de terbeschikkingstelling, aan de gebruiker een waarborg van 200 EUR te vragen als garantie van de vergoeding voor eventuele schade. Deze waarborg garandeert ook de betaling van het deel "eigen risico" dat is vastgesteld door het verzekeringscontract tegen diefstal dat de vzw aangaat.

De vzw int deze waarborg en stort die terug aan de gebruiker wanneer hij de FET terugbrengt en de vertegenwoordiger van de vzw geen schade heeft vastgesteld.

De vzw verbindt zich ertoe om in het geval van schade of diefstal binnen de maand na de teruggave of na de aangifte van diefstal, aan de gemeente het deel van de waarborg te storten dat overeenkomt met de geleden schade.

Artikel 4.

De vzw sluit voor rekening van de gemeente een verzekeringspolis af ter dekking van de FET in geval van diefstal door inbraak en brand tijdens de stalling ervan.

De FET worden opgeslagen in de Vootstraat 91 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe in een lokaal dat aan alle voorwaarden voldoet die door de verzekeringspolis worden opgelegd.

In geval van diefstal van een fiets, indien de gebruiker de diefstal niet binnen 24 uur meldt overeenkomstig artikel X van de algemene gebruiksvoorwaarden, is de vzw verplicht deze aangifte zelf te doen bij de politie. De vzw moet zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal naar de gemeente sturen.

Artikel 5.

De vzw zorgt voor het onderhoud van de FET tussen elke terbeschikkingstelling voor de gebruikers (banden, versnellingen, ketting, netheid, algemene uiterlijke kenmerken, enz.)

Artikel 6.

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

Artikel 7.

Enkel de Brusselse rechbanken zijn bevoegd.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op
er partijen zijn.

in evenveel exemplaren als

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris,

In opdracht,
De Schepen van Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Mobiliteit,

Patrick LAMBERT

Gregory MATGEN

Voor de vzw,

De Directeur,

Marina COX

ALGEMENE GEBRUIKSVOORWAARDEN

Algemene voorwaarden voor het gebruik van een fiets van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe in het kader van de gratis terbeschikkingstelling van fietsen met elektrische trapondersteuning aan de inwoners van de gemeente

Deze algemene voorwaarden zijn bedoeld voor de inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe aan wie er ter proef fietsen met elektrische trapondersteuning (FET) ter beschikking worden gesteld en die hierna worden aangeduid als de gebruikers.

Deze terbeschikkingstelling van fietsen met elektrische trapondersteuning kadert in een project rond de 'fietsdynamiek' die de gemeente wil voeren met als doelstelling een mentaliteitswijziging: een verhoogd gebruik van tweewielers voor korte en middellange afstanden ter vervanging van de auto.

ARTIKEL I.

§ 1. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" (ondernemingsnummer: 420.426.605), met maatschappelijke zetel in de Vootstraat 91 en hierna de vzw genoemd, de opdracht gegeven om fietsen met elektrische trapondersteuning en toebehoren beschreven in artikel III, waarvan ze eigenaar is, ter beschikking te stellen aan de inwoners van de gemeente opdat dezen ze zouden kunnen testen.

De ter beschikking gestelde fietsen bevinden zich in goede werkingsstaat en voldoen aan de veiligheidsvoorschriften van het Verkeersreglement. Ze worden geleverd met een anti-diefstalbeveiliging, een fietstas en een helm maar zonder reparatiekit.

§ 2. De terbeschikkingstelling aan de gebruikers gebeurt gratis.

Er wordt een waarborg van 200 EUR gevraagd als garantie voor de vergoeding van eventuele schade. Deze waarborg garandeert ook de gedeeltelijke betaling van het deel "eigen risico" dat is vastgesteld door het verzekeringscontract dat de gemeente aangaat in geval van een vastgestelde fout van de gebruiker.

De gebruiker stort de waarborg ten laatste 3 dagen voor de terbeschikkingstelling op rekening BE02 5230 8092 3640 van de vzw. De vzw stort deze waarborg terug aan de gebruiker wanneer hij de FET terugbrengt en de vertegenwoordiger van de vzw geen schade heeft vastgesteld.

ARTIKEL II. Het type fiets en toebehoren en de duur van de terbeschikkingstelling, de datum en de plaats van de teruggave evenals de beschrijving van de staat van de fiets worden vermeld in een in twee exemplaren opgestelde akte die vooraf door de gebruiker wordt ondertekend en waarbij hij zich ertoe verbindt om onderhavige algemene voorwaarden na te leven.

Het model voor voormelde akte wordt bij onderhavige algemene voorwaarden gevoegd.

Bij de teruggave van de fiets wordt er een beschrijving van de staat van de fiets opgesteld en ondertekend door een vertegenwoordiger van de vzw en door de gebruiker.

ARTIKEL III. De ter beschikking gestelde FET hebben de volgende eigenschappen en waarde:

- 1 plooibare FET van het merk AHOOGA met een aankoopwaarde van 2.349 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk KROSS (TRANS HYBRID 3.0) met een aankoopwaarde van 1.999 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk TREK met een aankoopwaarde van 3.078 EUR incl. btw;
- 1 compacte FET van het merk I:SY met een aankoopwaarde van 3.777,99 EUR incl. btw;
- 2 familie FET van het merk BIKE43 met een aankoopwaarde van 5.340,70 EUR incl. btw per stuk;
- 1 cargo FET van het merk URBAN ARROW met een aankoopwaarde van 7.271 EUR incl. btw.

ARTIKEL IV. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe behoudt zich het recht voor om in het geval van gebeurtenissen die buiten haar wil om te gebeuren (extreme weersomstandigheden, ziekte, staking, faillissement, technische storingen, overmacht...) de terbeschikkingstelling van de FET te annuleren.

ARTIKEL V. De vzw heeft het recht om het vermogen en de geschiktheid van de gebruiker om een fiets te gebruiken, te beoordelen. De gebruiker verklaart de kunst van het fietsen machtig te zijn en aan geen enkele medische tegenindicatie te lijden.

De vzw en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe behouden zich het recht voor om iedere persoon die duidelijk onder de invloed van alcohol of andere stimulerende middelen is of die niet over de fysieke capaciteiten beschikt om alleen met de fiets te rijden, van hun activiteiten te weren en te weigeren aan deze personen een FET ter

beschikking te stellen. In dat geval zal er geen enkele schadevergoeding geëist kunnen worden.

ARTIKEL VI. Het materiaal dat ter beschikking wordt gesteld (fiets en toebehoren) blijft tijdens de hele duur van de terbeschikkingstelling exclusieve eigendom van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe. De gebruikers mogen de FET zonder toestemming van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe niet aan derden uitlenen of onderverhuren.

ARTIKEL VII. De gebruiker erkent dat de gehuurde fiets zich in perfecte staat bevindt en verbindt zich ertoe om deze zorgvuldig te gebruiken, om hem aan het einde van de termijn van terbeschikkingstelling terug te brengen in de staat waarin hij zich bij ontvangst bevond en om hem op het tijdstip en op de plaats terug te bezorgen die vermeld zijn in de akte die voorzien is in artikel II.

ARTIKEL VIII. De bedragen die overeenstemmen met de schade die de fiets tijdens het gebruik heeft opgelopen, kunnen aan de gebruiker gefactureerd worden, wat hij bij deze aanvaardt.

De vergoedingen voor de toebehoren bedragen: helm Torch: 149 EUR, fietstas Klickfix: 38 EUR, bevestiging Klickfix: 23 EUR.

De vergoedingen voor de niet vermelde toebehoren worden door de gemeente vastgesteld mits voorlegging van bewijsstukken.

ARTIKEL IX. De gebruiker verbindt zich ertoe om indien de fiets tijdens het gebruik blokkeert, de vzw zo snel mogelijk tijdens de kantooruren te bellen op het nummer 02/762.48 93. Na een analyse van de panne met de gebruiker, verbindt de vzw zich ertoe om binnen de 48 uur tussenbeide te komen of om de fiets te vervangen (binnen de mogelijkheden van de beschikbare voorraad en de werkdagen van de vzw "Les Ateliers de la rue Voot"). De gebruiker kan in geen enkel geval schadevergoeding of interesseneisen voor gemist genot in de loop van de terbeschikkingstelling.

ARTIKEL X. De gebruiker verbindt zich ertoe om binnen de 24 uur iedere diefstal van de fiets en/of van zijn accessoires aan de vzw en aan de politie te melden. Hij verbindt zich er toe om vervolgens binnen de 24 uur de sleutels van het slot (en eventueel het gebroken slot), een kopie van het proces-verbaal van de politie en een verklaring op erewoord dat hij de fiets via het fietskader en het voorwiel door middel van het slot dat door de vzw geleverd werd, goed heeft bevestigd aan een vast punt, over te maken. Indien hij die niet doet, behoudt de gemeente zich het recht voor om van de gebruiker een som te eisen die gelijk is aan de waarde van de fiets en/of de accessoires, vermeld in artikelen III en VIII.

ARTIKEL XI. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan in geen geval verantwoordelijk gesteld worden indien de gebruiker tijdens de terbeschikkingstelling de heersende wetten en regels overtreedt. De fietser rijdt op eigen verantwoordelijkheid en verbindt zich ertoe het Verkeersreglement na te leven.

De gebruiker zal kledij dragen die geschikt is om mee te fietsen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan in geen geval verantwoordelijk gesteld worden indien de kledij van de deelnemers beschadigd of bevuild wordt of op enig andere manier schade ondervindt.

ARTIKEL XII. Het staat de gebruiker vrij om al of niet de helm te dragen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe stelt helmen ter beschikking maar verplicht de gebruiker niet om ze te dragen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan bij

ongeval niet verantwoordelijk gesteld worden voor de geleden schade, noch voor de kwaliteit van de ter beschikking gestelde helmen.

BESCHRIJVING VAN DE STAAT VAN HET MATERIAAL DAT TER BESCHIKKING GESTELD WORDT

TERBESCHIKKINGSTELLING VAN FIETS MET ELEKTRISCHE TRAPONDERSTEUNING

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, 1200 Brussel

"Les Ateliers de la rue Voot" vzw

Reçu te bewaren en voor te leggen wanneer het materiaal wordt binnengebracht

Dag: Datum: Uur:

Plaats van terbeschikkingstelling:

GEGEVENS VAN DE GEBRUIKER:

NAAM: VOORNAAM:

ADRES: PC:

STAD: LAND:

TEL.: E-MAIL:

Rijksregisternummer:

TERBESCHIKKINGSTELLING:

Terug op: Dag: Datum: Uur: Duur: minuten

Ter beschikking gesteld materiaal:

Beschrijving van de
staat van het materiaal
dat ter beschikking
gesteld wordt

Hoeveelheid	Type fiets en toebehoren	Waarde
-------------	--------------------------	--------

Accessoires
fieteltas helm anti-diefstalbevestiging

Ik verklaar kennis genomen te hebben van de algemene voorwaarden en ik verbind me ertoe ze na te leven.

Handtekening van de gebruiker:

BESCHRIJVING VAN DE STAAT VAN HET MATERIAAL BIJ TERUGGAVE:

De gebruiker De vertegenwoordiger van de vzw "Les Ateliers de la rue Voot"

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

20.03.2023/A/0030 **Affaire Woluwe-Saint-Lambert c/ HYDRIA - Bassin d'orage - Convention de transaction - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 20/12/2021 d'approuver, sous réserve de l'accord des 2 autres parties (HYDRIA (anciennement Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau - SBGE) et la Région bruxelloise), l'acte de division et acte valant compromis de vente, en ce compris le plan de division et de mesurage ;

Vu sa décision du 20/12/2021 d'approuver, sous réserve de l'accord des 2 autres parties, la convention de transaction entre la commune et HYDRIA, en présence de la Région bruxelloise ;

Vu sa décision du 20/03/2023 d'approuver, sous réserve de l'accord des 2 autres parties, l'acte de division et de vente, en ce compris le plan de division et de

mesurage ;

Considérant qu'il est de l'intérêt des parties de trouver une issue amiable au litige ;

Considérant que la convention de transaction a pour objet de mettre fin au litige entre la commune, d'une part, et HYDRIA et la Région bruxelloise, d'autre part ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver, sous réserve de l'accord des 2 autres parties, la convention de transaction entre la commune et HYDRIA, en présence de la Région bruxelloise, libellée comme suit :

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont situés en l'Hôtel communal, à 1200 Bruxelles, avenue Paul Hymans, 2,

Ci-après dénommée : « **la commune** »,

ET

1. HYDRIA (anciennement : la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau – S.B.G.E.), société anonyme de droit public, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Impératrice, 17-19, immatriculée à la Banque carrefour des entreprises sous le numéro 0884.649.502, représentée par son conseil d'administration,

Ci-après dénommée : « **HYDRIA** »,

2. La REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles, rue Ducal, 7-9,

Ci-après dénommée : « **la Région** ».

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, HYDRIA et la Région de Bruxelles-Capitale sont ensemble dénommées ci-après : « **les parties** ».

*

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objet de mettre fin au litige entre la commune, d'une part, et HYDRIA et la Région, d'autre part.

En vue de procéder à la construction du bassin d'orage « Roodebeek », la Région a acheté à la commune, le 29 mars 1993, des terrains situés sur son territoire, cadastrés à l'époque Section D, numéro 60 c et 68 k, et section C, numéros 17d, 20 b2, 20 c2 et la partie de l'ancien lit du ruisseau Roodebeek, sans numéro cadastral, tenant à la chaussée de Roodebeek et à la rue Dries, ensemble pour une superficie totale de 73

ares 47 centiares 67 décimilliares.

Le 9 mars 1994, en vue de la construction du même bassin d'orage, la Région a également procédé à l'expropriation d'un terrain enclavé dans les terrains cédés par la commune, d'une superficie de 3 ares 46 centiares 49 décimilliares, et cadastré à cette époque section D numéro 69 z 2 jouxtant les parcelles précitées.

L'ensemble de ces parcelles sont actuellement cadastrées division 2 section C numéro 17 F et ont une superficie totale de 76 ares 94 centiares 16 décimilliares et, selon le cadastre, 76 ares et 97 centiares.

La Région s'était initialement engagée à recéder gratuitement à la commune un droit de superficie sur lesdits terrains après construction du bassin d'orage et à assurer à ses frais l'entretien et la gestion dudit bassin.

Il s'est avéré que le droit de superficie ne correspondait pas au projet de la commune. Il s'en est suivi de nombreuses discussions avec la Région. Le 6 novembre 2007, un permis de lotir a été délivré à la Région permettant la rétrocession susvisée; ce permis de lotir est actuellement périmé.

Dans l'intervalle, aux termes d'une convention sous seing privé du 22 décembre 2006, non transcrise à ce jour, la Région a transféré les terrains précités à HYDRIA. ; les discussions se sont dès lors poursuivies avec HYDRIA.

La commune a lancé citation en date du 20 mars 2014, en vue d'obtenir notamment la condamnation de HYDRIA à passer en la forme authentique le compromis de vente conclu entre les parties le 27 juin 2011 prévoyant la cession en pleine propriété des parcelles susmentionnées grevées de servitudes dites d'utilité publique (servitude d'emprise, de tour d'échelle, de passage, de vue et jour, et d'accès) au profit de HYDRIA, et la condamnation de HYDRIA et de la Région à comparaître devant notaires le jour de la signature de cet acte authentique précité en vue de conférer un caractère authentique à la convention sous seing privé du 22 décembre 2006 par laquelle la Région a transféré la propriété des terrains précités à HYDRIA. Cette procédure judiciaire est enrôlée sous le numéro RG 14/2329/A au greffe du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles.

En marge de la procédure contentieuse, les parties ont continué à négocier en vue de trouver une solution à l'amiable.

Il est ressorti de ces négociations que toute convention transactionnelle et acte translatif de droit réels et/ou de droit de jouissance devront impérativement inclure les objectifs essentiels suivant qui visent à garantir, sans limite dans le temps :

1. la pleine et entière propriété du bassin d'orage et de l'ensemble de ses accessoires (éléments techniques, accès, ...), à HYDRIA;
2. sa pleine et entière maîtrise par HYDRIA;
3. son intégrité et son fonctionnement, sans entrave...

En vue de mettre définitivement un terme, dans leurs rapports respectifs, au différend qui les oppose relativement à l'acquisition des parcelles du bassin d'orage « Roodebeek », la commune et HYDRIA ont décidé de conclure une convention de transaction en date du 1^{er} juin 2016.

Cette convention de transaction doit aujourd'hui être adaptée en vue de mieux correspondre aux projets de la commune sur ces parcelles.

Par conséquent, la présente convention de transaction remplace et annule la convention de transaction datée du 1^{er} juin 2016 précitée.

A cet égard, la commune et HYDRIA décident de conclure un contrat prévoyant, à titre principal, la vente en pleine propriété à la commune, pour le prix d'un euro, des parcelles de terrain susmentionnées, à l'exception du bassin d'orage lui-même et des installations techniques. Pour ce faire les terrains seront grevées d'un ensemble de « servitudes d'utilité publique » (servitude d'emprise, de tour d'échelle, de passage, de vue et jour, d'aération, de parking et d'accès) et prévoyant un engagement personnel complémentaire de respecter toutes les servitudes, cet engagement devant être retranscrit d'acte en acte, la vente étant à défaut nulle.

En outre, ces parcelles seront grevées d'une servitude de *non aedificandi* sur l'ensemble de la surface des terrains, excepté l'installation de mobilier destiné à agrémenter la transformation des lieux en parc, et sous réserve du respect strict des conditions techniques pour assurer l'intégrité du bassin d'orage. En cas de doute, l'accord préalable de HYDRIA sera demandé.

La servitude de *non aedificandi* précitée deviendra automatiquement caduque, en ce qui concerne les zones autres que la zone de dalle plantée reprise au PPAS n° 14bis, en cas d'obtention et de mise en œuvre d'un permis d'urbanisme - définitif et purgé de tout recours généralement quelconque, ou de toute autorisation administrative à venir équivalente - autorisant la construction d'immeubles le long de la rue Dries et/ou de la chaussée de Roodebeek, étant entendu que ledit permis d'urbanisme ou ladite autorisation respecteront l'ensemble des droits et servitudes décrits dans le contrat de vente.

Dans cette hypothèse, la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis pourra seulement être aménagée en espaces verts liés aux bâtiments.

Toutefois, en cas de construction de logements, pourraient être autorisés sur la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis des emplacements de parage bâties ou non-bâties et/ou des locaux strictement réservés à des locaux vélo.

L'acte authentique de vente précisera que l'ensemble des protections civiles et administratives précitées sont essentielles en vue de garantir l'intégrité et le bon fonctionnement du bassin d'orage, et que lesdites protections seront préservées dans leur ensemble, quel que soit le projet final - à court, moyen ou long terme - de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou de tout tiers, sur le terrain.

A titre subsidiaire, si par impossible la vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique devait être remise en cause ou requalifiée par une décision judiciaire définitive, HYDRIA retrouverait la pleine propriété des terrains et octroierait simultanément un droit d'emphytéose et/ou de superficie équivalent à la commune, notamment quant à sa durée (ce droit étant accordé, si possible, à titre perpétuel ; en tout état de cause, il ne pourrait pas être accordé pour une durée inférieure à 99 ans) ; que cette mutation s'opérerait par la constitution d'options croisées activables en cas de décision judiciaire définitive remettant en cause ou requalifiant la vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique. Toutefois cette condition subsidiaire deviendrait automatiquement caduque si la possibilité de dissocier de manière perpétuelle la propriété du sol et du sous-sol ne prêtait plus à discussion d'un point de vue juridique, que ce soit par la création d'un cadre légal autorisant expressément ce montage juridique ou par une jurisprudence suffisamment établie; il est entendu à cet

égard que HYDRIA ne pourra pas introduire une telle procédure judiciaire visant à requalifier le contrat, sans préjudice du droit de HYDRIA ou de tout autre exploitant du bassin d'orage et de ses accessoires, de formuler une demande reconventionnelle en ce sens, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par un tiers contre HYDRIA ou de tout autre exploitant du bassin d'orage et de ses accessoires.

La Région devra comparaître à cet acte de vente en vue d'authentifier le transfert par elle à HYDRIA des terrains susmentionnés par convention sous seing privé du 22 décembre 2006.

Il est de l'intérêt des parties de trouver une issue amiable au litige.

ENSUITE DE QUOI LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

Les parties conviennent que toute convention transactionnelle et tout acte translatif de droit réels et/ou de droit de jouissance devront impérativement, et en toute circonstance, garantir, sans limite dans le temps :

1. la pleine et entière propriété du bassin d'orage et de l'ensemble de ses accessoires (éléments techniques, accès, ...), à HYDRIA;
2. sa pleine et entière maîtrise par HYDRIA;
3. son intégrité et son fonctionnement, sans entrave.

Il s'agit là des objectifs essentiels, sans lesquels HYDRIA n'aurait jamais contracté.

Article 2

Dans ce cadre, la commune de Woluwe-Saint-Lambert et HYDRIA décident de conclure un contrat de vente prévoyant :

• à titre principal, la vente en pleine propriété à la commune de Woluwe-Saint-Lambert, pour le prix d'un euro, de l'ensemble des parcelles cadastrées division 2 section C numéro 17 F et ayant une superficie totale de 76 ares 94 centiares 16 décimilliares et, selon le cadastre, 76 ares et 97 centiares, grevées :

a) d'un ensemble de « servitudes d'utilité publique » (servitude d'emprise, de tour d'échelle, de passage, de vue et jour, d'aération, de parking et d'accès), en telle sorte que la vente en pleine propriété ne concerne ni le bassin d'orage lui-même ni ses installations techniques. La commune déclare renoncer unilatéralement, de manière ferme et irrévocable, à se prévaloir du bénéfice des articles 706, 707, 708 et 710bis de l'ancien Code civil (futurs articles 3.126, et 3.128 du Code civil) ;

b) d'une servitude de *non aedificandi* qui, sous réserve de ce qui est exposé aux deux aliénas suivants, deviendra automatiquement caduque, en ce qui concerne les zones autres que la zone de dalle plantée reprise au PPAS n° 14bis, en cas d'obtention et au fur et à mesure de la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme - définitif et purgé de tout recours généralement quelconque, ou de toute autorisation administrative à venir équivalente - autorisant la construction d'immeubles le long de la rue Dries et/ou de la chaussée de Roodebeek, étant entendu que ledit permis d'urbanisme ou ladite autorisation respecteront

l'ensemble des droits et servitudes décrits dans le contrat de vente.

Dans cette hypothèse, la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis pourra seulement être aménagée en espaces verts liés aux bâtiments.

Toutefois, en cas de construction de logements, pourraient être autorisés des emplacements de parage bâties ou non-bâties et/ou des locaux strictement réservés à des locaux vélo.

- Indépendamment du caractère réel de la servitude d'emprise précitées et des servitudes y attachées à transcrire au bureau de sécurité juridique compétent, tout acte ou convention devra d'office être assortie d'une clause de subrogation personnelle incluant un engagement exprès et personnel complémentaire de respecter celles-ci, s'agissant d'un élément substantiel aux consentements de HYDRIA.
- Toutes les servitudes et cet engagement exprès et personnel devant être retrançrites d'acte en acte, la vente étant à défaut nulle.
- à titre principal encore, un engagement personnel complémentaire de respecter toutes les servitudes au profit du bassin d'orage et à reprendre intégralement ces servitudes dans toute demande de permis d'urbanisme qui serait introduite pour la construction d'immeubles sur ce terrain et à les maintenir dans ladite demande jusqu'à l'obtention dudit permis ; s'agissant d'un élément substantiel aux consentements de HYDRIA, cet engagement sera également retrancrit d'acte en acte, en ce compris par des propriétaires ultérieurs, la vente étant à défaut nulle ;
- l'ensemble des protections civiles et administratives précitées sont essentielles en vue de garantir l'intégrité et le bon fonctionnement du bassin d'orage ; lesdites protections seront préservées dans leur ensemble, quel que soit le projet final - à court, moyen ou long terme - de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou de tout tiers, sur le terrain ;
- à titre subsidiaire, si par impossible cette vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique devait être remise en cause ou requalifiée par une décision judiciaire définitive, - étant entendu que HYDRIA ne pourra pas être à l'initiative d'une telle procédure judiciaire, sans préjudice du droit de HYDRIA ou de tout autre exploitant du bassin d'orage et de ses accessoires, de formuler une demande reconventionnelle en ce sens, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par un tiers contre HYDRIA ou de tout autre exploitant du bassin d'orage et de ses accessoires -, HYDRIA retrouverait la pleine propriété des terrains et octroierait simultanément un droit d'emphytéose et/ou de superficie équivalent à la commune, notamment quant à sa durée (ce droit étant accordé, si possible, à titre perpétuel ; en tout état de cause, il ne pourrait pas être accordé pour une durée inférieure à 99 ans). Cette mutation s'opérerait alors par la constitution d'options croisées activables en cas de décision judiciaire définitive remettant en cause ou requalifiant la vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique. Toutefois, cette condition subsidiaire deviendrait automatiquement caduque si la possibilité de dissocier de manière perpétuelle la propriété du sol et du sous-sol ne prêtait plus à discussion d'un point de vue juridique, que ce soit par la création d'un cadre légal autorisant expressément ce montage juridique ou par une jurisprudence

suffisamment établie.

Article 3

A cet effet, la commune de Woluwe-Saint-Lambert et HYDRIA donnent leur accord sur l'acte authentique de vente relatif à la vente immobilière visée à l'article 1^{er}. Celui-ci est annexé à la présente convention et en fait partie intégrante.

Article 4

La commune de Woluwe-Saint-Lambert et HYDRIA comparaissent devant leurs notaires, le jour de la signature de la présente convention de transaction, en vue de conférer un caractère authentique à la vente visée à l'article 1^{er}.

La Région de Bruxelles-Capitale et HYDRIA comparaissent le même jour devant les mêmes notaires en vue de conférer un caractère authentique à la convention sous seing privé qu'elles ont conclue le 22 décembre 2006.

Article 5

La commune de Woluwe-Saint-Lambert se désiste de son action judiciaire précitée pendante devant le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles (et enrôlée sous le numéro R.G. 14/2329/A) lors de la signature de l'acte authentique de vente, chaque partie gardant ses frais et dépens à sa charge.

A cet effet, elle a établi des conclusions de désistement d'action dont l'original signé par les parties sera remis à HYDRIA le jour de la signature de l'acte authentique de vente.

HYDRIA s'engage à renoncer à sa demander de permis de lotir pendante lors de la signature de l'acte authentique de vente.

Article 6

La présente convention est indivisible et a un caractère transactionnel. Son exécution mettra fin à l'ensemble du litige opposant les parties.

Article 7

La présente convention est régie par le droit belge.

Elle annule et remplace la convention de transaction conclue entre les parties et datée du 1^{er} juin 2016.

En cas de doute, une clause s'interprétera toujours en faveur des objectifs essentiels précités à l'article 1^{er}.

Tout différend relatif à la présente convention, son interprétation, son exécution sera de la compétence exclusive du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles.

Fait à Bruxelles en trois exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien, le 2023.

Pour la commune

Pour HYDRIA

Pour la Région

Annexes :

Acte authentique de vente et ses annexes, à savoir :

- (1) Plans « as built » du 5 décembre 2000, dont notamment le PLAN G4A : BASS /4101/148 et PLAN EX/2091/ARC/14, G4A/BASS/4101/130A, BASS /4101/132C, BASS /4101/148, G4A/BASS/4101/131 A, G4A/BASS/4101/133 A, G4A/BASS/4101/102 D, G4A/BASS/4101/126 C, G4A/BASS/4101/143 E, G4A/BASS/4101/501 G, G4A/BASS/4101/503 E, et G4A/BASS/4102/510 B; ;
- (2) Plan de division et de mesurage du 23 juin 2022 et ses 2 annexes ;
- (3) Assurance en responsabilité civile couvrant le Lot 1 pour protéger les lots HYDRIA et leurs accessoires ;
- (4) Convention de vente du 22 décembre 2006 entre la Région de Bruxelles-Capitale et HYDRIA ;
- (5) Conclusions de désistement d'action ;
- (6) Approbation autorité de tutelle

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Zaak Sint-Lambrechts-Woluwe t/ HYDRIA - Stormwaterbekken -
Dadingsovereenkomst - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

20.03.2023/A/0031 **Affaire Woluwe-Saint-Lambert c/ HYDRIA - Bassin d'orage - Acte de division et de vente entre la commune et HYDRIA, en présence de la Région bruxelloise - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 20/12/2021 d'approuver, sous réserve de l'accord d'HYDRIA (anciennement Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau - SBGE) et de la Région bruxelloise, l'acte de division et acte valant compromis de vente entre la commune et HYDRIA, en présence de la Région, en ce compris le plan de division et de mesurage ;

Considérant qu'à la suite de la décision susvisée, le notaire ERNEUX a été chargé par HYDRIA, avec l'accord de la commune, de rédiger le projet d'acte notarié faisant suite au compromis de vente ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'approuver le projet d'acte notarié afin de finaliser l'opération souhaitée par les différentes parties depuis plusieurs années ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

DECIDE d'approuver, sous réserve de l'accord des 2 autres parties, l'acte de division et vente entre la commune et HYDRIA, en présence de la Région, en ce compris le plan de division et de mesurage, libellé comme suit :

Bureau Sécurité Juridique	DE	Antenne concernée	Droit d'écriture	Annexe (O/N)	Dossier	Répertoire
BXL 5	Exempté	BXL 5	Exempté	O	RB/PYE	99.....

DIVISION ET VENTE

Annexes (5) : (1) Plans « as built » du 5 décembre 2000, dont notamment le PLAN G4A : BASS /4101/148 et PLAN EX/2091/ARC/14, G4A/BASS/4101/130A, BASS /4101/132C, BASS /4101/148, G4A/BASS/4101/131 A, G4A/BASS/4101/133 A, G4A/BASS/4101/102 D, G4A/BASS/4101/126 C, G4A/BASS/4101/143 E, G4A/BASS/4101/501 G, G4A/BASS/4101/503 E, et G4A/BASS/4102/510 B; ; (2) Plan de division et de mesurage du 23 juin 2022 et ses 2 annexes ; (3) Assurance en responsabilité civile couvrant le Lot 1 pour protéger les lots HYDRIA et leurs accessoires ; (4) Convention de vente du 22 décembre 2006 entre la Région de Bruxelles-Capitale et HYDRIA ; (5) Conclusions de désistement d'action ; (6) Approbation autorité de tutelle

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX,

Le *,

Devant Nous, *,

A *,

COMPARAISSENT

1. **HYDRIA société anonyme de droit public**, ayant son siège à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Impératrice, 17-18, inscrire au registre des personnes morales sous le numéro 0884.649.502 à Bruxelles.

Constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Dauwe à Auderghem le vingt-sept octobre deux mille six, publié à l'Annexe au Moniteur belge du neuf novembre suivant, sous les numéros 016932326 et 327 ; dont les statuts ont été modifiés et le siège transféré à son adresse actuelle suivant acte reçu par le même notaire le dix-neuf décembre deux mille sept, publié à l'Annexe au Moniteur belge du seize janvier deux mille huit, sous les numéros 0009013 et 014.

Ici représentée conformément à l'article 29 de ses statuts, par deux administrateurs et un membre du comité de Direction de la HYDRIA nommés aux termes de l'acte constitutif précité et agissant seuls, à savoir :

a) *

b) *

Ci-après dénommée « HYDRIA », « Propriétaire » ou « Vendeur »

Et parfois, sous le titre « Statut administratif », « le Cédant »

2. La **COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**, dont l'administration est sise à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans, 2, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0207.389.859, y faisant élection de domicile, agissant conformément à l'article L-1132-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par ses organes :

- a) Monsieur **MAINGAIN Olivier** *, Bourgmestre,
b) Monsieur **LAMBERT Patrick** *, Secrétaire communal, agissant conformément à l'article 117 de la Nouvelle loi communale,
en exécution d'une délibération du conseil communal du *, devenue exécutoire ainsi qu'il résulte d'une lettre de son autorité de tutelle en date du *.
Ci-après dénommée « Acquéreur » ou « Commune ».
Et parfois, sous le titre « Statut administratif », « Cessionnaire »

A L'INTERVENTION DE

3. La **REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ou BRUSSELSE HOOFDSTEDELJIK GEWEST**, collectivité publique dont l'administration est sise à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, place Saint-Lazare 2-4, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0233.884.123

Agissant par le Ministre compétent, en l'occurrence *, partie intervenante.

Ci-après dénommée « Région » ou « Intervenante ».

AVERTISSEMENT REQUIS PAR LA LOI

- Les comparants reconnaissent que le notaire a attiré leur attention sur le droit de chaque partie de désigner librement un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier quand l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés est constaté.
- Dans ce contexte, elles nous ont requis expressément d'instrumenter seul pour recevoir l'acte, sous le bénéfice des conseils de leurs avocats respectifs.

EXPOSE PREALABLE

- Lesquelles comparantes, agissant comme dit est, en présence de l'*intervenante*, requièrent le notaire soussigné d'acter ce qui suit :

A. aux termes d'un acte reçu le 29 mars 1993 par Monsieur Jean-Pierre TILLIE, Commissaire au Premier Comité d'acquisition d'immeubles de Bruxelles (Bruxelles I), transcrit au cinquième bureau de sécurité juridique de Bruxelles, le 20 avril 1993, sous le volume 8551, numéro 13, la **Commune a cédé avec charge à la Région de Bruxelles-Capitale** (aux droits desquels est venue HYDRIA) – et engagement de rétrocession du droit de superficie dont question ci-après - un ensemble de parcelles de terrains communales situées à Woluwe-Saint-Lambert (2^{ème} division), cadastrées, selon ledit acte section D n°60c et 68k et section C n°17d, 20b2, 20c2 et actuellement section C, numéro 17FP0000, ainsi que la partie du lit du ruisseau Roodebeek, alors sans numéro cadastral, le tout tenant à la chaussée de Roodebeek et à la rue du Dries, pour une superficie de 73 ares 47 centiares 67 décimilliaries, tel que cet ensemble a été figuré sous **teinte jaune**, désigné sous **lot 2** au procès-verbal de mesurage dressé par le géomètre expert Monsieur Willy ASSELMAN, le 11 septembre 1992, demeuré annexé audit acte ;

B. ultérieurement, en vue notamment de compléter cet ensemble et suivant décision du Juge de Paix du Canton de Woluwe-Saint-Pierre rendue en date du 9 mars 1994, a été expropriée par la Région une parcelle de fond d'une superficie de 3 ares 46 centiares 49 dixmilliaires, à prendre sur la partie arrière d'une parcelle de terrain sise rue Cayershuis, cadastrée ou l'ayant été section D numéro 69/Z/2 ;

C. cet ensemble de parcelles (sous A et B), cadastré actuellement ou l'ayant été à Woluwe-Saint-Lambert (2^{ème} division), section C, numéro 17F, ci-après dénommé « *Terrain* » est mieux repris et figuré au plan dont question à

l'**annexe 1**, la première acquisition apparaissant sous **couleur jaune** et la seconde par expropriation sous **couleur rouge** ;

D. l'acte de vente précité du 29 mars 1993 (sous A) comportait également un **engagement de rétrocession d'un droit de superficie après construction du Bassin d'orage**, énoncé en ces termes : « *la vente est consentie et acceptée pour le franc symbolique ; en contrepartie, la Région s'engage à construire un bassin d'orage, d'environ trente-trois mille mètres cube (33.000 m³) sur le terrain prédicté, à recéder gratuitement à la commune un droit de superficie sur ledit terrain après construction du bassin d'orage et à assurer à ses frais, l'entretien et la gestion dudit bassin* » ;

E. la Région de Bruxelles-Capitale a ensuite procédé à l'**érection du Bassin d'orage avec ses accessoires** au sein dudit ensemble immobilier, suivant permis d'urbanisme daté du 11 février 1994. Il est fait observer que celui-ci se matérialise par un réservoir en sous-sol mais également plusieurs ouvrages érigés en sursol, identifiés en **bleu** sur le croquis dont question à l'**annexe 2** ;

F. ultérieurement, l'ensemble immobilier, en ce compris le dispositif du bassin d'orage - à savoir le *bassin d'orage lui-même avec ses accessoires et ouvrages annexes en surface* (ci-après dénommés le « Bassin d'orage ») -, a été cédé par la **Région de Bruxelles-Capitale** à **HYDRIA**, suivant acte du 22 décembre 2006 et ce, sans préjudice de l'engagement de rétrocession d'un droit de superficie au bénéfice de la **Commune** dont question ci-dessus;

G. Ensuite de ce qui précède, l'origine de propriété peut être établie comme suit :

- **HYDRIA** est actuellement propriétaire du Terrain pour l'avoir acquis de la **Région de Bruxelles-Capitale**, aux termes de l'acte du 22 décembre 2006, non transcrit. Cette convention incluait une condition résolutoire, laquelle a été levée le 28 décembre 2006 par la réalisation de la garantie concédée par la Région de Bruxelles-Capitale pour l'emprunt de quatre-vingt mille euros (80.000 €) souscrit par la HYDRIA ;

- Originairement, la REGION DE BRUXELLES-CAPITALE était propriétaire du Terrain prédicté pour l'avoir acquis comme suit :

- Partie, de la **COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**, aux termes d'un acte dressé par Monsieur Jean-Pierre TILLIE, Commissaire au Premier Comité d'acquisition d'immeubles de Bruxelles (Bruxelles I), le 29 mars 1993, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles le 20 avril 1993 volume 8851 numéro 13, à savoir : « *un ensemble de parcelles de terrain, cadastrées selon titre section D numéros 60c et 68k, et section C numéros 17d, 20b2, 20c2, et la partie de l'ancien lit du ruisseau Roodebeek, sans numéro cadastral, tenant à la chaussée de Roodebeek et à la rue Dries, pour une superficie totale de septante-trois ares quarante-sept centiares soixante-sept décimilliaires (73 a 47 ca 67 dm)* ». Il est rappelé que cet acte comportait notamment les mentions et la réserve suivantes : « *L'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de la création d'un bassin d'orage entre la chaussée de Roodebeek et la rue Dries (Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 12 décembre 1991, publié au Moniteur belge le 7 juillet 1992).* » et « *La vente est consentie et acceptée pour le franc symbolique ; en contrepartie, la Région s'engage à construire un bassin d'orage, d'environ trente-trois mille mètres cubes (33.000 m³) sur le terrain prédicté, à recéder gratuitement à la Commune un droit de superficie sur ledit terrain après construction du bassin d'orage et à assurer à ses frais, l'entretien et la gestion dudit bassin* »,

- Le solde, étant selon le jugement formant titre, « *une parcelle de fond (achtergrond) de trois ares quarante-six centiares quarante-neuf dixmilliaires étant la partie arrière d'une parcelle de terrain sise Cayershuissstraat, cadastrée ou l'ayant été section D numéro 69 Z 2 pour vingt-huit ares quarante-six centiares* », pour l'avoir acquise des consorts 1° **DRAECK Charles** Joseph (Etterbeek, 23 août 1939) à Sint-Stevens-Woluwe ; 2° **CARION Agnès** Marie Eveline (Tollembeek, 30 octobre 1944) à Sint-Stevens-Woluwe ; 3° **DRAECK Joseph** Julien (Ixelles, 28 juin 1943) à Kraainem ; 4° **PRAET Elise** Alberta (Ninove, 27 avril 1952) à Kraainem, aux termes d'un jugement d'expropriation définitive rendu par Monsieur le Juge de paix du Canton de Woluwe-Saint-Pierre en date du 9 mars 1994, transcrit au cinquième bureau de sécurité juridique de Bruxelles le 28 du même mois, sous le volume 8.800, numéro 4.

INTENTIONS COMMUNES DES COMPARANTS ET INTERVENANTS - ACCORD CONCLU DANS UN CONTEXTE ÉVOLUTIF

- Les comparants poursuivent l'exposé comme suit :

A. Sur le terrain, la Région de Bruxelles-Capitale a effectivement érigé à ses frais le Bassin d'orage, suivant notamment le plan « as built » du 05/12/2000 référence G4A / BASS / 4101 / 148 PLAN EX/2091/ARC/14, G4A/BASS/4101/130A, BASS /4101/132C, BASS /4101/148, G4A/BASS/4101/131 A, G4A/BASS/4101/133 A, G4A/BASS/4101/102 D, G4A/BASS/4101/126 C, G4A/BASS/4101/143 E, G4A/BASS/4101/501 G, G4A/BASS/4101/503 E, et G4A/BASS/4102/510 B (cfr. *infra*, Titre I, Chapitre 1, Article 1) ; comme exposé ci-dessus, ce Bassin d'orage est actuellement propriété de HYDRIA (sans préjudice de l'engagement de rétrocession) ;

B. Ultérieurement, il est apparu que l'objectif de l'engagement de rétrocession de superficie dont question ci-dessus, - repris dans l'acte intervenu entre la Commune de Woluwe-Saint-Lambert et la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 1993 -, en l'occurrence permettre l'aménagement de la surface du Terrain (sursol) aux frais, profits et risques de la Commune précitée, dans un cadre juridique compatible avec le Bassin d'orage, ouvrage d'utilité publique érigé par la Région, à ses frais, serait mieux rencontré dans le cadre d'une cession en pleine propriété amputée toutefois d'une réserve perpétuelle d'emprise d'utilité publique en sous-sol sur un volume, lui-même dédié à l'accueil de cet ouvrage. En effet, de la volonté commune des Comparants et de l'Intervenante est de préserver la pleine propriété du Bassin d'orage au bénéfice de la Région de Bruxelles-Capitale- ou à toute personne morale de droit public qu'elle se sera substituée, à savoir actuellement HYDRIA, dans le cadre de sa mission de service public -. Les Comparants et Intervenants ont exposé, dans le cadre de leurs discussions préliminaires intervenues avant l'entrée en vigueur du livre 3 du Code civil, vouloir également se prévaloir au besoin et subsidiairement, - c'est-à-dire, pour le cas où par extraordinaire, de la notion d'emprise et de son caractère perpétuel antérieurement au 1^{er} septembre 2021 (cfr. Cass., 6 septembre 2018, C.17.0265.F) seraient remis en cause par une décision définitive -, du régime de l'article 3.180, alinéa 2, 1° du Code civil (droit de superficie à vocation perpétuelle, en raison d'un ouvrage bénéficiaire d'un régime de domanialité publique) et ce, à dater du 1^{er} septembre 2021 ;

C. Plus précisément, la technique utilisée pour la construction du Bassin d'orage permet légitimement de présager pour celui-ci une probable très longue

durée de vie et ainsi, de créer au profit de tiers, en surplomb de celui-ci, des droits de pleine propriété ;

D. Corollairement, il est apparu que, dans l'hypothèse d'une cession en pleine propriété, les ouvrages constitutifs du Bassin d'orage devaient en toute hypothèse être protégés sans limite de temps et ce, en vue de permettre à la Région - ou à toute personne morale de droit public qu'elle se sera substituée, à savoir actuellement HYDRIA, dans le cadre de sa mission de service public -, d'assurer la pérennité dudit Bassin d'orage (avec ses accessoires), ainsi que de conserver la pleine propriété de tous ouvrages y relatifs, ce qui constitue en soi un objectif essentiel de la présente convention accepté par tous les Comparants et Intervenants ;

E. La vente du Terrain est par conséquent amputée ou grevée d'une emprise perpétuelle d'utilité publique avec l'ensemble des servitudes perpétuelles y attachées pour en assurer la pleine fonctionnalité, aujourd'hui et demain (servitude de tour d'échelle, de passage, de vue et jour, d'accès, ...) nécessaires à la pleine et entière utilisation du Bassin d'orage, accessoires compris et ce, quelles qu'en soient les circonstances (fonctionnement normal, dysfonctionnement, ...), et sans aucune limite dans le temps ;

F. Indépendamment du caractère réelde cette emprise et des servitudes y attachées à transcrire au bureau de sécurité juridique compétent, tout acte ou convention devra d'office être assortie d'une *clause de subrogation personnelle* incluant un engagement exprès et personnel complémentaire de respecter celles-ci (emprise et servitudes et subsidiairement, droit de superficie à vocation perpétuelle), s'agissant d'un élément substantiel aux consentements des Comparants et Intervenant, toutes les servitudes et cet engagement exprès et personnel devant être retranscrites d'acte en acte, la vente étant à défaut, nulle ;

G. Enfin, il est apparu préférable pour la Commune d'acquérir le Terrain sous une partie duquel est érigé le Bassin d'orage, - et à l'exclusion du volume de l'emprise relatif audit Bassin d'orage lui-même -, toujours en pleine propriété, en vue pour l'instant d'y aménager un parc en sursol ;

H. Toutefois, afin de préserver la possibilité d'un éventuel aménagement urbanistique du Lot 1 (cfr. ci-après, Titre I, chapitre un, article 3) à long terme, les comparants ont déjà prévu, au mieux, les servitudes qui s'appliqueraiennt le cas échéant, toujours dans le strict respect des conditions énoncées ci-avant aux points D, E et F ;

I. Le contrat présentement authentifié prévoit, à titre infiniment subsidiaire, que si par impossible cette vente en pleine propriété avec emprise perpétuelle d'utilité publique devait être remise en cause ou requalifiée par une juridiction quelconque à travers une décision définitive, HYDRIA retrouverait la pleine propriété du Terrain et concédera simultanément un droit d'emphytéose/ou de superficie équivalent – notamment quant à sa durée (ce droit étant accordé, si possible, à titre perpétuel. En tout état de cause, il ne pourrait pas être accordé pour une durée inférieure à 99 ans) à la Commune (cfr. ci-après Titre II, article 13). ;

J. De l'accord exprès des Comparants, il est encore convenu et toujours dans le même contexte, que cette mutation s'opérerait par la constitution d'options croisées activables en cas de décision judiciaire remettant en cause ou requalifiant la vente en pleine propriété avec servitude d'utilité publique. Toutefois, cette condition subsidiaire deviendrait automatiquement caduque si la possibilité de dissocier de manière perpétuelle la propriété du sol et du sous-sol ne prêtait plus à discussion d'un point de vue juridique, que ce soit par la création d'un cadre légal autorisant expressément ce montage juridique ou par une jurisprudence suffisamment établie.

FORMALITÉS PRÉALABLES DE DIVISION

- En vue de la division juridique à résulter de ce qui précède, un plan de mesurage et de division, enregistré sous le numéro *, a été dressé, le 23 juin 2022, par le géomètre-expert Denis Pierlot, à 1200 Bruxelles, sur la parcelle actuellement cadastrée sous Woluwe-Saint-Lambert, division 2 section C, numéro **17F P0000**, aboutissant à la création de quatre lots (appelé ci-après « **Plan de division et de mesurage** »).
- Ce Plan de division et de mesurage a été communiqué aux autorités urbanistiques, conformément à l'article 104 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après « **COBAT** »).

OBJETS DE L'ACTE : **DIVISION ET SERVITUDES - VENTE**

- En conséquence, le présent acte a notamment pour objet :
 - 1°) dans le respect de l'article 104 du COBAT, d'opérer la **division juridique du Terrain** et de constituer les **servitudes** devant grever le « *Lot 1* » dès sa vente à un tiers, ainsi que de fixer les droits et obligations à imputer impérativement au(x) futur(s) propriétaires de ces lots et de leurs ayants droit à tous titres, eu égard à l'existence du Bassin d'orage et à la situation des lieux ;
 - 2°) d'acter la **cession en pleine propriété à la Commune** dudit « *Lot 1* », grevé de servitudes.

PROTECTION LIÉE À LA DOMANIALITÉ PUBLIQUE

- Interpellée par le notaire instrumentant à propos de l'existence d'une limitation inhérente au régime de domanialité publique, la SGBE, en sa qualité de « personne de droit public », reconnaît que l'opération immobilière visée aux présentes ne contrevient en rien à l'intérêt général et en particulier à la continuité du service public, en raison du statut juridique du Bassin d'orage tel que précisé ci-dessus, qui doit en tout état de cause permettre de rencontrer perpétuellement les objectifs essentiels rappelés ci-après :
 - a) la pleine et entière propriété du Bassin d'orage, y compris l'ensemble de ses accessoires (éléments techniques, accès, ...), à HYDRIA ;
 - b) sa pleine et entière maîtrise par a HYDRIA ;
 - c) la préservation de son intégrité et de son fonctionnement, sans entrave.
 - En conséquence, le notaire est expressément requis d'authentifier la convention formée le [* x] 2021, en vue de lui permettre de sortir ses pleins et entiers effets et notamment de lui conférer une force exécutoire et après transcription, une opposabilité aux tiers visés à l'article 3.30 du Code civil.
- CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ACCEPTÉ CE QUI SUIT :**

Titre I - ACTE DE BASE DU TERRAIN (DIVISION JURIDIQUE DU TERRAIN ET SERVITUDES)

CHAPITRE UN - MENTIONS PRÉALABLES ET DIVISION JURIDIQUE DU TERRAIN

Article 1^{er} - Objectifs essentiels

- Les parties conviennent que la présente convention ainsi que tout acte translatif de droit réels et/ou de droit de jouissance successif devront

impérativement garantir, en toute circonstance, et sans aucune limite dans le temps :

1. la pleine et entière propriété du Bassin d'orage, y compris l'ensemble de ses accessoires (éléments techniques, accès, ...), à HYDRIA ;
 2. sa pleine et entière maîtrise par HYDRIA ;
 3. son intégrité et son fonctionnement, sans entrave.
- Il s'agit là des garanties essentielles, sans lesquelles HYDRIA n'aurait jamais contracté.

Article 2 - Plans

- En vue notamment de sa division juridique, le Terrain a fait l'objet des PLANS suivants, dont un original restera ci-annexé après avoir été signé « *ne varietur* » par les Comparants et nous notaire :
 1. Plan « *as built* » du 05/12/2000 intitulé « *Exploitation de la surface située sur la dalle de toiture du bassin d'orage* », référence G4A / BASS / 4101 / 148, G4A/BASS/4101/130A, PLAN EX/2091/ARC/14BASS /4101/132C, BASS /4101/148, G4A/BASS/4101/131 A, G4A/BASS/4101/133 A, G4A/BASS/4101/102 D, G4A/BASS/4101/126 C, G4A/BASS/4101/143 E, G4A/BASS/4101/501 G, G4A/BASS/4101/503 E, et G4A/BASS/4102/510 B,
 2. Plan de division et de mesurage dressé par le géomètre Denis Pierlot en date du 23 juin 2022, divisant le Terrain en QUATRE LOTS (cfr. ci-après, Titre I, chapitre un, article 3).

Article 3 - Division du terrain

- En vue de la division juridique, le Plan de mesurage et de division a été dressé. Il aboutit à la création de quatre lots.
- Conformément à l'article 104 du COBAT, ce Plan de division et de mesurage a été communiqué par le notaire au Collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué, 30 jours avant la date prévue pour la signature de l'acte, ainsi qu'une attestation précisant la nature de l'acte et la destination des « lots » mentionnée dans l'acte.
- En date du ***** et du ***** , le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué ont émis les observations suivantes : ***** et *****
- La Commune confirme, au besoin, qu'aucun lot ne comporte d'ouverture de nouvelles voies de communication, de modification du tracé de voies de communication communales existantes, d'élargissement ou de suppression de celles-ci au sens des articles 103 et suivants du COBAT.

Article 4 - Déclaration de division

- Le Propriétaire déclare opérer par les présentes, en vue de la vente du Lot 1 actée ci-après, la division juridique du Terrain en quatre lots conformément au plan de division et de mesurage visés ci-dessus, à savoir :
 - a) **LOT UN** (ci-avant et ci-après le « **Lot 1** »), liseré **rose** audit plan, d'une superficie mesurée de 67 ares 07 centiares, destiné à être cédé en pleine propriété à la Commune, grevé de servitudes perpétuelles, pré cadastré et identifié sous le numéro ***.
 - b) **LOT DEUX**, liseré **vert** audit plan, d'une superficie de 2 ares 16 centiares,

destiné à être conservé en pleine propriété par le Propriétaire actuel, précadastré et identifié sous le numéro ****.

c) **LOT TROIS**, liseré bleu audit plan, d'une superficie de 3 ares 08 centiares, destiné à être conservé en pleine propriété par le Propriétaire actuel, précadastré et identifié sous le numéro ****.

d) **LOT QUATRE**, liseré bleu audit plan, d'une superficie de 4 ares 63 centiares, destiné à être conservé en pleine propriété par le Propriétaire actuel, précadastré et identifié sous le numéro****.

- Les lots deux, trois et quatre sont ci-après dénommés ensemble les « *Lots HYDRIA* ».

CHAPITRE DEUX - CONSTITUTION D'EMPRISE ET DE SERVITUDES PERPÉTUELLES AVEC OBLIGATIONS RÉELLES ACCESSOIRES

- Dans la perspective de la vente du Lot 1, sont constituées, d'une part, une emprise perpétuelle et, d'autre part, des servitudes perpétuelles et obligations réelles accessoires, aux conditions énoncées ci-après, au profit des Lots conservés par HYDRIA et à charge du Lot 1 ; ces emprises et servitudes, en toutes leurs conditions, trouvent leur raison d'être dans l'existence, en dessous de la surface de ce Lot 1, outre ses accessoires en surface, du Bassin d'orage.

- Par ailleurs, un accès carrossable à la « zone de dalle plantée » est prévu conformément au PPAS n°14bis. Cet accès carrossable, de 13 mètres de large, est à cheval sur le lot 1 (pour les 2/3) et sur le lot 3 (pour 1/3). Cet accès carrossable est consacré par (i) une servitude d'accès au profit des Lots HYDRIA, et à charge du Lot 1, sur 9,5 mètres de large, pour permettre l'accès de véhicules à la « zone de dalle plantée » (reprise au PPAS n° 14bis) sur une largeur totale de 13,00 mètres, et aux parkings qui seraient, le cas échéant, aménagés dans cette zone (ii) une servitude d'accès au profit du Lot 1, et à charge du Lot 3, sur 3,5 mètres de large pour permettre l'accès de véhicules aux parkings qui seraient, le cas échéant, aménagés dans cette zone. Enfin (iii) une servitude de surplomb est également constituée à charge du Lot 3, au profit du Lot 1 afin de permettre la construction au-dessus de l'accès à l'éventuel parking situé dans la « zone de dalle plantée » en partie sur le Lot 3 qui se trouve en zone d'habitation. Afin de permettre l'accès à la « zone de dalle plantée » ou à l'éventuel parking, une servitude de non aedificandi à charge du Lot 1, au profit des lots HYDRIA est prescrite.

- L'emprise, les servitudes et obligations prendront effet dès la cession du Lot 1 prévue au Titre II ci-après, et s'imposeront aux parties ainsi qu'à tous ayants droit à tout titre de celui-ci quant audit Bien ; celles-ci seront de plein droit subrogées dans les droits et obligations du cédant du chef de celles-ci et pour autant que de besoin, dès lors qu'elles participent au statut réel de ces biens.

- Nonobstant le caractère réel desdites servitudes perpétuelles, en toutes leurs conditions, l'Acquéreur s'engage également personnellement à respecter lesdites servitudes perpétuelles qui grèvent le Lot 1. Cet engagement personnel complémentaire devra être retranscrit d'acte/convention en acte/convention, en rappelant le caractère substantiel de celles-ci ; à défaut la vente sera entachée de nullité, et non opposable au Propriétaire, ou à tout autre responsable de la gestion du bassin d'orage et de ses accessoires. La nullité pourra être invoquée à première demande par le propriétaire ou gestionnaire du Bassin d'orage.

Article 1er - Emprise perpétuelle et servitudes d'utilité publique et perpétuelles

- Le propriétaire des Lots HYDRIA demeurera plein propriétaire du Bassin

d'orage et plus généralement de tous les ouvrages et de toutes les plantations érigées en sous-sol et accessoirement en sursol, avec les servitudes y attachées, dans le cadre d'une emprise en sous-sol (Cfr. Exposé préalable).

- Cette emprise avec les servitudes y attachées vise notamment à l'exercice d'une mission de service public et à ce titre, grève le Lot 1 pour cause d'utilité publique, à titre perpétuel et gratuit, au profit des Lots HYDRIA qui restent actuellement la propriété de la HYDRIA.
- Pour l'ensemble des servitudes, l'Acquéreur déclare renoncer fermement et irrévocablement à se prévaloir du bénéfice du régime d'extinction qui pourrait exister en cas de non utilisation des servitudes, que ce régime soit prescrit par les articles 703,706, 707, 708 et 710bis de l'ancien Code civil, ou tout autre disposition présente ou à venir (articles 3.126 et 3.128 du Code civil).

1.1. Emprise :

- Le Lot 1 est grevé d'une emprise en dessous et accessoirement, au-dessus de sa surface, correspondant exactement au volume des ouvrages et accessoires du Bassin d'orage tel que construit en aplomb dudit Lot 1 et dont la projection plane figure au PLAN G4A : BASS / 4101 / 148 précité formant annexe au présent acte (voir Titre I, Chapitre un, article 2). Cette emprise consiste en un volume incluant des ouvrages avec leurs accessoires constitutifs du Bassin d'orage afin de permettre au Propriétaire de maintenir au sein de ce volume, les constructions, ouvrages et accessoires qui constituent le Bassin d'orage ainsi que d'en rester plein propriétaire.

- Sans préjudice des éléments affleurants ou érigés en surface comme indiqué aux plans ci-annexés, en ce compris les cheminées de ventilation qui restent également appartenir au Propriétaire, la limite du volume d'emprise est constituée en chaque endroit par les éléments externes de la chape de béton enrobant le Bassin d'orage, sans que l'on doive notamment se référer à un niveau altimétrique donné.

- Ce volume s'étendra jusqu'à 45 mètres en dessous du niveau du Terrain, dans les limites reprises au Plan de division et de mesurage.

- Le volume est défini :

- géométriquement par référence à des Chiffres associés chacun à un nombre. Chaque Chiffre associée à un nombre est elle-même définie sur base des coordonnées Lambres (X et Y),
- et planologiquement par référence à une ou plusieurs parcelles plans. Dans ce dernier cas, elle peut compter plusieurs volumes cadastraux.

- **Représentation géométrique**

Pt géométrique	X	Y	Description
2	198.86	220.82	Axe mitoye, façade arrière
3	215.01	228.71	Coin bâti (hors bardage)
4	220.32	217.91	Coin bâti (hors bardage), alignement à rue

5	240.77	227.90	Coin bâti (hors bardage), alignement à rue
6	235.48	238.76	Coin bâti (hors bardage), façade arrière
7	242.14	241.99	Coin bâti façade arrière
8	243.47	253.45	Non matérialisé, alignement façade arrière
9	255.40	252.11	Non matérialisé, alignement à rue
11	262.48	315.99	Coin muret, alignement à rue
12	258.02	320.13	Coin muret, alignement à rue
13	184.19	314.08	Coin bâti (hors bardage), alignement à rue
14	184.61	308.91	Coin bâti (hors bardage), façade arrière
15	184.27	308.79	Coin bâti, façade arrière
16	199.60	266.12	Coin bâti
17	195.65	264.69	Coin bâti
18	183.36	298.97	Alignement bâtiment
19	165.27	297.48	Non matérialisé
21	167.39	272.07	Non matérialisé
22	172.52	272.73	Non matérialisé

1.2. Servitude de *non aedificandi*

a) Principe :

- Corrélativement, le Lot 1 est grevé d'une servitude de *non aedificandi* sur l'ensemble de la surface du terrain, excepté l'installation de mobilier destiné à agrémenter la transformation des lieux en parc, et sous réserve du strict respect des conditions techniques permettant d'assurer l'intégrité du Bassin d'orage, et des conditions émises à l'article 2 du présent Chapitre.
- En conséquence, tout aménagement du Lot 1 sera soumis à l'accord préalable et exprès de HYDRIA qui pourra s'y opposer, si elle considère que l'intégrité du Bassin d'orage est susceptible être menacée.

b) Limite - Caducité de la servitude de non aedificandi en cas d'obtention d'un permis d'urbanisme :

- Sous réserve de ce qui est exposé aux deux derniers alinéas, la servitude de *non aedificandi* visée ci-dessus sera caduque en cas (i) d'obtention et (ii) de

mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, définitif et purgé de tout recours généralement quelconque, ou de toute autorisation administrative à venir équivalente, autorisant la construction d'immeubles le long de la rue Dries et/ou de la chaussée de Roodebeek ; pour autant, ce(s) permis ne pourra/pourront jamais affecter ni l'intégrité, ni le bon fonctionnement du Bassin d'orage, et respectera l'ensemble des droits et servitudes décrites dans le cadre de la présente.

- La servitude de *non aedificandi* sera considérée comme caduque à partir du moment où, outre la réunion des conditions précitées au 1^{er} aliéna, la commune de Woluwe-Saint-Lambert, ou toute autre personne qui lui succéderait dans ses droits et obligations, transmettra à HYDRIA 1) une lettre lui notifiant son intention de mettre en œuvre son permis d'urbanisme et 2) une attestation émanant d'une compagnie d'assurances notoirement solvable de ce que le lot 1, et le cas échéant, les actes, travaux et bâtiments seront assurés : 1°) pour la période des travaux, et ce sans préjudice de l'assurances en responsabilité civile qui devra être maintenue sans limite dans le temps conformément à l'article 4, 4^{ème} tiret, par une assurance:

(i) tous risques chantiers (« TRC »), qui couvre, sur la base des conditions habituelles accordées pour ce type de contrat :

- a. tous les édificateurs (maître de l'ouvrage, maître de l'ouvrage délégué, direction des travaux, entrepreneur général, sous-traitant,...) ;
- b. pendant :
 - i. la période de construction, montage, essai qui court à partir du début des travaux jusqu'au premier en date des faits suivants : réception provisoire, occupation ou mise en service ;
 - ii. pendant la période de maintenance qui prend effet au terme de la période de construction pour une durée de deux ans maximum,
- c. pour les dommages corporels, matériel et immatériel imputable à tout fait dommageable, en ce compris notamment : l'incendie, l'explosion, l'eau, mouvements de construction, les affaissements, glissements et éboulements de terrain et en général mouvement du sol, troubles de voisinages, ...
- d. Causés aux tiers et personnes indemnisables, en ce compris HYDRIA ou ses ayants cause ;
- e. pour une couverture minimum d'un million cinq cents mille (1.500.000 €) par sinistre.

(ii) couvrant la garantie décennale, sur la base des conditions habituelles accordées pour ce type de contrat.

L'attestation de ces deux assurances devra être notifiées 45 jours avant le début des travaux à HYDRIA, ou toute autre personne qui lui succéderait dans ses droits et obligations, et sera soumise à l'approbation de son courtier en assurance.

2°) pour la réception provisoire au plus tard : sans préjudice des assurances précitées en 1°) (i) et (ii), par une assurance:

(iii) couvrant le risque global d'incendie et d'explosion touchant à l'étanchéité et périls connexes, qui inclut l'indemnisation des tiers/voisins /locataires des conséquences des sinistres survenus dans le bien assuré, pour les mêmes dommages et la même couverture minimum précités pour l'assurance TRC.

En cas de difficulté quant à la souscription des assurances précitées, les parties s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais et s'obligent à négocier

dans un esprit de loyauté et de bonne foi un accord amiable.

La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par lettre recommandée ou par courrier électronique avec accusé de réception en indiquant les éléments de cette difficulté.

Dans l'hypothèse visée aux deux premiers alinéas du présent article 1.2.b), la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis pourra seulement être aménagée en espaces verts liés aux bâtiments.

Toutefois, en cas de construction de logements, pourraient être autorisés des emplacements de parage bâties ou non-bâties et/ou des locaux strictement réservés à des locaux vélo.

1.3. Servitude de tour d'échelle et d'entretien :

- Est constituée corollairement à charge du Lot 1 et au profit des Lots HYDRIA, ainsi qu'au profit du Bassin d'orage en sous-sol, de tous ses accessoires en surface tels que repris aux plans « *as built* » ci-annexés (notamment mais non restrictivement trémies d'accès, cheminées de ventilation, dispositifs d'équilibre de la nappe phréatique, murs emboués, ...) ainsi qu'à celui des bâtiments et ouvrages érigés et/ou à ériger sur les Lots HYDRIA, la servitude nécessaire dite « de tour d'échelle » assurant l'intervention et le passage du propriétaire ou gestionnaire dudit Bassin d'orage, ainsi que tous délégués, avec leurs véhicules (camions et camionnettes) et matériels, visant à leur permettre d'assurer à leurs frais et sans limite de temps, la surveillance, l'entretien et les réparations de toute nature au Bassin d'orage et à ses accessoires. Autour des bâtiments érigés et/ou à ériger sur les Lots HYDRIA, cette servitude aura une largeur de 3,50 m calculé à partir de la façade arrière des bâtiments (cfr. le plan de division et de mesurage du 23 juin 2022 ci-annexé).
- Cette servitude de tour d'échelle et d'entretien sera conservée en cas de construction d'un éventuel parking.
- Depuis le parking à éventuellement ériger au-dessus de la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis, un accès à la toiture dudit parking sera aménagé pour permettre l'accès du personnel de HYDRIA aux cheminées de ventilation du bassin d'orage pour leur entretien.
- Sur la partie hachurée, autour du « lot 4 » figurant au plan de division et de mesurage ci-annexé, et uniquement sur cette partie, cette servitude prendra fin le jour où des bâtiments ou ouvrages dûment autorisés seront construits par l'Acquéreur du Lot 1 et/ou ses éventuels ayants droits.
- Par ailleurs, afin de garantir cette servitude autour du « lot 4 », la HYDRIA est autorisée à faire ériger à ses frais une clôture à l'air libre ou dans le parking. Cette clôture sera entretenue par l'Acquéreur du Lot 1 et ses éventuels ayants droit

1.4. Servitude de vue, de jour et d'aération

- Le Lot 1 est grevé d'une servitude de jour, de vue et d'aération du fait de l'homme, au profit des lots n° 2, 3 et 4. Cette servitude est destinée à assurer des vues, un éclairage et une ventilation naturelle de la partie arrière des constructions ou ouvrages établis ou à établir sur ces lots.

1.5. Servitudes d'accès

- **1.5.1.** Il est instauré, à charge du Lot 1 et au profit des Lots HYDRIA, une

servitude d'accès, notée « b », sur le plan de division et de mesurage ci-annexé, conformément à ce qui est prescrit par le PPAS n° 14bis, aux trois cheminées de ventilation du Bassin d'orage. Cette servitude doit permettre l'accès à un côté de chaque cheminée de ventilation par un véhicule n'excédant pas le gabarit d'une camionnette. Elle doit également permettre l'accès à pied aux cheminées de ventilation sur la toiture de l'éventuel parking à ériger sur la « zone de dalle plantée » reprise au PPAS n° 14bis. Le tracé de cette servitude tel qu'indiqué sur le plan de division et de mesurage peut être modifié en fonction d'impératifs techniques, et moyennant accord préalable et écrit des parties.

- **1.5.2.** Il est instauré à charge du Lot 1, et au profit des Lots HYDRIA, une servitude d'accès, notée « a » sur le plan de division et de mesurage ci-annexé, le long de la limite cadastrale Ouest du Bassin d'orage. Cette servitude doit permettre l'accès par des piétons à des installations techniques du Bassin d'orage situées le long de ladite limite Ouest du Bassin d'orage. Le tracé de cette servitude tel qu'indiqué sur le plan de division et de mesurage peut être modifié en fonction d'impératifs techniques, et moyennant accord préalable et écrit des parties.
- **1.5.3.** Il est instauré un accès carrossable depuis la rue Dries à la « zone de dalle plantée », conformément au PPAS n° 14bis. Cet accès carrossable, de 13 m de large, se retrouve à cheval sur le lot 1 (pour les 2/3) et sur le lot 3 (pour 1/3). Il est localisé par un « liseré d'accès » est indiqué au plan de division et de mesurage.
 - Cet accès carrossable est consacré conjointement par :
 - (i) une servitude d'accès au profit des Lots HYDRIA, et à charge du Lot 1, sur une largeur de 9,5 mètres, pour permettre l'accès de véhicules (camions, camionnette) à la zone de dalle plantée et, aux parkings qui seraient, le cas échéant, aménagés dans cette zone ;
 - (ii) une servitude d'accès au profit du Lot 1, et à charge du Lot 3, sur une largeur de 3,5 mètres, pour permettre l'accès de véhicules aux parkings qui seraient, le cas échéant, aménagés dans cette zone ;
 - (iii) une servitude de surplomb constituée à charge du Lot 3, au profit du Lot 1, afin de permettre la construction au-dessus de l'accès carrossable à la zone de dalle plantée, selon les modalités reprises *infra* au point 1.6
 - (iv) une servitude de *non aedificandi* à charge du Lot 1, au profit des lots HYDRIA, afin de conserver, en cas de construction, l'accès carrossable à la zone de dalle plantée, selon les modalités reprises *infra* au point 1.6.

1.6. Servitude de surplomb et servitude de *non aedificandi*

- Une servitude de surplomb grève le Lot 3, au profit du Lot 1, afin de permettre la construction au-dessus de l'accès à l'éventuel parking situé en partie sur le Lot 3 qui se trouve en zone d'habitation.
- Afin de garantir un accès de 13 m de large, cette servitude de surplomb devra laisser un passage libre au rez-de-chaussée de 3,50 mètres sur le lot 3 et d'une hauteur de 3,50 mètres.
- Afin de garantir cet accès de 13 mètres de large, une servitude de *non aedificandi* grève le lot 1, au profit des lots HYDRIA, sur une largeur de 9,5 mètres et une hauteur de 3,50 mètres.

Article 2 - Servitudes relatives aux constructions et plantations - Charges réelles grevant le Lot 1

- Toute construction ou ouvrage sur le Lot 1 (sans préjudice de l'interdiction absolue énoncée à l'article 5 du présent chapitre) respecte scrupuleusement et en tout temps les charges réelles suivantes :
 1. en aucun cas il ne peut être porté atteinte à l'étanchéité du Bassin d'orage ;
 2. sont interdites toutes constructions à ériger sur le Lot 1 engendrant des sollicitations et efforts de réduction plus grands que ceux qu'engendrerait une charge uniformément répartie de cinq tonnes par mètre carré ($5T/m^2$) plus une charge variable de deux tonnes par mètre carré ($2T/m^2$) ,
 3. en cas de construction sur le Bassin d'orage, les cheminées de ventilation seront rehaussées sans frais pour le propriétaire dudit Bassin, de manière à assurer un fonctionnement aussi performant qu'en l'absence de ces constructions ou ouvrages,
 4. les arbres de haute futaie sont évidemment interdits, ainsi que les plantations dont les racines pourraient porter atteinte à l'étanchéité de la chape,
 5. le stockage de carburants est interdit ; seuls les chauffages au gaz ou à l'électricité étant autorisés,
 6. les terres situées sur la dalle de protection de la chape ne peuvent être enlevées car elles contribuent à la stabilité de l'ouvrage vis-à-vis de la nappe aquifère. En cas d'exécution de construction sur la toiture, les terres peuvent être enlevées localement et stockées à une distance n'excédant pas 6 mètres de leur lieu d'origine sur la toiture pour être évacuées lorsque le poids de la construction est supérieur à la charge de terre calculée avec un point spécifique de $1,60\ t/m^3$;
 7. sur les zones non couvertes par le parking à ériger sur la dalle du bassin d'orage, aucune construction ou ouvrage ne pourra être érigée dans la zone de dalle plantée reprise au plan du PPAS n° 14bis, à l'exception de cabanes de jardin en matériau léger et sous réserve de l'accord exprès et préalable de HYDRIA, et de toutes autorisations administratives préalables à obtenir ;
 8. toute connexion directe avec le Bassin d'orage est interdite.

Article 3 - Obligation de moyens du Propriétaire

- Le Propriétaire déclare que tous les travaux d'aménagement des ouvrages constitutifs du Bassin d'orage ont été effectués par la Région de Bruxelles-Capitale dans les règles de l'art et conformément à tous les permis requis, et s'engage à titre d'obligation de moyens et non de résultat à effectuer l'entretien et les réparations nécessaires au Bassin d'orage et ses accessoires, de manière à éviter toute incommodité anormale ou accident tant aux constructions ou ouvrages qui seront érigées sur le Lot 1 qu'à leurs occupants à tous titres, ceux-ci devant supporter sans dédommagement tout inconvénient pouvant résulter de l'entretien, des réparations et de l'exploitation du Bassin d'orage et de ses accessoires.

Article 4 - Obligations du propriétaire du Lot 1

- Le propriétaire du Lot 1, fonds servant, ainsi que ses ayants droit à tous titres, sont expressément, personnellement, de manière ferme et irrévocable tenus :
 - de respecter et de faire respecter toutes les servitudes présentement constituées à charge du Lot 1 et toutes leurs conditions notamment

d'exercice,

- de reprendre intégralement ces emprises/servitudes dans toute demande de permis d'urbanisme qui serait introduite pour la réalisation d'actes et travaux, ou la construction d'immeubles sur ce terrain et à les maintenir dans ladite demande, jusqu'à l'obtention du permis, par le fait que l'ensemble des protections civiles et administratives reprises au Chapitre 2 sont essentielles en vue de garantir l'intégrité et le bon fonctionnement du Bassin d'orage,
- de préserver et de faire préserver dans leur ensemble les protections civiles et administratives reprises au Chapitre 2, quel que soit le projet final - à court, moyen ou long terme - de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou de tout tiers, sur le terrain,
- afin de garantir l'exercice perpétuel desdites servitudes, d'entretenir, réparer et renouveler les constructions, aménagement et parachèvement qui seront érigées en surface du lot 1 (à l'exception des accessoires du Bassin d'orage situés en surface, dont l'entretien incombe au propriétaire du Bassin d'orage), de manière telle que les constructions constitutives du Bassin d'orage ne souffrent aucunement d'un défaut d'entretien des constructions et aménagements en surface, et que soit évitée toute cause d'accident, tant aux constructions constitutives du Bassin d'orage qu'à leurs occupants et usagers à tous titres,
- d'effectuer, dans la ligne de ce qui précède, et pour ce qui concerne leurs constructions privatives, tous travaux d'entretien, de réparation et de remplacement en temps utile, à leurs frais exclusifs, sans intervention généralement quelconque du propriétaire du Bassin d'Orage ou de ses ayants droit à tout titre, de contracter et maintenir sur le Lot 1, pendant toute la durée d'existence du Bassin d'orage, une assurance en responsabilité civile couvrant le Lot 1 et ses accessoires.
- Les parties conviennent que l'assurance en responsabilité civile dont dispose actuellement la commune (annexe 3) contient des limites et garanties suffisantes car le Lot 1 ne sera pas pour l'instant rendu accessible au public par la commune, et qu'il ne sera pas construit.
Si la commune devait décider à l'avenir de rendre le Lot 1 accessible au public ou de lancer des constructions, les parties s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais pour discuter de la souscription d'éventuelles assurances complémentaires et s'obligent à négocier dans un esprit de loyauté et de bonne foi un accord amiable en la matière.
A cette fin, la commune devra informer préalablement HYDRIA par lettre recommandée ou par courrier électronique avec accusé de réception de sa décision de rendre le Lot 1 accessible au public ou de lancer des constructions.
- En cas de construction sur le lot 1, de respecter strictement l'obligation de souscrire aux assurances complémentaires exigées par l'article 1.2,b, ainsi que les obligations de notification des attestations de ces assurances, également requises par ladite disposition.
- La commune, ou toute personne qui viendrait à se subroger à ses droits, remettra à HYDRIA, ou à ses ayants droits, chaque année une attestation d'assurance couvrant la période ainsi que, si HYDRIA - ou ses ayants droits le lui demande -, la preuve de paiement de la prime annuelle. La commune, ou toute personne qui viendrait à se subroger à ses droits, s'engage à avertir HYDRIA, ou ses ayants droits, préalablement par lettre recommandée, de toute résiliation ou suspension

de sa police d'assurance. En outre, la police d'assurance doit contenir l'obligation pour l'assureur de ne pas résilier ou suspendre la police sans avoir averti HYDRIA, ou ses ayants droits, préalablement par lettre recommandée, au moins 30 jours avant la date prévue pour la réalisation de la suspension.

- et de garantir intégralement le propriétaire du Bassin d'orage et ses ayants droit à tout titre, de toute condamnation judiciaire qui pourrait être prononcée contre eux en suite d'un accident trouvant sa cause dans ledit Lot 1 et qui ne trouverait pas son origine dans le Bassin d'orage ou un de ses accessoires.

Article 5 - Interdiction de morcellement - Jouissance privative de jardins - Responsabilité

- 5.1. Eu égard à la nature particulière des lieux, est formellement interdit tout morcellement et toute division du Lot 1, c'est-à-dire sa subdivision en lots distincts et indépendants par le biais de ventes ou de constitutions de tous droits réels ou d'usage même temporaires. Cette interdiction frappe le Lot 1 à titre de charge réelle, perpétuelle et gratuite, et le suivra en quelques mains qu'il passe comme toutes autres servitudes et charges stipulées aux présentes ou dans une de ses annexes.
- 5.2. Sans préjudice de ce qui précède, est autorisé l'assujettissement du Lot 1 au régime de la copropriété forcée des immeubles et groupes d'immeubles bâtis, telle qu'instituée par les articles 3.84 et suivants du Code civil, de façon à y permettre la création juridique d'un ensemble unique d'entités bâties privatives distinctes, à chacune desquelles sera respectivement attaché à titre d'accessoire indissociable en copropriété et indivision forcée, un certain nombre de quotités non seulement dans les parties communes de l'immeuble mais aussi dans le terrain d'assiette de ce lot. En outre, les lots résidentiels du rez-de-chaussée pourront se voir attribuer la jouissance privative d'une partie du jardin à configurer au-dessus de la dalle du Bassin d'orage, mais les obligations de maintenance, entre autres, resteront de la responsabilité de l'association des copropriétaires, ce qui figurera dans l'acte de base de la copropriété.
- 5.3. D'une manière générale, dans l'hypothèse visée au paragraphe précédent, sans préjudice de la responsabilité individuelle de chaque copropriétaire ou occupant pour ce qui concerne ses locaux privatifs et la surface de jardin dont il aurait la jouissance privative, l'association des copropriétaires, en tant que personne morale, sera solidairement responsable à l'égard du propriétaire du Bassin d'orage et des Lots HYDRIA, de tout manquement aux stipulations du présent acte

Article 6 - Clauses à faire figurer dans les actes ultérieurs

- 6.1. Les emprise, servitudes, charges réelles et autres conditions établies par le présent acte, ainsi que celles reprises par le plan de division et de mesurage ci-annexé, devront impérativement et à peine de maintien de la responsabilité de l'Acquéreur et du Vendeur, et puis des ayants droit à tout titre, être reprises textuellement dans tous actes/conventions portant constitution ou cession de droits généralement quelconques ayant trait aux Lots 1, 2, 3 et 4 et/ou aux constructions ou ouvrages y érigés ou à y ériger, tout cessionnaire ou bénéficiaire étant ainsi censé de par la simple signature de son acte, être subrogé dans toutes les obligations de son auteur à l'égard de l'ensemble des emprise, servitudes, charges réelles et conditions stipulées au présent acte.

- 6.2. Toutefois, dans l'hypothèse visée à l'article 5, deuxième bullet, la reproduction de ces emprise, servitudes et conditions dans le corps ou en annexe de l'acte définissant le statut de copropriété (règlement général de copropriété) sera suffisante pour autant que tous actes subséquents translatifs, constitutifs ou déclaratifs de tous droits réels ou non, indiquent clairement que les intéressés en ont eu copie au préalable ou lecture intégrale par devant notaire, qu'ils acceptent sans réserve d'être subrogés dans les obligations en résultant, et qu'ils reconnaissent expressément qu'elles font partie intégrante des conditions substantielles de leur titre de propriété et qu'ils s'engagent à respecter en tous points.
- 6.3. En cas de non-respect par l'Acquéreur des articles deux paragraphes précédents, tous les actes portant constitution ou cession de droits généralement quelconques ayant trait au Lot 1 et/ou aux constructions y érigées ou à y ériger seront réputés entachés de nullité. Les frais résultant de la nullité des actes ultérieurs de constitution ou cession de droits généralement quelconques seront à charge de l'Acquéreur et, ensuite, de ses ayants droit à tout titre.

TITRE II - VENTE

Article 1^{er} - Objet

- La division du Terrain ainsi opérée, le Vendeur vend à l'Acquéreur qui déclare accepter, la pleine propriété du Lot 1 (ou ci-après « Bien »), à prendre sur le Terrain décrit dans l'exposé préalable ci-avant, tel que grevé des emprise (ou droit de superficie à vocation perpétuelle), servitudes, charges réelles et conditions figurant au Titre I ci-avant, à savoir :

COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT

- Le *Terrain*, grevé des emprise (ou droit de superficie à vocation perpétuelle), servitudes et charges réelles reprises au présent acte, sur lequel a été construit, principalement mais non exclusivement en sous-sol, le Bassin d'orage, lequel est toutefois exclu de la présente vente dans toutes ses composantes, qu'elles soient érigées tant en sous-sol qu'en sursol.
- Ce Terrain est repris sous les termes « Lot 1 » au plan de division et de mesurage ci-annexé et possède une contenance de 67 ares 7 centiares, suivant ce plan et est plus amplement décrit au Titre I, Chapitre un, Article 1^{er}.
- L'Acquéreur reconnaît avoir examiné attentivement le Bien et dispense le Vendeur d'avoir à en fournir une description plus détaillée dans le présent acte.

Article 2 - Origine de propriété

- S'agissant de l'origine de propriété, il est renvoyé à l'exposé qui précède.

Article 3 - Prix - Quittance - Dispense - Renonciation

- Compte tenu des engagements antérieurs de rétrocession portant sur le Terrain, la présente vente, emportant extinction de ceux-ci, est consentie et acceptée pour le prix symbolique d'un euro payé antérieurement et dont quittance.
- L'Acquéreur déclare dans le même temps et indivisiblement renoncer expressément et définitivement à tout droit de rétrocession sur les Lots deux, trois et quatre visés ci-avant à l'article 4 du Titre I, Chapitre un, de l'acte de division du présent acte.

Article 4 - Garanties

- Sans préjudice des obligations réelles dont le Bien est grevé, le Vendeur garantit l'Acquéreur de toute éviction.
- Le Bien est complémentairement vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires ou autres empêchements quelconques, tant dans le chef du Vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

Article 5 - Servitudes - Conditions spéciales

- L'Acquéreur souffrira toutes les servitudes passives, et apparentes ou occultes qui pourraient grever le Bien, et il jouira des servitudes actives s'il y en a, le tout à ses risques et périls et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés par titres réguliers transcrits et non prescrits ou sur la loi.
- Le Bien est vendu grevé des servitudes, charges réelles et conditions spéciales stipulées dans le corps de l'acte de division formant le Titre I, chapitre un, du présent acte ou en ses annexes, en particulier dans le Plan de division et de mesurage, ce que l'Acquéreur reconnaît et accepte expressément.
- L'Acquéreur s'oblige au respect desdites servitudes et conditions spéciales, toutes étant censées ici intégralement reproduites, et à en imposer le strict respect à ses ayant droits ou ayant cause concernés, par application notamment de l'article 6 du Titre I, chapitre deux du présent acte. A défaut, la sanction prévue par l'article 6, troisième bullet, de ce chapitre deux est et sera applicable.

Article 6 - Etat du Bien - Contenance

- L'Acquéreur prend le Bien dans l'état où il se trouve à ce jour, dans les limites de jouissance susmentionnées, sans aucune garantie quant aux vices ou défauts apparents ou cachés, ni quant à la contenance indiquée, dont la différence, en plus ou en moins, fut-elle supérieure à un/vingtième, fera profit ou perte pour l'Acquéreur sans recours contre le Vendeur ni indemnité.

Article 7 - Transfert de propriété - Occupation - Jouissance

- Le transfert de la propriété et des risques du Bien est opéré à la date de signature du présent acte authentique, à compter de laquelle l'Acquéreur a également la jouissance du bien par la libre disposition dans les limites de jouissance susmentionnées, à charge pour lui d'en supporter tous impôts et taxes mis ou à mettre par toutes autorités.

Article 8 - Dispositions urbanistiques

- Sur demande faite le * 2023, en application des articles 275 et 276/1 du COBAT, la Commune de Woluwe-Saint-Lambert, par lettre datée du * 2023, a délivré les *renseignements urbanistiques* qui s'appliquent au « Lot 1 », à savoir : « *** ».
- Le Vendeur déclare que le Lot 1 n'a pas fait récemment l'objet, en tant que tel, d'un permis d'urbanisme ou d'un certificat d'urbanisme laissant prévoir que pareil permis ou certificat pourrait être obtenu, et qu'il n'est donc pris aucun engagement à propos des actes et travaux visés à l'article 98, § 1er du COBAT.

- L'Acquéreur reconnaît avoir été informé par le notaire instrumentant de ce qu'aucun des actes et travaux dont question à l'article 98 § 1er précité ne pourra être effectué sur le Bien tant qu'un permis d'urbanisme adéquat n'aura pas été obtenu.
- Le Vendeur déclare n'avoir effectué sur le Bien aucun travail soumis à permis préalable, ni apporté aucun changement d'affectation, qui n'aurait pas été couvert par l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme, et ne pas avoir connaissance d'infraction urbanistique grevant le Bien.
- Le Vendeur déclare que le « Lot 1 » ci-dessus ne fait l'objet d'aucun droit de préemption au profit de quelque bénéficiaire que ce soit, notamment en application des articles 258 et suivants du COBAT, et qu'il n'existe aucun droit au profit de quiconque, sans préjudice de l'engagement de constituer un droit de superficie à la Commune en vertu de l'acte d'achat du 29 mars 1993 visé dans l'exposé préalable sous le point A et désormais exécuté.
- Le Vendeur déclare n'avoir connaissance d'aucune mesure de protection consécutive à la loi sur les monuments et les sites concernant le Bien.
- L'Acquéreur reconnaît par ailleurs avoir une parfaite connaissance et avoir reçu copie du permis d'urbanisme du * relatif à la construction du Bassin d'orage.

Article 9 - Gestion de l'environnement

- Les parties déclarent avoir été informées des dispositions contenues dans l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement du sol lesquelles imposent notamment au vendeur d'un bien immeuble de transmettre à l'acquéreur, préalablement à la vente, une attestation du sol délivrée par Bruxelles-Environnement et, s'il ressort de cette attestation que la parcelle concernée est potentiellement polluée, de faire procéder à une reconnaissance de l'état de sol ainsi que, le cas échéant, au traitement de la pollution.
- Le Vendeur déclare, après avoir pris connaissance de la liste des activités à risque au sens de cette Ordonnance, qu'à sa connaissance aucune de ces activités n'est ou n'a été exercée sur le Bien.
- Le notaire instrumentant a demandé à Bruxelles-Environnement le bien vendu est repris ou non à l'inventaire et le cas échéant, de lui fournir les informations nécessaires. Bruxelles environnement a adressé audit notaire une attestation de sol datée du [●], laquelle stipule littéralement ce qui suit : [●]
- Le Vendeur déclare qu'il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu de cette attestation du sol et précise notamment, après avoir pris connaissance de la liste des activités à risque au sens de l'Ordonnance, qu'à sa connaissance aucune de ces activités n'est ou n'a été exercée sur le Bien.
- L'Acquéreur déclare avoir reçu une copie de l'attestation du sol.

Article 10 - Chantiers mobiles et temporaires - Travaux

- Les Comparants reconnaissent être informés de l'existence et de la portée de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 imposant notamment à tout cédant la remise d'un dossier d'intervention ultérieure pour les travaux effectués après le premier mai deux mil un.
- Le Vendeur, informé de sa responsabilité éventuelle en cas de fausse déclaration ou de déclaration incomplète, déclare que le Bien fait l'objet de travaux visés par l'arrêté royal précité, en l'occurrence la construction du

Bassin d'orage, et que le dossier d'intervention ultérieure, dans la mesure où il concerne le Lot 1, a été remis à l'Acquéreur, ce que celui-ci reconnaît.

- L'Acquéreur se reconnaît en outre suffisamment informé des restrictions à l'usage du Bien, qui résultent de la nature des lieux et des indications données aux termes du présent acte, et considère être ainsi en mesure de transmettre un dossier d'intervention ultérieure valable à tout cessionnaire futur, pour ce qui concerne le Bassin d'orage.

Article 11 - Installations électriques

- Les parties déclarent que le bien ne contient pas d'unité d'habitation au sens de l'article 276 bis du Règlement Général sur les Installations Electriques du 10 mars 1981, en sorte qu'aucune visite de l'installation ne doit être effectuée.

Article 12 - Maîtrise perpétuelle du Bassin d'orage - engagements subsidiaires

- 12.1. Le Bien fait l'objet d'une réserve d'emprise perpétuelle affectée à des fins d'utilité publique avec les servitudes et conditions annexes telles que mieux décrites au Titre I ci-avant, en vue d'assurer la pleine propriété sans limite dans le temps du Bassin d'orage, y compris ses accessoires, ainsi que de permettre leur plein et entier fonctionnement/exploitation.

- 12.2. En conséquence, il est expressément prévu ce qui suit :

- 12.2.1. Tous droits concédés ultérieurement sur le Bien, tous contrats conclus à propos de celui-ci ou encore susceptibles de troubler le plein et entier exercice des emprise et servitudes précitées ne sera valablement conclu que s'il ne porte pas atteinte à ces emprise et servitudes perpétuelles d'utilité publique ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre de celui-ci telles que définies dans la présente convention au Titre I et dont l'interprétation doit toujours profiter au service public ;

- 12.2.2. Si par impossible, cette vente en pleine propriété gérée desdites emprise et servitudes d'utilité publique devait être contestée ou requalifiée par une juridiction quelconque à travers une décision définitive , la S.B.G.E. – ou tout autre propriétaire du Bassin d'orage, y compris ses accessoires - retrouverait la pleine propriété du Bien et octroierait simultanément un droit d'emphytéose /ou de superficie équivalent – notamment quant à sa durée (ce droit étant accordé, si possible, à titre perpétuel ou à vocation perpétuelle ; en tout état de cause, il ne pourrait pas être accordé pour une durée inférieure à 99 ans) à la Commune de Woluwe-Saint-Lambert. Il est entendu à cet égard que la S.B.G.E. – ou tout autre propriétaire du Bassin d'orage, y compris ses accessoires - ne pourra pas introduire une telle procédure judiciaire visant à requalifier le contrat, sans préjudice du droit de HYDRIA ou de tout autre propriétaire du Bassin d'orage, y compris ses accessoires, de formuler une demande reconventionnelle en ce sens, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par un tiers contre HYDRIA ou de tout autre propriétaire du Bassin d'orage.

Toutefois, cet engagement subsidiaire deviendrait automatiquement caduc, si la possibilité de dissocier de manière perpétuelle la propriété du sol et du sous-sol ne prêtait plus à discussion d'un point de vue juridique, que ce soit par la création d'un cadre légal autorisant expressément cette construction juridique (ex. emprise perpétuelle en sous-sol ou subsidiairement, superficie à vocation perpétuelle) ou par une jurisprudence suffisamment établie devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

- 12.3. Ces dispositions sont prévues au bénéfice exclusif de la S.B.G.E., ou de tout autre gestionnaire du Bassin d'orage, y compris ses accessoires, qui peut

seule s'en prévaloir.

Article 13 - Constitution d'un droit d'emphytéose/ ou de superficie - suite des engagements subsidiaires

- 13.1. Si la présente vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique devait être remise en cause ou requalifiée par une décision judiciaire, le Vendeur retrouverait la pleine propriété de l'ensemble du Lot 1 et octroierait simultanément un droit d'emphytéose/ou de superficie équivalent – notamment quant à sa durée (ce droit étant accordé, si possible, à titre perpétuel ; en tout état de cause, il ne pourrait pas être accordé pour une durée inférieure à 99 ans), sur le Bien à l'Acquéreur ainsi qu'à tous ayant droits ou ayant causes à tout titre de celui-ci quant audit Bien aux conditions suivantes.
 - 13.2 A défaut d'extinction de la présente vente,
 - l'Acquéreur ainsi que tous ayant droits ou ayant causes à tout titre de celui-ci quant au Lot 1 concèdent au Vendeur - qui accepte - une option d'achat sur l'ensemble du Lot 1.
 - 13.3. L'Option d'Achat est conférée gratuitement, sans limite dans le temps, et est irrévocabile. Elle est toutefois uniquement activable en cas de remise en cause ou de requalification de la vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.
 - 13.4. Le prix de vente, en cas d'exercice de l'Option d'Achat, sera d'un euros (1,00 EUR) symbolique,
 - 13.5. Simultanément à la réalisation des articles 12.2.2 et 13.1 ci-avant, le Vendeur concède à l'Acquéreur, ainsi que tous ayant droits du Lot 1,- qui accepte - une option d'emphytéose/ou de superficie équivalent sur l'ensemble du Lot 1, pour une durée qui ne peut être inférieure à 99 ans. Cette option est toutefois uniquement activable en cas de remise en cause ou la requalification de la vente en pleine propriété avec servitudes d'utilité publique par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.
 - 13.6. Eu égard à ce qui précède et au caractère réciproque de la convention incluse au présent article, l'Option d'Emphytéose est conférée gratuitement, sans limite dans le temps, et est irrévocabile. Elle est toutefois uniquement activable en cas de réalisation du des articles 12.2.2 et 13.1 ci-avant.
 - 13.7. Le canon annuel, en cas d'exercice de l'Option d'Emphytéose/ou de Superficie, sera d'un euro (1,00 EUR) symbolique.
 - 13.8. En cas d'exercice des Options d'Achat et d'Emphytéose/ou de Superficie, les Parties s'engagent à confirmer au plus tôt devant notaire, par acte authentique, la cession résultant de l'exercice de l'Option, et au plus tard dans les quatre (4) mois dudit l'exercice. A défaut de signature dans le délai susvisé, chacune des Parties pourra agir en passation forcée d'acte authentique.
 - 13.9. Les frais et autres droits seraient alors pris en charge par l'Acquéreur/Emphytéote/Superficiaire.

Titre III - DISPOSITIONS FINALES INDIVISIBILITÉ - NULLITÉ

- Nonobstant toute disposition contraire, les comparantes reconnaissent que les Titres I et II du présent acte sont indivisibles, l'un envers l'autre et en leur sein dans chacune de leurs dispositions, et qu'ainsi les dispositions de chacun de ces titres ont été acceptées sous réserve de l'effectivité des dispositions de l'autre titre, en sorte que la nullité d'un titre entraînerait obligatoirement la nullité de

l'autre, et donc du présent acte dans son ensemble.

- En cas de doute, une clause s'interprétera toujours en faveur des objectifs essentiels précités à l'article 1er, du chapitre un, du Titre I.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

- En conséquence de ce qui précède (Titres I et II), l'administration générale de la documentation patrimoniale est expressément dispensée par les Comparantes et Intervenantes, lors de la transcription du présent acte, de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit.

INTERVENTION : DEPOT CONVENTION DE VENTE

- La REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, agissant selon les modalités énoncées plus haut, Nous remet aux fins d'être annexée au présent acte, une copie conforme de la convention du 22 décembre 2006 contenant vente par la Région à HYDRIA de « Bassin d'Orage de Roodebeek ». La Région et HYDRIA réitèrent toutes les conditions après en avoir reçu lecture, intégrale et commentée, de manière à lui conférer l'authenticité requise en vue de sa transcription, dispensant l'administration générale de la documentation patrimoniale de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit lors de la transcription du présent acte.
- Le notaire soussigné est toutefois expressément dispensé de procéder à la transcription de cette convention du 22 décembre 2006 dans les autres bureaux des hypothèques pour ce qui concerne le collecteur d'Uccle et le Bassin d'Orage de Watermaelebeek.
- Au surplus, la Région a pris connaissance de la présente cession entre HYDRIA et la Commune de Woluwe-St-Lambert et déclare ne pas s'y opposer.

FRAIS

- Tous les droits, frais et honoraires à résulter des présentes et de leurs suites sont à charge de l'Acquéreur qui s'y oblige.

ACQUISITION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

- Les comparants déclarent que la présente cession, en ce compris la constitution de l'emprise et des servitudes est consentie pour cause d'utilité publique exemptée du droit d'enregistrement en vertu de l'article 161, 2° du Code des Droits d'enregistrement.
- L'acceptation par l'autorité de tutelle du projet du présent acte soumis à l'approbation du Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, vaudra confirmation du caractère d'utilité publique de la présente cession.
- Une copie de l'approbation restera ci-annexée.

CERTIFICAT D'IDENTITE

- Le notaire soussigné certifie que l'identité des personnes comparant au présent acte a été établie au vu des documents d'identité et s'agissant des personnes morales, au vu des mentions requises par la loi.

ELECTION DE DOMICILE

- Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, le Vendeur en son siège préindiqué, l'Acquéreur en sa maison communale de Woluwe-Saint-Lambert et la Région de Bruxelles-Capitale au siège de son gouvernement.

DECLARATION ENREGISTREMENT ET TVA

- Les parties reconnaissent que le notaire soussigné a donné lecture des articles 203, alinéa 1er et 184 bis du Code des droits d'enregistrement.
- L'exemption du droit d'écriture est également postulée en raison de l'utilité publique.
- Conformément à l'article 184bis du même Code, l'acquéreuse déclare que les fonds utilisés pour le paiement du prix de vente ne proviennent pas d'un Jugement ou Arrêt dont les droits d'enregistrement n'ont pas été acquittés.

DECLARATIONS DIVERSES DES COMPARANTES

- Les parties déclarent avoir reçu le projet de cet acte antérieurement aux présentes et pour la dernière fois, le 6 octobre 2022.
- La venderesse déclare que :
 - le Bien n'est grevé d'aucun droit de préemption ou de préférence conventionnel, d'aucune option d'achat ni d'aucun droit de rachat ;
 - le Bien n'a fait l'objet d'aucun mandat hypothécaire.
- Les Comparants ou leurs organes déclarent n'être frappés d'aucune restriction de leur capacité de contracter les obligations formant l'objet des présentes et notamment qu'ils ne sont pas visés par un statut de protection, comme celui de l'administration, de la médiation de dette, de la réorganisation judiciaire, de la faillite, d'une mesure analogue ou encore, par le dépôt d'une requête à laquelle est attachée une restriction temporaire.

DONT ACTE.

Fait et passé date et lieu que dessus.

Lecture commentée faite, intégralement pour les mentions visées par la loi et les modifications intervenues depuis la communication du projet d'acte, et partiellement pour les autres clauses, les comparantes, ainsi que la partie intervenante, déclarent avoir reçu communication du projet d'acte depuis plus de cinq jours et en bien comprendre la teneur, ont signé avec Nous, Notaires.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

Zaak Sint-Lambrechts-Woluwe t/ HYDRIA - Stormwaterbekken - Akte van splitsing en verkoop tussen de gemeente en HYDRIA, in aanwezigheid van het Brussels Gewest - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positive stemmen.

GESTION URBANISME ET PERMIS ENVIRONNEMENT - BEHEER STEDENBOUW EN MILIEUVERGUNNINGEN

Urbanisme - Stedenbouw

20.03.2023/A/0032 Avis sur le projet de modification du règlement régional d'urbanisme (RRU) ainsi que le rapport sur les incidences environnementales relatif à ce projet - Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant que dans sa déclaration de politique régionale 2014-2019, le Gouvernement de la Région bruxelloise a déterminé une série de réformes importantes afin de mener une politique d'aménagement du territoire volontariste et d'œuvrer au développement cohérent et harmonieux de la Région ;

Considérant que la modification du règlement régional d'urbanisme (RRU) figure parmi ces réformes avec l'identification de trois objectifs majeurs :

1. Intégrer les principes d'une densification maîtrisée et respectueuse de la typologie urbanistique des quartiers ;
2. Prévoir un cadre juridique afin de favoriser la création de logements étudiants ;
3. Incrire un principe de convertibilité des immeubles à des usages ultérieurs, notamment de la fonction de bureau à celle de logement ;

Considérant que cette déclaration a donné lieu à un premier projet du RRU et à son rapport sur les incidences environnementales ; que ces textes, arrêtés en 1^{re} lecture par le Gouvernement le 24/01/2019, ont fait l'objet d'une enquête publique sur le territoire régional du 14/03/2019 au 13/04/2019 et ont été soumis à l'avis des instances consultatives et de la commission régionale de développement conformément à l'article 89/3 du CoBAT ;

Considérant que le premier règlement régional d'urbanisme (RRU) date du 03/06/1999 avec l'établissement des titres I à VII ; qu'il fut ensuite abrogé et remplacé par une nouvelle version le 11/04/2003 ;

Considérant que le RRU actuel a été adopté le 21/11/2006 et est entré en vigueur le 03/01/2007 ; qu'il se compose de 8 titres :

- Titre I : les caractéristiques des constructions et de leurs abords
- Titre II : les normes d'habitabilité des logements
- Titre III : les chantiers, abrogé partiellement le 11/07/2013
- Titre IV : l'accessibilité des bâtiments pour les personnes à mobilité réduite
- Titre V : isolation thermique des bâtiments, abrogé totalement le 07/06/2007 et remplacé par une nouvelle ordonnance environnementale sur la Performance Energétique des Bâtiments (PEB) qui elle-même a été remplacée par le CoBrACE du 21/05/2013, en vigueur depuis le 01/01/2015
- Titre VI : les publicités et enseignes
- Titre VII : la voirie, ses accès et ses abords
- Titre VIII : les normes de stationnement en dehors de la voie publique ;

Considérant qu'un précédent projet de modification du RRU a été soumis à enquête publique à deux reprises en 2019 ; que ce projet a été abandonné par le secrétaire d'Etat en charge de l'Urbanisme car ce projet avait soulevé trop de remarques fondamentales qui ne permettaient pas d'obtenir le résultat souhaité, ni une sécurité juridique ; que suite à la prise de connaissance de l'ensemble des remarques et analyses émises sur ce projet de 2019, l'actuel Gouvernement a décidé de changer son approche et d'introduire plus de moments d'échange et de discussion avec les différents acteurs dans le domaine de l'urbanisme avant d'arriver à l'actuelle proposition, et plus précisément :

- Un comité d'experts composé d'experts issus des secteurs privé et public ainsi que du monde académique a été constitué en 2021 et a reçu pour mission d'identifier les lignes directrices en vue de la réforme du RRU et de proposer des premières options ;
- Des groupes de travail, composés entre autres des membres des administrations communales, ont été chargés d'analyser les propositions du comité d'experts et de les adapter et d'y apporter des précisions ;
- Des modifications finales ont été effectuées par le Gouvernement afin d'arriver à la version finale approuvée en 1^{re} lecture ;

Considérant que le projet de nouveau RRU consiste en une refonte complète, en tenant compte de la réalité écologique et sociologique ; que selon les auteurs du projet, ce nouveau RRU vise à être plus lisible/simple et cohérent, et recherche en priorité plus de qualité (urbanistique, architecturale, environnementale...) plutôt que d'offrir une sécurité juridique sans permettre une vision/évolution/adaptation de la situation existante ;

Considérant que les objectifs principaux sont :

- l'introduction du principe de contextualisation des gabarits autorisés,
- l'intégration des principes d'une densification maîtrisée et respectueuse de la typologie urbanistique des quartiers,
- la création d'un cadre juridique afin de favoriser la création contrôlée de logements étudiants,
- inscrire un principe de convertibilité des immeubles à des usages ultérieurs
- l'augmentation de la taille des espaces communs un vue de répondre à l'évolution des modes d'habitation et aux nouveaux besoins suite à la crise Covid,
- l'amélioration du confort piéton et cycliste ;

Considérant que le nouveau RRU est composé de 3 grands titres :

- Titre 1 : Espace ouvert (privé et public) : détermine les règles d'aménagement paysager et végétalisé des espaces ouverts publics et privés,
- Titre 2 : Urbanité : détermine l'ensemble des caractéristiques relatives à l'enveloppe d'une construction,
- Titre 3 : Habitabilité : comprend des prescriptions visant l'organisation interne des bâtiments afin d'assurer confort et qualité de vie à leurs occupants ;

Considérant qu'il comprend des nouveaux rajouts, comme des objectifs à titre d'information pour améliorer la compréhension/interprétation et des explications textuelles et graphiques (sans valeur réglementaire) ;

Considérant que plusieurs anciens titres sont supprimés et plus particulièrement :

- l'ancien titre III sur les chantiers. Ce titre - déjà abrogé partiellement - ne comporte que 2 articles. En vue de simplifier le nombre d'interlocuteurs/autorisations à obtenir auprès des différentes instances (règlement de police, permis chantier en environnement), l'ancien titre III sera transféré dans le champ environnemental en collaboration avec Bruxelles Environnement ;
- l'ancien titre IV concernant l'accessibilité aux PMR. Ce titre était un copier/coller des différentes règlementations qui - par leur absence de connaissance par les professionnels et sur demande des associations concernées - avaient été intégrées dans l'ancien RRU pour « rappel » avec valeur règlementaire. Ce titre a été supprimé du RRU, mais les nouveaux titres 1 et 3 énoncent l'obligation d'accessibilité conformément à leur champ d'application respectif et renvoient à l'annexe du projet qui détermine les spécificités - relevant du champ de l'urbanisme - à respecter pour garantir cette accessibilité ;

Considérant que dans le projet de nouveau RRU, les auteurs du projet ont fait le choix clair de décrire moins de règles « fixes » et non adaptées à une situation particulière de chaque terrain (raison de multiples dossiers en enquête pour des petites dérogations sans impact), et de supprimer des règles qui ont servi de « doublon » d'autres règlementations déjà existantes ; qu'en revanche, le nouveau RRU donne plus de poids aux notes explicatives et au respect du bon aménagement des lieux afin d'arriver, selon les auteurs du projet, à une architecture et un urbanisme qui se veulent plus qualitatifs ;

Considérant que cette approche laisse une très grande marge d'appréciation en ce qui concerne l'interprétation du respect du bon aménagement des lieux / respect du RRU, ce qui engendrera une réduction du nombre d'enquêtes publiques et risque de créer des interprétations différentes entre les 19 communes et Urban, avec un risque d'augmentation du nombre de recours introduits (certainement au début de l'entrée en vigueur du nouveau RRU) ;

Considérant qu'il est également rappelé que le CoBAT prévoit dans son article 348 que le règlement sur les bâties de la commune du 12/11/1956, modifié à plusieurs reprises, sera abrogé totalement au moment de l'entrée en vigueur du nouveau RRU ; que la date d'entrée en vigueur n'est pas encore connue et dépendra entre autres des résultats de l'enquête publique, des modifications à apporter et de l'état d'avancement des autres règlementations et arrêtés qui sont requis ;

Vu les articles 87 à 89/5 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire traitant des règlements régionaux d'urbanisme ;

Considérant que l'article 89/3 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire prévoit que le Gouvernement soumette le projet de règlement régional d'urbanisme et le rapport sur les incidences environnementales à l'enquête publique et sollicite l'avis des conseils communaux dans les 75 jours ;

Vu la demande d'avis du Gouvernement, réceptionnée à Woluwe-Saint-Lambert le 28/11/2022 ;

Vu l'enquête publique de 40 jours, du 12/12/2022 au 20/01/2023 inclus, sur

l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise ;

Vu les courriers du 21/12/2022 et du 02/02/2023 du secrétaire d'Etat bruxellois en charge de l'Urbanisme, transmis par courriel et annonçant des reports du délai d'avis des conseils communaux jusqu'au 31/03/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2023 ;

EMET LES REMARQUES SUIVANTES :

Si la commune soutient de manière générale le principe de simplification de la réglementation urbanistique proposée dans l'actuel projet et souscrit à la recherche de qualité architecturale et de durabilité en lien avec l'urbanisation du territoire, elle émet toutefois un avis défavorable sur la nouvelle approche proposée.

Tel qu'il est proposé, le RRU s'assimile à certains égards davantage à un outil de planification stratégique qu'à un véritable règlement.

Un règlement doit par essence fixer des règles claires et précises et ne peut se satisfaire de termes imprécis et indéterminés (notamment les concepts de « densité équilibrée », « qualité architecturale », « harmonie ») laissant aux autorités chargées de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme un pouvoir d'appréciation extrêmement étendu.

Le RRU doit fixer un cadre normatif précis qui assure la poursuite des objectifs d'aménagement du territoire définis dans les plans et différents programmes arrêtés par les autorités compétentes.

Le changement de paradigme, tel qu'il est proposé dans la réforme, est susceptible d'entraîner les difficultés suivantes :

- une forme de dérégulation ;
- un défaut de sécurité juridique ;
- un manque de prévisibilité pour les demandeurs de permis ;
- une rupture d'égalité de traitement entre les demandeurs de permis ;
- une application différenciée des dispositions du RRU en fonction des communes ;
- une complexification de l'analyse des demandes de permis pour l'administration ;
- un risque accru de recours administratifs et juridictionnels.

En réalité, le projet de RRU s'éloigne de l'objectif de simplification qu'il entend poursuivre dans la mesure où dans la pratique il imposera au demandeur de permis de multiples notes justificatives complémentaires sujettes à interprétations et à une analyse de fond au stade même de l'analyse de la complétude du dossier de demande de permis d'urbanisme.

Ce changement de paradigme emporte également des conséquences sur la procédure d'instruction des demandes de permis et plus largement sur l'information et la participation du public. Actuellement, en cas de dérogation au RRU, le dossier de demande de permis est soumis aux mesures particulières de publicité (enquête

publique et commission de concertation). Le recours à des règles libellées de façon large ou imprécise risque de générer des difficultés d'appréciation quant à l'existence même de dérogations, lesquelles déterminent si une enquête publique et une commission de concertation doivent être organisées.

La commune estime également que la refonte du RRU doit s'accompagner de grandes réformes, dont notamment celle du CoBAT, et de modifications à plusieurs niveaux qui sont référencés ci-dessous dans les remarques générales. En particulier, s'agissant du CoBAT, il est nécessaire d'assurer la participation du public et des acteurs concernés en amont de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

Enfin, vu le nombre de nouvelles impositions environnementales, il est nécessaire de renforcer cet aspect au niveau communal, soit par l'engagement de personnel subsidié par Bruxelles Environnement en renfort de l'agent PEB, soit par une gestion d'avis externes assumée par Bruxelles Environnement même. Si la prise en compte des enjeux environnementaux constitue une évolution positive, la Région bruxelloise doit affecter des moyens financiers suffisants pour atteindre ces objectifs.

Remarques générales :

- Vu que le nouveau RRU implique une plus grande flexibilité d'appréciation, les services de l'urbanisme devront prendre position au moment de l'analyse de la complétude sur l'appréciation du respect du RRU. Cette analyse devra être contresignée par un membre du Collège des bourgmestre et échevins.

Cela implique que le Gouvernement introduise plus tôt dans la procédure une sorte de phase d'appréciation. Cette modification est substantielle.

Même si ceci n'enlève pas le pouvoir de décision du Collège des bourgmestre et échevins (CBE) de se prononcer sur l'appréciation du projet global et le bon aménagement des lieux, et que cette modification permettra d'éviter de passer en enquête publique pour de petites dérogations à des règles peu flexibles et peu adaptées aux spécificités des lieux, il est indispensable de mieux définir le cadre légal dans lequel vont opérer les services (voir points suivants).

- Cette nouvelle approche nécessite des modifications structurelles d'organisation et de communication à tous les niveaux :

- une meilleure plateforme d'échange entre les 20 services d'urbanisme ;
- un changement d'approche au niveau communal en termes de réunions sur les avant-projets, qui devront être organisées de manière plus régulière et plus systématique (PV de réunions sur les positions prises avant l'introduction d'une demande, valeur d'un avis du service de l'urbanisme, présence systématique d'un membre d'URBAN...) étant donné que des réunions d'avant-projets nécessitent dans l'actuel CoBAT la présence d'un nombre important de personnes communales ET régionales, ce qui ne permet pas de tenir des vraies réunions d'avant-projets ;
- le cadre légal des différents intervenants au niveau communal (le Collège des bourgmestre et échevins d'une part et le service de l'urbanisme d'autre part) doit être mieux défini pour permettre aux communes de répondre aux besoins créés par le nouveau RRU (vu l'absence du principe d'un fonctionnaire délégué comme c'est le cas au niveau régional) ;
- la vérification de toutes les nouvelles impositions environnementales n'est pas possible à l'heure actuelle par l'absence de formation et de personnel pour assumer toutes ces nouvelles tâches. Qu'est ce qui est

prévu pour assumer l'ensemble (CBS+, TOTEM, réutilisation/infiltration eaux, albédo...) de ces nouvelles vérifications environnementales ? Il paraît opportun d'instaurer un système de demande d'avis en ligne pour ces nouvelles impositions auprès de Bruxelles Environnement pour les dossiers communaux (comparable aux demandes d'avis aux autres instances avec délai de réponse : 30 jours sur la base d'un dossier déclaré complet) ou de subsidier un nouvel agent « durabilité » (comparable à l'agent PEB dans les communes).

- Comme il a été soulevé dans les conclusions du RIE, la nouvelle approche du RRU nécessite une refonte du CoBAT, du PRAS, de plusieurs arrêtés (ex. : « minime importance », « composition de dossier », « changement d'utilisation ») et du CoBRACE (chantiers). Il est indispensable que tous ces instruments entrent en vigueur simultanément avec le nouveau RRU et que le Gouvernement accorde suffisamment de temps aux communes afin d'assimiler toutes les modifications.

Il est utile de rappeler que l'inventaire du patrimoine permettant d'objectiver les discussions sur l'appréciation des dossiers concernés n'est toujours pas finalisé, ce qui implique des procédures inutilement lourdes, un engorgement des dossiers en commission de concertation et des problèmes de lisibilité de l'arrêté de « minime importance » et du nouveau RRU.

A plusieurs reprises, le projet de RRU fait référence à un/des vadémécums qui ne sont pas disponibles au moment de la lecture du projet, ce qui est regrettable.

L'appréciation du nouveau projet de RRU devrait pouvoir se faire en parallèle avec l'ensemble des documents et bases de données cités ci-dessus pour pouvoir se rendre compte de l'impact exact et de la cohérence avec des documents et règlements inexistant à ce moment.

- Dans le cadre de la refonte du CoBAT, il est nécessaire d'assurer une phase de consultation du public et de l'ensemble des acteurs concernés en amont de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.
- La modification du CoBAT en 2019 a nécessité la modification de certaines de documents dans NOVA pour les rendre conformes aux nouvelles dispositions, ce qui a été fait durant plusieurs mois par des gestionnaires de dossiers de demande de permis au sein du service de l'urbanisme de la commune. Ceci a nécessité un énorme investissement de temps en termes de vérification juridique du contenu et d'exécution des modifications manuelles dans chaque document au détriment du traitement des dossiers.

Il est dès lors demandé de prévoir pour chaque future modification du CoBAT ou des autres réglementations ayant un impact sur les procédures, de mettre à disposition des communes des documents types (sans valeur réglementaire) dans NOVA préalablement à l'entrée en vigueur, permettant à l'ensemble des services de les adapter au besoin (entête, signatures...) en évitant que chaque service doive faire la vérification juridique de chaque document.

Remarques sur le rapport sur les incidences environnementales (RIE) :

- A titre préliminaire, il s'agit de relever que la clôture du RIE (12 octobre 2022) est postérieure à l'adoption en première lecture du projet de RRU (7 juillet 2022). L'on peut dès lors se demander si le Gouvernement a bien pris en compte les effets positifs ou négatifs des dispositions du RRU en projet précisées par le RIE.
- Les mesures d'accompagnement reprises dans le chapitre 9 ne sont pas suffisamment concrètes : nulle part il n'est présenté comment les différents

acteurs (demandeurs, instances) peuvent accéder aux informations requises pour faire une analyse objective, ce qui risque d'augmenter encore plus le sentiment de « manque de règles concrètes » et des interprétations différentes.

- L'ensemble des données nécessaires reprises dans les différentes fiches doit être :

- disponible à tout moment,
- pour tout acteur,
- sur des échelles de quartier,
- dans un seul outil facilement consultable (par exemple : Brugis)
- et doit être mis à jour de manière continue

et plus précisément :

- maille densité population par quartier,
- maille densité constructions,
- nombre de parkings en espace public/privé et leur taux d'occupation durant différentes heures (matin - journée - soir - nuit) pour déterminer la saturation,
- affectations présentes (résidentiel, bureau) et la mixité,
- utilisations avec une forte pression sur le quartier (kots d'étudiants, colocation...),
- offre en voitures partagées et parkings vélos sécurisés,
- statut et utilisation de la rue (trafic faible ou non),
- implantation des crèches, écoles, lieux de cultes, signaux lumineux de circulation, traversées piétonnes, etc., pour pouvoir analyser les interdictions de stationnement/pub...,
- situation de l'eau de pluie et souterraine permettant d'analyser les taux d'infiltration ou les solutions alternatives à proposer,
- différentes zones de bruits (ambiance acoustique),
- situation CBS+ par îlot/parcelle,
- carte plus détaillée des aménagements en sous-sol : conduites/canalisations, métro, tunnels piétons...

en offrant :

- un soutien technique aisé et ouvert au public des demandeurs de permis communaux (gestion intégrée et locale de l'eau, calcul CBS+, TOTEM, albédo...) au sein de Bruxelles Environnement, avec un guichet permanent et facilité d'accès / de contact plus important qu'actuellement,
- une formation continue de l'ensemble des différents services d'urbanisme communaux et régionaux,
- une sensibilisation et professionnalisation poussée des différentes aides offertes par les services régionaux (Bruxelles Environnement, Homegrade) pour les dossiers communaux de petite taille (avec ou sans architecte, personne privée ou non), pour lesquels les demandeurs ne sont pas forcément entourés par des bureaux spécialisés étant donné que les services d'urbanisme communaux ne peuvent pas jouer ce rôle de formateur/suivi,

• ...

Remarques sur le RRU (version graphique) :

Le rapport technique ci-annexé (partie 1 et partie 2) reprend en détail les différentes remarques techniques sur le projet de modification du règlement régional d'urbanisme (RRU).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Advies over de ontwerpwijziging van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) en het milieueffectenrapport met betrekking tot dit ontwerp - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de Brusselse Regering in haar gewestelijke beleidsverklaring 2014-2019 heeft beslist tot een reeks belangrijke hervormingen om een daadkrachtig ruimtelijkeordeningsbeleid te voeren en te streven naar een samenhangende en harmonieuze ontwikkeling van het Gewest;

Overwegende dat de wijziging van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) een van deze hervormingen is, waarbij drie grote doelstellingen zijn bepaald:

1. Integreren van de principes van een gecontroleerde bebouwingsdichtheid die de stedenbouwkundige typologie van de wijken respecteert;
2. Voorzien in een juridisch kader om de creatie van studentenwoningen te bevorderen;
3. Verankeren van de reconversie van gebouwen voor later gebruik, met name de reconversie van kantoren naar woningen;

Overwegende dat deze beleidsverklaring heeft geleid tot een eerste herziening van de GSV en haar milieueffectenrapport; dat deze teksten, die op 24/01/2019 in eerste lezing door de Regering werden goedgekeurd, het voorwerp hebben gevormd van een openbaar onderzoek op het gewestelijke grondgebied van 14/03/2019 tot 13/04/2019 en in overeenstemming met artikel 89/3 van het BWRO aan het advies van de raadgevende instanties en de gewestelijke ontwikkelingscommissie werden voorgelegd;

Overwegende dat de eerste gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) dateert van 03/06/1999 met het opstellen van de titels I tot VII; dat deze vervolgens werd ingetrokken en vervangen door een nieuwe versie op 11/04/2003;

Overwegende dat de huidige GSV is aangenomen op 21/11/2006 en in werking is getreden op 03/01/2007; dat deze bestaat uit 8 titels:

- Titel I: Kenmerken van de bouwwerken en hun naaste omgeving
- Titel II: Bewoonbaarheidsnormen van de woningen
- Titel III: Bouwplaatsen, gedeeltelijk opgeheven op 11/07/2013

- Titel IV: Toegankelijkheid van gebouwen voor personen met beperkte mobiliteit
- Titel V: Thermische isolatie van gebouwen, volledig opgeheven op 07/06/2007 en vervangen door een nieuwe milieuordonnantie houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen (EPB) die op haar beurt werd vervangen door het BWLKE van 21/05/2013, dat van kracht is sinds 01/01/2015
- Titel VI: Reclame- en uithangborden
- Titel VII: De wegen, de toegangen ertoe en de naaste omgeving ervan
- Titel VIII: De parkeernormen buiten de openbare weg;

Overwegende dat een eerder ontwerp tot wijziging van de GSV in 2019 tweemaal aan een openbaar onderzoek onderworpen werd; dat dit ontwerp door de staatssecretaris belast met Stedenbouw stopgezet werd omdat het te veel fundamentele opmerkingen oproep waardoor het gewenste resultaat en de rechtszekerheid niet konden worden bereikt; dat na kennismeting van alle opmerkingen en analyses over dit ontwerp van 2019 de huidige regering beslist heeft haar aanpak te wijzigen en meer momenten van uitwisseling en discussie met de verschillende actoren op het gebied van stedenbouw in te lassen alvorens tot het huidige voorstel te komen, en meer bepaald de volgende maatregelen te treffen:

- Een expertencommissie, bestaande uit experts van de particuliere en de openbare sector en van de academische wereld, is in 2021 opgericht en heeft tot taak richtsnoeren voor de herziening van de GSV vast te stellen en de eerste opties voor te stellen;
- Werkgroepen, bestaande uit onder meer leden van de gemeentebesturen, kregen tot taak de voorstellen van de expertencommissie te analyseren, aan te passen en te verduidelijken;
- De Regering heeft de laatste wijzigingen aangebracht om te komen tot de definitieve versie die in eerste lezing is aangenomen;

Overwegende dat het ontwerp van de nieuwe GSV bestaat uit een volledige herziening, waarbij rekening wordt gehouden met de ecologische en sociologische realiteit; dat volgens de auteurs van het ontwerp deze nieuwe GSV leesbaarder/eenvoudiger en coherenter beoogt te zijn, en streeft ze in de eerste plaats naar meer kwaliteit (op het gebied van stedenbouw, architectuur, milieu, enz.) in plaats van rechtszekerheid te bieden zonder een visie/evolutie/aanpassing van de bestaande situatie mogelijk te maken;

Overwegende dat de belangrijkste doelstellingen zijn:

- de invoering van het beginsel van contextualisering van de toegestane bouwprofielen,
- de integratie van de beginselen van een gecontroleerde verdichting met inachtneming van de stedenbouwkundige typologie van de wijken,
- de totstandbrenging van een juridisch kader om de gecontroleerde bouw van studentenwoningen aan te moedigen,
- de opneming van een beginsel van convertibiliteit van gebouwen voor later gebruik,
- de uitbreiding van de gemeenschappelijke ruimtes om in te spelen op veranderende woonpatronen en nieuwe behoeften na de COVID-19-crisis,

- de verbetering van het comfort van voetgangers en fietsers;

Overwegende dat de nieuwe GSV uit 3 hoofdtitels bestaat:

- Titel 1: Open ruimte (private en openbare): bepaalt de regels voor de landschaps- en groeninrichting van private en openbare open ruimtes,
- Titel 2: Stedelijkheid: bepaalt alle kenmerken met betrekking tot de bouwschil van een bouwwerk,
- Titel 3: Bewoonbaarheid: bevat voorschriften voor de interne organisatie van gebouwen om het comfort en de levenskwaliteit van de bewoners te waarborgen;

Overwegende dat ze nieuwe toevoegingen bevat, zoals informatieve doelstellingen ter verbetering van het begrip / de interpretatie en de tekstuele en grafische uitleg (zonder regelgevende waarde);

Overwegende dat verschillende oude titels zijn geschrapt, met name:

- de voormalige titel III over bouwplaatsen. Deze titel - die reeds gedeeltelijk is opgeheven - bevat slechts 2 artikelen. Om het aantal gesprekspartners/vergunningen die bij de verschillende instanties moeten worden aangevraagd (politiereglement, werf- en milieuvergunning) te vereenvoudigen, zal de voormalige titel III in samenwerking met Leefmilieu Brussel worden overgeheveld naar het milieudomein;
- de voormalige titel IV betreffende de toegankelijkheid voor PBM. Deze titel was een copy/paste van diverse verordeningen die - bij gebrek aan kennis van de professionals en op verzoek van de betrokken verenigingen - in de oude GSV waren opgenomen als een ‘herinnering’ met regelgevende waarde. Deze titel is uit de GSV geschrapt, maar de nieuwe titels I en III vermelden de toegankelijkheidsverplichting overeenkomstig hun respectieve toepassingsgebied en verwijzen naar de bijlage van het project waarin de specifieke kenmerken - op het gebied van stedenbouw - worden vastgesteld die in acht moeten worden genomen om deze toegankelijkheid te waarborgen;

Overwegende dat in het ontwerp van de nieuwe GSV de auteurs van het ontwerp de duidelijke keuze gemaakt hebben om minder ‘vaste’ regels vast te stellen die niet zijn aangepast aan de specifieke situatie van elk terrein (wat de reden is voor meerdere dossiers die worden onderzocht voor kleine afwijkingen zonder effect), en om regels te schrappen die hebben gediend als ‘duplicaat’ van andere bestaande regelgeving; dat de nieuwe GSV echter meer gewicht geeft aan toelichtingen en respect voor de goede inrichting van het gebied om, volgens de auteurs van het ontwerp, tot een meer kwalitatieve architectuur en stedenbouw te komen;

Overwegende dat deze benadering een zeer ruime beoordelingsmarge laat voor de interpretatie van de eerbiediging van de goede inrichting van het gebied / de eerbiediging van de GSV, wat zal leiden tot een vermindering van het aantal openbare onderzoeken en het risico met zich brengt dat tussen de 19 gemeenten en Urban verschillende interpretaties ontstaan, waardoor het aantal ingestelde beroepen kan toenemen (zeker bij de inwerkingtreding van de nieuwe GSV);

Overwegende dat er ook aan herinnerd dient te worden dat artikel 348 van het BWRO bepaalt dat de gemeentelijke bouwverordening van 12/11/1956, die meermaals is gewijzigd, volledig wordt opgeheven wanneer de nieuwe GSV in werking treedt; dat de datum van inwerkingtreding nog niet bekend is en onder meer zal afhangen van de

resultaten van het openbaar onderzoek, de aan te brengen wijzigingen en de vorderingsstaat van de overige vereiste verordeningen en besluiten;

Gelet op artikelen 87 tot 89/5 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Overwegende dat artikel 89/3 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening voorziet dat de Regering het ontwerp van gewestelijk stedenbouwkundige verordening en het milieueffectenrapport onderwerpt aan het openbaar onderzoek en het advies vraagt van de gemeenteraden binnen de 75 dagen;

Gelet op de aanvraag tot advies van de Regering die werd ontvangen in Sint-Lambrechts-Woluwe op 28/11/2022;

Gelet op het openbaar onderzoek van 40 dagen, van 12/12/2022 tot en met 20/01/2023, op het gehele grondgebied van het Brussels Gewest;

Gelet op de brieven van 21/12/2022 en van 02/02/2023 van de Brusselse staatssecretaris belast met Stedenbouw, doorgestuurd per email, waarin een verlenging van de termijnen voor de adviezen van de gemeenteraden aangekondigd werd tot 31/03/2023;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023;

FORMULEERT DE VOLGENDE OPMERKINGEN:

Hoewel de gemeente het beginsel van de in het huidige ontwerp voorgestelde vereenvoudiging van de stedenbouwkundige verordening in het algemeen steunt en het streven naar architecturale kwaliteit en duurzaamheid in verband met de verstedelijking van het grondgebied onderschrijft, brengt ze niettemin een ongunstig advies uit over de voorgestelde nieuwe aanpak.

Het voorgestelde ontwerp van GSV lijkt in sommige opzichten meer op een instrument voor strategische planning dan op een echte verordening.

Een verordening moet in wezen duidelijke en precieze regels vastleggen en kan niet volstaan met onnauwkeurige en onbepaalde termen (zoals “evenwichtige dichtheid”, “architecturale kwaliteit” en “harmonie”) die de met het onderzoek van de aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning belaste autoriteiten een zeer ruime beoordelingsmarge laten.

De GSV moet een nauwkeurig normatief kader vaststellen dat de verwesenlijking waarborgt van de doelstellingen op het gebied van ruimtelijke ordening die in de door de bevoegde autoriteiten aangenomen plannen en diverse programma’s zijn vastgelegd.

De in de herziening voorgestelde paradigmaverschuiving zal waarschijnlijk tot de volgende moeilijkheden leiden:

- een vorm van deregulering;
- een gebrek aan rechtszekerheid;
- een gebrek aan voorspelbaarheid voor de vergunningsaanvragers;

- een gebrek aan gelijke behandeling van vergunningsaanvragers;
- een gedifferentieerde toepassing van de bepalingen van de GSV in verschillende gemeenten;
- een toename van de complexiteit van de analyse van vergunningsaanvragen voor de administratie;
- een verhoogd risico op administratieve en gerechtelijke beroepen.

In werkelijkheid verwijdert het ontwerp van de GSV zich van de beoogde vereenvoudiging, met name omdat het in de praktijk de vergunningsaanvrager zal verplichten tot meerdere aanvullende bewijsstukken die voor interpretatie vatbaar zijn, en een grondige analyse zal opleggen in het stadium van de analyse op de volledigheid van de stedenbouwundige aanvraag.

Deze verandering van paradigma heeft ook gevolgen voor de procedure voor de behandeling van vergunningsaanvragen en, meer in het algemeen, voor de voorlichting en inspraak van het publiek. Momenteel wordt in geval van afwijking van de GSV het dossier van de vergunningsaanvraag onderworpen aan speciale regelen van openbaarmaking (openbaar onderzoek en overlegcommissie). Het gebruik van ruim of onnauwkeurig geformuleerde regels dreigt problemen op te leveren bij de beoordeling van het bestaan zelf van afwijkingen, die bepalen of een openbaar onderzoek en een overlegcommissie moeten worden georganiseerd.

De gemeente is ook van mening dat de herziening van de GSV gepaard moet gaan met belangrijke hervormingen, waaronder die van het BWRO, en wijzigingen op verschillende niveaus, die hierna in de algemene opmerkingen worden vermeld. Wat het BWRO betreft, moet er met name voor worden gezorgd dat het publiek en de belanghebbenden al vóór de indiening van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning worden betrokken.

Gezien het aantal nieuwe milieuvoorschriften is het ten slotte noodzakelijk dit aspect op gemeentelijk niveau te versterken, hetzij door de aanwerving van door Leefmilieu Brussel gesubsidieerd personeel ter versterking van de EPB-agent, hetzij door het beheer van extern advies van Leefmilieu Brussel zelf. Hoewel het rekening houden met milieukwesties een positieve ontwikkeling is, moet het Brussels Gewest voldoende financiële middelen uittrekken om deze doelstellingen te bereiken.

Algemene opmerkingen:

- Aangezien de nieuwe GSV een grotere flexibiliteit bij de beoordeling impliceert, zullen de diensten stedenbouw bij de volledigheidsanalyse een standpunt moeten innemen over de beoordeling van de naleving van de GSV. Deze analyse moet worden medeondertekend door een lid van het College van burgemeester en schepenen.

Dit betekent dat de Regering een soort beoordelingsfase eerder in de procedure invoert. Dit is een aanzienlijke verandering.

Ook al wordt hierdoor de beslissingsbevoegdheid van het College van burgemeester en schepenen (CB&S) om zich uit te spreken over de beoordeling van het totale project en de goede inrichting van het gebied niet opgeheven, en ook al kan door deze wijziging worden voorkomen dat er een openbaar onderzoek moet worden ingesteld voor kleine afwijkingen van regels die niet erg flexibel zijn en niet erg aangepast zijn aan de specifieke kenmerken van het gebied, is het van essentieel belang dat het juridisch kader waarbinnen de diensten zullen werken, beter wordt omschreven (zie volgende punten).

- Deze nieuwe aanpak vereist structurele veranderingen in de organisatie en de communicatie op alle niveaus:

- een beter platform voor uitwisseling tussen de 20 diensten stedenbouw;
- een andere aanpak op gemeentelijk niveau voor de vergaderingen over voorontwerpen, die regelmatiger en systematischer moeten worden georganiseerd (processen-verbaal van de vergaderingen over de standpunten die worden ingenomen voordat een aanvraag wordt ingediend, waarde van een advies van de dienst stedenbouw, systematische aanwezigheid van een lid van Urban, enz.), aangezien de vergaderingen over voorontwerpen in het huidige BWRO de aanwezigheid van een groot aantal gemeentelijke EN gewestelijke personeelsleden vereisen, waardoor geen echte vergaderingen over voorontwerpen kunnen worden gehouden;
- het juridische kader van de verschillende actoren op gemeentelijk niveau (het College van burgemeester en schepenen enerzijds en de dienst stedenbouw anderzijds) moet beter worden gedefinieerd, zodat de gemeenten kunnen inspelen op de behoeften die door de nieuwe GSV worden gecreëerd (gezien het ontbreken van het beginsel van een gemachtigde ambtenaar, zoals op gewestelijk niveau het geval is);
- de verificatie van alle nieuwe milieuheffingen is momenteel niet mogelijk wegens gebrek aan opleiding en personeel om al deze nieuwe taken op zich te nemen. Wat zijn de plannen voor al deze nieuwe milieuverificaties (BAF+, TOTEM, hergebruik/infiltratie van water, albedo, enz.)? Het lijkt aangewezen een systeem in te voeren om voor deze nieuwe heffingen online een advies te vragen aan Leefmilieu Brussel voor gemeentelijke dossiers (vergelijkbaar met de adviesaanvragen van andere instanties met een antwoordtermijn van 30 dagen op basis van een volledig verklaard dossier) of een nieuwe ‘duurzaamheidsagent’ te subsidiëren (vergelijkbaar met de EPB-agent in de gemeenten).

- Zoals in de conclusies van het MER wordt gesteld, vereist de nieuwe aanpak van de GSV een herziening van het BWRO, het GBP, verscheidene besluiten (bv. “gering belang”, “dossiersamenstelling”, “wijziging van gebruik”) en het BWLKE (bouwplaatsen). Het is van essentieel belang dat al deze instrumenten tegelijk met de nieuwe GSV in werking treden en dat de Regering de gemeenten voldoende tijd geeft om alle wijzigingen te verwerken.

Er zij aan herinnerd dat de inventaris van het erfgoed, die een objectieve discussie over de beoordeling van de betrokken dossiers mogelijk moet maken, nog steeds niet is afgerond, wat leidt tot onnodig omslachtige procedures, een achterstand van dossiers bij de overlegcommissie en problemen met de leesbaarheid van het besluit van “gering belang” en van de nieuwe GSV.

Herhaaldelijk wordt in het ontwerp van GSV verwezen naar een of meerdere vademeccums die niet beschikbaar zijn op het ogenblik dat het ontwerp wordt gelezen, wat betreurenswaardig is.

De beoordeling van het nieuwe ontwerp van GSV moet parallel met alle bovengenoemde documenten en databanken plaatsvinden, zodat de exacte impact en samenhang met op dat moment nog niet bestaande documenten en verordeningen kan worden ingezien.

- In het kader van de herziening van het BWRO moet worden gezorgd voor een raadplegingsfase met het publiek en alle belanghebbenden voordat de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt ingediend.

- De wijziging het BWRO in 2019 vereiste de aanpassing van honderden documenten in NOVA om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepalingen, wat gedurende meerdere maanden werd gedaan door dossierbeheerders van vergunningsaanvragen binnen de dienst stedenbouw van de gemeente. Dit vergde een enorme tijdsinvestering in termen van juridische verificatie van de inhoud en de handmatige uitvoering van wijzigingen in elk document ten nadele van de verwerking van de dossiers.

Daarom wordt verzocht om bij elke toekomstige wijziging van het BWRO of van andere verordeningen die gevolgen hebben voor de procedures, vóór de inwerkingtreding standaarddocumenten (zonder regelgevende waarde) ter beschikking te stellen van de gemeenten in NOVA, zodat alle diensten deze naar behoefte kunnen aanpassen (opschrift, handtekeningen, enz.) en tegelijkertijd kunnen vermijden dat elke dienst elk document juridisch moet verifiëren.

Opmerkingen op het milieueffectenrapport (MER):

- Vooraf dient opgemerkt te worden dat het afsluiten van het MER (12 oktober 2022) later is dan de aanneming van het ontwerp van de GSV in eerste lezing (7 juli 2022). Dit doet de vraag rijzen of de Regering rekening heeft gehouden met de positieve of negatieve gevolgen van de bepalingen van het ontwerp-GSV die in het MER zijn gespecificeerd.
- De begeleidende maatregelen in hoofdstuk 9 zijn niet concreet genoeg: nergens wordt voorgesteld hoe de verschillende actoren (aanvragers, instanties) toegang kunnen krijgen tot de informatie die nodig is voor een objectieve analyse, waardoor het gevoel van ‘gebrek aan concrete regels’ en uiteenlopende interpretaties nog groter dreigt te worden.
- Alle noodzakelijke gegevens in de verschillende fiches moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:
 - altijd beschikbaar zijn,
 - voor alle actoren beschikbaar zijn,
 - op wijkniveau beschikbaar zijn,
 - in één enkel gemakkelijk te raadplegen instrument beschikbaar zijn (bv. BruGIS),
 - voortdurend worden bijgewerkt

en meer bepaald de volgende elementen opnemen:

- de maas bevolkingsdichtheid per wijk,
- de maas bebouwingsdichtheid,
- het aantal parkings in de private/openbare ruimte en hun bezettingsgraad tijdens verschillende uren (ochtend - overdag - avond - nacht) om de verzadiging te bepalen,
- de huidige bestemming (woning, kantoor) en de mix,
- het gebruik met een hoge druk op de wijk (studentenwoningen, medehuur, enz.),
- het aanbod van deelauto's en beveiligde fietsenstallingen,
- de status en het gebruik van de straat (weinig of veel verkeer),
- de locatie van de kinderdagverblijven, scholen, gebedshuizen, verkeerslichten, oversteekplaatsen, enz. om verboden op parkeren,

reclame, enz. te analyseren,

- de regenwater- en grondwatersituatie om de infiltratiesnelheden te analyseren of alternatieve oplossingen voor te stellen,
- de verschillende geluidszones (akoestische sfeer),
- de situatie van de BAF+ per huizenblok/perceel,
- een meer gedetailleerde kaart van ondergrondse inrichtingen: buizen/kanalen, metronetwerk, voetgangerstunnels, enz.,

door de volgende zaken aan te bieden:

- eenvoudige en openbare technische ondersteuning voor aanvragers van gemeentelijke vergunningen (geïntegreerd en lokaal waterbeheer, berekening van BAF+, TOTEM, albedo, enz.) binnen Leefmilieu Brussel, met een permanent loket en gemakkelijker toegang/contact dan nu het geval is,
- permanente vorming voor alle gemeentelijke en gewestelijke diensten stedenbouw,
- bewustmaking en verdere professionalisering van de verschillende hulpmiddelen die de gewestelijke diensten (Leefmilieu Brussel, Homegrade) aanbieden voor kleinschalige gemeentelijke dossiers (met of zonder architect, particulier of niet), waarvoor de aanvragers niet noodzakelijk worden bijgestaan door gespecialiseerde bureaus, aangezien de gemeentelijke diensten stedenbouw deze vormings- en opvolgingsrol niet kunnen vervullen,
- ...

Opmerkingen op de GSV (grafische versie):

Het hierbij gevoegd technisch verslag (deel 1 en deel 2) herneemt in detail de verschillende technische opmerkingen op het ontwerp van wijziging van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV).

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

20.03.2023/A/0033 **CPAS - Budget 2023 - Modification budgétaire 1 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale,

telle que modifiée ;

Vu le budget du CPAS pour l'exercice 2023 ;

Vu la modification budgétaire 1 du CPAS pour l'exercice 2023 arrêtée par le Conseil de l'Action sociale le 14/03/2023 ;

Considérant que cette modification vise les services d'exploitation et d'investissement ;

Considérant que cette modification budgétaire n'implique pas de modification de la dotation communale ;

Vu l'article 255, 16° de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/03/2023 ;

DECIDE d'approuver la modification 1 apportée au budget 2023 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

OCMW - Begroting 2023 - Begrotingswijziging 1 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2023;

Gelet op de begrotingswijziging 1 van het OCMW voor het dienstjaar 2023 vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 14/03/2023;

Overwegende dat deze wijziging betrekking heeft op de beheers- en investeringsdienst;

Overwegende dat deze begrotingswijziging geen wijziging van de gemeentelijke dotaat tot gevolg heeft;

Gelet op artikel 255, 16° van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/03/2023;

BESLIST de wijziging 1 aangebracht aan de begroting 2023 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van

de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Isabelle Molenberg quitte la séance / verlaat de zitting.

Xavier Liénart quitte la séance / verlaat de zitting.

Jean Ullens de Schooten quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

20.03.2023/A/0034 **Abris fermés pour vélos - Réponses aux demandes. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant les réponses aux demandes d'abris fermés pour vélos :

« En cherchant bien sur son site web, notre commune indique avoir placé 46 abris vélo à travers la commune, soit quelque 230 places si je compte bien et il est prévu d'en installer encore, au rythme des subsides accordés par la Région. Pour qui sait retrouver l'information, il est aussi indiqué comment effectuer une demande et quelles en sont les conditions. Il n'y a malheureusement pas de lien direct dans les menus du site mais on peut effectuer une recherche « parking vélo » ou « box vélo » avec le champ de recherche en haut à droite :

- Avec une recherche « parking vélo », on reçoit une information partielle en espagnol, ensuite en anglais et sur une page interminable bien plus loin en français... mais le formulaire de candidature pour une place n'existe qu'en français et en néerlandais...
- Avec une recherche « box vélo », on arrive à une page très claire en français sur les « box à vélo fermés » avec lien vers un plan, le règlement et un formulaire de candidature. Sur la même page se trouvent d'autres informations peu pertinentes et curieusement une information partielle est encore disponible beaucoup plus loin en espagnol (mais pas en anglais)...

Il existe aussi un site web « Cyclo parking » qui invite les utilisateurs potentiels à introduire des demandes et à entrer dans une file d'attente pour se voir attribuer un box parking vélo. Alors que le choix est large dans les communes voisines, ce qui est interpellant, c'est que Cyclo parking ne renseigne que 2 boxes à Woluwe-Saint-Lambert : avenue Mullie et au parking Roodebeek. En cherchant plus loin, Cyclo parking nous apprend que 17 communes sur 19 sont partenaires, ce qui explique pourquoi Saint-Josse et Woluwe-Saint-Lambert sont des taches blanches sur la carte des boxes vélo. C'est déroutant pour les utilisateurs potentiels qui s'adressent logiquement à Cyclo parking : ils se voient répondre qu'il n'y a pas de box actuellement disponible et qu'ils sont mis sur une liste d'attente.

Voici les questions que je poserai au Collège :

1. Il y aurait bien des remarques à faire sur l'architecture du site web communal mais pour améliorer la visibilité du service, ne faudrait-il pas prévoir au minimum un onglet « Parking vélo » sous « Services

- communaux »/« Mobilité et stationnement » ?
2. Quelles sont les raisons de l'absence de partenariat entre notre commune et Cyclo parking ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Depuis la mise en place d'abris vélo dans l'espace public, le Collège a toujours souhaité garder la totale maîtrise du rythme d'implantation, mais également de la localisation de ces box vélo. Pour rappel, nous implantons ces box dans les quartiers où il y a des demandes. Les habitants sont invités à s'inscrire via le formulaire qui est mis à disposition sur le site internet. Dans le cadre de la refonte de l'architecture du nouveau site internet de la commune - qui se voudra plus orienté vers des thématiques plutôt que sur des recherches nominales (des *verbo*) -, il sera plus évident de trouver le lien direct pour s'inscrire sur la liste d'attente pour les box vélo. Les services des relations publiques et des nouvelles technologies travaillent actuellement sur la mise en place du nouveau site internet communal. Les recherches que vous avez faites tiennent à l'aspect technique ancien du site internet qui doit être revu de fond en comble. Dès l'instant où plusieurs demandes sont enregistrées dans un quartier, le département de la gestion de l'espace public détermine le futur lieu d'implantation du box vélo. En effet, pour rappel, dans chaque box, il y a 5 places disponibles. Il convient donc d'enregistrer au préalable plusieurs demandes avant de décider d'implémenter un nouveau box vélo, sachant que cela a un coût budgétaire. Avec les services Mobilité et Subsides, nous veillons à faire financer l'installation de nos box vélo. Quant au site web « Cyclo parking » évoqué dans votre question, il s'agit de la plateforme internet « vélo » de l'agence régionale du stationnement, avec laquelle le Collège a décidé de longue date de ne pas collaborer. En effet, si nous décidions de confier l'implantation et la gestion de nos box vélo à Cycloparking (donc à l'agence du stationnement), nous perdrions toute compétence en la matière, en ce compris sur les lieux où seront placés ces dispositifs. Comme vous le savez, nous privilégions de les placer dans l'espace public en des lieux qui permettent à chaque mode de déplacement de cohabiter de manière harmonieuse et non sur la base de principes rigides qui voudraient que tout box vélo se doit de supprimer une place de stationnement (condition imposée par Bruxelles Mobilité pour l'obtention de divers subsides en matière de mobilité). Dès l'instant où l'installation d'un box est possible en un lieu qui ne supprime pas de stationnement, nous optons pour cette solution. L'absence de collaboration avec Cycloparking explique que nos très nombreux box vélo ne sont pas repris sur le site internet de l'agence régionale du stationnement. Notre système de mise en place des box vélo est efficace et démontre sa pertinence. Je me réfère ici à la réponse qui avait été donnée par mon collègue Gregory MATGEN, échevin de la Mobilité, à l'interpellation déposée par le conseiller Michaël LORIAUX lors de la séance du Conseil du mois de janvier 2022 : *« La gestion de ces box nous permet de répondre aux demandes de nos habitants sans qu'ils soient mis en concurrence avec les demandes des habitants des autres communes. Celles-ci, hormis Saint-Josse, ont confié la gestion à l'agence régionale de stationnement qui a repris Cycloparking. »* Mon collègue indiquait qu'en 2021, Parking Brussels annonçait que 8.000 personnes étaient sur la liste d'attente. Le site de Cycloparking recensait à l'époque 689 box (soit 1 box pour 1.647 habitants hors Woluwe-Saint-Lambert et Saint-Josse) alors qu'à Woluwe-Saint-Lambert, on recensait 46 box, soit 1 box pour 1.261 habitants. En collaborant avec Cycloparking, on aurait eu droit à environ 32-33 box au lieu de 46 box si on se fonde sur le fait que la population de Woluwe-Saint-Lambert représente 4,75 % de la population bruxelloise. »

M. VAN der AUWERA demande quand le nouveau site web sera opérationnel.

M. MAINGAIN répond que c'est prévu pour septembre.

Gesloten fietsenstallingen - Antwoorden op aanvragen. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de antwoorden op de aanvragen voor gesloten fietsenstallingen:

"Als u goed genoeg zoekt op de website, geeft onze gemeente aan dat zij 46 fietsenstallingen heeft geplaatst in de hele gemeente, dus zo'n 230 plaatsen als ik goed tel, en het is de bedoeling dat er nog meer worden geplaatst, in lijn met de subsidies die door het Gewest worden verstrekt. Voor degene die de informatie weten te vinden, wordt ook aangegeven hoe een aanvraag kan worden ingediend en wat de voorwaarden zijn. Helaas is er geen directe link in de menu's van de site, maar u kunt zoeken naar "parking vélo" of "box vélo" via het zoekveld rechtsboven:

- Als u zoekt op "parking vélo", krijgt u gedeeltelijke informatie in het Spaans, vervolgens in het Engels en op een lange pagina veel verder in het Frans... maar het aanvraagformulier voor een plaats is alleen beschikbaar in het Frans en het Nederlands...
- Een zoekopdracht naar "box vélo" levert een zeer duidelijke pagina in het Frans op over "gesloten fietsboxen" met een link naar een kaart, de regels en een aanvraagformulier. Op dezelfde pagina is er andere informatie van weinig belang, en vreemd genoeg is gedeeltelijke informatie nog veel verder beschikbaar in het Spaans (maar niet in het Engels)...

Er is ook een website "Cyclo parking" waarop potentiële gebruikers worden uitgenodigd een aanvraag in te dienen en in een rij te gaan staan om een fietsparkeerplaats toegewezen te krijgen. Hoewel er een ruime keuze is in naburige gemeenten, is het interessant om op te merken dat Cyclo Parking slechts 2 boxen vermeldt in Sint-Lambrechts-Woluwe: de Mullielaan en de parking Roodebeek. Als je verder kijkt, vertelt Cyclo Parking ons dat 17 van de 19 gemeenten partners zijn, wat verklaart waarom Sint-Joost en Sint-Lambrechts-Woluwe witte vlekken zijn op de kaart met fietsboxen. Dit is verwarring voor potentiële gebruikers die logischerwijs contact opnemen met Cyclo Parking: ze krijgen te horen dat er momenteel geen boxen beschikbaar zijn en dat ze op een wachtlijst worden geplaatst.

Dit zijn de vragen die ik aan het College zal stellen:

1. Er zijn opmerkingen te maken over de structuur van de gemeentelijke website, maar moet er om de zichtbaarheid van de dienst te verbeteren niet minstens een tabblad "Fietsparking" komen onder "Gemeentelijke diensten"/"Mobiliteit en parkeren"?
2. Wat zijn de redenen voor het ontbreken van een partnerschap tussen onze gemeente en Cyclo Parking?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Sinds de plaatsing van fietsenstallingen in de openbare ruimte heeft het College steeds de volledige controle willen behouden over het tempo van de plaatsing, maar ook over de plaats van deze fietsboxen. Ter herinnering: we plaatsen deze boxen in wijken waar vraag naar is. Bewoners worden uitgenodigd zich aan te melden via het formulier op de website. In het kader van het herontwerp van de structuur van de nieuwe gemeentelijke website - die meer thematisch gericht zal zijn dan op basis van nominale zoekopdrachten (verbo) - zal de directe link om zich in te schrijven op de

wachtlijst voor de fietsboxen gemakkelijker te vinden zijn. De diensten Public relations en Nieuwe technologieën werken momenteel aan de implementatie van de nieuwe gemeentelijke website. Deze moet van boven tot onder worden herzien. Zodra in een wijk meerdere aanvragen worden geregistreerd, bepaalt de dienst Beheer openbare ruimte de toekomstige locatie van de fietsenstalling. Ter herinnering: in elke box zijn 5 plaatsen beschikbaar. Het is dus noodzakelijk om meerdere aanvragen te registreren alvorens te beslissen om een nieuwe fietsbox te plaatsen, rekening houdend met de budgettaire kost. Samen met de afdelingen Mobiliteit en Subsidies zorgen wij voor de financiering van de plaatsing van onze fietsboxen. Wat de in uw vraag vermelde website "Cyclo parking" betreft, dit is het internetplatform "fiets" van het gewestelijk parkeeragentschap, waarmee het College al lang niet meer wil samenwerken. Als wij namelijk zouden besluiten om de plaatsing en het beheer van onze fietsboxen toe te vertrouwen aan Cycloparking (en dus aan het parkeeragentschap), zouden wij alle bevoegdheden op dit gebied verliezen, met inbegrip van de locaties waar deze apparaten worden geplaatst. Zoals u weet, geven wij er de voorkeur aan ze in de openbare ruimte te plaatsen op plaatsen waar elk vervoermiddel harmonieus naast elkaar kan bestaan en niet op basis van rigide principes die zouden betekenen dat elke fietsbox een parkeerplaats moet opheffen (een voorwaarde die Brussel Mobiliteit oplegt om verschillende mobiliteitssubsidies te verkrijgen). Zodra het mogelijk is een box te plaatsen op een plaats die geen parkeerruimte wegneemt, kiezen wij voor deze oplossing. Het gebrek aan samenwerking met Cycloparking verklaart waarom onze vele fietsparkeerplaatsen niet op de website van het gewestelijk parkeeragentschap staan. Ons systeem van het plaatsen van fietsboxen is effectief en heeft zijn nut bewezen. Ik verwijst hier naar het antwoord van mijn collega Gregory MATGEN, schepen van Mobiliteit, op de vraag van raadslid Michaël LORIAUX tijdens de Raadszitting van januari 2022: "*Het beheer van deze boxen stelt ons in staat aan de vraag van onze inwoners te voldoen zonder te moeten concurreren met de vraag van inwoners van andere gemeenten. Deze gemeenten, met uitzondering van Sint-Joost-ten-Node, hebben het beheer toevertrouwd aan het gewestelijk parkeeragentschap, dat Cycloparking heeft overgenomen.*" Mijn collega gaf aan dat Parking Brussel in 2021 aankondigde dat er 8.000 mensen op de wachtlijst stonden. De website van Cycloparking vermeldde toen 689 plaatsen (d.w.z. 1 plaats per 1.647 inwoners buiten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Joost), terwijl er in Sint-Lambrechts-Woluwe 46 plaatsen waren, d.w.z. 1 plaats per 1.261 inwoners. In samenwerking met Cycloparking zouden er ongeveer 32 à 33 parkeerplaatsen zijn in plaats van 46, als men bedenkt dat de bevolking van Sint-Lambrechts-Woluwe 4,75 % van de Brusselse bevolking uitmaakt."

Dhr. VAN der AUWERA vraagt wanneer de nieuwe website operationeel zal zijn.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit gepland is voor september.

Philippe Jaquemyns quitte la séance / verlaat de zitting.

Sonia Begyn quitte la séance / verlaat de zitting.

Kurt Deswert quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0035 **Suivi de la mise en conformité électrique du Poséidon. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant le suivi de la mise en conformité électrique du Poséidon :

« Depuis 2017, l'installation électrique du Poséidon a été déclarée non conforme à 2 reprises. Lors du Conseil communal du 19 septembre 2022, le Collège a présenté un

marché visant à confier à une entreprise d'électricité la constitution d'un dossier technique et administratif et le soin de « *repérer et étiqueter les installations ainsi que d'établir les schéma unifilaires et de position de l'installation pour un montant de 65.000 EUR* ». Des réparations allaient aussi être effectuées lors de ce relevé si des défauts de fonctionnement étaient constatés. Cette étape était présentée comme une « *nécessaire préparation à la mise en conformité électrique du Poséidon* ». Le relevé des plans allait être réalisé du 31 octobre au 13 novembre lors d'une fermeture à programmer du Poséidon. 6 firmes allaient être consultées...

Dans sa note du 15 juin 2022, le responsable énergie prévoyait 4 phases :

- Phase 1 : Marché de constitution d'un dossier technique et administratif ;
- Phase 2 : Commande d'un contrôle des installations par l'adjudicataire ;
- Phase 3 : Marché de mise en conformité ;
- Phase 4 : Commande d'un contrôle des installations par l'adjudicataire en vue d'obtenir l'attestation de conformité électrique.

Dans un but de suivi constructif, voici les questions que je poserai au Collège :

1. Le travail prévu à la Phase 1 (schéma et plan d'implantation) ainsi que le dossier technique et administratif ont-ils été réalisés à la satisfaction du service ?
2. Le contrôle de l'installation prévu à la Phase 2 a-t-il été réalisé et si oui, quand et avec quel résultat ?
3. Quel est le planning du marché concernant les phases 3 et 4 et quel est le montant prévu au budget ? »

M. MAINGAIN rappelle la difficulté de gérer ce dossier vu l'absence de plan de l'installation électrique du Poséidon. Il confirme que le marché a bien été attribué en octobre 2022. Il attire l'attention sur le fait qu'il a fallu identifier la firme qui serait intéressée par ce travail de grande envergure. Il signale que la firme désignée a demandé un certain délai pour effectuer un état des lieux et que ce n'est que ce 24 février qu'une réunion a eu lieu pour la planification du travail. Il annonce que celui-ci débutera au mois de mai et prendra plusieurs semaines. Il fait remarquer qu'il faudra tenir compte des activités qui ont lieu au Poséidon et notamment profiter des périodes de congés scolaires. Il précise que ce n'est qu'à l'issue de ce travail que les phases suivantes seront programmées et budgétisées. Il se réjouit qu'il y ait enfin une entreprise qui ait accepté de se lancer dans ce vaste travail.

M. VAN der AUWERA donne rendez-vous en mai-juin pour s'informer du suivi de ce dossier.

M. MAINGAIN répond qu'il vaudrait mieux attendre septembre.

M. VAN der AUWERA fait remarquer que l'on a de nouveau pris 6 mois de retard par rapport à ce qui était programmé mais remercie pour la transparence.

M. DEVILLE demande s'il n'y a qu'une seule société qui a remis offre.

M. MAINGAIN répond qu'il n'y en a qu'une qui a répondu aux exigences du cahier des charges.

Follow-up van de elektrische conformiteit van Poseidon. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de opvolging van de elektrische conformiteit van de Poseidon:

"Sinds 2017 is de elektrische installatie van de Poseidon 2 keer niet-conform verklaard. Tijdens de Gemeenteraadsvergadering van 19 september 2022 heeft het College een opdracht voorgesteld om een elektriciteitsbedrijf te belasten met de aanleg van een technisch en administratief dossier en de opdracht om "de installaties te lokaliseren en te etiketteren en de eenlijns- en positieschema's van de installatie op te stellen voor een bedrag van 65.000 EUR". Tijdens dit onderzoek moesten ook reparaties worden uitgevoerd als er storingen werden geconstateerd. Deze fase werd voorgesteld als een "noodzakelijke voorbereiding om de Poseidon elektrisch in conformiteit te stellen". Het onderzoek van de plannen zou worden uitgevoerd van 31 oktober tot 13 november tijdens een geplande sluiting van de Poseidon. 6 bedrijven zouden worden geraadpleegd.

In zijn nota van 15 juni 2022 voorzag de energieverantwoordelijke 4 fasen:

- Fase 1: Opdracht voor het samenstellen van een technisch en administratief dossier;
- Fase 2: Opdracht voor een inspectie van de installaties door de geselecteerde inschrijver;
- Fase 3: Opdracht voor het in conformiteit brengen;
- Fase 4: Bestelling voor een keuring van de installaties door de gekozen inschrijver met het oog op het krijgen van het elektrisch conformiteitscertificaat.

Met het oog op een constructieve follow-up zal ik het College de volgende vragen stellen:

1. Zijn de in fase 1 geplande werkzaamheden (schema en inrichtingsplan) en het technisch en administratief dossier tot tevredenheid van de dienst afgerond?
2. Is de in fase 2 geplande inspectie van de installatie uitgevoerd en zo ja, wanneer en met welk resultaat?
3. Wat is de planning van de opdracht voor fase 3 en 4 en welk bedrag is hiervoor begroot?"

Dhr. MAINGAIN herinnert aan de moeilijkheid om dit dossier te beheren gezien het ontbreken van een plan van de elektrische installatie van de Poseidon. Hij bevestigt dat de opdracht in oktober 2022 is gegund. Hij wijst erop dat het noodzakelijk was te bepalen welke onderneming belangstelling zou hebben voor dit grootschalige werk. Hij geeft aan dat het aangewezen bedrijf een bepaalde tijd heeft gevraagd om een onderzoek uit te voeren en dat pas op 24 februari een vergadering is gehouden om de werkzaamheden te plannen. Hij kondigt aan dat de werkzaamheden in mei zullen beginnen en meerdere weken in beslag zullen nemen. Hij wijst erop dat rekening moet worden gehouden met de activiteiten die in de Poseidon plaatsvinden en dat met name de schoolvakanties moeten worden benut. Hij preciseert dat pas aan het eind van deze werkzaamheden de volgende fasen zullen worden geprogrammeerd en begroot. Hij is verheugd dat eindelijk een onderneming zich bereid heeft verklaard deze omvangrijke taak op zich te nemen.

Dhr. VAN der AUWERA zegt dat hij zich in mei-juni opnieuw zal informeren over de voortgang van dit project.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij beter tot september kan wachten.

Dhr. VAN der AUWERA merkt op dat het project weer 6 maanden achterloopt op schema, maar dankt voor de transparantie.

Dhr. DEVILLE vraagt of er slechts één bedrijf is dat een offerte heeft ingediend.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat slechts één bedrijf aan de eisen van het bestek heeft voldaan.

Xavier Liénart entre en séance / treedt in zitting.

Jean Ullens de Schooten entre en séance / treedt in zitting.

Kurt Deswert entre en séance / treedt in zitting.

Olivier Maingain quitte la séance / verlaat de zitting.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

Delphine De Valkeneer quitte la séance / verlaat de zitting.

Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.

Adelaïde de Patoul quitte la séance / verlaat de zitting.

Margaux Hanquet quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0036 **Peintures - Quels choix durables pour notre commune ? (Mme DRANSART)**

Mme DRANSART interpelle le Collège comme suit par rapport aux choix durables pour la commune en matière de peintures :

« Une peinture classique est composée de résines, de solvants, de pigments, de charges et d'additifs. La toxicité des peintures à base de solvants est surtout liée à la présence de fortes quantités de solvants organiques (les COV). En raison de leur inflammabilité et de leur explosivité, des mesures de prévention et de protection s'imposent lors de leur stockage et de leur utilisation. Pour l'environnement, leur écotoxicité implique un traitement spécifique des résidus et déchets. Dans les peintures à base d'eau, l'eau remplace certains solvants organiques mais il en persiste une certaine quantité, en général des alcools et des dérivés des éthers de glycol. Si leur toxicité est moindre, la présence de ce type de solvants constitue un risque à long terme, y compris pour la reproduction. C'est ce qui a motivé la commune de Woluwe-Saint-Pierre à s'engager à utiliser dorénavant des peintures durables pour ses bâtiments publics et à former son personnel à leur utilisation. Grâce à une modification du marché public pour l'achat de ses peintures, l'équipe des peintres de la commune de Woluwe-Saint-Pierre utilisera dorénavant des peintures naturelles. Ce changement de pratique est important :

- pour la santé des peintres et des occupants des bâtiments en supprimant les produits toxiques qui sont libérés pendant et après leur mise en œuvre ;
- pour l'environnement en évitant les particules synthétiques qui ne sont pas retenues par les stations d'épuration et aboutissent à la mer et dans la chaîne alimentaire ;
- pour les aspects économiques apportés par un meilleur pouvoir couvrant et donc l'utilisation de moins de peinture au m² et moins de couches de peinture, en compensation du prix parfois supérieur.

Aujourd'hui, le choix esthétique et les performances techniques ne sont plus un obstacle pour assurer des atmosphères saines dans et en dehors des bâtiments par

l'utilisation de peintures « naturelles » et durables.

Voici les questions que je poserai au Collège :

1. Quelles sont les intentions du Collège pour suivre cet exemple de bonnes pratiques ?
2. Si des peintures « naturelles » et durables sont déjà utilisées dans notre commune, dans quelle proportion est-ce le cas par rapport aux peintures « traditionnelles » (en volume et/ou en valeur financière (EUR)) ?
3. Le département Développement durable va-t-il recevoir un mandat pour impulser un tel changement en modifiant les clauses techniques des cahiers des charges et en organisant des formations pour le personnel communal ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Comme vous le savez, depuis fin 2019, la division Développement durable remet systématiquement des avis sur les différents marchés publics de la commune soumis au Collège, et ce, afin de proposer des critères en faveur du développement durable et du respect de l'environnement lorsque c'est possible. Concernant le choix des peintures, une note reprenant des lignes directrices à suivre pour les marchés publics a été élaborée par le service en mars 2020. Celle-ci prévoit une liste de recommandations à suivre « *pour l'utilisation de peintures plus durables dans les bâtiments communaux* ». Le service Gestion du patrimoine se base sur ce document dans la sélection de peintures plus respectueuses de l'environnement.

Ces lignes directrices sont les suivantes :

- 1) Chercher un écolabel européen et/ou émission dans l'air intérieur A+ pour limiter l'émission de composés organiques volatils.
- 2) Privilégier les peintures sans solvant, 100 % à base d'eau (s'il y a tout de même la présence d'un co-solvant en plus de l'eau, il faut chercher un écolabel pour limiter la teneur en composés organiques volatils).
- 3) Eviter les peintures contenant des métaux lourds ou plus de 1 % d'additifs.
- 4) Eviter la liste des ingrédients dressés par le service comme l'acryl, le chrome, le vynil... Ces derniers peuvent provoquer des irritations de la peau et des voies respiratoires.
- 5) Privilégier les ingrédients d'origine minérale et/ou végétale.
- 6) Concernant le choix des pigments, éviter les pigments issus de la pétrochimie, à base de métaux lourds.

Le choix lors des marchés publics est opéré en tenant compte de ces lignes directrices et des contraintes à l'usage (ex. : la peinture doit être très résistante car elle sera appliquée sur une rampe d'escalier très empruntée). Ces contraintes ne permettent pas toujours de trouver une peinture écolabellisée. Dans un tel cas de figure, il est précisé dans quelle(s) situation(s) très spécifique(s) la peinture est utilisée. Si possible, l'exécution de travaux de peinture est alors prévue au printemps ou en été afin de pouvoir aérer de manière importante le lieu peint. »

Schilderwerken - Welke duurzame keuzes voor onze gemeente? (Mw. DRANSART)

Mw. DRANSART interpelleert het College als volgt met betrekking tot de duurzame keuzes voor de gemeente op het gebied van schilderwerk:

"Een conventionele verf is samengesteld uit harsen, oplosmiddelen, pigmenten, vulstoffen en additieven. De toxiciteit van verf op basis van oplosmiddelen is voornamelijk te wijten aan de aanwezigheid van grote hoeveelheden organische oplosmiddelen (VOS). Wegens hun ontvlambaarheid en explosiviteit zijn preventieve

en beschermende maatregelen bij opslag en gebruik vereist. Voor het milieu impliceert hun eco-toxiciteit een specifieke behandeling van residuen en afval. Bij verven op waterbasis vervangt water sommige organische oplosmiddelen, maar er blijven er enkele over, meestal alcoholen en derivaten van glycolethers. Hoewel ze minder toxicisch zijn, vormt de aanwezigheid van dergelijke oplosmiddelen een risico op lange termijn, ook voor de voortplanting. Daarom heeft de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zich ertoe verbonden voortaan duurzame verven te gebruiken voor haar openbare gebouwen en haar personeel op te leiden in het gebruik ervan. Dankzij een wijziging van de overheidsopdracht voor de aankoop van haar verven zal de ploeg schilders van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voortaan natuurlijke verven gebruiken. Deze verandering in de praktijk is belangrijk

- voor de gezondheid van de schilders en de bewoners van de gebouwen door het elimineren van de毒ische producten die vrijkomen tijdens en na het aanbrengen ervan;
- voor het milieu door het vermijden van synthetische deeltjes die niet door de zuiveringsstations worden tegengehouden en in zee en in de voedselketen terechtkomen;
- voor de economische aspecten door een betere dekkraft en dus het gebruik van minder verf per m² en minder verflagen, ter compensatie van de soms hogere prijs.

Esthetische keuze en technische prestaties vormen vandaag geen belemmering meer om binnen en buiten gebouwen een gezonde atmosfeer te garanderen door het gebruik van "natuurlijke" en duurzame verven.

De vragen die ik het College zal stellen zijn:

1. Welke voornemens heeft het College om dit voorbeeld van goede praktijken te volgen?
2. Als er in onze gemeente al "natuurlijke" en duurzame verven worden gebruikt, in welke verhouding staat dit dan tot "traditionele" verven (in volume en/of financiële waarde (EUR))?
3. Krijgt de afdeling Duurzame ontwikkeling een mandaat om een dergelijke verandering te stimuleren door de technische clausules van het bestek te wijzigen en opleidingen voor gemeentepersoneel te organiseren?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord

"Zoals u weet, dient de afdeling Duurzame ontwikkeling sinds eind 2019 systematisch adviezen in over de verschillende overheidsopdrachten van de gemeente die aan het College worden voorgelegd, en dit om waar mogelijk criteria voor te stellen ten gunste van duurzame ontwikkeling en respect voor het milieu. Wat de keuze van de verven betreft, heeft de afdeling in maart 2020 een nota opgesteld met richtlijnen die moeten worden gevuld bij overheidsopdrachten. Deze bevat een lijst met aanbevelingen voor het gebruik van duurzamere verven in gemeentelijke gebouwen. De afdeling Beheer van het patrimonium gebruikt dit document als basis voor de selectie van milieuvriendelijkere verven.

De richtlijnen zijn als volgt:

- 1) Streef naar een Europees ecolabel en/of A+ binnenluchtemissie om de uitstoot van vluchtige organische stoffen te beperken.
- 2) Geef de voorkeur aan oplosmiddelvrije verven op 100 % waterbasis (als er naast water nog een co-solvent aanwezig is, zoek dan naar een ecolabel om het VOS gehalte te beperken).
- 3) Vermijd verf die zware metalen of meer dan 1 % additieven bevat.

- 4) Vermijd de lijst van ingrediënten die door de dienst worden vermeld, zoals acryl, chroom, vynil... Deze kunnen irritatie van de huid en de luchtwegen veroorzaken.
- 5) Geef de voorkeur aan ingrediënten van minerale en/of plantaardige oorsprong.
- 6) Vermijd bij de keuze van pigmenten petrochemische pigmenten die zware metalen bevatten.

Bij de keuze van de verf voor overheidsopdrachten wordt rekening gehouden met deze richtsnoeren en de gebruiksvereisten (de verf moet bijvoorbeeld zeer resistent zijn omdat hij op een intensief gebruikte trapleuning wordt aangebracht). Door deze beperkingen is het niet altijd mogelijk een verf met milieukeur te vinden. In een dergelijk geval wordt gespecificeerd in welke zeer specifieke situatie(s) de verf wordt gebruikt. Indien mogelijk wordt het schilderwerk dan gepland voor de lente of de zomer, zodat de geverfde ruimte goed kan luchten."

Olivier Maingain entre en séance / treedt in zitting.

Isabelle Molenberg entre en séance / treedt in zitting.

Philippe Jaquemyns entre en séance / treedt in zitting.

Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.

Sonia Begyn entre en séance / treedt in zitting.

Charles Six entre en séance / treedt in zitting.

Adelaïde de Patoul entre en séance / treedt in zitting.

Ingrid Goossens quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0037

Réaménagement du rond-point Montgomery - Suivi. (M. DETRY)

M. DETRY interpelle le Collège comme suit concernant le réaménagement du rond-point Montgomery :

« Cela fait un an que l'on a eu droit à un « relooking » du rond-point Montgomery qui se caractérise principalement par la condamnation de la voie intérieure et le traçage au sol de pistes cyclables suggérées. Ces installations amorcent un réaménagement plus important dans le futur, cela a déjà été annoncé. De par son emplacement, il va sans dire que tout nouveau projet pour le rond-point aura des effets non négligeables sur notre commune, ses riverains et la mobilité dans les quartiers concernés. Le suivi de ce dossier est donc important.

Mes questions sont les suivantes :

- Après un an, quel bilan peut-on tirer des conséquences de ces aménagements sur les quartiers avoisinants ? Les riverains ont-ils été invités d'une façon ou d'une autre à s'exprimer à ce sujet ?
- Où en est le projet de réaménagement de ce rond-point ? A quelle fréquence la commune est-elle consultée à ce propos ? Quels sont ses points d'attention et les obstacles qu'elle identifie actuellement dans ce projet ? Quelles évolutions favorables du projet aurait-elle peut-être obtenu ?
- Aujourd'hui, avez-vous une idée plus précise des conséquences (positives ou négatives) que ce projet aurait sur les quartiers avoisinants, situés sur notre territoire ?
- Pouvez-vous nous donner un calendrier actualisé de la mise en œuvre de ce projet ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« J'ai déjà eu l'occasion l'année passée, en réponse à une interpellation du conseiller

communal Charles SIX, d'expliquer les grandes lignes de la position défendue par la commune dans ce dossier. Bien que le square Montgomery ne se situe pas sur notre territoire, vous savez que nous suivons attentivement l'évolution de celui-ci car le square constitue une porte d'entrée importante vers notre commune. Concernant l'aménagement provisoire, la commune n'a pas manqué de relayer ses préoccupations aux autorités régionales, notamment dans un courrier du 25 mars 2022. Si nous y saluions la volonté du Gouvernement régional bruxellois de rechercher à améliorer la sécurité des piétons et des cyclistes, nous n'avions pas manqué d'expliquer que nous avions constaté lors d'observations de terrain que le projet en phase test comportait plusieurs défauts pour ces usagers, notamment des situations conflictuelles avec les automobilistes, susceptibles de constituer un danger pour les cyclistes et/ou les piétons. Nous avions également fait part de nos préoccupations concernant les possibles remontées de files, l'usage de blocs de béton et le rétrécissement de la voirie au niveau du square. Nous avions enfin regretté le manque de concertation avec les habitants. En concertation avec la zone de police Montgomery et les 2 communes voisines, celles d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre, nous avons remis aux autorités régionales en juin 2022 une note reprenant :

1. Un compte-rendu de la visite de terrain qui aborde l'aspect sécurité routière ;
2. Les observations concernant la fluidité du trafic et les remontées de files ;
3. Une analyse des données d'accidents par la zone de police.

Ce petit groupe de travail formé par les communes et la zone de police émettait un avis globalement favorable à l'aménagement provisoire du rond-point tel que mis en place pour la phase de test. Une nette amélioration de la sécurité aux abords du rond-point, et ce particulièrement pour les cyclistes, est observée par rapport à la situation initiale d'avant travaux. Ceci est rendu possible notamment grâce à la canalisation des flux automobiles aux entrées et sorties du rond-point. Cet avis favorable s'accompagne toutefois d'une série de remarques visant la réalisation de plusieurs modifications qui seraient envisageables à court terme ou au moins en cas de pérennisation de la phase de test. Ces remarques rejoignent celles observées par la commune, comme par exemple :

- Les marquages rouges sur l'anneau extérieur sont souvent mis côte à côté pour les cyclistes circulant dans les deux sens. Bien que cela représente un avantage en termes de lisibilité de l'espace pour l'automobiliste, certains de ces marquages amènent les cyclistes à des endroits de la chaussée peu adaptés. La zone refuge au niveau de la traversée avenue de Broqueville est trop étroite pour les vélos cargos (et très juste pour les vélos classiques).
- De nombreuses traversées piétonnes ne sont pas aux normes en matière d'accessibilité PMR (absence de dalles podotactiles et bordures non abaisseées).
- Autre point relevé qui est intéressant : Lors des différentes visites de terrain réalisées, la grande majorité des cyclistes a utilisé l'anneau intérieur pour traverser le rond-point (entre 80 et 95 % en fonction des périodes). L'anneau extérieur est donc relativement peu utilisé, ce qui tend à démontrer que les pistes cyclables bidirectionnelles ne sont pas une bonne solution. Ce sont surtout des vélos cargos ou des vélos avec siège(s) enfant(s) qui utilisent l'anneau extérieur. Fait inquiétant, de nombreux cyclistes circulant sur l'anneau extérieur ne respectent pas le « céder le passage » présent à chaque traversée, ce qui amène à des situations dangereuses et ambiguës.

Concernant les observations relatives aux remontées de files aux abords du rond-point, les analyses de la police réalisées en période de congés scolaires n'ont pas révélé de remontées de files additionnelles par rapport à la situation initiale avant

aménagement. Les observations réalisées après les congés scolaires ont permis de constater des remontées de files aux heures de pointe du matin, soit de 07h50 à 08h50, jusqu'au square Joséphine-Charlotte mais pas au-delà, avec un temps de parcours d'environ 6 minutes jusqu'au square Montgomery. Au niveau du boulevard Brand Whitlock, les remontées sont observées jusqu'à la trémie du tunnel et sont principalement causées par la présence des carrefours à feu. A noter que concernant l'accès au square depuis l'avenue de Broqueville, les remontées de file se réduisent moins en journée qu'au niveau des autres voies d'accès. Le groupe de travail a donc insisté sur la nécessité d'avoir accès aux données de Bruxelles Mobilité liées aux remontées de files avant l'aménagement définitif afin de pouvoir évaluer l'opportunité d'ouvrir une deuxième bande d'accès au rond-point depuis de Broqueville au regard des impératifs de sécurité routière. Ces deux enjeux doivent être mis en balance. Concernant la sécurité routière, la zone de police a analysé les données récoltées entre le 2 mars 2022 (moment de la mise en place de l'aménagement provisoire) et le 30 avril 2022. Cette période est assez représentative de la moyenne annuelle avec une circulation « normale » et un nombre de cyclistes suffisant. Il en ressort une nette amélioration de la sécurité routière dans la zone. Les années précédentes, ont été observés, en moyenne, sur les mois de mars et d'avril, 2 à 3 accidents impliquant un cycliste, 1 accident impliquant un cyclomoteur, 0 à 1 accident impliquant une trottinette et 3 à 4 accidents impliquant une voiture. Au premier semestre 2022, aucun accident n'avait été rapporté alors même que l'impact du Covid et du télétravail sur le trafic a été bien moindre que les deux années précédentes. 13 accidents (tous véhicules confondus) avaient été rapportés en 2019, 11 en 2020, 14 en 2021. Il y a donc une nette amélioration de la situation dans cette ZACA (zone à concentration d'accidents). Il est important de préciser qu'historiquement, l'intersection entre le rond-point Montgomery et l'avenue de Broqueville est considérée comme l'endroit le plus délicat en matière de sécurité routière car c'est celui où on comptabilisait le plus d'accidents. En septembre 2022, les 3 communes via leurs bourgmestres respectifs ont participé à une réunion organisée par la ministre, faisant suite à la communication de cette note et à notre courrier du 22 juin 2022. Ceux-ci ont notamment insisté pour maintenir les trois bandes de circulation et non passer à deux bandes comme un nouveau projet de Bruxelles Mobilité l'envisageait. Ils ont rappelé que la phase test donnait satisfaction. Bruxelles Mobilité a toutefois tenté d'objectiver la proposition de deux bandes tenant compte de l'évaluation de la phase test. Les bourgmestres ont également exprimé leur vive opposition au projet intégrant deux pistes cyclables bidirectionnelles prioritaires sur Montgomery, projet également envisagé par Bruxelles Mobilité. Depuis lors, nous n'avons plus eu de nouvelles hormis récemment via un article de presse. Il nous revient que la ministre souhaite introduire une demande de permis d'urbanisme avant la fin de l'année. Suite à cet article, les communes ont été sollicitées pour faire part de leurs disponibilités en vue d'une réunion visant à présenter les futurs plans. Nous verrons sans doute à cette occasion si les autorités régionales ont tenu compte ou non de nos remarques. Ce projet devrait également intégrer le réaménagement de l'avenue de Tervueren pour lequel nous avons également fait part de nos observations. Pour conclure, je précise, s'il faut encore vous en convaincre, que nous continuerons à défendre notre position cohérente par rapport à ce projet et que nous demanderons une nouvelle fois que Bruxelles Mobilité et la ministre régionale de la Mobilité organisent une large concertation avec les habitants et les riverains concernés avant toute introduction d'une demande de permis. La démocratie participative demeure, en effet, la grande oubliée dans la gestion de ce projet par la ministre écologiste. »

M. DETRY relève qu'aucune remarque n'a été prise en compte et que cela a un impact sur les remontées de files. Il note que du côté régional, on s'est contenté de l'avis positif sans tenir compte des remarques. Il regrette en outre qu'il n'y ait pas de

calendrier. Il considère qu'il y a un équilibre à trouver entre sécurité routière et mobilité. Il constate un manque de répondant du côté régional mais pas au niveau local.

M. MATGEN fait remarquer qu'il n'est pas responsable du calendrier de la ministre. Il affirme qu'il y a une collaboration forte entre les 3 communes.

Heraanleg van de rotonde Montgomery - Follow-up. (Dhr. DETRY)

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over de herinrichting van de Montgomery-rotonde:

"Het is al een jaar geleden dat de Montgomery-rotonde een opknapbeurt heeft gekregen, die vooral wordt gekenmerkt door het afschaffen van de binnenste rijstrook en het uitzetten van fietssuggestiestroken op de grond. Deze installaties zijn het begin van een uitgebreidere herinrichting in de toekomst, zoals reeds is aangekondigd. Door zijn ligging spreekt het vanzelf dat elk nieuw project voor de rotonde aanzienlijke gevolgen zal hebben voor onze gemeente, haar inwoners en de mobiliteit in de betrokken wijken. Het is dan ook belangrijk om deze zaak op te volgen.

Mijn vragen luiden als volgt:

- Welke evaluatie kan na een jaar worden gemaakt van de gevolgen van deze ontwikkelingen voor de aangrenzende wijken? Zijn de omwonenden op enigerlei wijze uitgenodigd om hun mening hierover te geven?
- Wat is de status van het project voor de herinrichting van deze rotonde? Hoe vaak wordt de gemeente hierover geraadpleegd? Welke zorgen en belemmeringen heeft de gemeente momenteel bij het project? Welke gunstige ontwikkelingen in het project had zij kunnen krijgen?
- Heeft u een duidelijker beeld van de gevolgen (positief of negatief) die dit project zou hebben voor de aangrenzende wijken op ons grondgebied?
- Kunt u ons een bijgewerkt tijdschema geven voor de uitvoering van dit project?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

"Ik heb vorig jaar al de gelegenheid gehad, naar aanleiding van een interpellatie van gemeenteraadslid Charles SIX, om de grote lijnen van het door de gemeente in deze kwestie verdedigde standpunt toe te lichten. Hoewel het Montgomeryplein niet op ons grondgebied ligt, weet u dat wij de ontwikkeling ervan op de voet volgen omdat het plein een belangrijke toegangspoort tot onze gemeente vormt. Wat de voorlopige ontwikkeling betreft, heeft de gemeente niet nagelaten haar bezorgdheid aan de gewestelijke autoriteiten kenbaar te maken, met name in een brief van 25 maart 2022. Hoewel wij de wil van de Brusselse gewestregering om de veiligheid van voetgangers en fietsers te verbeteren toejuichten, hebben wij niet nagelaten uit te leggen dat wij tijdens waarnemingen op het terrein hadden vastgesteld dat het project in de testfase verschillende tekortkomingen vertoonde voor deze gebruikers, met name conflictsituaties met automobilisten, die een gevaar kunnen vormen voor fietsers en/of voetgangers. Wij hebben ook onze bezorgdheid geuit over mogelijke filevorming, het gebruik van betonblokken en de versmalling van de rijbaan op het plein. Tenslotte betreurden wij het gebrek aan overleg met de bewoners. In overleg met de politiezone Montgomery en de twee aangrenzende gemeenten Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe hebben we in juni 2022 een memorandum aan de gewestelijke overheden voorgelegd met daarin:

1. Een verslag van het bezoek ter plaatse waarin het aspect verkeersveiligheid aan bod komt;
2. Observaties betreffende de doorstroming van het verkeer en het ontstaan van files;
3. Een analyse van de ongevallengegevens van de politiezone.

Deze kleine werkgroep, gevormd door de gemeenten en de politiezone, oordeelde over het algemeen positief over de voorlopige inrichting van de rotonde zoals die voor de testfase is opgezet. Er is een duidelijke verbetering van de veiligheid rond de rotonde geconstateerd, met name voor fietsers, ten opzichte van de uitgangssituatie vóór de werkzaamheden. Dit wordt met name mogelijk gemaakt door de kanalisering van de autostromen in en uit de rotonde. Dit gunstige advies gaat echter vergezeld van een reeks opmerkingen die gericht zijn op een aantal wijzigingen die op korte termijn of in ieder geval bij voortzetting van de testfase kunnen worden overwogen. Deze opmerkingen komen overeen met de door de gemeente gemaakte opmerkingen, zoals:

- De rode markeringen op de buitenring zijn vaak naast elkaar aangebracht voor fietsers in beide richtingen. Hoewel dit een voordeel is voor de leesbaarheid van de ruimte voor de automobilist, leiden sommige van deze markeringen de fietsers naar ongeschikte plaatsen op de weg. De vluchtstrook op het kruispunt van de Broquevillelaan is te smal voor bakfietsen (en net goed voor gewone fietsen).
- Veel voetgangersoversteekplaatsen voldoen niet aan de normen voor toegankelijkheid voor PBM's (geen noppentegels en stoepranden niet verlaagd).
- Een ander interessant punt werd opgemerkt: Tijdens de verschillende veldbezoeken die zijn afgelegd, hebben verreweg de meeste fietsers de binnenring gebruikt om de rotonde over te steken (tussen 80 en 95 %, afhankelijk van de periode). De buitenring wordt dus relatief weinig gebruikt, wat erop wijst dat fietspaden in twee richtingen geen goede oplossing zijn. Het zijn vooral bakfietsen of fietsen met kinderzitjes die de buitenste ring gebruiken. Zorgwekkend is dat veel fietsers op de buitenring de "voorrang" bij elke oversteek niet respecteren, wat tot gevaarlijke en onduidelijke situaties leidt.

Wat de waarnemingen met betrekking tot de wachtrijen bij de toegangswegen tot de rotonde betreft, hebben de politieanalyses tijdens de schoolvakanties geen extra wachtrijen aan het licht gebracht in vergelijking met de oorspronkelijke situatie vóór de aanleg. Bij observaties na de schoolvakantie werden wachtrijen vastgesteld tijdens de ochtendspits van 07.50 tot 08.50 uur tot het Josephine-Charlettesquare, maar niet daarbuiten, met een reistijd van ongeveer 6 minuten tot het Montgomeryplein. Op het niveau van de Brand Whitlockaan worden de opstoppingen waargenomen tot aan de tunnelhopper en worden zij voornamelijk veroorzaakt door de aanwezigheid van de kruispunten met verkeerslichten. Er zij op gewezen dat op de toegang tot het plein vanaf de Broquevillelaan de files overdag minder afnemen dan op de andere toegangswegen. De werkgroep heeft er dan ook op aangedrongen dat men vóór de definitieve ontwikkeling toegang krijgt tot de gegevens van Brussel Mobiliteit betreffende de filevorming, om te kunnen beoordelen of het openen van een tweede toegangsstrook tot de rotonde vanaf de Broqueville in het licht van de verkeersveiligheidseisen opportuun is. Deze twee kwesties moeten tegen elkaar worden afgewogen. Wat de verkeersveiligheid betreft, heeft de politiezone de gegevens geanalyseerd die zijn verzameld tussen 2 maart 2022 (toen de tijdelijke regeling werd ingevoerd) en 30 april 2022. Deze periode is vrij representatief voor het jaargemiddelde met 'normaal' verkeer en voldoende fietsers. Hieruit blijkt een duidelijke verbetering van de verkeersveiligheid in het gebied. In voorgaande jaren

worden in maart en april gemiddeld 2 tot 3 ongevallen met een fietser, 1 ongeval met een bromfiets, 0 tot 1 ongeval met een scooter en 3 tot 4 ongevallen met een auto waargenomen. In de eerste helft van 2022 werden geen ongevallen gemeld, hoewel de impact van Covid en telewerken op het verkeer veel kleiner was dan in de twee voorgaande jaren. In 2019 werden 13 ongevallen (alle voertuigen) gemeld, 11 in 2020 en 14 in 2021. Er is dus een duidelijke verbetering van de situatie in deze ZACA (ongevalgevoelige zone). Het is belangrijk erop te wijzen dat het kruispunt tussen de Montgomery-rotonde en de Broquevillelaan historisch gezien als het meest gevoelige gebied op het gebied van verkeersveiligheid wordt beschouwd, omdat daar de meeste ongevallen zijn geregistreerd. In september 2022 hebben de drie gemeenten, via hun respectieve burgemeesters, deelgenomen aan een door de minister georganiseerde vergadering, naar aanleiding van de mededeling van deze nota en onze brief van 22 juni 2022. Zij drongen er met name op aan de drie rijstroken te behouden en niet over te schakelen op twee rijstroken, zoals een nieuw Brussels mobiliteitsproject beoogde. Zij herinnerden eraan dat de testfase bevredigend was. Brussel Mobiliteit probeerde echter het voorstel voor twee rijstroken te objectiveren, rekening houdend met de evaluatie van de testfase. De burgemeesters waren ook sterk gekant tegen het project voor de integratie van twee bidirectionele fietspaden met voorrang op Montgomery, een project dat ook door Brussel Mobiliteit wordt overwogen. Sindsdien is er geen nieuws meer, behalve onlangs via een persartikel. We hebben begrepen dat de minister voor het einde van het jaar een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wil indienen. Naar aanleiding van dit artikel is de gemeenten gevraagd hun beschikbaarheid aan te geven voor een bijeenkomst om de toekomstplannen te presenteren. Tijdens deze bijeenkomst zal ongetwijfeld blijken of de regionale overheden al dan niet rekening hebben gehouden met onze opmerkingen. Dit project zou ook de heraanleg van de Tervurenlaan moeten omvatten, waarvoor wij eveneens onze opmerkingen hebben gemaakt. Tot slot wil ik u erop wijzen, mocht u nog overtuigd moeten worden, dat wij ons coherente standpunt ten aanzien van dit project zullen blijven verdedigen en dat wij opnieuw zullen vragen dat Brussel Mobiliteit en de gewestelijke minister van Mobiliteit een breed overleg met de betrokken bewoners en omwonenden organiseren voordat een vergunningsaanvraag wordt ingediend. Participatieve democratie blijft immers de grote omissie in het beheer van dit project door de groene minister."

Dhr. DETRY stelt vast dat er geen rekening is gehouden met opmerkingen en dat dit een impact heeft op de files. Hij merkt op dat men van gewestelijke zijde genoegen heeft genomen met een positief advies zonder rekening te houden met de opmerkingen. Ook betreurt hij dat er geen tijdschema is. Hij is van mening dat er een evenwicht moet worden gevonden tussen verkeersveiligheid en mobiliteit. Hij constateert dat er op gewestelijk niveau niet gereageerd wordt, maar op lokaal niveau wel.

Dhr. MATGEN wijst erop dat hij niet verantwoordelijk is voor het tijdschema van de minister. Hij stelt dat er een sterke samenwerking is tussen de 3 gemeenten.

*Ingrid Goossens entre en séance / treedt in zitting.
Margaux Hanquet entre en séance / treedt in zitting.*

20.03.2023/A/0038 **« Maille Roodebeek » et « Plan Good Move » - Suivi. (M. DETRY)**

M. DETRY interpelle le College comme suit au sujet de la « maille Roodebeek » et du Plan Good Move :

« Le 19 octobre dernier, le Collège apportait une réponse négative aux deux projets soumis par le bureau d'étude en charge de la « maille Roodebeek », pièce maîtresse de la réalisation du Plan Good Move dans notre commune. Lors de nos échanges en réunion du Conseil il y a quelques mois, nous avions appris que le Collège allait rencontrer « prochainement » la ministre bruxelloise de la Mobilité ainsi que Bruxelles Mobilité pour discuter de ce dossier. Son suivi est important puisqu'en principe, selon le calendrier fixé dans le Plan régional de Mobilité, les premières « mailles » sélectionnées devraient voir le jour cette année, voire en 2024.

Mes questions sont les suivantes :

- Où en est-on dans ce dossier ?
- Combien de réunions ont été organisées avec la ministre/l'administration ou même le bureau d'étude, avec quel(s) objectif(s) et quelle(s) avancée(s) ?
- Quel est l'avenir de la « maille Roodebeek » aujourd'hui ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Vous étiez plusieurs à m'interroger au mois de novembre 2022 sur la position prise par le Collège dans ce dossier. J'ai eu l'occasion de vous expliquer en détail les arguments du Collège qui ont justifié le refus des propositions formulées par le bureau d'étude mandaté par Bruxelles Mobilité pour élaborer un contrat local de mobilité au sein de la « maille Roodebeek ». Le contrat local de mobilité est un des volets du plan régional de mobilité. Cela ne veut pas dire que le Collège rejette l'ensemble des mesures figurant dans ce plan, bien entendu. Nous appliquons, par exemple, le principe de la ville 30 sur l'ensemble des voiries communales sans que cela soit remis en question. Pour rappel, les contrats locaux de mobilité sont censés concourir à la mise en œuvre de la spécialisation multimodale des voiries introduite par le plan régional de mobilité et à réduire le trafic de transit dans les quartiers résidentiels. Ces objectifs sont bien entendu louables et la commune peut y souscrire. Néanmoins, nous avions à l'époque soulevé que le découpage de la « maille Roodebeek » était mal pensé et les propositions du bureau d'étude ont conforté notre position. Si nous comprenons la volonté de la Région de simplifier la hiérarchisation des voiries, les principes de maille apaisée et de spécialisation des voiries oublient le fait que certaines voiries devraient être considérées comme « intermédiaires » ou « collecteur », pour renforcer le caractère local des voiries. C'est ce que nous avons rappelé à la ministre de la Mobilité et à Bruxelles Mobilité lors d'une réunion qui s'est déroulée fin novembre 2022. Nous avons déploré le fait que le travail fourni, depuis des années, par le service communal de la mobilité et porté à leur connaissance n'avait pas été pris en considération par le bureau d'étude. Nous avons rappelé qu'il était primordial que la Région s'intéresse en priorité à la situation des alentours de la station de métro Roodebeek identifiée par notre service Mobilité comme étant le nœud, peut-être le plus problématique, de notre commune. Lors du Conseil de novembre 2022, j'ai eu l'occasion de vous expliquer que nous avions, à maintes reprises, demandé à la Région de supprimer le sens interdit « Excepté bus » au bas de l'avenue Jacques Brel afin de rendre à cet axe, plus structurant et plus large, un double sens de circulation qui éviterait d'imposer aux automobilistes un détour inutile par l'avenue de la Spiruline et le bas de la chaussée de Roodebeek. Lors d'une réunion d'habitants organisée également en novembre 2022 avec les habitants de la chaussée de Roodebeek, ceux-ci ont réaffirmé leur souhait de voir la zone autour de la station de métro Roodebeek redéfinie afin de permettre à l'avenue Jacques Brel de jouer son rôle de collecteur pour le trafic provenant de la rue Théodore De Cuyper. Cela implique, le cas échéant, de repenser l'espace public à cet endroit qui, pour rappel, est essentiellement régional. En effet, afin d'éviter que le goulet de la chaussée de Roodebeek ne soit un axe interquartiers alors que la voirie y est étroite, il est

indispensable d'organiser une meilleure articulation entre l'avenue Jacques Brel et le cours Paul-Henri Spaak en faisant en sorte que les automobilistes venant de ou se rendant à la rue Théodore De Cuyper soient invités à passer par l'avenue Jacques Brel et rejoignent ainsi les voiries régionales plus structurantes. Cette demande a été entendue par la Région qui a convenu de recentrer sa priorité sur cette zone. Une étude des flux de circulation est d'ailleurs en cours en ce moment. Il a été convenu avec la Région de mener une collaboration directe entre Bruxelles Mobilité et les services communaux sans devoir passer par l'intermédiaire d'un bureau d'étude. Bruxelles Mobilité demeure libre bien entendu de solliciter des bureaux d'étude extérieurs pour la collecte de données. Concernant le phasage de la mission initiale, celui-ci n'est plus d'application. Tout projet sera en outre, quoi qu'il arrive, présenté et discuté avec les habitants avant toute prise de décision. Nous avons été très fermes sur cette exigence lors de nos discussions avec la Région. On continuera à faire ce qu'on fait depuis toujours, c'est-à-dire organiser une réunion d'habitants. En marge de l'attention qui est accordée à la zone située autour de la station de métro Roodebeek, un groupe de travail a également été constitué entre Bruxelles Mobilité et la commune pour aborder d'autres enjeux de mobilité sur des voiries régionales qui ont été pointées dans notre courrier. Je pense, par exemple, au dernier tronçon du boulevard de la Woluwe qui n'a pas encore été réaménagé ou au carrefour de l'avenue de Mars et de la chaussée de Roodebeek, ou encore aux effets des projets régionaux de mobilité sur le square Montgomery, le boulevard Brand Whitlock, pour les habitants des quartiers voisins à ces axes. Je pense notamment au trafic dans l'avenue du Prince Héritier. »

M. DETRY demande si la maille a été réduite.

M. MATGEN répond que c'est effectivement le cas et que le focus est maintenant sur la zone de la station de métro Roodebeek. Il rappelle que c'est ce que la commune plaide depuis des années.

M. DETRY constate que non seulement la maille est réduite mais qu'en outre, on repart d'une page blanche. Il comprend que ce n'est pas vraiment du ressort de la commune mais qu'il s'agit d'une compétence régionale.

M. MATGEN insiste sur le fait que la commune n'acte pas une solution sans l'avoir discutée avec les riverains lors d'une réunion d'habitants.

M. VAN der AUWERA demande s'il y a un dialogue avec la ministre et si, maintenant qu'il n'y a plus de bureau d'étude, un travail en commun est mené sur divers aspects.

M. MATGEN répond que l'on travaille sur les bords de maille.

M. MAINGAIN ajoute que ce qui est très clair, c'est que c'est sur les priorités de la commune que l'on travaille et qu'il y a des aspects qui n'étaient pas du tout abordés car ils touchaient des lieux situés en dehors du périmètre de la maille (boulevard de la Woluwe jusqu'à la frontière de la Région, carrefour avenue Marcel Thiry - boulevard de la Woluwe, boulevard Brand Whitlock...). Il affirme que le Collège n'est pas fermé à des réaménagements qui permettent une coexistence pacifique entre différents modes de transport lorsque ce sont des aménagements de qualité (par exemple, l'aménagement du tram boulevard de la Woluwe). Il espère que cette méthodologie nouvelle donnera des résultats.

"Maas Roodebeek" en "Good Move-plan" - Follow-up. (Dhr. DETRY)

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over de "maas Roodebeek" en het Good Move Plan:

"Op 19 oktober jl. heeft het College negatief gereageerd op de twee projecten die door het studiebureau belast met de "maas Roodebeek", het sleutelelement in de uitvoering van het Good Move Plan in onze gemeente, zijn ingediend. Tijdens onze besprekingen in de Raad van enkele maanden geleden vernamen wij dat het College "binnenkort" een ontmoeting zou hebben met de Brusselse minister van Mobiliteit en Brusselse Mobiliteit om dit dossier te bespreken. De opvolging ervan is belangrijk omdat de eerste geselecteerde "mazen" volgens het tijdschema van het Gewestelijk Mobiliteitsplan in principe dit jaar of in 2024 het licht zouden moeten zien.

Mijn vragen luiden als volgt:

- Wat is de status van dit dossier?
- Hoeveel vergaderingen zijn er geweest met de minister/administratie of zelfs het studiebureau, met welke doelstelling(en) en welke vooruitgang is er geboekt?
- Wat is vandaag de toekomst van de "maas Roodebeek"?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

"Verschillende van u hebben mij in november 2022 gevraagd naar het standpunt van het College in deze kwestie. Ik heb de gelegenheid gehad om u in detail de argumenten van het College toe te lichten die de weigering rechtvaardigden van de voorstellen van het studiebureau dat in opdracht van Brussel Mobiliteit een lokaal mobiliteitscontract binnen de "maas Roodebeek" opstelde. De lokale mobiliteitscontract is een van de onderdelen van het gewestelijk mobiliteitsplan. Dit betekent uiteraard niet dat het College alle maatregelen uit dit plan verwerpt. Wij passen bijvoorbeeld het principe van de 30 km/u stad toe op alle gemeentelijke wegen zonder dat dit ter discussie wordt gesteld. Ter herinnering: de lokale mobiliteitscontracten moeten bijdragen tot de uitvoering van de multimodale specialisatie van de wegen die door het gewestelijk mobiliteitsplan wordt ingevoerd en het transitverkeer in de woongebieden verminderen. Deze doelstellingen zijn uiteraard lovenswaardig en de gemeente kan ze ondersteunen. Wij hebben er destijds echter op gewezen dat de indeling van de "maas Roodebeek" slecht doordacht was en de voorstellen van het studiebureau hebben ons standpunt versterkt. Wij begrijpen weliswaar de wens van het Gewest om de hiërarchie van de wegen te vereenvoudigen, maar de principes van een autoluwe maas en de specialisatie van de wegen gaan voorbij aan het feit dat sommige wegen moeten worden beschouwd als "tussenliggende" of "verzamelwegen", om het lokale karakter van de wegen te versterken. Tijdens een vergadering eind november 2022 hebben wij de minister van Mobiliteit en Brussel Mobiliteit hieraan herinnerd. Wij betreurd het dat de werkzaamheden die de gemeentelijke mobiliteitsdienst in de loop der jaren heeft uitgevoerd en onder hun aandacht heeft gebracht, door het studiebureau niet in aanmerking zijn genomen. Wij herinnerden eraan dat het van essentieel belang is dat het Gewest prioriteit geeft aan de situatie in de omgeving van het metrostation Roodebeek, dat door onze dienst Mobiliteit als misschien wel het meest problematische knooppunt van onze gemeente is aangemerkt. Tijdens de Raadszitting van november 2022 heb ik u kunnen uitleggen dat wij het Gewest herhaaldelijk hadden gevraagd om het eenrichtingsverkeer "Uitgezonderd bus" onderaan de Jacques Brellaan op te heffen om deze as, die structureel en breder is, een tweerichtingsverkeer te geven waardoor de automobilisten niet onnodig zouden moeten omrijden via de Spirulinalaan en het onderste gedeelte van de

Roodebeeksteenweg. Tijdens een vergadering met de bewoners van de Roodebeeksteenweg in november 2022 hebben zij opnieuw hun wens bevestigd dat de omgeving van het metrostation Roodebeek opnieuw wordt ingericht, zodat de Jacques Brellaan zijn rol kan spelen als verzamelpunt voor het verkeer dat van de Théodore De Cuyperstraat komt. Dit impliceert, indien nodig, een heroverweging van de openbare ruimte op deze plaats die, ter herinnering, hoofdzakelijk gewestelijk is. Om te voorkomen dat het knelpunt van de Roodebeeksteenweg een interwijkse as wordt, ook al is die weg smal, is het inderdaad van essentieel belang om een betere verbinding te organiseren tussen de Jacques Brellaan en de Paul-Henri Spaakpromenade, door ervoor te zorgen dat automobilisten die van de Théodore De Cuyperstraat komen of er naartoe gaan, worden uitgenodigd om via de Jacques Brellaan te rijden en zo aan te sluiten op de meer structurerende gewestwegen. Dit verzoek werd gehoord door het Gewest, dat ermee instemde zijn prioriteit op dit gebied te verleggen. Momenteel loopt er een studie over de verkeersstromen. Met het Gewest is afgesproken dat er een rechtstreekse samenwerking komt tussen Brussel Mobiliteit en de gemeentelijke diensten, zonder tussenkomst van een studiebureau. Het staat Brussel Mobiliteit uiteraard vrij om een beroep te doen op externe studiebureaus om gegevens te verzamelen. De fasering van de initiële opdracht geldt niet meer. Bovendien zal elk project in elk geval worden voorgesteld en besproken met de inwoners voordat een beslissing wordt genomen. Tijdens onze besprekingen met het Gewest waren wij zeer stellig over deze eis. We blijven doen wat we altijd hebben gedaan, namelijk een bewonersvergadering organiseren. Naast de aandacht voor de omgeving van het metrostation Roodebeek is er ook een werkgroep opgericht tussen Brussel Mobiliteit en de gemeente om andere mobiliteitsproblemen op de gewestwegen aan te pakken die in onze brief werden vermeld. Ik denk bijvoorbeeld aan het laatste deel van het Woluwedal dat nog niet is heraangelegd of aan het kruispunt van de Maartlaan en de Roodebeeksteenweg, of aan de gevolgen van de gewestelijke mobiliteitsprojecten op het Montgomeryplein, de Brand Whitlocklaan, voor de bewoners van de wijken die aan deze wegen grenzen. Ik denk met name aan het verkeer in de Erfprinslaan."

Dhr. DETRY vraagt of de maas is verkleind.

Dhr. MATGEN antwoordt dat dit inderdaad het geval is en dat de aandacht nu uitgaat naar de omgeving van het metrostation Roodebeek. Hij herinnert eraan dat de gemeente dit al jaren bepleit.

Dhr. DETRY merkt op dat niet alleen de maas wordt verkleind, maar ook dat we opnieuw beginnen. Hij begrijpt dat dit eigenlijk niet de verantwoordelijkheid van de gemeente is, maar dat het een gewestelijke bevoegdheid is.

Dhr. MATGEN benadrukt dat de gemeente niet handelt naar een oplossing zonder deze tijdens een bijeenkomst met de bewoners te hebben besproken.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of er een dialoog is met de minister en of er, nu er geen studiebureau meer is, gezamenlijk aan diverse aspecten wordt gewerkt.

Dhr. MATGEN antwoordt dat aan de grenzen van de maas wordt gewerkt.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat het heel duidelijk is dat er gewerkt wordt aan de prioriteiten van de gemeente en dat er aspecten zijn die helemaal niet aan bod kwamen omdat ze betrekking hadden op plaatsen buiten de grens van de maas (het Woluwedal tot aan de grens van het Gewest, het kruispunt Marcel Thirylaan - Woluwedal, de Brand Whitlocklaan, enz.). Hij bevestigt dat het College niet afwijzend staat tegenover herinrichtingen die een vreedzame co-existentie van de verschillende vervoerswijzen

mogelijk maken wanneer het om kwalitatieve ontwikkelingen gaat (bijvoorbeeld de ontwikkeling van de tram op het Woluwedal). Hij hoopt dat deze nieuwe methode resultaten zal opleveren.

Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.

20.03.2023/A/0039 **Comment inciter la participation des citoyens au budget participatif ? (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant la manière d'inciter la participation des citoyens au budget participatif :

« A la veille du quatrième budget participatif, je souhaite vous interroger sur l'implication des citoyens. Sur la base des chiffres de la participation, il me semble que celle-ci diminue d'année en année, tant en nombre de projets qu'en votes exprimés. C'est pourquoi je crois que le moment est venu d'évaluer cet aspect afin de définir les causes de cette baisse. Vous avez annoncé le budget participatif 2023 dans le Wolu Info en demandant de soumettre les projets avant le 31 mars et quelques pages y ont été consacrées. Cependant, considérant que ce n'est plus un toutes-boîtes, il est difficile de le considérer comme un moyen de diffusion suffisant. De plus, la version papier n'a été distribuée que très tardivement, au cours du mois de mars. Si on regarde le site web communal, il est une des 16 news en première page mais lorsqu'on ouvre le lien de la plateforme et qu'on n'a pas encore de compte, il est nécessaire de s'inscrire pour soumettre un projet. Je me demande si quelques citoyens ne sont pas intimidés en voyant certains gros projets présentés et n'osent pas déposer un projet par manque d'expertise. Ces projets demandent parfois des permis d'urbanisme et sont plus lents à mettre en place, ce qui peut aussi décourager. J'ai regardé ce qui se fait dans d'autres communes afin de chercher des pistes de solution. A Ixelles par exemple, ils/elles ont deux mois pour les déposer et une aide à la rédaction leur est proposée. A Uccle, la période pour introduire un projet va d'avril à juin, ce qui est beaucoup plus propice car les gens sortent plus et c'est inspirant. En plus, les Ucclois peuvent choisir la manière de voter : via la plateforme « mon opinion », via des urnes ou encore par mail.

Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Avec trois années d'expérience de budget participatif, êtes-vous satisfaits de son évolution ? Quelles leçons en tirez-vous ?
2. Comment allez-vous faire et quelles actions allez-vous prendre pour motiver les habitants à proposer plus de projets ?
3. Vous êtes-vous donné un objectif concernant le nombre de projets pour 2023 ?
4. Ne serait-il pas souhaitable de donner 2 mois pour remettre les projets comme le font d'autres communes ?
5. Pourquoi ne pas s'inspirer d'Ixelles qui aide tous les citoyens qui le souhaitent pour rentrer un projet ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Vous nous aviez déjà interrogés sur la participation citoyenne dans le cadre du budget participatif en novembre 2021. Je vous détaillais les différentes mesures de communication qui avaient été mises en œuvre. Je me réfèrerai ici à ce que je vous avais indiqué précédemment. Votre question de ce jour met clairement en lumière que le budget participatif en est à sa quatrième édition. Depuis la première édition, nous

communiquons via les différents canaux d'information communaux sur le mécanisme du budget participatif, notamment sur le délai pour l'introduction de projets. Si pour la première édition, les projets devaient être rendus dans un délai plus court, sur proposition du Collège, le Conseil a modifié le règlement et allongé la période d'introduction des demandes permettant aux habitants d'introduire leur projet en ligne, du 1^{er} janvier au 31 mars de chaque année. La récurrence du mécanisme du budget participatif fait que les habitants sont, chaque année, informés de celui-ci et de la possibilité qui leur est offerte d'introduire un projet. De plus, le mécanisme du budget participatif est évoqué lors de toutes les réunions de quartier avec une présentation au cours de celles-ci des projets qui ont été réalisés ou qui sont en cours de réalisation, ce qui suscite l'intérêt de nos habitants et éveille chez certains l'envie de déposer un projet pour une future édition du budget participatif. Dans votre question, vous citez différentes communes qui prévoient des aides à la rédaction. Or, tant les services communaux que mes collègues du Collège et moi-même sommes souvent approchés par des citoyens qui souhaitent mettre en place un projet particulier d'aménagement. Systématiquement, nous les informons de l'existence du budget participatif et de ses modalités de mise en œuvre. Pas plus tard que mercredi dernier, deux habitants m'ont contacté. Ils doivent rentrer un budget prévisionnel. Pour autant qu'ils donnent un budget à la grosse louche, les services techniques affinent l'estimation. Par ailleurs, les services communaux offrent un service public au citoyen. Cette notion de « service public » - particulièrement appliquée comme « culture de travail » au sein de l'administration communale - implique que les collaborateurs des différents services communaux aident les citoyens qui leur adressent des questions notamment sur l'un ou l'autre aspect lié à l'introduction des projets pour le budget participatif. Il n'est à mon sens pas nécessaire d'écrire dans un règlement que les services communaux doivent aider les citoyens qui seraient face à des questions pratiques liées à l'introduction du budget participatif. Dans votre question, vous indiquez que les habitants pourraient être découragés par l'introduction d'un projet parce que soumis à l'obtention d'un permis d'urbanisme. Votre assertion ne correspond pas à la réalité. En effet, ce n'est pas au demandeur à introduire la demande de permis d'urbanisme, mais bien aux services communaux qui disposent de toute l'expertise technique en la matière. En outre, sur les 26 projets introduits en 2020, 2021 et 2022, seulement une petite dizaine nécessitent l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme. On constate que parfois, en quelques simples phrases, un projet peut être tout à fait valablement présenté et explicite. Je prends par exemple le projet qui visait à ajouter un arbre dans l'avenue de la Nielle. Il était présenté de manière extrêmement courte et avait obtenu des suffrages en suffisance que pour être retenu par le Collège et exécuté, conformément au règlement. Enfin, dans votre question, vous semblez lier la réussite du budget participatif au nombre de dossiers introduits. C'est une analyse qui me semble biaisée. En effet, l'adage ne dit-il pas « ce n'est pas la quantité, mais la qualité qui compte ». Et on le constate d'année en année, les projets introduits par les citoyens s'affinent, de sorte que le Conseil de la vie associative ne rejette presque plus aucun des projets introduits, alors que la première année, de nombreux projets ont été recalés soit parce qu'incomplets soit parce que tombant en dehors du champ d'application du règlement sur le budget participatif. Nous préférons des projets peut-être moins nombreux, mais de qualité, qu'un grand nombre de projets de mauvaise qualité qui auraient été introduits à la va-vite pour « faire du chiffre ». »

Mme BORDES CASTELLS constate que le Collège est content. Elle se dit néanmoins interpellée par le fait que le nombre de projets descend chaque année. Par rapport au délai qui a été élargi, elle suggère de l'annoncer car il y a beaucoup d'habitants à qui ça ne dit rien. Elle fait remarquer qu'il y a beaucoup de citoyens qui n'osent pas proposer de projet et ne trouvent pas le mot « aide » dans les informations.

Elle ajoute que pour entrer dans la plateforme, il faut être inscrit et que tout le monde n'aime pas communiquer toutes ses données avant de proposer un projet. Elle estime qu'avec une aide, il y a quelques petites choses techniques qui pourraient être adaptées, ce qui simplifierait le travail par la suite.

M. JAQUEMYNS répond que le budget participatif fonctionne et suscite la satisfaction des habitants qui est exprimée lors des réunions de quartier. Il précise qu'il ne faut pas se connecter à la plateforme pour avoir accès au budget participatif mais seulement si on veut introduire un projet car il y a quelques conditions auxquelles il faut satisfaire en tant que porteur de projet, notamment en termes d'identification. Il affirme que la commune n'a jamais découragé les habitants à contacter les services, qu'il y a de nombreux contacts par téléphone qui se font et que des contacts sont parfois pris en amont. Il signale que M. MATGEN et lui-même ont prévu de rencontrer un comité de quartier d'ici une petite semaine pour pouvoirs l'aiguiller. Il fait remarquer qu'il ne faut pas avoir une thèse de doctorat en aménagement pour introduire un projet et que parfois des choses exprimées simplement recueillent les suffrages des habitants.

M. DEVILLE témoigne du fait qu'il a des amis qui ont reçu une aide efficace de la commune. Il demande pourquoi certaines personnes « n'osent pas ».

Mme BORDES CASTELLS se dit convaincue qu'il y a des gens qui n'osent pas.

M. DEVILLE déplore cette attaque à l'encontre de l'échevin sur la base de suppositions.

Hoe burgerparticipatie in de participatieve begroting aanmoedigen? (Mw. BORDES CASTELLS)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de wijze waarop deelname van de burgers bij de participatieve begroting wordt gestimuleerd:

"Aan de vooravond van de vierde participatieve begroting wil ik u een vraag stellen over de betrokkenheid van de burgers. Op basis van de participatiecijfers heb ik de indruk dat de participatie van jaar tot jaar afneemt, zowel wat betreft het aantal projecten als de uitgebrachte stemmen. Daarom denk ik dat het tijd is om dit aspect te evalueren om de oorzaken van deze daling vast te stellen. In de Wolu Info kondigde u de participatieve begroting 2023 aan, met het verzoek om vóór 31 maart projecten in te dienen. Aangezien het echter niet meer om een huis-aan-huis bedeling gaat, kan het moeilijk als een voldoende verspreidingsmiddel worden beschouwd. Bovendien werd de papieren versie pas zeer laat in maart verspreid. Als men op de gemeentelijke website kijkt, is het een van de 16 nieuwsberichten op de voorpagina, maar als men de link naar het platform opent en nog geen account heeft, moet men zich registreren om een project in te dienen. Ik vraag me af of sommige burgers niet geïntimideerd zijn als ze sommige grote projecten gepresenteerd zien en geen project durven indienen bij gebrek aan expertise. Voor deze projecten is soms een stedenbouwkundige vergunning nodig en de uitvoering verloopt trager, wat ook ontmoedigend kan werken. Ik heb gekeken naar wat er in andere gemeenten wordt gedaan om mogelijke oplossingen te vinden. In Elsene bijvoorbeeld hebben zij twee maanden de tijd om hun aanvraag in te dienen en wordt hulp bij het opstellen aangeboden. In Ukkel is de periode voor het indienen van een project van april tot juni, wat veel gunstiger is omdat de mensen meer naar buiten gaan en het inspirerend is. Bovendien kunnen de inwoners van Ukkel kiezen hoe ze stemmen: via het platform "mijn mening", via stembussen of per e-mail.

Ik stel het College de volgende vragen:

1. Bent u na drie jaar ervaring met de participatieve begroting tevreden over de evolutie ervan? Welke lessen hebt u geleerd?
2. Hoe gaat u te werk en welke acties gaat u ondernemen om de inwoners te motiveren meer projecten voor te stellen?
3. Hebt u een doelstelling bepaald voor het aantal projecten voor 2023?
4. Zou het niet beter zijn om twee maanden de tijd te geven om projecten in te dienen, zoals andere gemeenten doen?
5. Waarom zou u zich niet laten inspireren door Elsene, dat alle burgers helpt die een project willen indienen?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"U had ons in het kader van de participatieve begroting in november 2021 al gevraagd naar de burgerparticipatie. Ik heb de verschillende communicatiemaatregelen die waren uitgevoerd gedetailleerd. Ik verwijst hier naar wat ik u eerder had aangegeven. Uit uw vraag van vandaag blijkt duidelijk dat de participatieve begroting haar vierde editie beleeft. Sinds de eerste editie hebben we via de verschillende gemeentelijke informatiekanalen gecommuniceerd over het mechanisme van de participatieve begroting, met name over de termijn voor het indienen van projecten. Voor de eerste editie moesten de projecten binnen een kortere termijn worden ingediend, maar op voorstel van het College heeft de Raad de regels gewijzigd en de termijn voor het indienen van de aanvragen verlengd, zodat de inwoners hun projecten elk jaar van 1 januari tot en met 31 maart online kunnen indienen. De herhaling van het participatieve begrotingsmechanisme betekent dat de inwoners elk jaar worden geïnformeerd over de participatieve begroting en de mogelijkheid om een project in te dienen. Bovendien wordt het mechanisme van de participatieve begroting besproken tijdens alle buurtvergaderingen, waar projecten worden voorgesteld die voltooid zijn of in uitvoering zijn, wat de belangstelling van onze inwoners wekt en sommigen onder hen ertoe aanzet een project in te dienen voor een volgende participatieve begroting. In uw vraag noemt u verschillende gemeenten die hulp bieden bij het opstellen van een project. Zowel de gemeentelijke diensten als mijn collega's van het College en ikzelf worden echter vaak benaderd door burgers die een bepaald ontwikkelingsproject willen opzetten. Wij informeren hen systematisch over het bestaan van de participatieve begroting en de uitvoeringsmodaliteiten ervan. Afgelopen woensdag nog hebben twee inwoners contact met mij opgenomen. Ze moeten een voorlopige begroting indienen. Als ze een ruwe begroting opgeven, zullen de technische diensten de raming verfijnen. Bovendien bieden de gemeentelijke diensten een openbare dienst aan de burger. Dit begrip "openbare dienst" - met name toegepast als "werkcultuur" binnen het gemeentebestuur - houdt in dat de medewerkers van de verschillende gemeentelijke diensten de burgers helpen die zich tot hen wenden met vragen, met name over een of ander aspect dat verband houdt met de invoering van projecten voor de participatieve begroting. Naar mijn mening is het niet nodig om in een verordening op te nemen dat de gemeentelijke diensten burgers moeten helpen die praktische vragen hebben in verband met de invoering van de participatieve begroting. In uw vraag stelt u dat inwoners ontmoedigd zouden kunnen worden door de invoering van een project omdat er een bouwvergunning voor nodig is. Uw bewering strookt niet met de werkelijkheid. Het is namelijk niet aan de aanvrager om de bouwvergunning aan te vragen, maar aan de gemeentelijke diensten, die over alle technische expertise op dit gebied beschikken. Bovendien is voor slechts een klein aantal van de 26 in 2020, 2021 en 2022 ingediende projecten een bouwvergunning vereist. We zien dat een project soms in een paar eenvoudige zinnen goed kan worden voorgesteld en uitgelegd. Neem bijvoorbeeld het project om een boom toe te voegen aan de Bolderiklaan. Dit project werd op uiterst korte wijze

gepresenteerd en kreeg voldoende stemmen om door het College te worden aangehouden en overeenkomstig de voorschriften te worden uitgevoerd. Tot slot lijkt u in uw vraag het succes van de participatieve begroting te koppelen aan het aantal ingediende aanvragen. Dit lijkt mij een bevooroordeelde analyse. Het gezegde luidt immers: "niet de kwantiteit, maar de kwaliteit telt". En we zien dat de door de burgers ingediende projecten van jaar tot jaar verfijnder worden, zodat de Raad voor het verenigingsleven bijna geen enkel project afwijst, terwijl in het eerste jaar veel projecten werden afgewezen omdat ze onvolledig waren of omdat ze buiten het toepassingsgebied van het reglement betreffende de participatieve begroting vielen. Wij hebben liever projecten die misschien minder talrijk maar van goede kwaliteit zijn dan een groot aantal projecten van slechte kwaliteit die overhaast zijn ingediend om te "scoren"."

Mw. BORDES CASTELLS merkt op dat het College tevreden is. Het baart haar echter zorgen dat het aantal projecten elk jaar afneemt. Met betrekking tot de verlengde termijn stelt zij voor deze bekend te maken, omdat veel inwoners hiervan niet op de hoogte zijn. Zij wijst erop dat er veel burgers zijn die geen project durven voor te stellen en het woord "hulp" niet in de informatie vinden. Zij voegt eraan toe dat men zich moet laten registreren om toegang te krijgen tot het platform en dat niet iedereen graag al zijn gegevens meedeelt alvorens een project voor te stellen. Zij denkt dat met hulp een paar technische dingen kunnen worden aangepast, wat het werk achteraf zou vereenvoudigen.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de participatieve begroting werkt en aanleiding geeft tot tevredenheid van de bewoners, die tot uiting komt tijdens de wijkvergaderingen. Hij zegt dat men niet op het platform hoeft in te loggen om toegang te hebben tot de participatieve begroting, maar alleen als men een project wil indienen, omdat er bepaalde voorwaarden zijn waaraan men als projecteigenaar moet voldoen, met name wat betreft de identificatie. Hij zegt dat de gemeente de bewoners nooit heeft ontmoedigd om contact op te nemen met de diensten, dat veel contacten telefonisch worden gelegd en dat contacten soms vooraf worden gelegd. Hij zegt dat hij en dhr. MATGEN van plan zijn om over een week met een buurtcomité om de tafel te gaan zitten om hem een doorverwijzing te geven. Hij wijst erop dat het niet nodig is een doctoraat in de planning te hebben om een project in te voeren en dat gewoon uitgedrukte zaken soms de bewoners over de streep trekken.

Dhr. DEVILLE getuigt dat hij vrienden heeft die door de gemeente doeltreffend zijn geholpen. Hij vraagt waarom sommigen "niet durven".

Mw. BORDES CASTELLS zegt ervan overtuigd te zijn dat er mensen zijn die niet durven.

Dhr. DEVILLE betreurt deze aanval van de schepen op basis van veronderstellingen.

Chantal Dransart quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0040

Quel bilan pour les mesures d'économie d'énergie ? (Mme PANS)

Mme PANS interpelle le Collège comme suit concernant le bilan des mesures d'économie d'énergie :

« Il y a six mois, le Collège répondait à une interpellation concernant l'augmentation des prix de l'énergie. Pour tenter de contenir l'envolée des coûts de l'énergie,

certaines mesures ont été prises comme par exemple réduire en moyenne d'un degré les plages de température d'occupation normale des bâtiments communaux, ne pas chauffer les bulles des terrains de tennis, réduire la température des vestiaires à 18° ou encore fermer la piscine pendant les congés de Noël. Pour rappel, la commune bénéficiait, jusqu'au 31 décembre dernier, d'un tarif fixe.

Au bout de six mois, quel bilan pouvons-nous tirer de ces différentes mesures :

- Avez-vous pu constater une diminution de la consommation d'énergie ?
- Si diminution il y a, pouvez-vous nous dire si elle compensera l'augmentation de tarif ?
- Pouvez-vous quantifier l'augmentation suite à la fin du contrat fixe ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« L'évaluation se fera au terme d'une saison de chauffe complète. Si nous atteignons suite à ces mesures une baisse de consommation de gaz de plus de 10 %, ce sera satisfaisant. L'impact de ne plus chauffer les bulles de tennis sera prépondérant. Pour le surplus, vous pourrez constater que les investissements énergétiques se poursuivent actuellement avec notamment l'isolation des façades du Poséidon qui est en cours et qui permettra de réduire encore plus l'impact de la consommation énergétique du complexe. Vu l'importance de la hausse des prix de l'énergie, il est évident que les mesures prises ne pourront pas compenser la hausse du prix de l'énergie. La cellule Energie estime que pour y parvenir au niveau des consommations de gaz, il aurait été nécessaire de baisser la température de tous les locaux à un niveau situé entre 12 et 15°C, ce qui n'est pas imaginable. Pour 2023, la hausse du prix de l'énergie est de l'ordre de 45 % pour l'électricité et de 75 % pour le gaz. Sans les investissements réalisés ces dernières années par la commune dans le cadre du programme PLAGE, cette hausse aurait été très difficilement absorbable pour le budget communal. Il convient de préciser qu'il n'y a pas de fin du tarif fixe. Chaque année, le prix est fixe. Ce qui change, c'est la période durant laquelle le prix est fixé par ce qu'on appelle les clicks successifs (tranches de consommation fixées par la centrale d'achat). Le tarif fixe de 2022 avait été largement fixé avant le début de la hausse des prix de septembre 2021. En revanche, le tarif fixe de 2023 a été fixé après la hausse des tarifs. »

Wat is het resultaat van de energiebesparende maatregelen? (Mw. PANS)

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de resultaten van de energiebesparende maatregelen:

"Zes maanden geleden heeft het College geantwoord op een vraag over de stijging van de energieprijzen. In een poging de stijgende energiekosten binnen de perken te houden, zijn bepaalde maatregelen genomen, zoals het verlagen van de normale temperaturen van de gemeentelijke gebouwen met gemiddeld één graad, het niet verwarmen van de tennisbanen, het verlagen van de temperatuur van de kleedkamers tot 18°C en het sluiten van het zwembad tijdens de kerstvakantie. Ter herinnering: de gemeente profiteerde tot 31 december van een vast tarief.

Welke conclusies kunnen we na zes maanden trekken uit deze verschillende maatregelen?

- Hebt u een daling van het energieverbruik vastgesteld?
- Als er een daling is geweest, kunt u ons dan vertellen of deze de stijging van het tarief compenseert?
- Kunt u de stijging na afloop van het vaste contract kwantificeren?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

"De beoordeling zal plaatsvinden na een volledig stookseizoen. Als wij door deze maatregelen een vermindering van het gasverbruik met meer dan 10 % bereiken, zal dat bevredigend zijn. Het effect van het niet meer verwarmen van de tennisbanen zal aanzienlijk zijn. Voor het overige wordt momenteel verder geïnvesteerd op energiegebied, met name in de isolatie van de gevels van de Poseidon. Gezien de omvang van de stijging van de energieprijzen is het duidelijk dat de genomen maatregelen de stijging van de energieprijzen niet zullen kunnen compenseren. De cel Energie schat dat om dit te bereiken in termen van gasverbruik, het nodig zou zijn geweest de temperatuur van alle lokalen te verlagen tot 12 à 15°C, wat ondenkbaar is. Voor 2023 bedraagt de stijging van de energieprijzen ongeveer 45 % voor elektriciteit en 75 % voor gas. Zonder de investeringen die de gemeente de afgelopen jaren in het kader van het PLAGÉ-programma heeft gedaan, zou deze stijging voor de gemeentebegroting zeer moeilijk op te vangen zijn geweest. Er zij op gewezen dat er geen einde komt aan het vaste tarief. Elk jaar staat de prijs vast. Wat verandert is de periode waarin de prijs wordt vastgesteld door de zogenaamde opeenvolgende klikken (verbruikstranches die door de aankoopcentrale worden vastgesteld). Het vaste tarief voor 2022 is grotendeels vastgesteld voor de start van de prijsverhoging van september 2021. Het vaste tarief voor 2023 is daarentegen na de prijsverhoging vastgesteld."

Chantal Dransart entre en séance / treedt in zitting.

20.03.2023/A/0041

Comment protéger les droits des femmes à Woluwe-Saint-Lambert lorsqu'elles sont sans papiers ? (Mme BORDES CASTELLS)

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant la protection des droits des femmes à Woluwe-Saint-Lambert lorsqu'elles sont sans papiers :

« C'est dans le cadre du mois de la lutte pour les droits des femmes que, cette année, je souhaite interroger le Collège à propos du sort des femmes sans papiers. Ces femmes ont quitté leur pays parce qu'elles n'avaient pas le choix. Elles vivent dans l'ombre, souvent dans la peur et, malgré le fait qu'elles seraient nombreuses à travailler comme domestiques chez des particuliers, elles sont invisibles, comme sont invisibles leur souffrance et les abus qu'elles subissent pour certaines d'entre elles. Elles travaillent dans des conditions précaires : elles cuisinent, nettoient, s'occupent des enfants, des personnes âgées, de personnes en situation de handicap ou malades... Dans ce contexte, il ne serait pas surprenant que des femmes sans papiers soient employées dans notre commune et j'en ai connu au moins une. Pour moi, cette réalité est une préoccupation majeure et j'aimerais entendre de votre part comment notre commune peut agir pour offrir une protection à ces femmes. J'aimerais savoir si vous avez connaissance de l'ampleur de ce phénomène sur le territoire communal. Ainsi, à titre d'exemple, à Uccle, lorsqu'une de ces personnes a besoin d'accéder à des soins, la politique du CPAS est d'accorder une aide médicale, sans tenir compte de l'absence de papiers.

Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. La Belgique est liée par la Convention 189 de l'Organisation Internationale du Travail sur les travailleuses domestiques. Quel rôle voyez-vous pour les communes ?
2. Avez-vous des informations statistiques concernant des femmes sans papiers

- qui résideraient dans notre commune et y seraient employées?
3. Lorsque vous en avez connaissance, quelles sont les mesures prises par le Collège afin de protéger ces femmes ?
 4. Puisque ces personnes n'ont pas de sécurité sociale, vers où peuvent-elles se tourner dans notre commune lorsqu'elles sont malades ?
 5. Si une femme sans papiers est victime de violences, elle aura peur de porter plainte puisqu'elle est dans une situation irrégulière. A qui peuvent-elles s'adresser à Woluwe-Saint-Lambert ?
 6. Avez-vous déjà eu connaissance d'abus contre des femmes sans papier dans notre commune ?
 7. Seriez-vous prêts à mettre en place une assistance à la régularisation de femmes sans papier qui résideraient dans notre commune ? »

Mme DESTREE-LAURENT donne la réponse suivante :

« Le qualificatif « sans-papiers » désigne toute personne qui n'a pas - ou plus - de titre de séjour lui permettant de résider de façon légale sur le territoire belge. Trois causes amènent à se retrouver dans cette situation : l'expiration d'un visa, d'un titre de séjour ou une entrée irrégulière sur le territoire. Par méconnaissance de leurs droits ou parce qu'elles n'entrent pas dans les conditions pour bénéficier d'une protection, certaines personnes n'effectuent pas de démarches pour obtenir le droit de séjour. Elles ne bénéficient d'aucune aide, à l'exception de l'aide médicale urgente et d'un accès à l'éducation pour les mineurs, et il leur est interdit de travailler légalement. Une des seules perspectives est le travail au noir qui n'offre aucune protection au travailleur et peut amener jusqu'à la traite des êtres humains. La régularisation est une des solutions pour remédier à leur situation irrégulière. Il s'agit d'une procédure administrative qui permet à une personne qui n'a pas - ou plus - de permis de séjour en Belgique d'obtenir exceptionnellement une autorisation de séjour depuis le sol belge. Celle-ci peut être obtenue pour deux raisons :

- la régularisation pour raisons humanitaires : en cas de circonstances exceptionnelles justifiant que la demande de séjour ne soit pas faite depuis l'étranger, une personne sans-papiers peut demander une régularisation ;
- la régularisation pour raisons médicales: une personne sans-papiers souffrant d'une maladie grave et dont le traitement n'est pas envisageable dans son pays d'origine peut obtenir un titre de séjour le temps de se faire soigner.

Il n'y a pas de chiffres de la situation par commune mais on estime, selon les organismes, qu'en Belgique il y a entre 110.000 et 150.000 personnes qui vivent sans droit de séjour et 5.535 ont été régularisées en 2022. A Woluwe-Saint-Lambert, sur les 4 derniers mois, il y a eu 19 dossiers de régularisation qui ont été introduits : 9 concernaient une femme seule ou avec enfant(s), 5 concernaient un couple avec ou sans enfant(s) et 5 concernaient un homme seul ou avec enfant(s). »

M. MAINGAIN attire l'attention sur le fait que les services communaux doivent agir dans le cadre légal existant. Il admet que l'on peut discuter sur les conditions de régularisation. A cet égard, il constate des contradictions dans les prises de position des citoyens : beaucoup sont pour fermer les portes mais dès qu'ils connaissent une situation particulière, ils introduisent une pétition. Il ajoute que le service des étrangers accompagne fort bien les personnes dans leurs démarches de régularisation mais que ce n'est pas la commune qui prend la décision mais bien l'Office des Etrangers.

Mme DESTREE-LAURENT explique que la demande doit être introduite par courrier

recommandé auprès du bourgmestre et qu'il y a alors un contrôle de résidence effective. Elle précise que si l'enquête de police est positive, le dossier est transmis à l'Office des Etrangers mais que si l'enquête est négative, le dossier n'est pas transmis.

Mme BORDES CASTELLS objecte que la Convention 189, c'est légal.

Mme DESTREE-LAURENT répond que la régularisation n'est possible que pour deux raisons :

- pour raisons humanitaires ;
- pour raisons médicales.

Elle précise que le travail n'ouvre pas le droit à la régularisation. Elle ajoute qu'un permis unique, de travail et de séjour, peut être demandé par l'employeur mais uniquement pour des personnes entrées légalement sur le territoire.

Mme HENRY fait remarquer que ce que fait le CPAS d'Uccle en matière de soins médicaux d'urgence, c'est la loi et non une initiative de la commune d'Uccle. Elle précise que soit le CPAS délivre une carte médicale rouge, soit il introduit un prérequisatoire auprès d'un hôpital si la personne doit être hospitalisée.

M. MAINGAIN ajoute que les enfants sans titre de séjour doivent être scolarisés, qu'il n'y a jamais de refus d'inscription et que ces enfants sont traités de la même manière que les enfants en situation régulière par rapport à l'aide sociale pour les frais de scolarité.

Hoe de rechten van de vrouwen te beschermen in Sint-Lambrechts-Woluwe wanneer zij geen papieren hebben? (Mw. BORDES CASTELLS)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de bescherming van de rechten van vrouwen in Sint-Lambrechts-Woluwe wanneer zij geen papieren hebben.

"Het is in het kader van de maand van de strijd voor de rechten van de vrouw dat ik dit jaar het College wil ondervragen over het lot van de vrouwen zonder papieren. Deze vrouwen hebben hun land verlaten omdat ze geen keuze hadden. Ze leven in de schaduw, vaak in angst, en ondanks het feit dat velen van hen als huispersoneel bij particulieren werken, zijn ze onzichtbaar, net als hun lijden en de mishandelingen die sommigen van hen ondergaan. Ze werken in precaire omstandigheden: ze koken, maken schoon, zorgen voor kinderen, ouderen, gehandicapten of zieken... In deze context zou het niet verwonderlijk zijn dat er in onze gemeente vrouwen zonder papieren werken, en ik heb er minstens één gekend. Deze realiteit baart mij grote zorgen en ik zou graag van u horen hoe onze gemeente kan optreden om deze vrouwen bescherming te bieden. Ik zou graag willen weten of u op de hoogte bent van de omvang van dit verschijnsel in de gemeente. Wanneer bijvoorbeeld in Ukkel een van deze mensen toegang tot zorg nodig heeft, is het beleid van het OCMW om medische hulp te verlenen, ongeacht het ontbreken van papieren.

Ik stel het College de volgende vragen:

1. België is gebonden door Verdrag 189 van de Internationale Arbeidsorganisatie over het huispersoneel. Welke rol ziet u weggelegd voor de gemeenten?
2. Beschikt u over statistische gegevens over vrouwen zonder papieren die in onze gemeente verblijven en er werken?

3. Als u hiervan op de hoogte bent, welke maatregelen neemt het College dan om deze vrouwen te beschermen?
4. Aangezien deze mensen geen sociale zekerheid hebben, waar kunnen ze in onze gemeente terecht als ze ziek zijn?
5. Als een vrouw zonder papieren het slachtoffer wordt van geweld, zal ze bang zijn om een klacht in te dienen omdat ze zich in een onregelmatige situatie bevindt. Bij wie kunnen ze terecht in Sint-Lambrechts-Woluwe?
6. Hebt u ooit gehoord van mishandeling van vrouwen zonder papieren in onze gemeente?
7. Zou u bereid zijn om hulp in te stellen voor de regularisatie van vrouwen zonder papieren die in onze gemeente verblijven?"

Mw. DESTREE-LAURENT geeft het volgende antwoord:

"De term "zonder papieren" verwijst naar elke persoon die niet beschikt - of niet langer beschikt - over een verblijfsvergunning die hem toelaat om legaal op Belgisch grondgebied te verblijven. Er zijn drie redenen om in deze situatie te verkeren: het verlopen van een visum, van een verblijfsvergunning of een onregelmatige binnenkomst op het grondgebied. Omdat zij hun rechten niet kennen of niet voor bescherming in aanmerking komen, ondernemen sommigen geen stappen om het verblijfsrecht te verkrijgen. Zij krijgen geen hulp, behalve dringende medische hulp en toegang tot onderwijs voor minderjarigen, en mogen niet legaal werken. Een van de enige vooruitzichten is zwartwerk, dat de werknemer geen bescherming biedt en kan leiden tot mensenhandel. Regularisatie is een van de oplossingen om hun onregelmatige situatie te verhelpen. Dit is een administratieve procedure waarmee iemand die geen verblijfsvergunning in België heeft - of meer heeft - in uitzonderlijke gevallen een verblijfsvergunning vanuit België kan krijgen. Deze kan om twee redenen worden verkregen:

- regularisatie op humanitaire gronden: in geval van uitzonderlijke omstandigheden die rechtvaardigen dat de verblijfsaanvraag niet vanuit het buitenland wordt ingediend, kan een illegale migrant een aanvraag tot regularisatie indienen;
- regularisatie om medische redenen: een migrant zonder papieren die aan een ernstige ziekte lijdt waarvoor in het land van herkomst geen behandeling mogelijk is, kan een verblijfsvergunning krijgen voor de tijd die nodig is om een behandeling te ondergaan.

Er zijn geen cijfers voor elke gemeente, maar men schat, afhankelijk van de organisatie, dat er in België tussen 110.000 en 150.000 mensen zonder verblijfsvergunning leven en 5.535 werden geregulariseerd in 2022. In Sint-Lambrechts-Woluwe werden de voorbije 4 maanden 19 regularisatielijstjes ingediend: 9 betreffen een alleenstaande vrouw of een vrouw met kind(eren), 5 een koppel met of zonder kind(eren) en 5 een alleenstaande man of een man met kind(eren)."

Dhr. MAINGAIN wijst erop dat de gemeentelijke diensten binnen het bestaande wettelijke kader moeten handelen. Hij geeft toe dat de voorwaarden voor regularisatie bespreekbaar zijn. In dit verband constateert hij tegenstrijdigheden in de standpunten van de burgers: velen zijn voor sluiting, maar zodra zij op de hoogte zijn van een bepaalde situatie dienen zij een verzoekschrift in. Hij voegt eraan toe dat de vreemdelingendienst de mensen zeer goed begeleidt bij hun regularisatieprocedures, maar dat niet de gemeente de beslissing neemt, maar de Dienst Vreemdelingenzaken.

Mw. DESTREE-LAURENT legt uit dat het verzoek per aangetekend schrijven moet worden ingediend bij de burgemeester en dat er vervolgens een controle op het effectief verblijf plaatsvindt. Zij preciseert dat indien het politieonderzoek positief is, het dossier wordt doorgestuurd naar de Dienst Vreemdelingenzaken, maar dat indien het onderzoek negatief is, het dossier niet wordt doorgestuurd.

Mw. BORDES CASTELLS werpt tegen dat Verdrag 189 rechtsgeldig is.

Mw. DESTREE-LAURENT antwoordt dat regularisatie slechts om twee redenen mogelijk is

- om humanitaire redenen;
- om medische redenen.

Zij preciseert dat werk geen recht op regularisatie geeft. Zij voegt daaraan toe dat de werkgever een gecombineerde werk- en verblijfsvergunning kan aanvragen, maar alleen voor personen die legaal het land zijn binnengekomen.

Mw. HENRY wijst erop dat wat het OCMW van Ukkel doet op het gebied van dringende medische zorg de wet is en geen initiatief van de gemeente Ukkel. Ze preciseert dat het OCMW een rode medische kaart afgeeft of een aanvraag bij een ziekenhuis indient als de persoon moet worden opgenomen.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat kinderen zonder verblijfsvergunning schoolplicht hebben, dat de inschrijving nooit wordt geweigerd en dat deze kinderen wat betreft sociale bijstand voor schoolgeld op dezelfde manier worden behandeld als kinderen in een reguliere situatie.

*Isabelle Molenberg quitte la séance / verlaat de zitting.
Salla Saastamoinen quitte la séance / verlaat de zitting.*

20.03.2023/A/0042 L'accès à la culture dans nos écoles. (Mme GOOSSENS)

Mme GOOSSENS interpelle le Collège comme suit concernant l'accès à la culture dans les écoles communales de Woluwe-Saint-Lambert :

« La culture est une ouverture importante sur le monde et la diversité. Les arts vivants ont le pouvoir de nous toucher, de nous éveiller, de nous questionner. Le théâtre, la musique, les arts plastiques sont des magnifiques moyens d'expression. Amener des enfants dans un musée où ils peuvent découvrir des vraies œuvres d'art et traces du passé est aussi une expérience fabuleuse. A Bruxelles et en particulier à Woluwe-Saint-Lambert, ce ne sont pas les opportunités qui manquent ! Je pense par exemple à l'association Pierre de Lune qui propose chaque année (en septembre) une sélection de spectacles jeune public aux enseignants des écoles maternelles, primaires et secondaires. Une des missions essentielles de l'école est de lutter contre les inégalités sociales, notamment culturelles. Car, on le sait tous, certains enfants ne mettront peut-être jamais les pieds dans un musée ou un théâtre, en dehors du cadre scolaire. De plus, cette ouverture à la culture est un vecteur de motivation et de joie dans l'apprentissage. Je sais que plusieurs écoles proposent déjà des sorties culturelles aux enfants, mais je voudrais tout de même poser quelques questions au Collège.

Les voici :

- Des activités culturelles et artistiques au sein des écoles communales

maternelles et primaires sont-elles organisées régulièrement ?

- A quelle fréquence des sorties culturelles extérieures sont-elles organisées par nos écoles ?
- Y a-t-il un quota minimum de sorties et d'activités culturelles, en lien avec les cours, demandé dans chaque école ?
- Un soutien spécifique est-il apporté par la commune pour encourager ce type d'activités ?
- Pourriez-vous nous dire en quelques mots comment s'applique à ce jour le décret relatif au Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PECA) dans nos écoles communales ? »

M. MAINGAIN répond que l'accès à la culture et à la création artistique est un acquis de longue date, une longue tradition dans les écoles de la commune et que c'était déjà le cas à l'époque où Georges DÉSIR puis Monique LOUIS géraient le secteur de l'enseignement. Il énumère quelques grands objectifs en matière d'activités culturelles et artistiques organisées dans les écoles communales :

- Visites d'expositions et sorties en fonction des thèmes et des projets organisés dans les classes.
- Réalisation d'ateliers artistiques, philosophiques et didactiques avec les personnes-ressources de la cellule d'animation communale (2 personnes sous financement propre) et du Centre culturel Wolubils.
- Participation à différents spectacles organisés à l'initiative du Centre culturel ou d'autres associations culturelles (Jeunesses Musicales, Pierre de Lune, Les 3 Chardons...).
- Séances d'initiation musicale hebdomadaires en maternelle dans plusieurs écoles. Il faut trouver des partenaires à cet effet et il y a notamment des collaborations avec l'Académie.
- Valorisation du travail des enfants et des enseignants par l'organisation d'un spectacle (fêtes des écoles ou représentations théâtrales spécifiques) ou d'expositions accessibles aux parents pendant l'année scolaire sur différents thèmes travaillés.
- Découverte des expositions temporaires à la Médiatine.
- Dans le cadre de la filière Freinet à l'école Georges Désir, l'accent est mis sur l'expression libre par le dessin, la peinture, les textes, l'expression orale ou corporelle.
- Dans le cadre des cours d'ouverture aux langues proposés par la Communauté française, en partenariat avec des représentations diplomatiques d'un certain nombre de pays, plusieurs écoles participent au projet en inscrivant des classes pour découvrir la culture et l'art de plusieurs pays partenaires. L'enseignement communal a déjà pu compter sur l'aide de la Chine, de l'Italie, de la Turquie, du Maroc et de l'Italie.

Quant à la fréquence à laquelle des sorties culturelles extérieures sont organisées, il répond que cela dépend des écoles et des projets et que l'on pourrait donner par écrit un tableau récapitulatif. Il affirme que c'est assez impressionnant.

En ce qui concerne un éventuel quota minimum de sorties et d'activités culturelles demandé dans chaque école, il répond que qu'il n'y en pas, que la Communauté française n'impose aucun quota et que c'est fonction du projet d'école ou de classe mais que ces activités sont nombreuses.

En matière de soutien spécifique apporté par la commune pour encourager ce type

d'activités, il explique qu'en plus des moyens mis à la disposition par la Communauté française et des frais demandés aux parents pour participer à certaines activités, les écoles peuvent aussi compter sur le soutien du service Culture qui propose chaque année des spectacles, des animations et des expositions : Wolubilis, l'Artothèque, la Médiatine, les bibliothèques... Il ajoute que la cellule d'animation communale va dans les écoles pour aider les enseignants à réaliser leurs projets artistiques et culturels en fonction des demandes introduites chaque année scolaire : ateliers artistiques, pièces de théâtre, improvisations, ateliers philo... Il précise que les frais demandés aux parents varient entre 30 et 50 EUR par élève en fonction de la classe et du type d'activités mais que de nombreuses activités sont également proposées gratuitement par la commune dans le domaine de la culture, de l'art, de l'histoire... Il signale que la responsable de la Lecture publique prend sa retraite prochainement mais qu'une grande importance est donnée à la découverte de la lecture dès le plus jeune âge, même dans les crèches où des papys conteurs et mamies conteuses viennent faire la lecture aux enfants, y compris dans la crèche néerlandophone.

Il ajoute quelques informations importantes par rapport au Parcours d'Education Artistique et Culturelle dans les écoles communales :

- Le référentiel des « Socles de compétences », qui balisait les apprentissages de l'école maternelle à la 2^e année du secondaire, a prévalu pendant une vingtaine d'années. Entretemps, la société et le monde ayant considérablement changé, les attentes relatives à l'école, qui se doit de préparer les jeunes à l'avenir, devaient évoluer. L'écriture de nouveaux référentiels s'imposait donc, en regard, d'une part, des objectifs du Pacte et, d'autre part, des exigences d'une formation commune des citoyens du XXI^e siècle. L'écriture de nouveaux référentiels a été l'occasion de réévaluer, de repenser et d'améliorer le parcours des apprentissages, notamment en termes de clarté, de précision et de progressivité. Ces référentiels modernisent et diversifient les apprentissages. Ces référentiels s'inscrivent dans une certaine continuité avec les Socles. Ces derniers seront remplacés progressivement au fur et à mesure du déploiement de la réforme du tronc commun. Depuis l'année scolaire 2022-2023, le tronc commun, déjà applicable à l'enseignement maternel, est étendu à l'enseignement primaire pour les classes de 1^{re} et 2^e primaires. Il sera ensuite d'application pour les P3-P4 dès l'année scolaire 2023-2024, en P5 dès l'année scolaire 2024-2025 et en P6 dès l'année scolaire 2025-2026.
- D'où la nécessité d'une formation adaptée des enseignants. Bon nombre d'entre eux ont déjà suivi une formation avec l'Institut interréseaux de la formation professionnelle continue pour aborder ces nouveaux référentiels et apprendre à les utiliser. Cette année, les enseignants de P3-P4 suivent cette formation.

Il n'entre pas davantage dans les détails mais confirme que la commune s'inscrit totalement dans cette démarche.

Toegang tot cultuur in onze scholen. (Mw. GOOSSENS)

Mw. GOOSSENS interpelleert het College als volgt over de toegang tot cultuur in de gemeentelijke scholen van Sint-Lambrechts-Woluwe:

"Cultuur is een belangrijke opening naar de wereld en de diversiteit. De levende kunsten hebben de kracht ons te raken, ons wakker te schudden, ons te bevragen. Theater, muziek en beeldende kunst zijn prachtige uitdrukkingmiddelen. Kinderen meenemen naar een museum waar ze echte kunstwerken en sporen uit het verleden

kunnen ontdekken is ook een fantastische ervaring. In Brussel, en in het bijzonder in Sint-Lambrechts-Woluwe, is er aan mogelijkheden geen gebrek! Ik denk bijvoorbeeld aan de vereniging "Pierre de Lune", die elk jaar (in september) een selectie voorstellingen voor een jong publiek aanbiedt aan leerkrachten van kleuter-, lagere en middelbare scholen. Een van de essentiële taken van scholen is het bestrijden van sociale ongelijkheden, met name op cultureel gebied. Zoals bekend zullen sommige kinderen buiten de school nooit een voet in een museum of een theater zetten. Bovendien is deze opening naar cultuur een vector van motivatie en leerplezier. Ik weet dat verschillende scholen reeds culturele uitstappen aanbieden aan kinderen, maar toch zou ik het College enkele vragen willen stellen.

Hier zijn ze:

- Zijn er regelmatig culturele en artistieke activiteiten in de gemeentelijke kleuter- en lagere scholen?
- Hoe vaak worden er externe culturele uitstappen georganiseerd door onze scholen?
- Is er in elke school een minimumaantal culturele uitstappen en activiteiten, gekoppeld aan de lessen, vereist?
- Is er specifieke steun van de gemeente om dit soort activiteiten aan te moedigen?
- Kunt u ons in enkele woorden vertellen hoe het decreet betreffende het "Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PECA)" tot op heden in onze gemeentelijke scholen wordt toegepast?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de toegang tot cultuur en artistieke creatie een oude verworvenheid is, een lange traditie in de scholen van de gemeente en dat dit reeds het geval was toen Georges DÉSIR en vervolgens Monique LOUIS verantwoordelijk waren voor het onderwijs. Hij somt enkele belangrijke doelstellingen op van de culturele en artistieke activiteiten die in de gemeentescholen worden georganiseerd:

- Bezoeken aan tentoonstellingen en uitstapjes volgens de thema's en projecten die in de klassen worden georganiseerd.
- Uitvoering van artistieke, filosofische en didactische workshops met de hulpbronnen van de gemeentelijke animatie-eenheid (2 personen met eigen financiering) en het cultureel centrum Wolubils.
- Deelname aan verschillende voorstellingen georganiseerd door het cultureel centrum of andere culturele verenigingen ("Jeunesses Musicales", "Pierre de Lune", "Les 3 Chardons", enz.).
- Wekelijkse muziekintroducties in de kleuterschool in verschillende scholen. Hiervoor moeten partners worden gevonden en er wordt met name samengewerkt met de Academie.
- Waardering van het werk van de kinderen en leraren door de organisatie van een voorstelling (schoolfeesten of specifieke theatervoorstellingen) of tentoonstellingen die tijdens het schooljaar voor de ouders toegankelijk zijn over verschillende thema's waaraan wordt gewerkt.
- Ontdekking van tijdelijke tentoonstellingen in de Médiatine.
- In het kader van het Freinet-programma van de school "Georges Désir" wordt de nadruk gelegd op vrije expressie door middel van tekenen, schilderen, teksten, mondelinge uitdrukking of lichaamstaal.
- In het kader van de taalcursussen die de Franse Gemeenschap in

samenwerking met de diplomatieke vertegenwoordigingen van een aantal landen aanbiedt, nemen verschillende scholen deel aan het project door klassen in te schrijven om de cultuur en de kunst van verschillende partnerlanden te ontdekken. Het gemeentelijke onderwijs kon reeds rekenen op de hulp van China, Italië, Turkije en Marokko.

Wat betreft de frequentie waarmee externe culturele uitstapjes worden georganiseerd, antwoordt hij dat dit afhangt van de scholen en de projecten en dat een overzichtstabel schriftelijk kan worden gegeven. Hij zegt dat het vrij indrukwekkend is.

Met betrekking tot een eventueel minimaal culturele uitstappen en activiteiten dat in elke school wordt gevraagd, antwoordt hij dat dit niet bestaat, dat de Franse Gemeenschap geen enkel quotum oplegt en dat het van de school of het klassenproject afhangt, maar dat deze activiteiten talrijk zijn.

Wat betreft de specifieke steun van de gemeente om dit soort activiteiten aan te moedigen, legt hij uit dat de scholen, naast de middelen die de Franse Gemeenschap ter beschikking stelt en de vergoedingen die aan de ouders worden gevraagd om aan bepaalde activiteiten deel te nemen, ook kunnen rekenen op de steun van de dienst Cultuur die elk jaar voorstellingen, evenementen en tentoonstellingen aanbiedt: Wolubilis, de Artotheek, de Médiatine, de bibliotheken, enz. Hij voegt eraan toe dat de gemeentelijke animatie-eenheid naar de scholen gaat om de leerkrachten te helpen bij de uitvoering van hun artistieke en culturele projecten volgens de aanvragen die elk schooljaar worden ingediend: artistieke workshops, toneelstukken, improvisaties, filosofeworkshops... Hij preciseert dat de kosten die van de ouders worden gevraagd variëren tussen 30 en 50 EUR per leerling, afhankelijk van de klas en het soort activiteiten, maar dat de gemeente ook veel activiteiten gratis aanbiedt op het gebied van cultuur, kunst, geschiedenis... Hij wijst erop dat de verantwoordelijke voor openbaar lectuur binnenkort met pensioen gaat, maar dat groot belang wordt gehecht aan de ontdekking van het lezen vanaf zeer jonge leeftijd, zelfs in de kinderdagverblijven waar opa en oma verhalenvertellers de kinderen komen voorlezen, ook in het Nederlandstalige kinderdagverblijf.

Hij voegt belangrijke informatie toe over het "Parcours d'Education Artistique et Culturelle" in de gemeentescholen:

- Het referentiekader "Socles de compétences", dat het leren vanaf de kleuterschool tot en met het tweede jaar van de middelbare school omvatte, heeft zo'n twintig jaar gegolden. Ondertussen zijn de maatschappij en de wereld sterk veranderd en moesten de verwachtingen van de scholen, die de jongeren op de toekomst moeten voorbereiden, veranderen. Het was dus noodzakelijk nieuwe referentiedocumenten te schrijven, met het oog op enerzijds de doelstellingen van het pact en anderzijds de eisen van een gemeenschappelijk onderwijs voor de burgers van de 21e eeuw. Het schrijven van nieuwe referentiesystemen was een gelegenheid om het leerproces opnieuw te evalueren, te herdenken en te verbeteren, met name op het gebied van duidelijkheid, nauwkeurigheid en progressiviteit. Deze normen moderniseren en diversifiëren het leren. Deze referentiesystemen sluiten aan bij de "Socles". Deze laatste zullen geleidelijk worden vervangen naarmate de hervorming van de gemeenschappelijke kern wordt ingevoerd. Sinds het schooljaar 2022-2023 is de gemeenschappelijke kern, die reeds van toepassing was op het kleuteronderwijs, uitgebreid tot de eerste en tweede klas van het lager onderwijs. Vanaf het schooljaar 2023-2024 zal zij van toepassing zijn op P3-P4, vanaf het schooljaar 2024-2025 op P5 en vanaf het schooljaar 2025-2026 op P6.
- Vandaar de noodzaak van een passende lerarenopleiding. Velen van hen hebben reeds een opleiding gevolgd bij het "Institut interréseaux de la

formation professionnelle continue" om verder met deze nieuwe referentiesystemen om te gaan en ze te leren gebruiken. Dit jaar volgen de leraren van P3-P4 deze opleiding.

Hij gaat er niet verder op in, maar bevestigt dat de gemeente volledig achter deze aanpak staat.

*Isabelle Molenberg entre en séance / treedt in zitting.
Salla Saastamoinen entre en séance / treedt in zitting.*

20.03.2023/A/0043 **Propere straten en straatvegers in onze gemeente. (Dhr. DE SMUL)**

Dhr. DE SMUL interpelleert het College als volgt in verband met propere straten en straatvegers:

"U weet en ziet allen dat sommige straten er niet zo proper bijliggen in onze gemeente. Graag zou ik hebben dat u het goed aanpakt. Hoeveel straatvegers, vrouwen en mannen zijn er nu in onze gemeente? Zijn er plaatsen vrij en worden er aanwervingen gedaan in de toekomst? Worden deze mensen genoeg gewaardeerd voor hun werk dat ze uitvoeren ten dienste van veel van onze inwoners die de straten niet zo proper houden en vuilnis achterlaten op onze straten? Zou u in de Wolu Info een oproep kunnen doen voor een propere gemeente? Dank u voor de juiste informatie, dat wij een propere gemeente zijn en blijven."

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"De dienst Openbare reinheid bestaat momenteel uit 37 agenten. Het team is als volgt samengesteld:

- 2 brigadiers;
- 5 chauffeurs voor de 2 vuilniswagens, 2 veegmachines en 1 hydro-reiniger;
- 3 chauffeurs voor de bestelwagens voor sluikstorten, de installatie van platen voor reinigingscircuits, de reiniging van parken, enz;
- 5 transporteurs voor de vuilniswagens, veegmachines en hydro-reiniger;
- 6 bedieners van de Glutton;
- 16 straatvegers.

Hiervan zijn zeer onlangs 2 straatvegers aangenomen om het team te versterken. Wij blijven actief op zoek naar kandidaten die gemotiveerd zijn om kwaliteitswerk te leveren. Wij krijgen af en toe telefoontjes en e-mails waarin wij worden bedankt voor de kwaliteit van het werk in de gemeente, die wij doorgeven aan het team, dat in weer en wind op het terrein aanwezig is. De taken van het netheidsteam bestaan voornamelijk uit het zorgen voor de netheid van de openbare ruimte, d.w.z. het vegen van de wegen, het ophalen van vet papier, het ophalen van vuilnisbakken in de openbare ruimte en het beheren van het vele sluikafval. Door het falen van de gewestelijke diensten moet de gemeentelijke dienst Openbare reinheid echter soms bijkomende operaties uitvoeren om te proberen een goede netheid in de openbare ruimte te garanderen, zoals het reinigen en leegmaken van de vuilnisbakken op het multimodale knooppunt Roodebeek, het verwijderen van sluikafval op de gewestwegen, enz. Vanaf 6 maart ondervonden we storingen bij de ophaling van afval door het Agentschap Net Brussel, en nog meer op vrijdag 10 maart toen de diensten van het Agentschap geen gele zakken (papier/karton) ophaalden. Daarom werden de gemeentelijke netheidsteams vanaf maandag versterkt met de taak om het papier en

ander afval op te halen dat door de wind en de regen in de openbare ruimte was verspreid. Deze extra taak voor de reinigingsdienst - die door veel inwoners zeer werd gewaardeerd - duurde enkele dagen voordat de situatie weer normaal was. De wind van de afgelopen dagen heeft de taak van de diensten inderdaad bemoeilijkt. Het is voor de gemeentelijke diensten echter niet mogelijk om de niet door het Agentschap Net Brussel uitgevoerde ophalingen in te halen. Bovendien werd Net Brussel op dinsdag 14 maart nog geconfronteerd met een staking die haar ophalingen verstoorde, waardoor 50 % van de blauwe zakken in de gemeente niet werd opgehaald. Na deze staking werd aan het gewestelijk Agentschap een inhaalinzameling gevraagd. Daarnaast werd het Agentschap ook gevraagd de gewestwegen op te ruimen waar nog veel afval lag na de staking van 10 maart. Het werk van het netheidsteam is een dagelijkse taak die voortdurend moet worden vernieuwd. We publiceren regelmatig artikelen in de Wolu Info waarin we de inwoners uitnodigen om de actoren te zijn van een schonere gemeente. Bovendien bent u allen uitgenodigd op de grote schoonmaakvoormiddag op zondag 16 april in de verschillende wijken."

Dhr. DE SMUL dankt dhr. JAQUEMYNS voor zijn antwoorden en zegt toe op 16 april aanwezig te zullen zijn.

Propreté des rues et balayeurs dans notre commune. (M. DE SMUL)

M. DE SMUL interpelle le Collège comme suit concernant la propreté des rues et les balayeurs :

« Vous savez et voyez tous que certaines rues ne sont pas très propres dans notre commune. Je souhaiterais que vous gériez cela correctement. Combien de balayeurs, hommes et femmes, y a-t-il actuellement dans notre commune ? Y a-t-il des places vacantes et va-t-on procéder à des engagements à l'avenir ? Ces personnes sont-elles suffisamment valorisées pour leur travail qu'elles effectuent au service de bon nombre de nos habitants qui ne gardent pas les rues très propres et laissent des ordures dans nos rues ? Pourriez-vous faire un appel dans le Wolu Info pour une commune propre ? Merci pour la bonne information, que nous soyons et restions une commune propre. »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Le service de la propreté publique est actuellement constitué de 37 agents. L'équipe se compose comme suit :

- 2 brigadiers ;
- 5 chauffeurs pour les 2 camions immondices, 2 balayeuses et 1 hydrocureuse ;
- 3 chauffeurs pour les camionnettes pour les dépôts clandestins, la pose de plaques pour circuits de nettoyage, le nettoyage des parcs, etc. ;
- 5 convoyeurs pour les camions immondices, les balayeuses et l'hydrocureuse ;
- 6 opérateurs Glutton ;
- 16 balayeurs.

Parmi ceux-ci, 2 balayeurs ont été engagés très récemment pour renforcer l'équipe. Nous continuons à rechercher activement des candidat(e)s motivé(e)s à fournir un travail de qualité. Nous recevons, de manière ponctuelle, des appels et courriels de remerciements quant à la qualité du travail fourni sur le territoire communal que nous ne manquons pas de transmettre à l'équipe qui est présente sur le terrain par tous les temps. Les tâches de l'équipe de la propreté consistent principalement à assurer la

propreté de l'espace public, à savoir le balayage des voiries, le ramassage des papiers gras, la levée des poubelles en domaine public communal et la gestion des très nombreux dépôts clandestins. Cependant, le service communal de la propreté publique, en raison d'une défaillance des services régionaux, doit parfois assurer des opérations supplémentaires pour tenter de garantir un bon niveau de propreté dans l'espace public, à savoir, par exemple, le nettoyage et la vidange des poubelles au pôle multimodal Roodebeek, l'enlèvement des dépôts clandestins sur les voiries régionales, etc. Dès le 6 mars dernier, nous avons connu des perturbations dans la collecte des déchets par l'Agence Bruxelles-Propreté, et de manière plus forte le vendredi 10 mars où aucun sac jaune (papiers/carton) n'a été relevé par les services de l'Agence. Donc, dès le lundi, les équipes communales de la propreté publique ont été renforcées avec pour mission de ramasser les papiers et autres déchets qui se sont éparpillés dans l'espace public suite aux conditions climatiques de vent et de pluie. Cette tâche supplémentaire pour le service de la propreté - par ailleurs très appréciée de nombreux habitants - a pris plusieurs jours avant un retour à la normale. En effet, les vents des derniers jours ont rendu la tâche des services plus ardue. Il n'est cependant pas possible pour les services communaux de suppléer aux collectes non effectuées par l'Agence Bruxelles-Propreté. En outre, le mardi 14 mars, l'Agence Bruxelles-Propreté faisait toujours face à un mouvement de grève perturbant ses collectes, avec pour conséquence que 50 % des sacs bleus n'ont pas été relevés sur le territoire communal. Suite à ce mouvement, une collecte de ratrapage a été demandée aux services de l'Agence régionale. De plus, il a été demandé à l'Agence de procéder également au nettoyage des voiries régionales où de nombreux déchets étaient encore présents depuis la grève du 10 mars dernier. Le travail de l'équipe de la propreté est un travail de tous les jours qui doit sans cesse être renouvelé. Nous publions régulièrement des articles dans le Wolu Info invitant les habitants à être les acteurs d'une commune plus propre. Par ailleurs, vous êtes tous invités à la grande matinée de nettoyage du dimanche 16 avril prochain dans les différents quartiers. »

M. DE SMUL remercie M. JAQUEMYNS pour ses réponses et s'engage à être présent le 16 avril.

Isabelle Molenberg quitte la séance / verlaat de zitting.

20.03.2023/A/0044 **Evolution urbanistique du dossier de la Ferme aux Oies. (M. LORIAUX)**

M. LORIAUX interpelle le Collège comme suit au sujet de l'évolution urbanistique du dossier de la Ferme aux Oies :

« Régulièrement, j'interroge les membres du Collège sur l'évolution du dossier de la Ferme aux Oies, espace vert de plus de 6.000 m² en intérieur d'ilots situé entre la chaussée de Roodebeek et l'avenue de la Croix du Sud. On se souviendra que, déjà en 2016, un permis d'urbanisme avait été introduit pour un autre projet immobilier sur ce site, pour lequel le Collège s'était également opposé en émettant un avis défavorable. Il y a un peu plus d'un an, l'on se rappelle également que deux enquêtes publiques avaient été réalisées portant sur l'aménagement du site, avec un nouveau projet de plusieurs logements et de places de parking souterraines d'une part, et sur la construction d'une école d'autre part. Je tiens à cet égard à saluer la volonté sans faille du Collège de tenter de préserver cet espace vert tel qu'il existe aujourd'hui. En conséquence, voici ma question : depuis plus d'un an après la réalisation de l'enquête publique, pouvez-vous m'informer des suites urbanistiques de ce dossier ? Très concrètement, où en est-on dans la procédure de permis ? »

Mme DE VALKENEER donne la réponse suivante :

« Je vous remercie pour votre question qui me permet de faire le point dans ces deux dossiers. Deux demandes de permis d'urbanisme portant sur le site de la Ferme aux Oies ont été introduites auprès de la Région bruxelloise :

- la première demande porte sur la construction d'un immeuble de 21 logements du côté de l'avenue de la Croix du Sud ainsi que d'un immeuble de 2 logements du côté de la chaussée de Roodebeek ;
- la seconde demande vise à construire une école maternelle et primaire au centre du site.

Ces deux demandes de permis ont été soumises à une enquête publique qui s'est déroulée du 16 février au 17 mars 2022. Au terme de l'enquête publique, une commission de concertation a été organisée. De nombreux riverains y ont participé et ont fait part de leur opposition aux projets (140 réclamations et une pétition signée par 1.000 personnes). Le Collège a eu l'occasion de se prononcer à deux reprises sur ces projets : une première fois en commission de concertation où nous avons émis un avis défavorable sur les deux projets, avis qui fut confirmé par le Collège en avril 2022. C'est donc de manière claire et non ambiguë que le Collège s'est prononcé en émettant un avis défavorable sur ces deux projets, projets inacceptables pour les motifs suivants :

- Tout d'abord, ces projets ne sont pas compatibles avec la volonté de la commune de transformer le site de la Ferme aux Oies en espace vert. La majorité s'est mobilisée depuis des années pour protéger ce site qui, de par sa haute valeur biologique et ses qualités paysagères, est un site remarquable. Ce site assure également un rôle fondamental en matière de lutte contre les inondations. La commune a notamment introduit une demande de classement. En 2021, la commune a également proposé au ministre Alain MARON que le Région bruxelloise achète ce site dans le cadre de l'appel à projets lancé. Cette proposition n'a pas reçu d'écho favorable auprès de ce ministre. Le site de la Ferme aux Oies constituerait pourtant un lieu propice à la mise en place d'un projet didactique, autour de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, impliquant les acteurs locaux et régionaux mais aussi de nombreuses institutions sociales et scolaires présentes dans le quartier.
- Autre motif de refus : la problématique de l'accessibilité. Le terrain concerné ne dispose pas d'un accès direct à l'avenue de la Croix du Sud puisque l'Habitation Moderne est propriétaire d'une bande de terrain située entre le trottoir et le terrain appartenant au promoteur. Or, selon le CoBAT, un projet ne peut être autorisé que s'il dispose d'un accès à une voirie suffisamment équipée, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Cela démontre bien que ce site n'a pas vocation à être urbanisé.
- Autre motif de refus : la mauvaise intégration de l'immeuble de logements qui ne respecte ni la typologie, ni le gabarit des maisons situées dans le quartier des Constellations.
- Et enfin, l'atteinte à l'intérieur d'îlot en ce qui concerne le projet d'école : en particulier, nous avons jugé que les nuisances sonores et les vues créées vers les jardins privés étaient inacceptables.

Voici les motifs qui ont fondé notre avis défavorable. Malheureusement, notre avis argumenté n'a pas été suivi par les instances régionales dont notamment Bruxelles Environnement qui, curieusement, n'a pas jugé utile de s'opposer à l'urbanisation du site. Les instances régionales ont émis un avis favorable conditionnel sur ces projets.

Les conditions imposées par les instances régionales sont minimes et ne remettent pas en cause les deux projets. Concernant spécifiquement le dossier « logements », l'administration régionale de l'urbanisme (URBAN) a, le 11 avril 2022, invité le demandeur de permis à déposer des plans modifiés pour répondre aux conditions imposées par la commission de concertation. Le demandeur a déposé des plans modifiés le 11 octobre 2022. URBAN n'a pas statué sur la demande de permis dans le délai qui lui était imparti et, par l'effet de la loi, le dossier a été implicitement refusé. Le demandeur de permis a introduit un recours devant le Gouvernement bruxellois le 31 janvier 2023. Dans le cadre de l'instruction de ce recours, une audition est programmée devant le Collège d'urbanisme le 30 mars prochain. J'y présenterai personnellement la commune, accompagnée de notre avocat, afin de défendre la position de la commune. Le Gouvernement bruxellois dispose d'un délai de 60 jours à compter de l'avis du Collège d'urbanisme pour rendre sa décision. Concernant le dossier « école », le demandeur de permis a introduit des plans modifiés le 4 juillet dernier. Contrairement à la demande de permis portant sur le volet « logement », cette demande de permis « école » n'est pas soumise aux délais de rigueur et la Région n'a pas encore statué sur cette demande de permis. La demande de permis est donc toujours pendante. Comme vous pourrez le constater, le Collège suit de près ces deux dossiers, nous sommes déterminés à nous battre pour la préservation du site et nous mettrons en œuvre tous les moyens légaux qui nous sont ouverts pour atteindre cet objectif. »

Stedenbouwkundige evolutie van het dossier van het Ganzenhof. (Dhr. LORIAUX)

Dhr. LORIAUX interpelleert het College als volgt over de stedenbouwkundige ontwikkeling van het dossier van het Ganzenhof:

"Ik vraag de leden van het College regelmatig naar de evolutie van het dossier van het Ganzenhof, een groene ruimte van meer dan 6.000 m² in het huizenblok gelegen tussen de Roodebeeksteenweg en de Zuiderkruislaan. Er zij aan herinnerd dat reeds in 2016 een bouwvergunning werd ingediend voor een ander vastgoedproject op deze site, waarvoor het College eveneens bezwaar maakte door een ongunstig advies uit te brengen. Iets meer dan een jaar geleden herinneren we ons ook dat er twee openbare onderzoeken werden gehouden over de ontwikkeling van de site, met enerzijds een nieuw project voor meerdere woningen en ondergrondse parkeerplaatsen en anderzijds de bouw van een school. In dit verband wil ik mijn waardering uitspreken voor de niet aflatende inzet van het College om deze groene ruimte in haar huidige vorm te behouden. Mijn vraag luidt dan ook als volgt: kunt u mij meer dan een jaar na het openbaar onderzoek informeren over de stedenbouwkundige gevolgen van dit dossier? Hoe staat het concreet met de vergunningsprocedure?"

Mw. DE VALKENEER geeft het volgende antwoord:

"Ik dank u voor uw vraag, die mij in staat stelt de balans op te maken van deze twee dossiers. Voor het site van het Ganzenhof zijn twee vergunningsaanvragen ingediend bij het Brusselse Gewest:

- de eerste aanvraag betreft de bouw van een gebouw met 21 wooneenheden aan de kant van de Zuiderkruislaan en een gebouw met 2 wooneenheden aan de kant van de Roodebeeksteenweg;
- de tweede aanvraag betreft de bouw van een kleuter- en lagere school in het centrum van de site.

Beide vergunningsaanvragen werden onderworpen aan een openbaar onderzoek dat

plaatsvond van 16 februari tot 17 maart 2022. Na afloop van het openbaar onderzoek werd een overlegcommissie georganiseerd. Veel omwonenden hebben hieraan deelgenomen en zich tegen de projecten uitgesproken (140 klachten en een petitie ondertekend door 1.000 personen). Het College heeft zich tweemaal over deze projecten kunnen uitspreken: eerst in de overlegcommissie, waar wij een negatief advies over de twee projecten hebben uitgebracht, een advies dat in april 2022 door het College is bevestigd. Het is dus op een duidelijke en ondubbelzinnige manier dat het College een ongunstig advies heeft uitgebracht over deze twee projecten, die om de volgende redenen onaanvaardbaar zijn:

- Ten eerste zijn deze projecten niet verenigbaar met de wens van de gemeente om de site van het Ganzenhof om te vormen tot een groene ruimte. De meerderheid zet zich al jaren in voor de bescherming van dit gebied, dat door zijn grote biologische waarde en zijn landschappelijke kwaliteiten een opmerkelijk gebied is. Deze site speelt ook een fundamentele rol in de strijd tegen overstromingen. De gemeente heeft een aanvraag tot bescherming ingediend. In 2021 heeft de gemeente ook aan minister Alain MARON voorgesteld dat het Brussels Gewest dit gebied aankoopt in het kader van de uitgeschreven projectoproep. Dit voorstel kreeg geen gunstig antwoord van de minister. De site van het Ganzenhof zou nochtans een geschikte plaats zijn om een educatief project over stadslandbouw en biodiversiteit op te zetten, waarbij lokale en gewestelijke actoren en tal van sociale en onderwijsinstellingen uit de wijk zouden worden betrokken.
- Een andere reden tot weigering was het probleem van de toegankelijkheid. Het terrein in kwestie heeft geen directe toegang tot de Zuiderkruislaan, aangezien De Moderne Woning eigenaar is van een strook grond tussen het trottoir en het terrein van de projectontwikkelaar. Volgens het BWRO kan een project alleen worden goedgekeurd als het toegang heeft tot een voldoende uitgeruste weg, wat hier niet het geval is. Dit toont duidelijk aan dat deze site niet bestemd is voor verstedelijking.
- Een andere reden voor weigering: de slechte integratie van het woongebouw, dat de typologie en de grootte van de huizen in de Sterrenbeeldenwijk niet respecteert.
- En tenslotte de aantasting van het huizenblok in verband met het schoolproject: wij oordeelden met name dat de geluidsoverlast en het gecreëerde uitzicht op de privétuinen onaanvaardbaar waren.

Dit waren de redenen voor ons negatieve advies. Helaas werd ons met redenen omkleed advies niet gevuld door de gewestelijke autoriteiten, waaronder Leefmilieu Brussel, die het vreemd genoeg niet nodig achtte om zich tegen de verstedelijking van de site te verzetten. De gewestelijke autoriteiten hebben een voorwaardelijk gunstig advies over deze projecten uitgebracht. De door de gewestelijke autoriteiten opgelegde voorwaarden zijn minimaal en stellen de twee projecten niet ter discussie. Specifiek met betrekking tot het woningbouwdossier heeft de gewestelijke administratie voor ruimtelijke ordening (URBAN) de aanvrager van de vergunning op 11 april 2022 verzocht gewijzigde plannen in te dienen om te voldoen aan de door de overlegcommissie opgelegde voorwaarden. De aanvrager heeft op 11 oktober 2022 gewijzigde plannen ingediend. URBAN heeft niet binnen de termijn op de vergunningaanvraag beslist en de aanvraag is van rechtswege impliciet afgewezen. De aanvrager van de vergunning heeft op 31 januari 2023 beroep ingesteld bij de Brusselse Regering. In het kader van het onderzoek van dit beroep is op 30 maart een hoorzitting gepland voor het Stedenbouwkundig College. Ik zal de gemeente persoonlijk vertegenwoordigen, vergezeld van onze advocaat, om het standpunt van de gemeente te verdedigen. De Brusselse Regering beschikt over 60 dagen vanaf het

advies van het Stedenbouwkundig College om een beslissing te nemen. Wat het "school"-dossier betreft, heeft de vergunningsaanvrager op 4 juli gewijzigde plannen ingediend. In tegenstelling tot de vergunningsaanvraag voor het huisvestingsproject is deze vergunningsaanvraag voor de bouw van een school niet onderworpen aan de termijnen en het Gewest heeft zich nog niet over deze aanvraag uitgesproken. De vergunningsaanvraag is dus nog in behandeling. Zoals u ziet, volgt het College deze twee dossiers op de voet, zijn wij vastbesloten te strijden voor het behoud van de site en zullen wij alle wettelijke middelen aanwenden om dit doel te bereiken."

Isabelle Molenberg entre en séance / treedt in zitting.

20.03.2023/A/0045

Malpropreté, déchets, immondices dans l'avenue Marcel Thiry et ses environs. (M. DETRY)

M. DETRY interpelle le Collège comme suit concernant la malpropreté, les déchets et les immondices dans l'avenue Marcel Thiry et ses environs :

« La grève de vendredi dernier a très certainement accentué un phénomène qui est néanmoins de plus en plus présent ces derniers temps dans l'avenue Marcel Thiry et ses environs : la malpropreté. Quand on se promène dans le quartier, il est consternant de constater l'accumulation des détritus dans l'espace public, et ce, à différents endroits du quartier, principalement (mais pas seulement) dans les espaces verts ou, du moins, sur les terrains ni construits ni occupés. C'est particulièrement visible en cette période de l'année. Par exemple :

- La **rue Théodore De Cuyper** a particulièrement pâti de la dernière grève et les stigmates étaient surtout visibles ce week-end, notamment au niveau de la Crèche des Trois Mâts.
- Les différentes poubelles à **la plaine de jeux Marcel Thiry** débordent bien trop souvent, un phénomène d'autant plus récurrent quand les beaux jours sont de retour. Les bulles à verre accueillent aussi leur lot de déchets autour d'elles.
- Le **site propre** réservé aux bus et aux taxis n'a de propre que le nom puisque bon nombre de détritus jonchent les haies/grillages, en particulier au niveau des grands chantiers (77-81).
- Le **terrain vague entre le 86 et le 180** est également victime de dépôts clandestins, de déchets industriels, pas mal de canettes couvrent le sol ; vous pourrez le constater depuis Marcel Thiry mais aussi depuis le chemin qui permet de rejoindre l'avenue des Briqueteries.
- L'hiver permet aussi de découvrir une forte accumulation de canettes et d'emballages alimentaires dans les haies situées devant le nouveau **Proxy Delhaize**, sachant qu'il n'y a aucune poubelle publique à proximité. Dans plusieurs recoins, à cet endroit, vous trouverez bien souvent des bouteilles d'alcool et des canettes (souvent des boissons énergisantes) agglomérées et abandonnées sur des murets ou sur le trottoir.
- Au bout de l'**avenue Ariane**, les immondices commencent également à largement proliférer alors que les terrains vagues étaient, jusqu'ici, relativement épargnés. On y trouvait de tout, encore récemment des vêtements et des jouets d'enfant. Ces déchets commencent à s'étendre jusqu'à la Maison Dandoy.
- Quand vous longez les **Jardins d'Ariane** jusqu'au Cora, vous retrouvez les mêmes déchets de canettes, bouteilles d'alcool et emballages alimentaires. Ils semblent moins nombreux de l'autre côté de l'avenue mais pas inexistant pour

autant.

- Le terrain situé **avenue du Yorkshire** reste un problème, de manière récurrente.
- Plus haut, ne sont pas épargnés non plus les buissons tout le long de la **rue d'Attique** jusqu'à Andromède. On y trouve de tout mais, encore une fois, beaucoup de canettes et de plastiques.
- Autre exemple encore : alors qu'il est possible de rejoindre la promenade du Val d'Or depuis **la Charmille**, le chemin est aussi entouré de pas mal de détritus en tout genre dont des sacs poubelles qui sont sûrement des dépôts clandestins.

Cette liste est loin d'être exhaustive mais elle vous donne un aperçu des problèmes relevés depuis un bon moment maintenant par les habitants. Et je ne reprends pas ici les mégots et les déjections canines qui sont tout aussi problématiques. Le fait que ce problème majeur de malpropreté n'est pas concentré en un seul endroit suppose une dimension multifactorielle. Néanmoins, cela crée aussi un sentiment de saleté généralisée qui peut renforcer le désamour pour le quartier, déjà impacté par des changements profonds depuis plusieurs mois.

Ma question est très simple :

- Étes-vous conscients de cette problématique et quelle(s) action(s) peu(vent) être déployée(s) rapidement pour, non seulement, nettoyer l'espace public à court terme mais, à plus long terme, éviter d'en arriver à de telles situations ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Ces éléments ont déjà été communiqués par plusieurs habitants. On observe une forte dégradation suite à la grève qui a touché récemment l'Agence Bruxelles-Propreté. Nous avons demandé à l'Agence Bruxelles-Propreté de faire des collectes de rattrapage. Lors d'une réunion du comité de pilotage avec l'Agence ce vendredi 17 mars, j'ai eu l'occasion de rappeler tant à l'Agence qu'au Cabinet du ministre MARON toute l'impérieuse nécessité de mettre en place au sein de l'Agence Bruxelles-Propreté des mécanismes efficaces de rattrapage en cas d'absence de collecte, surtout à l'aune de la nouvelle réforme des collectes qui va être portée par l'Agence et le Cabinet MARON. Il n'est pas concevable que les communes doivent supporter les carences de la Région en la matière. La loi impose de rentrer ses poubelles. Beaucoup d'habitants le font mais beaucoup ne le font pas.

Quant aux différents points que vous évoquez dans votre question :

- Rue Théodore de Cuyper : comme vous l'indiquez dans votre question, cette voirie a été particulièrement touchée par la grève du 10 mars : les déchets y ont été charriés par le vent et les animaux. Nous avons envoyé les équipes renforcées la semaine dernière pour procéder à son nettoyage.
- Plaine de jeux Marcel Thiry : les poubelles de la plaine de jeux sont vidées quotidiennement. A l'approche des beaux jours, nous intensifions les passages dans les plaines de jeux pour tenter d'éviter que les poubelles n'y débordent. Chaque week-end, une équipe de la propreté publique sillonne la commune pour procéder à la vidange des poubelles, notamment dans les plaines de jeux. Néanmoins, nous devons faire face à un phénomène lié aux réunions de famille, d'amis ou d'anniversaire dans certaines de nos plaines de jeux avec, en fin de journée, des poubelles qui débordent. Avec le service de la propreté publique, nous mettons en œuvre une phase pilote de tri sélectif dans les espaces verts de la commune. Si la phase est concluante, nous étendrons les îlots de tri aux

plaines de jeux, ce qui renforcera l'offre de poubelles dans les espaces verts et les plaines de jeux.

- Bulles à verre Marcel Thiry : pour lutter contre les dépôts clandestins aux abords des bulles à verre, nous utilisons le système de caméras pour identifier les auteurs de ces comportements (voir l'avis rendu par le Conseil communal lors de sa séance de février et le point 9 de l'ordre du jour de cette séance).
- Terrain vague entre le 86 et le 180 avenue Marcel Thiry : il s'agit en réalité d'un terrain privé. Le département de la gestion de l'espace public a déjà invité le propriétaire privé à procéder à l'entretien beaucoup plus régulier de son terrain. Nous lui rappelons de manière régulière son obligation.
- Site propre pour les bus : l'avenue Marcel Thiry est une voirie inscrite à l'inventaire des voiries régionales dont la gestion et l'entretien incombent à Bruxelles Mobilité et l'Agence Bruxelles-Propreté. Nous leur avons déjà, à de nombreuses reprises, demandé de procéder à l'entretien beaucoup plus régulier de cet espace.
- Au bout de l'avenue Ariane : comme vous le savez, Monsieur le bourgmestre a eu l'occasion d'évoquer le dossier à plusieurs reprises, nous faisons face à la présence d'un squat dans un bâtiment appartenant à la Région au 16-18 avenue Ariane. Les personnes présentes dans ce squat ne respectent en rien l'obligation de tri ou les jours et horaires de sortie des poubelles, avec pour conséquence que les sacs sont éventrés par des animaux et les déchets charriés par le vent et vont se retrouver parfois assez loin. Le service de la propreté publique est bien au fait de cette situation et envoie régulièrement des équipes pour procéder au nettoyage de la zone. Suite à l'agressivité de certains occupants de ce squat ou de personnes qui gravitent autour de ce squat, nous sommes contraints de faire encadrer nos équipes par une patrouille de la zone de police afin d'assurer leur sécurité. »

M. MAINGAIN intervient pour signaler que les éducateurs de rue ont été à la rencontre des occupants de ce squat pour expliquer les règles de tri, que des documents en plusieurs langues leur ont été remis ainsi que des sacs poubelles de différentes couleurs.

M. JAQUEMYNS poursuit sa réponse aux différents points évoqués dans la question de M. DETRY :

«

- Pour le terrain de l'avenue du Yorkshire, je ne sais précisément duquel vous faites état. Actuellement, le chantier de BESIX de réaménagement de cette voirie est en cours et l'espace situé en face du carrefour avec l'avenue de Calabre est utilisé par l'entrepreneur de BESIX comme zone de chantier. Nous leur avons déjà rappelé leur obligation d'entretien de leur chantier.
- Concernant la rue d'Attique, les pieds d'arbres sont entretenus par le service de la propreté publique. Le terrain qui jouxte la rue d'Attique est une propriété privée. Le propriétaire privé a déjà été sollicité pour l'entretien de sa parcelle privative. De plus, suite à la présence d'un squat au Gulledelle, un entretien complet de l'espace public dans le quartier Attique/Bretagne/Gulledelle est prévu dans les prochains jours par le service de la propreté publique.

L'ensemble des diverses mesures prises a été expliqué aux habitants du quartier lors de la grande réunion de quartier du 16 février dernier qui a réuni un nombre très important d'habitants concernés notamment par cette problématique et celle des squats

présents dans le quartier. Enfin et de manière plus générale, une des causes de la malpropreté dans nos voiries résulte du fait que les poubelles sont éventrées par les animaux, avec pour conséquence que le service de la propreté doit, deux fois par semaine, littéralement courir derrière les sacs éventrés, sans pour autant avoir la capacité de ramasser 100 % des déchets charriés par le vent et la pluie. Résultat : il en reste toujours un peu dans les massifs, les haies, les filets d'eau, etc. Afin de pallier ce phénomène, le Collège envisage de rendre obligatoire l'utilisation de conteneurs rigides d'une part pour les déchets organiques mais également pour les déchets tout-venant (sacs blancs) sur l'ensemble du territoire. Une ordonnance sera prochainement proposée au vote de ce Conseil (sans doute au mois d'avril). La mise en œuvre sur le terrain sera échelonnée quartier par quartier. Dans les quartiers où on utilise déjà ces poubelles rigides, on observe une réduction plus que drastique du nombre de poubelles éventrées et une amélioration de la propreté. »

M. DETRY préconise qu'il y ait une réflexion sur le nombre de poubelles rigides. A la plaine de jeux, il a constaté la présence de panneaux à propos des déjections canines et suggère d'en ajouter pour les déchets ménagers car le principal problème est l'incivilité des gens. Par ailleurs, étant passé près du squat durant le week-end, il confirme que les déchets y sont un réel problème. Enfin, il exprime son soutien plein et entier par rapport aux poubelles rigides.

Onreinheid, vuilnis, smerigheid in de Marcel Thirylaan en omgevingen. (Dhr. DETRY)

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over de onreinheid, het vuilnis en de smerigheid in de Marcel Thirylaan en omgeving:

"De staking van afgelopen vrijdag heeft zeker een verschijnsel geaccentueerd dat toch steeds meer aanwezig is in de Marcel Thirylaan en omgeving: de vuilheid. Bij een wandeling door de wijk is het onthutsend om de opeenhoping van afval in de openbare ruimte op verschillende plaatsen in de wijk te zien, vooral (maar niet alleen) in de groene ruimtes of in ieder geval op terreinen die niet bebouwd of bewoond zijn. Dit is vooral zichtbaar in deze tijd van het jaar. Bijvoorbeeld:

- De **Théodore De Cuyperstraat** heeft bijzonder geleden onder de laatste staking en het stigma was dit weekend vooral zichtbaar bij het kinderdagverblijf "Trois Mâts".
- De verschillende vuilnisbakken van **de speeltuin Marcel Thiry** lopen maar al te vaak over, een fenomeen dat zich des te meer voordoet wanneer het mooie weer terugkeert. Ook de glasballen hebben hun deel van het afval om zich heen.
- De **eigen bedding** voor bussen en taxi's is helemaal niet schoon, want rond de hagen en hekken ligt veel afval, vooral ter hoogte van de grote bouwplaatsen (77-81).
- Het **braakliggende terrein tussen 86 en 180** is ook het slachtoffer van sluijkstort, industrieel afval en veel blikjes bedekken de grond; dit is te zien vanaf Marcel Thiry maar ook vanaf het pad dat naar de Steenbakkerijenlaan leidt.
- De winter brengt ook een zware opeenhoping van blikjes en voedselverpakkingen in de hagen voor de nieuwe **Proxy Delhaize**, want er is geen openbare vuilnisbak in de buurt. In verschillende hoeken van deze wijk vind je vaak alcoholflessen en blikjes (vaak energiedrankjes) samengeklonterd en achtergelaten op lage muurtjes of op de stoep.

- Ook aan het einde van de Arianelaan begint het afval te woekeren, terwijl de braakliggende terreinen tot nu toe relatief onaangeroerd waren. Alles was er te vinden, tot voor kort kinderkleding en speelgoed. Dit afval begint zich te verspreiden tot aan het "Maison Dandoy".
- Als je langs de "**Jardins d'Ariane**" naar de Cora loopt, vind je hetzelfde afval van blikjes, alcoholflessen en voedselverpakkingen. Aan de andere kant van de laan lijkt het minder, maar het is niet onbestaande.
- De **Yorkshirelaan** blijft een probleem, herhaaldelijk.
- Verderop blijven ook de struiken langs **Atticastraat** tot Andromeda niet gespaard. Er ligt van alles, maar opnieuw veel blikjes en plastic.
- Een ander voorbeeld: vanaf de **Haagbeuken** kan men weliswaar Gouddal bereiken, maar het pad is ook omgeven door veel afval van allerlei aard, waaronder vuilniszakken met sluikafval.

Deze lijst is verre van volledig, maar geeft u een idee van de problemen die de bewoners al enige tijd signaleren. En dan zwijg ik nog over sigarettenpeuken en hondenpoep, die net zo problematisch zijn. Het feit dat dit grote probleem van onreinheid zich niet op één plaats concentreert, impliceert een multifactoriële dimensie. Het zorgt echter ook voor een gevoel van algemene viesigheid, wat de afkeer van de wijk, die al enkele maanden door ingrijpende veranderingen wordt beïnvloed, kan versterken.

Mijn vraag is heel eenvoudig:

- Bent u zich bewust van dit probleem en welke actie(s) kunnen snel worden ingezet om niet alleen op korte termijn de openbare ruimte op te schonen, maar op langere termijn dergelijke situaties te voorkomen?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Deze elementen zijn reeds door verschillende bewoners meegedeeld. Er is een sterke verslechtering opgetreden na de staking die onlangs het Agentschap Net Brussel heeft getroffen. Wij hebben het Agentschap Net Brussel gevraagd dit goed te maken. Tijdens een vergadering van de stuurgroep met het Agentschap op vrijdag 17 maart heb ik de gelegenheid gehad om zowel het Agentschap als het kabinet van minister MARON te herinneren aan de dringende noodzaak om doeltreffende inhaalmechanismen in te voeren binnen het Agentschap Net Brussel in geval van gebrek aan inzameling, vooral in het licht van de nieuwe hervorming van de inzameling die door het Agentschap en het kabinet MARON zal worden doorgevoerd. Het is ondenkbaar dat de gemeenten moeten opdraaien voor de tekortkomingen van het Gewest op dit gebied. De wet legt de verplichting op om het afval binnen te brengen. Veel inwoners doen dat, maar velen ook niet.

Wat betreft de verschillende punten die u in uw vraag noemt:

- Théodore De Cuyperstraat: zoals u in uw vraag aangeeft, werd deze weg bijzonder zwaar getroffen door de staking van 10 maart: afval werd er door de wind en dieren meegevoerd. Wij hebben vorige week versterkte teams gestuurd om het op te ruimen.
- Speeltuin Marcel Thiry: de vuilnisbakken op de speelplaats worden dagelijks geleegd. Nu het warmer wordt, voeren we onze bezoeken aan de speelplaatsen op om te voorkomen dat de bakken overlopen. Elk weekend trekt een team van schoonmakers door de gemeente om de vuilnisbakken te legen, vooral op de speelplaatsen. We hebben echter te maken met een fenomeen dat verband houdt met familie-, vrienden- of verjaardagsfeestjes in sommige van onze

speeltuinen, waarbij de vuilnisbakken aan het eind van de dag overlopen. Samen met de dienst Openbare reinheid voeren we een proefphase uit van selectief sorteren in de groenzones van de gemeente. Als de fase succesvol verloopt, zullen we de sorteereilandjes uitbreiden naar de speelplaatsen, waardoor het aantal bakken in de groenstroken en speelplaatsen zal toenemen.

- Glasbollen Marcel Thiry: om sluikstorten rond de glasbollen te bestrijden, gebruiken we het camerasysteem om de daders te identificeren (zie het advies van de Gemeenteraad van februari en punt 9 van de agenda van deze vergadering).
- Braakliggende terrein tussen 86 en 180 Marcel Thirylaan: dit is eigenlijk een privéterrein. De dienst Beheer Openbare Ruimte heeft de particuliere eigenaar al verzocht zijn terrein veel regelmatiger te onderhouden. Wij herinneren hem regelmatig aan zijn verplichting.
- Eigen bedding voor bussen: de Marcel Thirylaan is een weg die is opgenomen in de inventaris van gewestwegen en wordt beheerd en onderhouden door Brussel Mobiliteit en het Agentschap Net Brussel. We hebben hen al meermaals gevraagd om deze ruimte veel regelmatiger te onderhouden.
- Aan het einde van de Arianelaan: zoals u weet - de burgemeester heeft de gelegenheid gehad om deze kwestie meermaals te bespreken - worden we geconfronteerd met de aanwezigheid van een kraakpand in een gebouw van het Gewest aan de Arianelaan 16-18. De bewoners van dit kraakpand houden zich niet aan de sorteerplicht en de dagen en uren waarop de vuilnisbakken worden buitengezet, met als gevolg dat de zakken door dieren worden opengereten en het afval door de wind wordt weggeblazen en soms vrij ver weg terechtkomt. De dienst Openbare reinheid is goed op de hoogte van deze situatie en stuurt regelmatig teams om het gebied schoon te maken. Wegens de agressiviteit van sommige bewoners van dit kraakpand of mensen die er rondhangen, zijn wij verplicht onze teams te laten begeleiden door een patrouille van de politiezone om hun veiligheid te garanderen."

Dhr. MAINGAIN komt tussenbeide om erop te wijzen dat de straathoekwerkers de bewoners van dit kraakpand hebben ontmoet om hen de sorteerregels uit te leggen, dat hun documenten in verschillende talen zijn overhandigd, alsmede vuilniszakken van verschillende kleuren.

Dhr. JAQUEMYNS vervolgt zijn antwoord op de verschillende punten uit de vraag van dhr. DETRY:

"

- Voor het terrein aan de Yorkshirelaan weet ik niet precies welk terrein u bedoelt. Momenteel wordt gewerkt aan het BESIX-werf voor de herinrichting van deze weg en de ruimte tegenover het kruispunt met de Calabriëlaan wordt door de aannemer van BESIX gebruikt als werfzone. Wij hebben hen reeds gewezen op hun verplichting hun bouwplaats te onderhouden.
- Wat de Atticastraat betreft, worden de voeten van de bomen onderhouden door de dienst Openbare reinheid. Het terrein naast de Atticastraat is privé-eigendom. De particuliere eigenaar is reeds verzocht zijn privéterrein te onderhouden. Naar aanleiding van de aanwezigheid van een kraakpand in de Gulledele is bovendien voor de komende dagen een volledig onderhoud van de openbare ruimte in de wijk Attique/Bretagne/Gulledele gepland door de dienst Openbare reinheid.

Alle genomen maatregelen zijn aan de bewoners van de wijk uitgelegd tijdens de grote wijkvergadering van 16 februari, waarop een groot aantal bewoners aanwezig was die met name bezorgd waren over dit probleem en dat van de kraakpanden in de wijk. Tenslotte, en meer algemeen, is een van de oorzaken van het zwerfvuil in onze straten het feit dat de vuilnisbakken worden opengebroken door dieren, met als gevolg dat de netheidsdienst twee keer per week letterlijk achter de opengebroken zakken aan moet rennen, zonder 100 % van het door wind en regen meegevoerde afval te kunnen ophalen. Daardoor blijft er altijd een beetje achter in de bloemperken, hagen, waterlopen, enz. Om dit te verhelpen overweegt het College het gebruik van harde containers voor organisch afval en voor restafval (witte zakken) op het hele grondgebied verplicht te stellen. Binnenkort (waarschijnlijk in april) zal een verordening ter stemming aan de Raad worden voorgelegd. De uitvoering op het terrein zal wijk per wijk worden gespreid. In de wijken waar deze vaste vuilnisbakken reeds in gebruik zijn, is het aantal kapotte vuilnisbakken meer dan drastisch gedaald en is de netheid verbeterd."

Dhr. DETRY beveelt aan het aantal vaste bakken te herzien. Op de speelplaats heeft hij de aanwezigheid van borden over hondenpoep opgemerkt en hij stelt voor er ook een aantal voor huishoudelijk afval te plaatsen, aangezien het grootste probleem het slecht gedrag van de mensen is. Voorts bevestigt hij, nadat hij in het weekend langs het kraakpand is gekomen, dat zwerfvuil een reëel probleem is. Ten slotte spreekt hij zijn volledige steun uit voor de vaste vuilnisbakken.

Questions orales (Section 4 - art. 7 - sous-section 3) - Mondelinge vragen (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 3)

20.03.2023/A/0046 **Le renouvellement du permis d'environnement de Brussels Airport Company, une histoire réservée aux Flamands ? (M. SIX)**

M. SIX présente une question orale relative au renouvellement du permis d'environnement de Brussels Airport Company, en guise d'introduction à la motion qu'il a déposée :

« Je m'adresse à vous au sujet du renouvellement du permis d'environnement MER délivré en juillet 2004 à la société privée Brussels Airport Company et qui arrivera à échéance en juillet 2024. Je suis inquiet de la croissance incontrôlée du trafic aérien dans la commune et la Région bruxelloise ainsi que des nombreuses violations de la réglementation aérienne et du fait que BAC n'a pas respecté des dispositions de son permis d'environnement de 2004. BAC n'a pas construit de mur antibruit ni de hall d'essais pour les moteurs d'avions, comme cela était pourtant exigé par le permis. Même si la société s'est engagée il y a quelques jours à les construire sans donner de délai. Ce n'est pas de l'azote que l'on sent, mais le stress d'une gestion en mode « panique football ». De plus, BAC ne respecte pas le nombre de vols de nuit autorisés, confondant le nombre de vols avec le nombre de créneaux horaires. Comme par magie, BAC a annoncé il y a quelques jours qu'elle n'en demanderait pas plus pour la nuit. BAC ne respecte pas non plus les niveaux de bruit individuels des avions (QC), surtout la nuit, ni ne se conforme aux décisions de justice contraignantes et non susceptibles d'appel ou de cassation. BAC ne communique pas avec les communes de Bruxelles et du Brabant wallon, qui subissent pourtant ses nuisances, et ne respecte pas son voisinage ni les riverains survolés. Le dernier exemple en date : le dossier de

l'étude d'incidence environnementale, qui se compose de près de 700 pages, est rédigé uniquement en néerlandais. Enfin, BAC veut augmenter le trafic cargo (c'est-à-dire de marchandises) sans prendre de mesures d'accompagnement. Je ne parlerai pas du fait qu'au niveau de sa licence fédérale, de nombreux problèmes sont soulevés pour rester dans le périmètre du permis d'environnement. Même si l'on sait que BAC ne fait pas respecter les normes de l'arrêté « Gosuin » du 27/05/1999 relatif à la lutte contre le bruit du trafic aérien. La commune doit se faire respecter dans ce dossier. Laisser entendre que nous n'avons pas voix au chapitre pour le renouvellement de ce permis est un déni de reconnaissance de la part de BAC des nuisances subies par les Woluwéennes et Woluwéens. Les communes de la Région bruxelloise, les habitants mais aussi la Région bruxelloise ont droit au chapitre dans ce dossier. Je sais que vous suivez ce dossier avec beaucoup de vigilance et je vous en remercie. Toutefois, pourriez-vous nous dire ce que vous avez déjà fait pour cela ? Quelles ont été vos initiatives passées et à venir, notamment auprès des ministres de l'Environnement flamand et bruxellois ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Comme vous le savez, notre commune a été la première commune bruxelloise à réagir publiquement à l'annonce des autorités régionales flamandes de ne pas consulter les communes bruxelloises. La commune de Woluwe-Saint-Lambert, via le Collège, s'est étonnée, en effet, d'apprendre que celles-ci envisagent d'organiser une enquête publique et des sessions d'information à destination des habitants uniquement dans les quatre communes jouxtant l'aéroport, à savoir Steenokkerzeel, Kortenberg, Zaventem et Machelen. Bien que les infrastructures de l'aéroport soient situées sur le territoire flamand, les plaintes pour nuisances sonores émanent des trois régions du pays, et principalement des habitants de la Région bruxelloise. Il serait donc inacceptable que les habitants d'une commune comme Woluwe-Saint-Lambert, qui sont survolés par près de 50 % des avions au décollage, n'aient pas la possibilité de s'exprimer. Il faut savoir que plus de 30.000 avions ont survolé à basse altitude la commune en 2022 d'après le rapport du service de médiation du Gouvernement fédéral. Ces chiffres risquent encore d'augmenter en 2023 pour se rapprocher de ceux d'avant la pandémie. La commune invite dès lors le Gouvernement régional flamand, et plus particulièrement la ministre régionale de l'Environnement, Zuhal DEMIR, à étendre cette enquête à l'ensemble des communes et des riverains touchés par les nuisances occasionnées par l'exploitation de l'aéroport. A défaut, la commune envisagera toutes les actions possibles pour faire respecter le droit des habitants concernés par les incidences liées à l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National à exprimer leur avis. Un courrier en ce sens va être envoyé à la ministre et répond en ce sens à l'une des préoccupations que vous relevez dans votre motion. Ce courrier a été rédigé en concertation avec le conseil juridique de la commune et insiste sur le droit de participation des communes bruxelloises et de leurs habitants à l'enquête publique. Nous avons prévu également, comme vous le demandez d'ailleurs aussi dans la motion, d'interpeller le ministre régional bruxellois de l'Environnement, Alain MARON, afin qu'il réagisse pour défendre les intérêts de la Région bruxelloise et de ses habitants. Car, selon la législation européenne mais aussi flamande, la Région bruxelloise a le droit d'exprimer son avis et de réclamer auprès de la Région flamande l'exercice de ce droit dès l'instant où l'objet de la demande de permis de la région voisine peut avoir des incidences sur les habitants et l'environnement dans cette autre région. »

De verlenging van de milieuvergunning van Brussels Airport Company, enkel een Vlaams verhaal? (Dhr. SIX)

Dhr. SIX stelt een mondelinge vraag over de verlenging van de milieuvergunning van Brussels Airport Company, bij wijze van inleiding op de door hem ingediende motie: "Ik richt mij tot u over de verlenging van de milieuvergunning MER die in juli 2004 is afgegeven aan de private onderneming Brussels Airport Company en die afloopt in juli 2024. Ik ben bezorgd over de ongecontroleerde groei van het luchtverkeer in de gemeente en het Brussels Gewest, over de talrijke schendingen van de luchtvaartregelgeving en over het feit dat BAC de bepalingen van haar milieuvergunning van 2004 niet heeft nageleefd. BAC heeft geen geluidswal of testruimte voor vliegtuigmotoren gebouwd, zoals de vergunning vereist. Ook al heeft het bedrijf enkele dagen geleden toegezegd deze te bouwen zonder een termijn te noemen. Wij ruiken geen stikstof, maar de stress van een directie in "voetbalpaniek". Bovendien houdt BAC zich niet aan het aantal toegestane nachtvluchten en verwart zij het aantal vluchten met het aantal slots. Als bij toverslag heeft BAC enkele dagen geleden aangekondigd dat zij niet meer nachtvluchten zou vragen. BAC respecteert evenmin de individuele geluidsniveaus van vliegtuigen (QC), vooral 's nachts, en houdt zich niet aan bindende rechterlijke beslissingen waartegen geen beroep of cassatie mogelijk is. BAC communiceert niet met de gemeenten in Brussel en Waals-Brabant, die hinder ondervinden, en respecteert de buren en de omwonenden van de luchthaven niet. Het laatste voorbeeld: het dossier van de milieueffectenstudie, die bijna 700 pagina's telt, is alleen in het Nederlands geschreven. Tenslotte wil BAC het vrachtverkeer (d.w.z. goederen) uitbreiden zonder begeleidende maatregelen te nemen. Ik ga het niet hebben over het feit dat wat haar federale licentie betreft, veel problemen worden opgewekt om binnen de reikwijdte van de milieuvergunning te blijven. Ook al is bekend dat BAC de normen van het "Gosuin"-decreet van 27/05/1999 betreffende de bestrijding van vliegtuiglawaaï niet handhaaft. De gemeente moet in deze kwestie respect afdwingen. Impliceren dat wij geen inspraak hebben in de verlenging van deze vergunning, is een ontkenning door BAC van de overlast die de inwoners van Woluwe ondervinden. De gemeenten, de inwoners en ook het Brussels Gewest hebben recht op inspraak in deze zaak. Ik weet dat u dit dossier met grote waakzaamheid volgt en ik dank u daarvoor. Maar kunt u ons vertellen wat u daarvoor al gedaan hebt? Welke initiatieven heeft u in het verleden genomen en gaat u in de toekomst nemen, met name bij de Vlaamse en Brusselse ministers van Leefmilieu?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

"Zoals u weet was onze gemeente de eerste Brusselse gemeente die publiekelijk reageerde op de aankondiging van de Vlaamse gewestelijke overheden om de Brusselse gemeenten niet te raadplegen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft via het College met verbazing vernomen dat de Vlaamse gewestelijke autoriteiten van plan waren om alleen in de vier gemeenten die aan de luchthaven grenzen, namelijk Steenokkerzeel, Kortenberg, Zaventem en Machelen, een openbaar onderzoek en informatiesessies voor de inwoners te organiseren. Hoewel de luchthaveninfrastructuur zich in Vlaanderen bevindt, komen er geluidsklachten binnen uit de drie gewesten van het land, en vooral van inwoners van het Brussels Gewest. Het zou dan ook onaanvaardbaar zijn dat de inwoners van een gemeente als Sint-Lambrechts-Woluwe, die door bijna 50 % van de opstijgende vliegtuigen wordt overvlogen, niet de kans krijgen hun mening te geven. Volgens het rapport van de bemiddelingsdienst van de Federale Regering vlogen in 2022 meer dan 30.000 vliegtuigen op lage hoogte over de gemeente. Deze cijfers zullen in 2023 waarschijnlijk opnieuw stijgen tot het niveau van voor de pandemie. De gemeente roept de Vlaamse Regering, en meer bepaald de gewestelijke minister van Leefmilieu,

Zuhal DEMIR, dan ook op om dit onderzoek uit te breiden tot alle gemeenten en inwoners die hinder ondervinden van de exploitatie van de luchthaven. Indien dit niet gebeurt, zal de gemeente alle mogelijke acties overwegen om ervoor te zorgen dat het recht van de inwoners die de gevolgen ondervinden van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal om hun mening te geven, wordt gerespecteerd. Een brief van deze strekking zal aan de minister worden gestuurd en komt in die zin tegemoet aan een van de bezwaren die u in uw motie naar voren brengt. Deze brief werd opgesteld in overleg met de raadsman van de gemeente en benadrukt het recht op deelname van de Brusselse gemeenten en hun inwoners aan het openbaar onderzoek. Wij zijn ook van plan, zoals u ook in de motie vraagt, om de Brusselse gewestelijke minister van Leefmilieu, Alain MARON, te verzoeken te reageren om de belangen van het Brussels Gewest en zijn inwoners te verdedigen. Want volgens de Europese en Vlaamse wetgeving heeft het Brussels Gewest het recht zich uit te spreken en te eisen dat het Vlaams Gewest de uitoefening van dit recht mogelijk maakt zodra het onderwerp van de vergunningsaanvraag in het buurgewest gevolgen kan hebben voor de inwoners en het milieu in dat andere gewest."

Motion (Section 4 - art. 7 - sous-section 2) - Motie (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 2)

20.03.2023/A/0047

Motion visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes. (M. SIX)

Considérant que l'exploitant de l'aéroport de Bruxelles-National - Brussels Airport Company (BAC) - doit introduire avant le 08/07/2023 une demande de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport, accompagnée d'une étude d'incidences environnementales, auprès des autorités régionales flamandes étant donné que son permis actuel arrivera à échéance en juillet 2024 ;

Vu le décret du 25/04/2014 relatif aux permis d'environnement selon lequel les autorités régionales flamandes sont compétentes pour l'instruction de ce type de demande de permis et notamment, pour organiser l'enquête publique prévue dans le cadre de ladite instruction ;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 13/02/2015 portant désignation des projets flamands et provinciaux, en exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, rendant la demande de permis d'environnement déposée par BAC obligatoire par le fait que, en Région flamande, l'exploitation de toute piste d'aviation de plus de 800m nécessite une telle autorisation ;

Considérant que l'administration flamande a prévu d'organiser une enquête publique et des sessions d'information uniquement pour les habitants des deux communes sur lesquelles est implanté l'aéroport - Zaventem et Kortenberg - et des deux communes jouxtant l'aéroport - Steenokkerzeel et Machelen ;

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu l'article 26 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, qui prévoit que toute personne physique ou morale peut communiquer, durant l'enquête publique, ses points de vue, observations et objections, par voie analogique ou via le guichet environnement, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où sera exécuté l'objet de la demande de permis ;

Considérant que bien que les infrastructures de l'aéroport soient situées sur le territoire de la région flamande, l'exploitation de l'aéroport, notamment de ses pistes d'atterrissement et de décollage, engendre des nuisances pour les riverains de l'aéroport domiciliés dans d'autres communes que celles mentionnées ci-dessus, même si ces communes ne sont pas en Région flamande ;

Considérant que les habitants d'une commune, comme Woluwe-Saint-Lambert, sont survolés par près de 50 % des avions au décollage ;

Considérant que ces mouvements aériens résultent directement de l'activité de l'aéroport ;

Considérant que plus de 30.000 avions ont survolé la commune en 2022 d'après le rapport du service de médiation du gouvernement fédéral ;

Considérant que ces chiffres risquent encore d'augmenter en 2023 pour se rapprocher de ceux d'avant la pandémie ;

Considérant que les communes bruxelloises et celle de Woluwe-Saint-Lambert en particulier sont à considérer comme le « public concerné » par le projet d'exploitation, tel que le conçoit la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Considérant que les communes sont des personnes morales de droit public, et peuvent donc communiquer leurs points de vue, observations et objections conformément à l'article 26 de l'arrêté du gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent également faire valoir le même droit à exprimer leurs points de vue, observations et objections ;

Vu l'article 27 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 suivant lequel « si l'administration compétente constate que l'objet de la demande de permis peut avoir des incidences considérables sur l'homme et l'environnement dans une autre région (...) ou si l'autorité compétente de cette autre région le demande, l'administration compétente met la demande de permis à la disposition de l'autorité compétente pour avis » ;

Vu le décret du 05/04/1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement (dit décret « DABM ») qui prévoit en son article 4 (DABM) que « s'il ressort de la notification (de réaliser une étude d'incidences sur l'environnement) que le projet peut avoir des incidences considérables pour l'homme et l'environnement (...) dans d'autres régions ou si (...) les régions en font la demande, l'administration notifie le projet aux autorités compétentes des (...) régions en question, avec la demande de communiquer leurs commentaires à

l'administration » ;

Considérant que la Région bruxelloise en tant que Région survolée devrait également faire valoir ses observations et objections concernant le permis d'environnement à délivrer et défendre les intérêts de ses habitants ;

Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert demande au :

- gouvernement flamand d'organiser une enquête publique qui s'étende à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;
- gouvernement bruxellois d'exiger officiellement que la Région flamande lui notifie la demande de permis d'environnement et l'étude d'incidences, et de communiquer, après concertation avec les communes et les habitants de la Région, un avis circonstancié sur la demande de permis ;
- Collège des bourgmestre et échevins :
 - de rendre, après concertation avec les habitants, un avis aux autorités régionales flamandes à l'occasion de l'enquête publique sur la demande de permis d'environnement ;
 - d'envisager, si nécessaire, toutes actions devant les juridictions compétentes pour faire respecter son droit et celui de ses habitants de participer à l'enquête publique ;
 - de signifier, proactivement, à la ministre flamande de l'environnement, Mme Zuhal DEMIR, que la commune souhaite être consultée.

33 votants : 33 votes positifs.

Motie om te eisen dat de mening van het Brussels Gewest, de Brusselse gemeenten en hun inwoners in aanmerking worden genomen in de procedure voor de verlenging van de milieuvergunning voor Brussels Airport door de Vlaamse gewestelijke autoriteiten. (Dhr. SIX)

Overwegende dat de exploitant van Brussels National Airport - Brussels Airport Company (BAC) - vóór 08/07/2023 bij de Vlaamse gewestelijke autoriteiten een aanvraag tot hernieuwing van de milieuvergunning voor de luchthaven moet indienen, vergezeld van een milieueffectenrapport, aangezien de huidige vergunning in juli 2024 afloopt;

Gelet op het decreet van 25/04/2014 betreffende de omgevingsvergunning, volgens hetwelk de Vlaamse gewestelijke autoriteiten bevoegd zijn om dit soort vergunningsaanvragen te onderzoeken en met name het openbaar onderzoek te organiseren dat in het kader van dat onderzoek is voorzien;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13/02/2015 tot aanwijzing van Vlaamse en provinciale projecten ter uitvoering van het decreet van 25/04/2014

betreffende de omgevingsvergunning, waarbij de door de BAC ingediende aanvraag voor een milieuvergunning verplicht wordt gesteld omdat in het Vlaamse Gewest voor de exploitatie van elke start- en landingsbaan langer dan 800m een dergelijke vergunning vereist is;

Overwegende dat de Vlaamse overheid van plan is een openbaar onderzoek en informatievergaderingen te organiseren, uitsluitend voor de inwoners van de twee gemeenten waar de luchthaven is gevestigd - Zaventem en Kortenberg - en de twee aan de luchthaven grenzende gemeenten - Steenokkerzeel en Machelen;

Gelet op richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13/12/2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op artikel 26 van besluit van de Vlaamse regering van 27/11/2015 tot uitvoering van het decreet van 25/04/2014 betreffende de omgevingsvergunning, dat bepaalt dat elke natuurlijke of rechtspersoon tijdens het openbaar onderzoek zijn standpunten, opmerkingen en bezwaren kan meedelen, langs analoge weg of via het omgevingsloket, aan het College van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het voorwerp van de vergunningsaanvraag zal worden uitgevoerd;

Overwegende dat, hoewel de luchthaveninfrastructuur zich op het grondgebied van het Vlaamse Gewest bevindt, de exploitatie van de luchthaven, met name de start- en landingsbanen, hinder veroorzaakt voor de bewoners van de luchthaven die in andere dan de hierboven vermelde gemeenten wonen, ook al liggen deze gemeenten niet in het Vlaamse Gewest;

Overwegende dat de inwoners van een gemeente als Sint-Lambrechts-Woluwe door bijna 50 % van de opstijgende vliegtuigen worden overvlogen;

Overwegende dat deze vliegbewegingen het rechtstreekse gevolg zijn van de activiteit van de luchthaven;

Overwegende dat in 2022 meer dan 30.000 vliegtuigen over de gemeente vlogen volgens het rapport van de bemiddelingsdienst van de federale overheid;

Overwegende dat deze cijfers in 2023 waarschijnlijk opnieuw zullen stijgen om het niveau van vóór de pandemie te benaderen;

Overwegende dat de Brusselse gemeenten en die van Sint-Lambrechts-Woluwe in het bijzonder moeten worden beschouwd als het "bij het exploitatieproject betrokken publiek" in de zin van richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13/12/2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Overwegende dat de gemeenten publiekrechtelijke rechtspersonen zijn en bijgevolg hun zienswijzen, opmerkingen en bezwaren kunnen meedelen overeenkomstig artikel 26 van het besluit van de regering van 27/11/2015 tot uitvoering van het decreet van 25/04/2014 betreffende;

Overwegende dat ook de inwoners van de gemeente hetzelfde recht kunnen doen gelden om hun zienswijzen, opmerkingen en bezwaren kenbaar te maken;

Gelet op artikel 27 van het besluit van de Vlaamse regering van 27/11/2015 tot

uitvoering van het besluit van 25/04/2014, volgens hetwelk "*indien de bevoegde instantie vaststelt dat het voorwerp van de vergunningsaanvraag aanzienlijke gevolgen kan hebben voor mens en milieu in een ander gewest (...) of indien de bevoegde autoriteit van dat andere gewest daarom verzoekt, stelt het bevoegd gezag de vergunningsaanvraag voor advies ter beschikking van de bevoegde instantie*";

Gelet op het decreet van 05/04/1995 houdende algemene bepalingen inzake milieubeleid (bekend als het "DABM"-decreet), dat in artikel 4 (DABM) bepaalt dat "*indien uit de aanmelding (voor het uitvoeren van een milieueffectenstudie) blijkt dat het project aanzienlijke effecten kan hebben voor mens en milieu (...) in andere gewesten of indien het project in hetzelfde gewest wordt uitgevoerd.) in andere regio's of indien (...) de gewesten daarom verzoeken, stelt de administratie de bevoegde autoriteiten van de (...) betrokken gewesten van het project in kennis met de vraag of ze hun commentaar aan de administratie kunnen meedelen*";

Overwegende dat ook het Brussels Gewest, als gewest dat wordt overvlogen, zijn opmerkingen en bezwaren met betrekking tot de af te geven milieuvergunning kenbaar moet maken en de belangen van zijn inwoners moet verdedigen;

De Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe verzoekt:

- de Vlaamse regering om een openbaar onderzoek te organiseren dat zich uitstrekt tot alle Brusselse gemeenten die hinder ondervinden van de exploitatie van de luchthaven;
- de Brusselse regering om officieel te eisen dat het Vlaams Gewest haar op de hoogte brengt van de aanvraag voor een omgevingsvergunning en de milieueffectenstudie en om, na overleg met de gemeenten en inwoners van het Gewest, een gedetailleerd advies over de vergunningsaanvraag mee te delen;
- het College van burgemeester en schepenen:
 - om na overleg met de inwoners, een advies uit te brengen aan de Vlaamse gewestelijke overheid ter gelegenheid van het openbaar onderzoek betreffende de omgevingsvergunningsaanvraag;
 - om indien nodig, alle acties voor de bevoegde rechtbanken te overwegen om ervoor te zorgen dat zijn recht en dat van zijn inwoners om deel te nemen aan het openbaar onderzoek worden geëerbiedigd;
 - om de Vlaamse minister van Leefmilieu, mw. Zuhal DEMIR, proactief, in kennis te stellen dat de gemeente geraadpleegd wenst te worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Patrick Lambert

La Présidente,
De Voorzitster,

Ariane Calmeyn